

Rapport annuel 2013



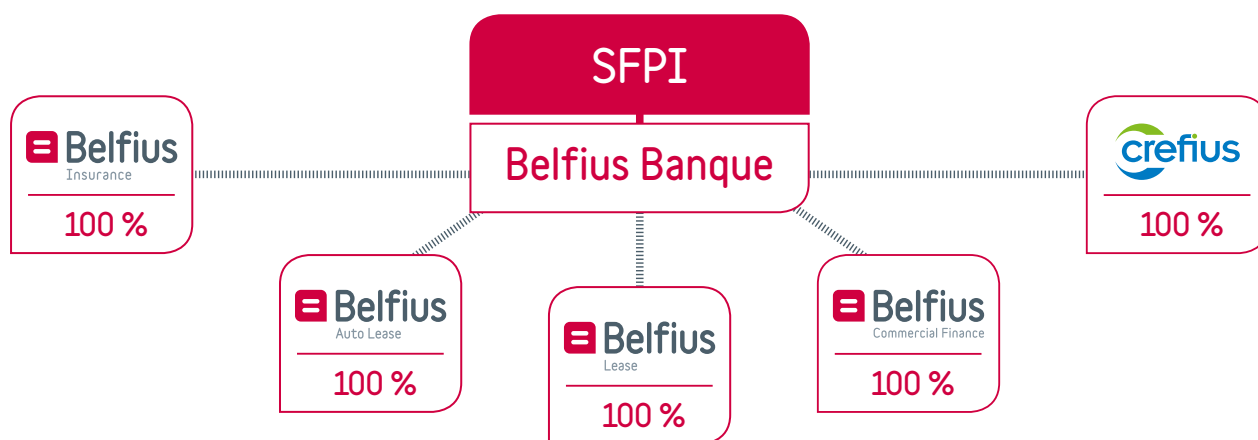
Sommaire

Profil de Belfius Banque	2
Rapport de gestion	5
Comptes consolidés	91
Comptes sociaux	211
Informations complémentaires	266

Profil de Belfius Banque

Belfius Banque est un groupe bancaire et d'assurances entièrement détenu par l'État fédéral belge au travers de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI). Les actions de Belfius Banque ne sont pas cotées en Bourse.

Structure simplifiée du groupe⁽¹⁾



Nos activités

Les activités commerciales sont organisées autour de trois métiers : Retail and Commercial Banking, Public and Wholesale Banking et Assurances.

1. Retail and Commercial Banking

Belfius Banque propose à ses clients particuliers, indépendants et PME, l'accès à une gamme complète de produits et services de banque de détail, commerciale et privée ainsi que d'assurance.

La banque, qui se classe parmi les trois principales de Belgique, sert ses 3,5 millions de clients grâce à son réseau de 772 agences, des applications bancaires internet et mobiles, un *contact center* et un grand nombre de guichets automatiques, ce qui la rend accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

2. Public and Wholesale Banking

Belfius Banque est le partenaire privilégié des pouvoirs publics et du secteur social (hôpitaux, écoles, universités, maisons de repos...) en Belgique. La banque propose une gamme de produits et services intégrée et complète à ses clients : crédits, gestion de trésorerie, optimisation de budget, solutions financières IT.

L'activité de crédit aux grandes entreprises se concentre essentiellement sur les entreprises de taille moyenne actives en Belgique et qui offrent leurs services au secteur public.

3. Assurances

Active sur le marché belge des assurances et filiale à 100 % de Belfius Banque, Belfius Insurance propose une gamme complète de produits Vie et Non-Vie aux particuliers, indépendants et entreprises ainsi qu'aux secteurs public et social. Et ce, en s'appuyant sur trois marques et trois canaux de distribution :

- les AP assurances, via son réseau de conseillers exclusifs ;
- Belfius Assurances via les agences de Belfius Banque ;
- Corona, via des canaux de vente directe.

Elantis, qui offre des crédits hypothécaires et des crédits à la consommation par l'intermédiaire de courtiers indépendants, complète cette approche multicanal et multimarque unique.

(1) Pour plus de détails, voir la liste des filiales reprise dans la partie « Comptes consolidés » de ce rapport annuel.

Notre mission et ambition

En tant qu'unique bancassureur intégré 100 % belge, Belfius privilégie un lien solide et de proximité avec ses clients et partenaires ainsi que la création d'une plus-value sociétale.

Situation financière saine

Belfius aspire à un profil financier sain et pérenne ainsi qu'à une position solide en termes de liquidité et de solvabilité. C'est la raison pour laquelle la banque mène une politique prudente en matière de risque.

Collaborateurs fiers et engagés

Belfius souhaite être un employeur attrayant qui offre à ses collaborateurs des opportunités et des responsabilités en les incitant, par une démarche de recherche de solutions, à mettre leur passion et leur expertise au service du client et de la société.

Bancassureur
100 %
belge

Partenaire de la société

En investissant dans des secteurs d'activité clés comme le logement, les maisons de repos, les hôpitaux, l'infrastructure publique, l'enseignement, l'énergie, la mobilité et l'économie locale, Belfius entend marquer son engagement au service de la société.

Efficacité opérationnelle

Belfius vise à accroître son efficacité en simplifiant ses structures et ses processus et en favorisant une collaboration optimale entre ses différents métiers.

Satisfaction clients

Belfius veut évoluer avec et en fonction des besoins de ses clients, afin de pouvoir leur proposer, à chaque moment clé de leur vie et par le canal le plus adapté, des solutions innovantes et sur mesure.



Nos collaborateurs

Belfius emploie 7 323 collaborateurs, auxquels il convient d'ajouter 3 492 personnes travaillant dans les réseaux indépendants de la banque et de l'assureur.

7 323 collaborateurs
3 492 personnes dans les
réseaux indépendants

Nos notations

Au 31 mars 2014	Notation à long terme	Perspective	Notation à court terme
Fitch	A-	Négative	F1
Moody's	Baa1	Stable	Prime-2
Standard & Poor's	A-	Négative	A-2



Rapport de gestion

Message des présidents	7
Rapport à la société	10
Résultats financiers	37
Retail and Commercial Banking	41
Public and Wholesale Banking	46
Assurances	50
Gestion des risques	53
Gestion du capital	74
Gouvernement d'entreprise	78
Informations générales	88

Message des présidents

2013, la première année complète sous la bannière Belfius, a été sans conteste l'année de la consolidation pour Belfius, et ce dans de nombreux domaines.

Consolidation de la capacité de Belfius à générer des **bénéfices récurrents solides**. Nous enregistrons un résultat net positif de 445 millions d'euros au terme de l'année 2013, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à la fin de 2012, reflet d'une activité commerciale dynamique tout au long de l'année. Belfius Insurance contribue largement à cette belle performance, en affichant un résultat net de 215 millions d'euros. Le plan d'économies de la banque, annoncé en 2012 et dont la mise en œuvre a débuté en 2013, commence à porter ses fruits et se traduit par une baisse de 10 % des coûts au terme de l'année 2013. Ces bons résultats sont en tous points conformes à nos engagements et à notre plan stratégique 2012-2016, validé fin 2012 par la Commission européenne.

Consolidation de notre *track record* en matière de **réduction tactique de nos risques**. Ainsi, nous avons diminué notre bilan de 30 milliards d'euros en 2013 et ce sans affecter le développement de nos activités commerciales. Nous avons également réduit notre portefeuille obligataire Legacy de 3,6 milliards d'euros au cours de l'année. Ce portefeuille s'élève à 12,4 milliards



Jos Clijsters

Marc Raisière

d'euros fin 2013 et est de bonne qualité. Enfin, le groupe Dexia ne représente plus un danger pour Belfius. Au terme de l'année 2013 et après deux ans d'efforts intensifs, l'exposition résiduelle à Dexia s'élève à 13,5 milliards d'euros, constitués pour 13,4 milliards d'euros d'obligations garanties par les États belges, français et luxembourgeois.

Consolidation également de notre **solvabilité**, sous l'effet combiné du bénéfice réalisé en 2013 et de l'amélioration de notre profil de risque. Nous enregistrons une belle progression de notre ratio des fonds propres durs (Core Tier 1) sous Bâle II, à 15,4 % fin 2013 contre 13,3 % fin 2012. Notre ratio *common equity (fully fledged) pro forma* sous Bâle III (CRR) a été estimé à 11,7 %⁽¹⁾ fin 2013. Notre assureur affiche, quant à lui, un ratio Solvency II estimé à 223 %.

Consolidation enfin, voire même confirmation, du dynamisme de notre **franchise commerciale** et de notre rôle de **financier et d'assureur du tissu économique belge**. Cette année encore, nous avons investi quelque 10 milliards d'euros dans l'économie locale belge via l'octroi de crédits aux particuliers, aux entreprises et aux secteurs public et social. Nous comptons poursuivre sur notre lancée et avons l'ambition de continuer à créer de la valeur et à la partager avec la société via l'octroi de 30 milliards d'euros de nouveaux crédits d'ici 2016, à un rythme de 10 milliards d'euros par an.

Nos trois métiers commerciaux participent à cette dynamique commerciale positive et se sont illustrés tout au long de l'année par leur souci permanent de satisfaire nos clients.

Ainsi, les applications pour smartphones et tablettes développées par notre métier **Retail and Commercial Banking** sont reconnues comme les meilleures du marché et récoltent un taux de satisfaction de presque 100 % auprès de plus de 200 000 utilisateurs actifs.

Au niveau de l'activité **Public and Wholesale Banking**, nous confirmons notre partenariat historique avec les administrations locales, avec une part de marché de plus de 70 % pour l'encours des prêts. Par ailleurs, en tant que partenaire financier par excellence, Belfius a accompagné avec succès les pouvoirs locaux et régionaux, en quête de diversification de leurs sources de financements, dans leurs démarches sur les marchés des capitaux.

Enfin, nous avons poursuivi notre objectif d'une plus grande **convergence entre les activités de la banque et de l'assurance**, par un enrichissement de notre gamme de produits, aussi bien en assurance vie que non-vie. À titre d'exemple, nous pouvons être fiers du succès de notre campagne pour les produits d'assurance de la branche 44, qui nous a permis de collecter 580 millions d'euros de placements au sein du réseau bancaire. Nous sommes convaincus que nous pourrons, dans les années à venir, davantage exploiter le potentiel de croissance endogène grâce à la poursuite d'une collaboration approfondie entre la banque et l'assurance.

2013 a en outre été une année de passage de témoin au niveau des organes de gestion de notre groupe. Le 5 juin dernier et pour des raisons personnelles, monsieur Alfred Bouckaert a démissionné de ses fonctions de président du conseil d'administration. Nous tenons à le remercier vivement pour tout ce qu'il a apporté à notre groupe de bancassurance. Nous sommes également reconnaissants à monsieur Guy Quaden d'avoir accepté la présidence du conseil d'administration de la banque pendant une courte période afin de nous permettre d'organiser la transition et de garantir la continuité nécessaire avant de nous engager dans nos nouvelles fonctions respectives au début de l'année 2014.

(1) La Banque nationale de Belgique (BNB) octroie – sur une base temporaire (jusqu'à la mise en œuvre d'IFRS 9) – une option nationale permettant de ne pas prendre en compte la réserve AFS négative sur le portefeuille souverain à concurrence de 5 % de ce portefeuille. Par ailleurs, la BNB a accepté les règles sur les conglomérats financiers (compromis danois).

Forts de notre belle prestation en 2013, nous pouvons envisager l'avenir avec confiance et nourrissons trois ambitions.

Nous voulons être un bancassureur sain et durable, concrétisant l'engagement sociétal le plus ambitieux. Belfius se veut l'exemple d'une nouvelle culture bancaire. Nous ne recherchons pas le profit à court terme mais entendons poursuivre notre engagement envers la société, en réinvestissant l'épargne des belges dans le tissu économique local, tout en ambitionnant un profil financier sain et stable.

Nous voulons être le bancassureur le plus orienté client. Le client est au centre de nos préoccupations et nous nous fixons pour objectif un taux de satisfaction de 95 % en 2016, et ce pour tous les segments de clientèle. Nous voulons être pour chaque client un partenaire solide sur lequel il peut compter en toutes circonstances.

Nous entendons garantir un niveau élevé d'expertise en matière de gestion financière et des risques. C'est une nécessité absolue si nous voulons encore mieux accompagner nos clients au quotidien tout en continuant à gérer et à réduire de manière optimale les activités Legacy héritées du passé.

Précisément la banque à laquelle vous avez droit.

Nous sommes cependant conscients que nous ne pourrions concrétiser pleinement ces ambitions sans le soutien sans cesse renouvelé de nos 3,5 millions de clients, l'engagement sans faille de nos 7 323 collaborateurs et de nos réseaux de distribution et l'entière confiance de notre actionnaire. Nous tenons expressément à les en remercier et continuerons, en 2014, à relever les défis et à construire ensemble l'avenir de Belfius.

Marc Raisière

Président du comité de direction

Jos Clijsters

Président du conseil d'administration

Rapport à la société

- 1** Une banque et un assureur proches de la société p. 12
- 2** Une banque et un assureur qui placent le client au cœur de leur organisation p. 25
- 3** Une banque et un assureur rigoureux et bien organisés p. 27
- 4** Une banque et un assureur durables p. 33

Introduction

Le paysage financier belge, et à tout le moins l'univers de Belfius, a subi une transformation radicale. Plongés au cœur même de toutes ces mutations, nous forgeons, pas à pas, la nouvelle Belfius que nous voulons construire : une banque et un assureur chaleureux, proches de la société. Nous aspirons à devenir un acteur financier de référence, autonome, durable et rentable, reconnu pour ses valeurs et la qualité de ses services. En 2012 et 2013, nous avons œuvré pour nous rapprocher de ces objectifs.

Engagement à l'égard de la société

Le parcours de Belfius en 2013 est celui d'une banque et d'un assureur qui s'engagent avec force vis-à-vis de la communauté. Sur le plan financier et sur le plan social. Ce chapitre fait le point sur les initiatives prises en 2013, d'une part, afin d'être au plus près des attentes de toutes les parties prenantes et répondre aux grands défis de la société, d'autre part, pour améliorer encore et toujours notre organisation interne.

Créer une plus-value pour la société : des actes avant tout

Dans les pages suivantes, vous découvrirez comment nous comptons aider la société à progresser grâce à nos produits et services. Nous confirmons qu'en 2013, tout comme les années précédentes, nous n'avons cessé d'investir dans le développement durable et dans de beaux projets à vocation sociale. Enfin, nous faisons le point sur notre évolution vers une banque de service, qui place l'expérience client au cœur de sa démarche.

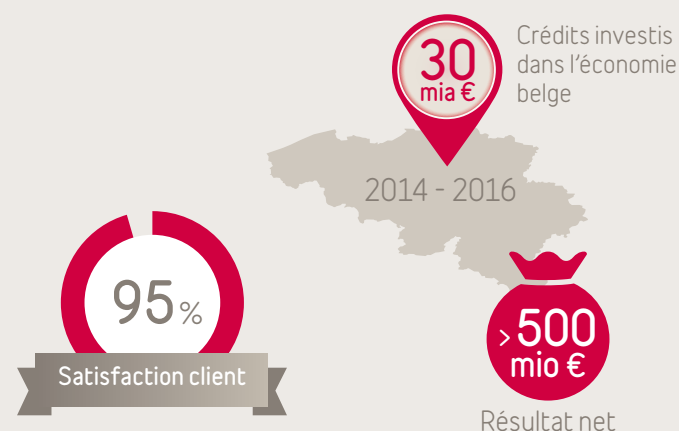
Un regard critique

Construire une meilleure banque suppose de passer notamment au crible nos procédures et processus existants, de manière approfondie et compétente. Belfius ose faire son autocritique et se remettre en question. Dans ce « Rapport à la société », vous découvrirez la radioscopie de notre organisation interne. Vous constaterez que nous n'avons pas hésité, tout au long de l'année, à prendre des décisions responsables, même si celles-ci s'avéraient parfois douloureuses.

Résultat net de 445 millions d'euros

Nos efforts portent déjà leurs fruits et nous en sommes fiers. Dans la partie financière de ce rapport, nous vous présentons une revue détaillée de nos résultats. En 2013, malgré une conjoncture macro-économique difficile, Belfius enregistre un résultat net part du groupe consolidé de 445 millions d'euros. Les revenus s'élèvent à

Notre ambition 2016



1 834 millions d'euros et les coûts baissent de 10 % à 1 424 millions d'euros. L'impact du plan d'économies a été plus perceptible au cours des derniers mois, ce qui ne fait qu'améliorer notre capacité bénéficiaire à long terme.

Profil de risque et solvabilité en amélioration progressive

Le total du bilan diminue de 30 milliards à 183 milliards d'euros. Le portefeuille obligataire hérité du passé (portefeuille Legacy) a été réduit de 3,6 milliards d'euros en 2013, ce qui en soi est une bonne nouvelle. En outre, les fonds propres totaux augmentent encore, pour atteindre 6,6 milliards d'euros. Nous sommes aussi parvenus à améliorer matériellement notre solvabilité. La baisse des risques pondérés (-15 % à 43 milliards d'euros) porte le ratio des fonds propres durs (Core Tier I) sous Bâle II à 15,4 %.

Le ratio Solvency I de Belfius Insurance s'améliore pour s'élever à 186 % grâce à de bons résultats.

Belfius Insurance : une véritable reprise

Cette année, Belfius Insurance a connu une véritable reprise. Grâce à une réduction matérielle des risques, à une bonne maîtrise des coûts, à une attention particulière portée au résultat opérationnel et à une orientation client importante, notre branche assurances est redevenue rapidement une structure saine et solide, signant de beaux résultats financiers et opérationnels.

Créer de la valeur ajoutée

Belfius est fière de ses réalisations 2013 et met tout en œuvre pour poursuivre sur cette lancée. Nous sommes convaincus que la banque est faite par les citoyens pour les citoyens. Aussi, Belfius entend se rapprocher des gens, jour après jour, année après année. Avec motivation et savoir-faire, elle veut créer plus de valeur ajoutée par ses activités commerciales et le mécénat, verser une part équitable aux impôts et restituer à la société ce à quoi elle a droit.

1 Une banque et un assureur proches de la société

Belfius se doit d'être une entreprise financièrement saine, durablement. Mais notre mission ne s'arrête pas là. Plus que jamais, notre volonté est d'être une banque et un assureur chaleureux, un partenaire proche de la société, qui accompagne les personnes et les acteurs économiques dans tout ce qu'ils entreprennent, et d'être la source d'une valeur ajoutée reconnue pour la société.

Nous sommes persuadés que c'est par nos produits et services que nous pourrions nous distinguer et mener à bien notre mission sociale. Belfius est par exemple en mesure de proposer une formule d'investissement durable aux particuliers comme aux entreprises désireux d'investir leurs avoirs. Et l'argent que nous récoltons est tout naturellement réinvesti dans la société.

Nous aidons également les chefs d'entreprise – des starters aux multinationales – à donner corps à leurs projets. Nous sommes à l'écoute de leurs besoins et privilégions les parcours décisionnels courts. Ce qui fait la différence, ce sont les décisions rapides en matière de crédit prises à l'échelon local, grâce à notre savoir-faire et à la connaissance approfondie du client. Nous encourageons les entrepreneurs débutants en leur octroyant des crédits en partenariat avec la Banque européenne d'investissement.

Puissant moteur de notre économie locale, nous voulons aider la Belgique à maintenir sa place sur la carte de la compétitivité mondiale.

Nous épaulons les administrations publiques, hôpitaux et centres de soins, leur dispensons des conseils professionnels et les aidons à mieux se connaître grâce à nos études. Par des investissements dans la construction d'écoles, de voies de communication, de logements et d'hôpitaux, nous faisons avancer la collectivité et participons activement aux villes intelligentes de demain.

Nos produits financiers et d'assurances répondent de manière préventive aux problèmes et grandes tendances de notre temps : l'écologie, le vieillissement de la population, la nécessité d'une énergie abordable pour tous et d'une infrastructure moderne au service de notre économie. Grâce à des solutions innovantes telles que les écocrédits ou l'assurance au kilomètre, nous invitons nos clients à s'engager concrètement sur la voie du développement durable.

Une banque et un assureur chaleureux se montrent solidaires avec la société. Belfius est passé maître dans cet art depuis plusieurs années. Nous collaborons étroitement avec tous les CPAS en vue d'élaborer des solutions pour les personnes en difficultés financières. Cet engagement se traduit par un large éventail de produits sociaux, une offre qu'aucune autre banque en Europe ne parvient à égaler.

Notre solidarité se marque aussi à travers notre Belfius Foundation, nos actions philanthropiques et nos efforts incessants visant à mettre les produits et services Belfius à la portée des personnes en situation de handicap, à mobilité réduite ou malvoyantes. Nos Community Services, destinés au secteur public, illustrent parfaitement notre engagement à l'égard de la société. En rendant le sport, la culture et l'art accessibles à tous, Belfius entend se tenir au plus près de la population.

Chaque jour, nous redoublons d'efforts pour proposer une réelle valeur ajoutée à tous les acteurs de notre société.

Solidaire, durable et pour tous

Services bancaires pour tous

Lutter contre l'exclusion financière

Dans notre société, les produits et services financiers sont incontournables pour tous ceux qui veulent faire partie du tissu socio-économique. En réalité, toute la population n'a pas accès à des produits adaptés à ses besoins. La société belge doit aussi faire face à une aggravation de la problématique de l'endettement : en 2012, au moins 66 000 ménages étaient aidés par un service de médiation de dettes agréé.

Produits sociaux : uniques en Europe

« Nous collaborons étroitement avec tous les CPAS en vue d'élaborer des solutions pour les personnes en difficultés financières. Cet engagement se traduit par un large éventail de produits sociaux : une offre unique en Europe. »

Depuis des années, Belfius est le prêteur et le partenaire des CPAS de Belgique, organismes le plus au fait des besoins et des difficultés des personnes endettées. Nous avons instauré un dialogue permanent afin d'élaborer des solutions à vocation sociale. Belfius propose ainsi une série de formules de comptes sociaux, gratuits et sur mesure, à gérer ou non par les CPAS. Cette offre est unique en Europe. En 2013, on recensait 208 490 comptes sociaux.

208 490
comptes sociaux

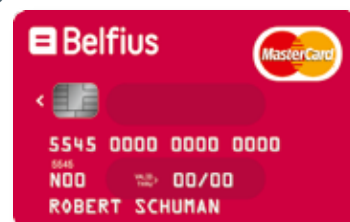
Belfius E@sy Card

Notre étroite collaboration avec les CPAS a récemment donné naissance à un nouveau produit qui sera lancé en 2014 : la Belfius E@sy Card, une carte de banque accessible à tous. Son utilisation est placée sous la haute surveillance des CPAS, mais le titulaire a la liberté de disposer de ses moyens financiers avec une certaine souplesse.

Un budget maîtrisé

Carte prépayée

Lancée en 2012 par Belfius en partenariat avec MasterCard, la MasterCard Prepaid est une carte prépayée qui réunit tous les avantages d'une carte de crédit, sans en être vraiment une. Le principe est simple : le titulaire décide lui-même du montant qu'il charge sur la carte et conserve à tout moment la maîtrise de son budget. Grâce à cette formule, les clients évitent le surendettement.



Budget Assistant : une nouveauté

Un tout nouveau service exclusif souligne notre grand intérêt pour la gestion budgétaire. Son nom : Budget Assistant. Grâce à cet outil convivial accessible en ligne, les clients gardent une vue d'ensemble de leurs revenus et dépenses. Ils peuvent ainsi réduire certains frais ou remettre certains investissements à plus tard, mais aussi se poser des limites budgétaires pour déjouer les pièges du crédit facile ou du surendettement.



Un besoin réel

Le Budget Assistant illustre parfaitement l'attention que Belfius porte aux besoins de ses clients. La banque a décidé de mettre au point cet outil lorsqu'une enquête a révélé que 72 % des personnes interrogées étaient intéressées par ce type de produit. Et pas moins de 2 500 collaborateurs et agents ont participé aux tests.

La dimension sociale de Belfius Insurance

Solidarité organisée

Belfius Insurance considère les assurances comme une forme de solidarité organisée : les assureurs aident les citoyens et les entreprises à prendre des risques de manière réfléchie et les soutiennent en cas de coup dur. Pour Belfius Insurance, assurer ne se limite pas à procéder à un remboursement rapide et correct. Notre compagnie propose aussi une prise en charge des victimes et se préoccupe de la réintégration sociale des personnes ayant subi de graves lésions corporelles. Les clients qui ont causé un accident peuvent aussi compter sur une assistance psychologique.

Drive for Life

Les clients des AP assurances qui ont plus de 60 ans bénéficient de la couverture mobilité « Drive for Life ». Les AP garantissent à ces conducteurs le maintien de leur assurance auto responsabilité civile, sauf dans des cas extrêmes comme le délit de fuite.



driveforlife

Nos investissements : priorité au développement durable

À profils différents, investissements différents

Belfius propose une formule d'investissement durable à tout particulier ou entreprise désireux d'investir ses avoirs de manière socialement responsable, et ce, en tenant compte de son portrait d'investisseur. Notre client peut investir durablement dans des organismes de placement collectif (sicav) et des fonds gérés par le gestionnaire d'actifs Candriam, un pionnier dans le domaine de l'investissement durable et responsable. Il peut aussi, s'il le souhaite, souscrire une assurance vie. L'argent investi dans un produit

bilantaire, tel qu'un compte d'épargne ou bon de caisse, revient à la communauté sous la forme de prêts à l'économie locale, aux communes, écoles, maisons de repos, hôpitaux et centres culturels. Enfin, nous donnons également toujours aux clients la possibilité d'investir directement leur épargne ou leurs excédents de trésorerie dans les entreprises (obligations ou billets de trésorerie) ou les



pouvoirs publics (bons d'État, commercial papers ou billets de trésorerie émis par des organismes publics).

« Belfius propose une formule d'investissement durable à tout particulier ou entreprise désireux d'investir ses avoirs de manière socialement responsable. L'argent récolté est tout naturellement réinvesti dans la société. »



à investir



... soit en :

Fonds Candriam

Pionnier dans le domaine de l'investissement durable et responsable



... soit en :

Portfolio 21

Assurances vie



... soit en :

Investissements dans l'économie belge



L'assurance durable

Portfolio 21 : respect des droits de l'Homme

Lors de la composition de portefeuilles d'investissement (branches 21 et 26), Belfius Insurance ne tient pas seulement compte de critères financiers. Les aspects économiques, sociaux, environnementaux et culturels sont tout aussi importants. Depuis 2004, nous gérons les réserves d'assurance vie (branches 21 et 26) et d'assurance dommages selon les principes du Portfolio 21.



Portfolio 21 met principalement l'accent sur le respect des droits de l'Homme sur le lieu du travail : Belfius n'achètera jamais d'actions ou d'obligations d'entreprises ou de pays qui violent ces droits en pratiquant le travail forcé, le travail des enfants ou la discrimination. Le cabinet d'étude indépendant Vigeo Belgium a d'ailleurs procédé à une radioscopie des émetteurs d'actions et d'obligations. En 2013, 532 entreprises et pays ont été passés au crible.

Parallèlement aux droits de l'Homme, l'environnement est un autre critère important pris en compte lors de la sélection. Les investisseurs suivent les recommandations du Conseil d'éthique du fonds de pension norvégien et des décisions subséquentes du ministère norvégien des Finances en matière de respect de l'environnement.



13,5 milliards d'euros d'actifs investis dans Portfolio 21 en 2013

Encourager les investissements dans le développement durable

Crédit-logement pour construction économe en énergie

Le 21 février 2013, Belfius et Triodos signaient une convention de politique énergétique. Aux termes de cette convention, nous nous sommes engagés à stimuler, par des formules de crédit avantageuses, l'implantation de logements économes en énergie en Flandre. Conformément à cet engagement, Belfius a lancé un crédit-logement pour toute nouvelle construction économe en énergie. Grâce à cette formule de financement, les clients qui font construire ou achètent un logement dont le coefficient E est inférieur ou égal à 50, bénéficient d'un taux préférentiel sous la forme d'une remise sur le taux d'intérêt.

Le véhicule dans un sens plus large

Belfius évalue et affine sans cesse ses produits et services. En 2013, nous avons étendu l'écocrédit aux véhicules respectueux de l'environnement : nos clients peuvent désormais obtenir un prêt avantageux à l'achat de vélos électriques, de motocyclettes et de motos.

Green et E-Fleet

Belfius et Belfius Auto Lease offrent aussi aux entreprises des solutions pour passer leur flotte de véhicules au vert. Parallèlement au pack Green Fleet existant qui comporte notamment des leçons d'écoconduite, nous avons lancé en janvier 2014 E-Fleet, une offre intégrée de leasing tout en un. Les entreprises prennent un véhicule électrique en leasing, reçoivent des stations de charge à domicile et au travail. Elles jouissent aussi d'un accès rapide aux transports publics pour tous leurs collaborateurs et peuvent facilement disposer d'un véhicule de remplacement dans certaines circonstances.

Rouler moins, payer moins

Avec l'assurance au kilomètre de Corona Direct, les conducteurs paient moins s'ils roulent moins. En 2013, cette assurance a été placée sous les feux de la rampe à grand renfort de communication. Depuis, on dénombre 45 708 polices, soit une progression de 13,2 % par rapport à l'année passée.



Prévention et sécurité routières

Belfius Insurance applique des réductions de prime aux clients qui prennent part à des cours de conduite défensive. Par la voie du sponsoring, notre branche Assurances entend aussi exprimer son engagement en faveur de la prévention et de la sécurité routières. En 2013, nous avons ainsi parrainé le cours de conduite Pro Move.

« Grâce à des solutions innovantes telles que les écocrédits ou l'assurance au kilomètre, nous invitons nos clients à s'engager concrètement sur la voie du développement durable. »



**Belfius
GreenFleet**



**Belfius
E-Fleet**

Des bureaux et des services facilement accessibles

Personnes à mobilité réduite

Dans l'aménagement de nos bureaux, l'accessibilité est toujours prise en compte. Depuis 2008, chaque nouvelle agence Belfius répond aux normes régionales. Elle est équipée d'une entrée accessible aux fauteuils roulants, de mobilier adapté, de toilettes pour handicapés et d'un distributeur de billets accessible, conformément aux normes ADA (*Americans with Disabilities Act*). Dans ce contexte, nous faisons office de précurseur dans le secteur bancaire.

Aveugles et malvoyants



Chez Belfius, les personnes malvoyantes disposent d'un accès aisé à tous les services. Elles peuvent avoir recours aux lecteurs de cartes adaptés et demander à recevoir leurs extraits de compte en braille. Tous nos distributeurs automatiques de billets sont en outre équipés d'un système à guidage vocal. Au 31 décembre 2013, Belfius compte 2 083 distributeurs de ce type.

Notre solidarité se traduit également par des efforts en vue de fournir aux personnes handicapées un accès plus aisé aux produits et services Belfius.



Microcrédits

Au travers de la Belfius Foundation, nous soutenons nos compatriotes dans le besoin. En 2013, nous avons versé 660 000 euros de dons à la collectivité. Une partie de cette somme est allée aux subventions pour les microcrédits, qui donnent aux personnes ayant difficilement accès à des crédits classiques le moyen de concrétiser leurs ambitions.

« Belfius Foundation et nos actions bien-être illustrent à merveille la volonté de Belfius d'être solidaire avec la société. »

Lutte contre la pauvreté infantile

6 500 vêtements d'enfant

La pauvreté infantile est une problématique qui a souvent figuré à l'ordre du jour en 2013. Pour la quatrième année consécutive, les collaborateurs de Belfius ont mené une action en faveur des plus démunis. À cette occasion, le personnel des sièges et des agences a récolté 6 500 vêtements d'enfant, 700 vêtements pour les mamans en situation d'urgence, une centaine de couvertures et près de 300 kg de vivres non périssables. Les vivres et les vêtements ont été remis à diverses ASBL, dont le NASCI - Centre de l'aide à l'enfant à Bruxelles et Moeders voor Moeders à Borgerhout.



Sport, art et culture

Belfius localteamspirit

Belfius aime le sport et la culture. Grâce à Belfius Local Team Spirit, quelque 42 000 jeunes ont porté le maillot au logo Belfius durant la saison 2013-2014.

500 volontaires Belfius aux Special Olympics

Entre le 9 et le 20 septembre 2014, plus de 2 000 athlètes ayant un handicap mental, un millier d'entraîneurs, des centaines d'arbitres et plus de 2 500 parents sont attendus dans notre pays pour participer aux Jeux européens d'été Special Olympics 2014, le plus grand événement sportif organisé en Belgique en 2014.

Belfius s'engage à plus d'un titre dans ce grand projet sociétal. La banque met notamment - et durant plus de deux ans - une personne à disposition de l'ASBL organisatrice des Jeux en qualité de CFO. Elle mobilise son réseau pour aider à la collecte de fonds destinés au financement des Jeux. Enfin, elle lance le défi à tous ses collaborateurs d'atteindre le nombre de 500 volontaires durant les Jeux, devenant ainsi le premier partenaire Corporate en termes de volontariat.

L'art en partage

Pour offrir au plus grand nombre de Belges l'occasion de découvrir nos collections, composées avec grand soin, nous exposons régulièrement nos œuvres d'art. Vingt œuvres des collections Belfius ont été exposées aux cimaises du musée des Beaux-Arts de Gand dans le cadre de l'exposition « Modernisme. L'art abstrait belge et l'Europe », qui s'est déroulée de mars à juin 2013. Du 19 octobre 2013 au 15 mars 2014, notre siège central a accueilli la grande foule des amateurs d'art pour l'exposition « Maîtres de l'expressionnisme ».

Nouveaux talents à l'honneur

Depuis près d'un demi-siècle, Belfius soutient les talents naissants à l'œuvre dans nos académies de musique et des arts de la parole (Belfius Classics) et dans l'enseignement artistique à horaire réduit (Belfius Art). En 2013, 161 candidats ont pris part au concours Belfius Classics et 336 artistes ont posé leur candidature à Belfius Art. À l'issue du concours, nous avons aidé des artistes passionnés à prendre leur envol. L'an dernier, nous avons sponsorisé 262 concerts d'anciens lauréats Belfius et attribué 83 bourses.



Je suis un des
500 volontaires Belfius
aux Special Olympics.

Toi aussi ?



« En rendant le sport, la culture et l'art
accessibles à tous, Belfius entend
se tenir au plus près de la population. »

culture
pour tous

Belfius
Classics



2 896
lauréats depuis 1965

en 2002
Prix Caius de la
fondation Prométhée
pour la meilleure
action de mécénat

50^e
édition
en 2014

2013
161
inscriptions

38
premiers prix

59
deuxièmes prix

262 projets soutenus
(concerts, récitals, festivals...)
avec plus de 600 lauréats de
Belfius Classics

24 CD des lauréats
soutenus par
Belfius Classics

83
lauréats de
Belfius Classics
soutenus
via des bourses

Une bouffée d'oxygène pour les petites, moyennes et grandes entreprises

Priorité aux starters

Ton donné en 2012

Les premières années d'une entreprise sont capitales pour sa survie. C'est pour cette raison que Belfius soutient les starters. En 2012, nous avons signé une convention de garantie avec le Fonds européen d'investissement (FEI) en vue de leur faciliter l'accès au financement. Dans le cadre du concours Boost Belgium, un jeune entrepreneur particulièrement prometteur s'est vu décerner un prix de 15 000 euros ; onze entreprises ont reçu 5 000 euros pour lancer leurs premières campagnes de marketing.

Stimuler l'esprit d'entreprise

Initiés en 2012, les efforts en vue d'encourager l'entrepreneuriat local ont été poursuivis en 2013. Cette année, nous avons initié une collaboration avec Solvay Entrepreneurs, une entité de la Solvay Brussels School of Economics & Management (ULB) qui forme et accompagne les entrepreneurs et les dirigeants de PME. Dans ce cadre, nous avons animé une session de séminaires sur le financement des petites et moyennes entreprises. Belfius est également devenue le principal sponsor de la Solvay Start Academy for Young Entrepreneurs, un concours qui encourage les étudiants à élaborer leur plan d'affaires. Grâce à ce partenariat, Belfius stimule l'esprit d'entreprise dans les universités et les hautes écoles.



La Belgique a besoin de nouvelles initiatives pour stimuler l'esprit d'entreprise. Selon la dernière étude en date de Global Entrepreneurship Monitor⁽¹⁾, le taux d'activité entrepreneuriale (TAE)⁽²⁾ atteint 5,2 % en Belgique; soit nettement moins que la moyenne européenne (8 %) ou néerlandaise (10,3 %).

« L'argent que nous récoltons est partiellement réinvesti dans la société. Nous aidons également les chefs d'entreprise - des starters aux multinationales - à donner corps à leurs projets. Nous sommes à l'écoute de leurs besoins et privilégions les parcours décisionnels courts. Ce qui fait la différence, ce sont les décisions rapides en matière de crédit prises à l'échelon local, grâce à notre savoir-faire et à la connaissance approfondie du client. »



(1) London Business School et Babson College, États-Unis.

(2) Part de la population active impliquée activement dans la constitution d'une entreprise ou qui a récemment créé son entreprise.

400 millions d'euros pour les PME

Banque européenne d'investissement

Belfius est le partenaire par excellence des PME. Nous accordons des crédits aux petites et moyennes entreprises et les accompagnons au quotidien, à toutes les étapes de leur développement. Dès 2014, nous pourrions encore intensifier notre soutien. Fin décembre 2013, nous avons en effet signé un contrat de crédit historique avec la Banque européenne d'investissement (BEI). Ensemble, nous mettons 400 millions d'euros à la disposition des PME et des moyennes capitalisations belges⁽¹⁾. En octroyant des crédits à des conditions intéressantes (longues durées, système à remboursement flexible et taux bas), nous stimulons leur développement économique. Quand on sait que les PME emploient 66 %⁽²⁾ des travailleurs de Belgique, il y a de grandes chances que cette initiative sera à la base d'un grand nombre de création d'emplois.



Par leur nombre important et les effectifs qu'elles occupent (66 % de l'emploi salarié), les PME jouent un rôle prépondérant dans l'économie belge. Un investissement d'un million d'euros dans une PME permet de créer six emplois.

Soutenir activement les grandes entreprises

Crédits et connaissances

La conjoncture économique difficile et incertaine ainsi que le durcissement des règles s'appliquant aux banques (Bâle III) risquent à l'avenir de rendre les crédits bancaires plus chers et moins accessibles. Et néanmoins, en 2013, Belfius a, par rapport à l'année précédente, doublé les crédits accordés aux grandes entreprises de 736 millions d'euros à 1 635 millions d'euros).

Soucieux d'armer nos chefs d'entreprise contre le contexte économique difficile actuel, nous leur avons dispensé de précieux conseils. En 2013, nous avons publié une série de livres blancs, organisé des workshops et créé des outils de simulation axés sur la bonne gestion du fonds de roulement. Au travers de nombreuses initiatives, nous avons présenté les nouvelles règles de Bâle III.

Marchés publics : un gros potentiel

À l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur les marchés publics le 1^{er} juillet 2013, Belfius a fait le point sur ce secteur au potentiel énorme. Une rubrique de notre site internet, ainsi qu'un numéro de notre magazine Contact ont été entièrement consacrés aux principes et aux perspectives de la commande publique. Notre Belfius Accelerator rassemble des outils et services – des solutions financières à la formation en passant par les études – qui aident les entreprises à développer leur chiffre d'affaires avec les pouvoirs publics.

(1) Entreprise de maximum 3 000 travailleurs
(2) Source : Commission européenne



Xpenditure : un outil intelligent pour les entreprises

Au-delà de l'octroi de crédits et de conseils, nous réfléchissons également en permanence aux différentes solutions que nous pourrions développer pour aider nos clients à travailler plus efficacement au quotidien et *in fine* à faire des économies. Nos apps Belfius Direct Mobile – déjà bien accueillies par nos clients particuliers – l'ont été également par les entreprises. Forts de ce succès, nous avons lancé, en mars 2013, Xpenditure by Belfius, une application permettant aux indépendants, professions libérales et entreprises de numériser leurs notes de frais et les traiter automatiquement. Le principe est simple : les utilisateurs prennent leurs tickets de caisse et souches TVA en photo à l'aide de leur smartphone, tablette ou scanner. Xpenditure en extrait toutes les informations utiles et les résume automatiquement dans une note de frais récapitulative.

Xpenditure a été développé en collaboration avec la jeune entreprise malinoise CardWise. Il s'agit d'une première européenne.

La banque comme conseiller des administrations publiques



Crédit

Crédit à valeur ajoutée pour la collectivité

2,4 milliards d'euros de crédit

Communes, Régions, Communautés, zones de police, services d'incendie, intercommunales : en 2013, nombreuses sont les instances publiques ayant pu compter sur Belfius pour le financement de leurs projets. Au total, ce ne sont pas moins de 2,4 milliards d'euros qui ont été accordés pour le financement d'initiatives à valeur ajoutée directe pour notre société.

« Nous épaulons les administrations dans leur mission de service public, leur dispensons de précieux conseils et les aidons à mieux se connaître grâce à nos études. »

Belfius est la seule banque belge à avoir, malgré la situation économique difficile, répondu à 100 % des demandes de crédit des administrations publiques en leur soumettant une offre.

Créer un cadre de réflexion

Plus qu'un simple dispensateur de crédits, Belfius veut être un partenaire à long terme et un conseiller des clients actifs dans le secteur public. Pour les soutenir, nous restons en permanence à l'écoute d'une économie et d'une législation en constante mutation. Belfius est d'ailleurs la seule banque belge à réaliser des études récurrentes pour permettre à l'ensemble des institutions publiques de mieux se connaître, d'ajuster leur politique et de prévoir les investissements adéquats. Forts de nos longues années d'expérience et de savoir-faire dans le secteur public, nous élaborons, après une concertation poussée avec les différents pouvoirs adjudicateurs, des solutions qui répondent à leurs nouveaux besoins. Ce savoir-faire et cet exercice exclusifs sont synonymes d'une création de valeur immédiate pour toutes les parties, et pour la société dans son ensemble.

Partenaire des communes

Une visite à 589 administrations communales

Après les élections communales d'octobre 2012, tous les nouveaux collèges communaux ont prêté serment le 2 janvier 2013. Beaucoup de nouvelles équipes ont été immédiatement confrontées à de grands défis, comme la nécessité d'optimiser leurs finances et d'instaurer un équilibre budgétaire à long terme. Les experts de Belfius

« Forts de nos longues années d'expérience et de savoir-faire dans le secteur public, nous élaborons, après une concertation poussée avec les pouvoirs adjudicateurs, des solutions qui répondent à leurs nouveaux besoins. Ce savoir-faire et cet exercice exclusifs sont synonymes d'une création de valeur immédiate pour toutes les parties, et pour la société dans son ensemble. »

ont rendu visite à 589 administrations communales pour expliquer en quoi ils pouvaient leur être utiles dans ce contexte.

Fiches Défis financiers pour la législature communale 2013-2018

Un outil s'est avéré très utile lors de ces séances d'information. Il s'agit d'un dossier de 15 fiches spécialement élaborées par Belfius à l'intention des nouvelles administrations communales. Basées sur l'enquête financière menée chaque année auprès des communes, elles décrivent en détail tous les défis financiers que les communes devront relever de 2013 à 2018. Une conclusion s'impose : la conjonction des pensions, du vieillissement et des charges sociales constitue le principal défi budgétaire de cette législature. Le taux de réponse de l'enquête financière organisée chaque année par Belfius auprès des villes et communes est très élevé. 484 communes, représentant au total 83 % de la population, ont rempli les questionnaires en 2013.

589 visites aux administrations communales pour les aider à relever leurs défis.

Profil sociodémographique des communes

Le profil sociodémographique de la commune a aussi été très riche d'enseignements pour les nouvelles équipes en place. Depuis des années, Belfius dispose d'un système d'enquête démographique par commune sous la forme d'un profil démographique. Nous rassemblons des données telles que le nombre de jeunes et de plus de 65 ans, le rapport entre population active et inactive, etc. Sur la base de ces informations, les communes peuvent ajuster leur politique sociale et communale et procéder préventivement aux investissements adéquats : les communes habitées par une population vieillissante savent, par exemple, qu'elles devront se constituer des réserves pour construire de nouvelles maisons de repos. Chaque année, nos chargés de relations expliquent les résultats à leurs clients, membres des conseils de CPAS.

Analyse des CPAS et des zones de police

Début janvier 2014, Belfius a publié les résultats d'une étude relative aux finances de nos CPAS et de nos zones de police. Cette analyse fut également riche d'enseignements pour les équipes dirigeantes. Malgré les différences notables en matière de dotations et de dépenses, on retrouve un fil conducteur dans l'étude. En effet, en raison de la crise financière et économique et de la vulnérabilité croissante de la population, le fonctionnement des CPAS et celui de la police grèvent toujours davantage le budget communal. Ces prochaines années, les finances des administrations locales resteront sous pression à la suite des nouvelles réformes (pensions du personnel statutaire, dégressivité des allocations de chômage, etc.) conjuguées au vieillissement de la population.

Un appui dans un paysage en mutation rapide

En 2013, Belfius a conseillé ses clients institutionnels sur l'arrêt BBC (arrêt du gouvernement flamand relatif au cycle de politique et de gestion des communes, des provinces et des centres publics d'action sociale), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. La nouvelle législation sur les marchés publics a aussi été expliquée en détail à nombre de clients.

Émissions obligataires à long terme

Comment les villes et communes peuvent-elles mieux s'armer contre les futurs défis financiers ? En tant qu'expert bancaire, Belfius se tient aux côtés de ses clients pour les aider à relever chaque défi et développer les meilleures solutions. En 2013, les villes de Gand, Hasselt, Malines et Zaventem ont passé au crible avec Belfius leur enveloppe de financement et décidé de diversifier leurs sources de financement. Gand est ensuite devenue la première administration locale belge à émettre des billets de trésorerie à long terme qui – contrairement aux titres de créance à brève échéance, plus usuels, affectés au financement à court terme – servent à financer des projets à plus long terme. Les différences de durée offrent un schéma d'amortissement global dégressif, ce qui permet d'échelonner le remboursement du capital.

STAD HASSELT



EUR 70 000 000

Multiple Private Placements

*From 6 to 15 years
Sole Bookrunner*

RÉGION DE BRUXELLES CAPITALE



EUR 5 000 000

MTN Private Placement

Sole Dealer

VILLE DE LIÈGE



EUR 175 000 000

MTN Programme

*Arranger - Agent
Sole Dealer*

Partenaire des établissements d'enseignement et des institutions sociales



« En investissant dans la construction d'écoles, de routes, de logements et d'hôpitaux, Belfius fait progresser la collectivité. »

MAHA : radioscopie des hôpitaux

Les études MAHA dressent un portrait général des tendances actuelles et futures du secteur hospitalier et sanitaire en Belgique. En 2013, Belfius a procédé, pour la neuvième année consécutive, à son analyse. La totalité des hôpitaux généralistes ont pris volontairement part à l'enquête, ce qui donne une vue d'ensemble 100 % réaliste de la situation actuelle. Une conclusion importante se dégage de cette enquête : si le résultat financier de nos hôpitaux est en net recul structurel, ces derniers n'en demeurent pas moins un acteur économique majeur dans le domaine de l'emploi et des investissements.

600 millions d'euros pour les écoles francophones

L'enseignement est le pilier de toute société. Aussi, Belfius se félicite de l'accord de financement exclusif conclu en 2013, notamment avec la Banque européenne d'investissement et la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ensemble, BEI et banques partenaires, nous avons pu débloquer 600 millions d'euros (à des conditions préférentielles), d'une part pour la construction de nouvelles écoles, d'autre part pour l'extension et la modernisation de l'infrastructure existante. Belfius a, pour sa part, investi 200 millions d'euros dans le projet (100 millions d'euros d'apport en propre et 100 millions d'euros de la BEI). Entre autres, grâce à ce financement, 23 000 places supplémentaires pourront être créées dans les écoles francophones du pays à l'horizon 2017.

Pim van Ballekom, vice-président de la BEI, se félicite de ce partenariat : « Cette opération a valeur d'exemple. Elle témoigne de notre engagement commun et de notre volonté de soutenir des projets de qualité qui répondent aux défis de l'enseignement, de la formation et donc aussi de l'emploi des jeunes. ».



À gauche, Pim van Ballekom, vice-président de la BEI et, à droite, Dirk Gyselynck, membre du comité de direction de Belfius Banque.



Partenaire en assurances du secteur public et social

Maîtriser l'évolution des dépenses pour cotisations de pension

En sa qualité de partenaire d'assurance privilégié du secteur public, Belfius Insurance a commercialisé en 2013 deux nouveaux produits qui répondent à la problématique du vieillissement et de l'augmentation des dépenses pour les pensions : Belfius PubliPension Mandataires et PubliPension Contribution Comfort. Grâce aux contrats PubliPension, les pouvoirs publics peuvent constituer des réserves pour faire face aux engagements de pension en hausse à l'égard de leurs mandataires et de leurs agents statutaires. Fin 2013, 156 administrations avaient déjà souscrit un contrat PubliPension.

Belfius Insurance propose aussi une assurance groupe Services publics provinciaux et locaux, qui permet aux administrations locales de constituer une pension à tout leur personnel contractuel. 575 services publics sont actuellement affiliés pour un total de 82 000 contractants. Belfius Insurance assure également la gestion financière de la pension complémentaire de tous les contractants de l'administration provinciale du Limbourg ainsi que de plusieurs administrations limbourgeoises (au nombre d'une soixantaine).

Des associations belges bien assurées

Des clubs sportifs aux associations de jeunesse en passant par l'éducation permanente ou les maisons de repos et de soins : toute association a besoin d'une assurance pour se prémunir des risques encourus par ses collaborateurs et ses bénévoles. Pour éviter que cette assurance ne donne lieu à un embrouillamini de conditions contractuelles, la police Belfius « Associations et ASBL Cover » couvre tous les risques dans un contrat unique. Fin 2013, Belfius Insurance assurait 1 224 associations et ASBL avec cette police. Nous souhaitons ainsi devenir le partenaire par excellence des ASBL.

Les administrations provinciales font aussi appel à Belfius Insurance pour proposer une assurance gratuite « Bénévolat ». Les organismes peuvent faire assurer 100 journées de bénévolat par an. En 2013, Belfius Insurance a assuré ainsi plus de 235 000 journées de bénévolat, demandées par près de 9 800 associations bénévoles.

235 000 journées de bénévolat assurées grâce à Belfius Insurance en 2013

Partenaire de projets respectueux de l'environnement

« Ce sont les épargnants belges qui, grâce à leurs économies, nous permettent de transformer cette convention de financement en briques, toitures, salles de sport, etc. », a souligné Dirk Gyselinck, membre du comité de direction de Belfius Banque, lors de la signature du projet d'aide aux écoles wallonnes et bruxelloises. Le principe

directeur de chaque crédit accordé par Belfius est le suivant : les clients nous confient leurs avoirs, nous les investissons dans des projets durables et nous aidons d'autres clients à financer à leur tour des projets qui leur tiennent à cœur. À titre d'exemple, en 2013, Belfius a été le partenaire de trois projets respectueux de l'environnement :

1

Terranova Solar

Le 8 novembre 2013, Terranova Solar, le plus grand parc de panneaux solaires du Benelux, était inauguré sur un site industriel assaini, une décharge de plâtre de l'ancien groupe chimique Rhône-Poulenc (Zelzate et Evergem). Forte d'une capacité de 15 MW, la centrale génère la consommation annuelle de 4 000 ménages. Terranova Solar, auquel participent aussi les entreprises de dragage Deme et Jan De Nul, offre aux riverains la possibilité d'investir dans le projet.



3

Première école passive de Belgique

En septembre 2013, la première école passive de Belgique a ouvert ses portes à Kruishoutem. Grâce à une isolation performante, à une étanchéité à l'air, aux gains solaires dus à une bonne orientation des fenêtres et à une ventilation optimale, la consommation énergétique de l'école fondamentale De Marolle devrait être 75 % inférieure à celle d'un bâtiment scolaire traditionnel.

Le projet est une initiative conjointe des autorités flamandes, de l'administration communale de Kruishoutem et de l'AGION (Agentschap voor Infrastructuur in het Onderwijs). Belfius Real Estate a pris à sa charge le financement et la totalité de la gestion du projet : nous avons accompagné l'administration communale dans la phase de conception et d'adjudication et nous avons suivi les travaux, jusqu'à la réception.



2

Quartier écologique Saint-Jean (Liège)

Le 7 juin 2013, le bourgmestre de Liège posait la première pierre du futur quartier écologique Fontaine Saint-Jean. Sur une superficie de 5 hectares, 153 logements durables verront le jour, dans une structure d'habitat groupé.



Community Services

Assistance gratuite

Lorsqu'en 2012 Belfius a été rachetée par l'État belge, nous avons décidé de renforcer notre engagement à l'égard de la société en lançant un nouveau service à l'intention du secteur public : les Community Services. Dans ce cadre, les experts de Belfius mettent ponctuellement leurs compétences au service d'initiatives locales.

Résultats postifs

En 2013, cinq projets ont déjà pu être réalisés, avec d'excellents résultats. La collaboration avec le CPAS de Boom en matière de médiation de dettes et de prévention du surendettement a été riche d'enseignements et a donné naissance à des instruments de travail, tels que les manuels à destination des personnes peu au fait des produits et services bancaires, des bonnes pratiques pour la coopération entre banques et CPAS, etc.

« Nos Community Services, destinés au secteur public, illustrent parfaitement notre engagement à l'égard de la société. »

Projets en cours

Actuellement, une équipe de Belfius et du CPAS de Charleroi étudie des pistes pour l'emploi et la réorientation des chômeurs de longue durée ainsi que pour l'évolution des maisons de repos du CPAS de la région. Nous examinons le cadre de référence GRH pour le compte d'Inforum, la base de données juridique du VVSG et de ses filiales. Nous planchons sur des tableaux de bord financiers destinés à faciliter le reporting du CPAS de Namur. À Gand, Belfius fait équipe avec le Community Land Trust, un organisme qui construit des logements abordables à l'intention des personnes à faibles revenus. Enfin, l'ASBL Max Havelaar, dont Belfius est actionnaire, a reçu notre assistance dans le cadre du projet Fairtrade@work.



Belfius Foundation

Colour Your Hospital

Chaque année, la Belfius Foundation alloue un beau budget pour agrémenter le quotidien des patients hospitalisés et de leur famille. En 2013, 93 hôpitaux ont déposé 179 projets (+10 %). 21 d'entre eux ont bénéficié d'une aide financière, soit un montant total de 150 000 euros ou un quart du budget total consacré par la Foundation à la collectivité (660 000 euros) en 2013.

« Chaque année, la Belfius Foundation participe au financement de projets d'action communautaire. »



2 Une banque et un assureur qui placent le client au cœur de leur organisation

Nous ne ménageons pas nos efforts pour démontrer aux parties prenantes que nous sommes à la fois une banque et un assureur financièrement rentables, durables et solidaires, qui méritons largement leur confiance. Si nous n'avons cessé de rappeler nos engagements à tous les acteurs de la société, nos clients méritent que nous en apportions la preuve. Tous les jours. C'est pour cela que Belfius accorde autant d'importance au développement de relations respectueuses et durables avec ses clients ainsi qu'à l'amélioration permanente de ses performances opérationnelles.

Belfius entend être une banque et un assureur au service du client, sans pour autant accéder systématiquement à toutes ses demandes. Par contre, nous mettons toujours le client au centre de nos préoccupations et adoptons son point de vue, à chaque contact, pour chaque projet, pour chaque initiative et dans l'élaboration de chaque nouveau produit.

L'orientation client est inscrite dans les gènes de notre entreprise. Par la formation, le coaching, la communication et les incentives, Belfius se forge activement une culture d'entreprise orientée service. La création du nouveau département Servicing est une étape importante dans les efforts déployés par Belfius sur la voie d'une entreprise 100 % orientée client.



Servicing : l'expérience client comme point de départ

La nouvelle Belfius à votre service

Soucieux d'enraciner fermement notre stratégie et notre philosophie orientée client dans l'entreprise, nous avons créé en 2013 un département Servicing centralisé et transversal. Par rapport aux départements plus opérationnels, axés sur l'efficacité et la rentabilité, Servicing met l'accent sur les processus orientés client. L'objectif est ambitieux : optimiser tous les processus qui ont un impact sur l'expérience client.

Concrètement, à chaque contact, pour chaque projet, chaque initiative et chaque produit, nous nous posons trois questions. « Aidons-nous le client à réaliser son objectif ? », « Ne doit-il pas fournir trop d'efforts pour l'atteindre ? », « Se sentira-t-il à l'aise avec la solution proposée ? » Si toutes ces questions reçoivent une réponse affirmative, l'expérience client aura toutes les chances d'être positive.

L'effet levier

Le département Servicing a été officiellement porté sur les fonts baptismaux le 1^{er} octobre 2013. La stratégie et l'approche ont fait l'objet d'une communication claire ; l'équipe est déjà à pied d'œuvre avec une première liste de dix objectifs importants. Dans les prochains mois, nous établirons de bonnes pratiques et développerons les outils de suivi efficace des processus, dont un tableau de bord permettant de mesurer le prix de revient d'un processus par rapport à la qualité souhaitée.

Les attentes sont donc très élevées ! « Si nous rassemblons tous nos talents et agissons dans l'optique du bien-être du département et de la banque, nous pourrions vraiment créer un effet de levier », a déclaré Marleen Van Assche, responsable Servicing, lors de la réunion d'accueil de l'équipe Servicing.



Marleen Van Assche
Responsable Servicing

« La création du nouveau département Servicing est une étape importante sur la voie d'une entreprise 100 % orientée client. »

Belfius Insurance : une longue tradition d'orientation client

95 % de satisfaction client

Belfius Insurance obtient actuellement un taux de satisfaction de 95 % auprès de sa clientèle retail pour ses différentes marques (Belfius, Corona et les AP). Nous tenons à tout le moins à conserver ce score au cours des prochaines années. Notre ambition est d'encore élargir le cercle des clients très satisfaits. Et nous ne serons satisfaits que lorsque nos clients le seront pleinement. Des initiatives telles que la semaine du client, les workshops et les formations motivent les collaborateurs à adopter une démarche orientée client et à encore améliorer leur satisfaction.

Des clients satisfaits ? Une récompense !

Soucieuse d'effectuer le suivi de la satisfaction client, Belfius Insurance organise régulièrement des enquêtes de satisfaction. Un incentive était même associé à une enquête de satisfaction récente des AP : Belfius Insurance s'engageait à reverser 1 euro à une œuvre caritative par enquête complétée. Nos collaborateurs ont pu proposer des associations philanthropiques locales où ils sont personnellement impliqués. L'action s'est avérée un excellent argument pour recommander l'enquête aux clients.

Satisfaction client

95 % est le taux de satisfaction client que Belfius vise à l'horizon 2016.

3 Une banque et un assureur rigoureux et bien organisés

Pour être la banque et l'assureur autonomes et en bonne santé financière que la société est en droit d'attendre, Belfius doit être gérée de manière compétente et responsable. Si nous voulons devenir cette entreprise rigoureuse, nous nous devons de réinventer nos processus, d'apporter les changements nécessaires et, le cas échéant, de faire des choix difficiles.

En 2012, le conseil d'administration a fait l'objet d'un remaniement. Nous avons optimisé l'organisation de certains départements et installé des comités consultatifs pour épauler le conseil d'administration dans la bonne gouvernance de Belfius. Tous les processus et règlements ayant une influence sur la manière dont Belfius est gérée et contrôlée en interne, à savoir les règles de gouvernance d'entreprise, ont fait l'objet d'une révision. En 2013, nous avons poursuivi et intensifié ces efforts.

2013 a surtout été une année charnière pour notre équipe Ressources humaines. Les efforts requis dans le cadre de notre Plan stratégique 2012-2016 ont mis le dialogue social à rude épreuve, dialogue auquel Belfius accorde beaucoup d'importance.

En déployant des initiatives en matière de travail flexible, de formation permanente et en construisant ensemble l'entreprise Belfius de demain, nous voulons davantage encourager nos forces vives à participer avec passion à une success story.

plan stratégique 2012 - 2016

dialogue social

bonne gouvernance

travail flexible

formation permanente

construire

ensemble

avenir Belfius

Bonne gouvernance



Gouvernement d'entreprise

La mise en œuvre se poursuit

L'an dernier, Belfius a poursuivi ses efforts en matière de bonne gouvernance. Nous avons affiné le règlement interne s'appliquant au conseil d'administration et aux comités consultatifs, nous avons instauré de nouvelles procédures pour renforcer la gouvernance au niveau du groupe et scrupuleusement tenu compte, lors de la nomination de nouveaux administrateurs, de la nouvelle procédure d'adéquation (critères *Fit and Proper*) imposée par l'autorité de surveillance.

« En 2012, nous avons optimisé notre entreprise. Tous les processus et règlements ayant une influence sur la manière dont Belfius est gérée et contrôlée en interne, à savoir les règles de gouvernance d'entreprise, ont fait l'objet d'une révision. »

NOUVELLE MISSION FISCALE
En 2013, Belfius a réécrit sa politique fiscale. Nous mettons tout en œuvre pour être un contribuable responsable.

Dans le processus de décision, le conseil d'administration tient compte des différentes parties prenantes et porte une attention particulière au risque de réputation.

Nouvelle mission fiscale

Pour Belfius, une bonne gouvernance se traduit par un respect scrupuleux de la législation fiscale. Il est logique que la société attende de nous que nous soyons un modèle dans ce domaine. Une banque solidaire, qui assume sa responsabilité sociétale et qui entend apporter une valeur ajoutée durable à la société, a ce devoir. Belfius met tout en œuvre pour respecter la législation fiscale et éviter la fraude.

Soucieux de mettre en avant notre engagement fiscal, nous avons élaboré en 2013 une série de Fraud Risk Management Guidelines qui décrivent les principes, les procédures, les responsabilités et les rôles. La Product Approval Policy, adaptée en 2013, stipule que le lancement d'un nouveau produit doit être précédé d'une consultation des divers départements, afin que celui-ci concilie tous les objectifs commerciaux et financiers avec le niveau de tolérance du risque raisonné de la banque.

Le fil rouge : compliance

Surveiller l'intégrité et la réputation

C'est le département Compliance qui surveille notre engagement en matière de bonne gouvernance. Ce département s'emploie à ce que Belfius – à savoir l'ensemble de ses collaborateurs, fournisseurs et intermédiaires – respecte la législation, les règles internes et les normes. L'accent est mis principalement sur les dispositions relatives à la protection des intérêts des clients. Citons les règles de déontologie MiFID pour les services d'investissement, la protection de la confidentialité, le respect de la vie privée et la prévention des conflits d'intérêts.

Conformément à la charte de Compliance, la mission du département Compliance a été étoffée : l'équipe suit l'évolution de la législation, conseille la direction et l'entreprise, prévoit des formations pour tous les collaborateurs, sensibilise au respect de l'ensemble de la législation et en assure le contrôle. Le responsable du département

rend directement compte au président du comité de direction et au comité d'audit. Le cas échéant, il a un accès direct au président du conseil d'administration.

Surveiller
l'intégrité et
la réputation

2013 : étoffer les compétences

En 2013, le département Compliance a préparé une mise à jour de la charte de Compliance. La charte nouvelle mouture, en vigueur depuis le début 2014, a fortement élargi les activités et les règles sur lesquelles Compliance exerce son contrôle. Ainsi, Compliance surveille désormais les intérêts du client lors de la vente de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation, les obligations de publicité et le respect de la loi sur les pratiques de marché. La méthodologie et la structure organisationnelle de la direction Compliance ont été aussi optimisées. Une équipe distincte surveille désormais l'efficacité et le respect de la politique interne et des procédures, ce qui renforce nettement la fonction de contrôle indépendante de Compliance.

Lutte contre le blanchiment des capitaux

Belfius met tout en œuvre pour ne pas être impliqué dans le blanchiment de capitaux issus d'activités illégales, de l'organisation de la fraude fiscale, du financement du terrorisme et du contournement des embargos internationaux. Pour souligner cet engagement, la direction de Compliance a établi de nouvelles mesures de contrôle et de prévention élargies, conformément à la réglementation. La bonne connaissance du client et son identification, le contrôle de l'origine des flux financiers sur les comptes et la détection des transactions douteuses sont autant d'éléments indispensables pour prévenir ces pratiques.

Dans ce contexte, le département Compliance a joué en 2013 un rôle actif dans la surveillance du rapatriement des avoirs des clients, dans la foulée des mesures de régularisation fiscale édictées par l'État.

Contrôle proactif des abus de marché

Pour continuer à maîtriser les risques de délit d'initiés et de manipulation de marché par des collaborateurs de la banque ou des clients, Belfius a encore durci sa politique en 2013. Un filtrage encore plus préventif des transactions boursières devrait nous permettre de détecter rapidement des opérations atypiques ou douteuses.

MiFID : une prise en compte constante du client dans les opérations d'investissement

Via ses comités et les processus décisionnels de mandats, de nouveaux produits et services, Belfius prévient les conflits d'intérêts au détriment de ses clients. Nous faisons en sorte qu'ils bénéficient, en agence, d'un conseil sur les produits adaptés à leur portrait d'investisseur. Nous avons accordé une attention particulière à nos fiches d'investissement pour qu'elles comportent toutes les informations, de manière concise et transparente, y compris tous les risques inhérents à l'investissement. L'utilisation de portraits d'investisseur a joué un rôle prépondérant dans la présentation limpide de ces risques.

Le client a le choix du canal par lequel il souhaite exécuter ses opérations d'investissement. S'il opte pour le conseil en agence, le chargé de relations Belfius s'emploiera à lui prodiguer des conseils qui vont dans son seul intérêt. Nous veillons à ce que nos agents ne soient pas rétribués en fonction des résultats de vente de produits spécifiques, pour qu'ils ne soient pas tentés de vendre des investissements non adaptés aux clients.

RAPATRIEMENT DES AVOIRS

Le résultat de l'opération de régularisation organisée en 2013 est estimé à 488 millions d'euros. L'an dernier, notre département Compliance a traité un millier de dossiers.



Gestion efficace des achats

En bon père de famille

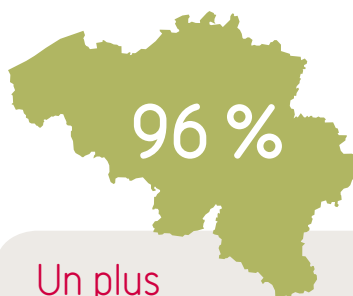
Belfius attend aussi de ses fournisseurs la même orientation client qu'il s'impose à lui-même. La rentabilité, la neutralité et la déontologie jouent un rôle important dans une procédure d'achat. Dès que nous avons besoin d'une nouvelle solution, d'un nouveau produit ou d'un nouveau service, deux principes fondamentaux prévalent : nous comparons toujours l'offre de plusieurs fournisseurs et prenons notre décision, après une sélection scrupuleuse, en fonction du prix de revient total et de la qualité du service fourni.

Comités d'achat

En 2013, nous avons institué des comités d'achat, pour faire en sorte que chaque achat soit vraiment utile et que le choix soit le plus judicieux possible. Ceux-ci passent au crible chaque demande d'achat et chaque devis. Par ailleurs, les acheteurs signent un code de déontologie par lequel ils déclarent ne pas faire intervenir d'intérêts personnels dans la décision d'achat.

Pacte mondial des Nations unies⁽¹⁾

Lors de la conclusion d'une convention de partenariat, le fournisseur signe une déclaration par laquelle il (ainsi que ses éventuels sous-traitants) s'engage à respecter le Pacte mondial des Nations unies auquel Belfius a adhéré début 2013.



de nos fournisseurs sont installés dans un rayon de 300 km autour de Bruxelles.

Un plus

Belfius soutient l'économie locale. 96 % de nos fournisseurs sont installés dans un rayon de 300 km autour de Bruxelles. Cette proximité est aussi une bonne chose pour l'environnement.

(1) www.unglobalcompact.org.

Ressources humaines

Plan 2016 : un dialogue poussé

Des étapes nécessaires pour un avenir autonome

Fin 2012, la Commission européenne a approuvé notre plan stratégique 2012-2016 : il s'agit d'un document où Belfius Banque décrit les mesures financières et commerciales qu'elle entend prendre pour devenir une institution autonome et durable. Pour réaliser d'ici à 2016 les économies escomptées de 244 millions d'euros, il faudra fortement réduire tous les coûts, y compris ceux du personnel. Au cours des premiers mois de 2013, nous avons négocié intensivement avec les partenaires sociaux sur des mesures telles que des réductions salariales, l'ajustement de l'assurance groupe, l'instauration d'un plan social et l'introduction de la rémunération flexible.

234 séances d'information

Dans le cadre de ces négociations souvent difficiles, nous avons toujours privilégié un dialogue de qualité avec toutes les parties prenantes. Nous avons communiqué de manière transparente avec

les syndicats et les travailleurs en ayant recours à l'intranet, à des documents papier et à des séances d'information. Ainsi, 234 réunions se sont tenues au siège et dans les agences pour expliquer les accords et les évolutions. Tout le monde a eu l'occasion de poser des questions ou de formuler des remarques. Nous avons également développé un outil de simulation pour permettre aux travailleurs de calculer l'impact financier des mesures.

Plan 2016

Ajustements après un dialogue intense

Belfius Banque a tenu compte des feed-backs reçus. À l'issue des négociations, le plan initial a été ajusté. Le 7 mars, la version finale était présentée à l'aval des représentants syndicaux. Deux syndicats ont signé le document, qui a ensuite été coulé dans une convention collective.

Flexibilité au travail

Flexible Reward

Pour compenser la réduction nécessaire des salaires, Belfius Banque a introduit un nouveau système de rémunérations flexibles. 65 % des travailleurs ont adhéré volontairement à cette formule, ce que nous considérons comme une réussite.

L'approche de la rémunération flexible n'est pas neuve dans l'univers bancaire. Elle nous permettra de renforcer notre attrait comme employeur et de faire une proposition compétitive aux jeunes talents.

Du télétravail en progression constante

Parallèlement à la flexibilité de la rémunération, Belfius propose depuis des années à ses travailleurs la liberté d'opter pour des horaires de travail flexibles. Depuis 2002, nous avons aussi une convention collective en matière de télétravail. Cette formule connaît depuis quelques années un succès croissant : l'an dernier, les employés de Belfius Banque ont travaillé 28 902 journées à distance.

Télétravail



Pour concilier vie privée et vie professionnelle, les collaborateurs de Belfius Banque ont presté 28 902 journées en télétravail.

Flexibilité au travail

50%

des collaborateurs de Belfius Insurance ont signé avec enthousiasme la toute nouvelle proposition « Flexibilité au travail ». Depuis le 1^{er} janvier 2014, ils travaillent à domicile un nombre de jours fixe par semaine.

BeLinked

En 2014, Belfius Insurance jouera résolument la carte du télétravail : un plan élaboré en 2013 vise à intégrer structurellement cette formule dans la politique des ressources humaines. La proposition de travail flexible fait l'objet d'un déploiement progressif. 50 % des collaborateurs qui ont déjà pu y souscrire sont enthousiastes. Depuis le 1^{er} janvier, ils travaillent deux journées par semaine à domicile. Et en guise de compensation, ils sont disposés à prendre moins de jours de récupération.

Des collaborateurs satisfaits

Grâce aux horaires de travail flexibles et à la possibilité de télétravail, les collaborateurs Belfius peuvent mieux concilier leur vie privée et leur vie professionnelle. Ils passent moins de temps sur les routes et ont plus de marge pour se concentrer sur un projet. L'équipe n'en est que plus satisfaite et plus motivée.

« J'aime travailler à la maison, car cela m'offre de nombreux avantages. D'abord, j'échappe aux embarras de circulation. Je peux me mettre à l'ouvrage plus rapidement et la journée passe plus vite et sans stress. Je suis tout de suite chez moi dès le travail terminé. C'est vraiment appréciable. Comme je peux réfléchir au calme, j'abais deux fois plus de travail. C'est un autre avantage de la formule, et non des moindres ! Enfin, c'est aussi sympa de pouvoir passer la journée dans une tenue plus décontractée. »

Annelore Debusscher

Formation permanente

Aiguiser les compétences et accroître la motivation

Belfius investit massivement dans les formations pour perfectionner les connaissances et les compétences de ses collaborateurs. Nous renforçons ainsi notre compétitivité dans le monde de la bancassurance, globalisé et hypercompétitif. Il est tout aussi fondamental que les formations dopent la motivation et la satisfaction au travail de nos équipes.

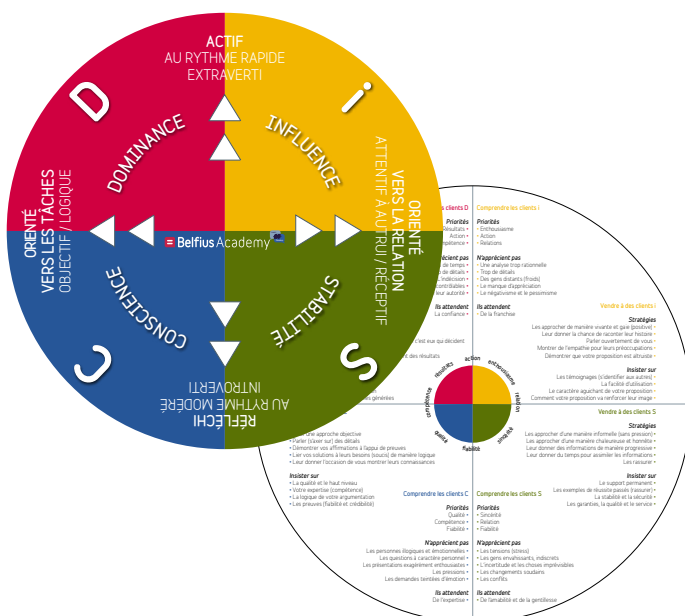
Discover your colours

La Belfius Academy propose depuis des années un large éventail de formations. En 2013, nous avons recensé 18 heures de formation par employé. *Discover your colours* fut une initiative fructueuse et remarquée de l'année 2013. Au fil des séances, les collaborateurs ont découvert la puissance du langage de la couleur pour communiquer plus efficacement avec leurs clients et collègues.

Discussions et forums

Conformément à la convention collective de travail relative au plan d'emploi des travailleurs âgés, Belfius a investi en 2013 dans l'accompagnement de carrière et la formation des plus de 45 ans. Belfius Insurance a notamment organisé une série d'ateliers où les travailleurs plus âgés ont été invités à formuler leurs besoins. Ces forums ont donné lieu à la mise en place de formations ciblées. Le programme de journées d'études destinées aux managers Belfius, articulées autour des thèmes « challenger, team player et talent manager », a aussi remporté un franc succès. Au travers des différentes sessions, nous avons voulu préparer nos managers à faire face aux changements qui animent l'entreprise, notamment les évolutions des nouveaux modes de télétravail.

Belfius Academy Learn Develop



Mens sana in corpore sano

Prévention du stress

Depuis de nombreuses années, Belfius ne ménage pas ses efforts pour éviter les situations de stress et les identifier, et ce afin d'améliorer le bien-être au travail. Le réseau psychosocial soutient les collaborateurs aux prises avec le stress. Belfius Insurance a créé un baromètre qui mesure la charge de travail sur la base de données objectives. Chaque trimestre, le comité de prévention examine les résultats avec les chefs de département et formule des recommandations d'amélioration. Le stress sur le lieu de travail reste un défi. En 2013, Belfius s'est donc mis en quête de nouvelles initiatives et de nouveaux outils pour faire face à cette problématique. L'exercice sera encore poursuivi activement en 2014.

Un mode de vie sain et la culture ? Optez pour Vitaliture !

Belfius Insurance tient à devenir l'assureur belge le plus performant et est fermement convaincu qu'avoir des collaborateurs motivés et satisfaits est un facteur clé de succès. Dans l'optique de stimuler la satisfaction du personnel, un certain nombre d'initiatives remarquables ont été lancées en 2013. L'indemnité vélo, par exemple, encourage les employés à améliorer leur condition physique tout en soulignant leur engagement envers l'environnement. Pas moins de 20 % des employés se sont volontiers pliés à un test de condition

physique et se sont engagés à améliorer leurs performances dans ce domaine. La distribution de fruits au personnel est également très appréciée : chaque mois l'assureur distribue 260 kilos de fruits dans ses bureaux. Regroupées sous le vocable « vitaliture », ces actions ont été associées à un programme culturel.



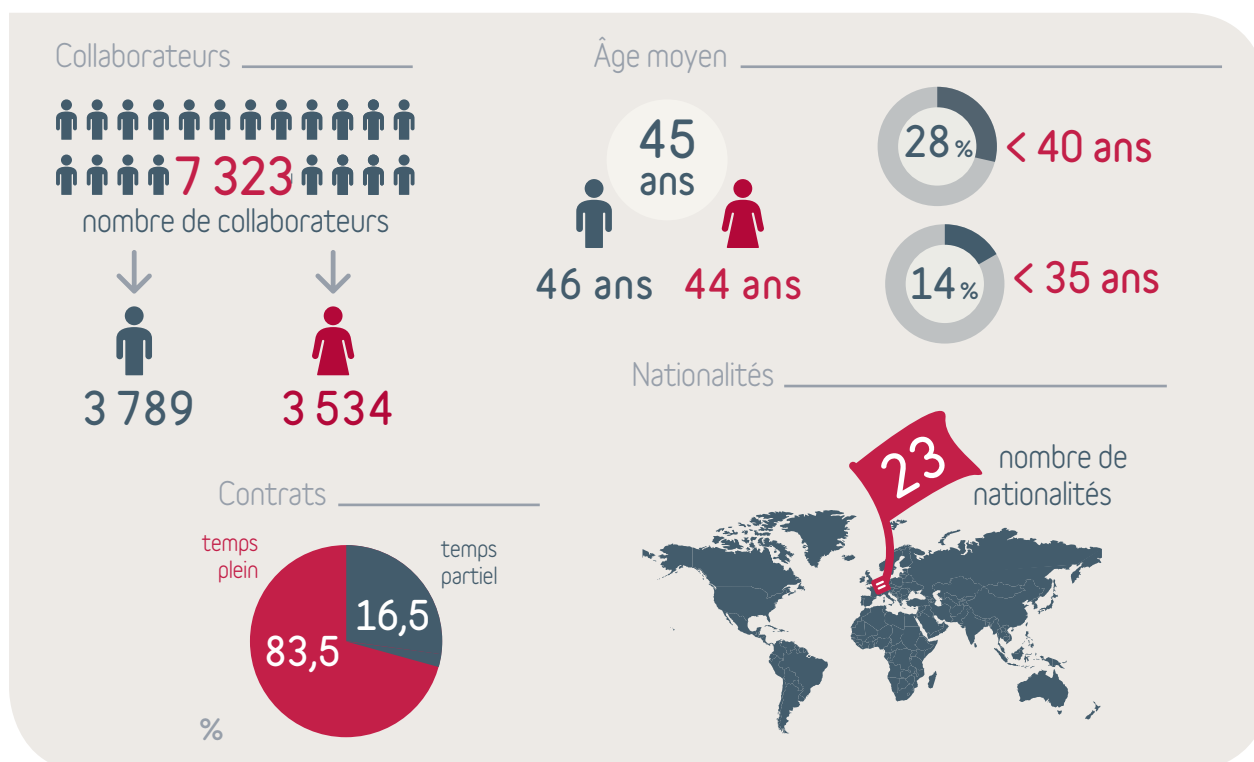
Belfius Foundation : des collaborateurs impliqués et solidaires

Helping Hands

Nos collaborateurs sont très fortement impliqués dans la Belfius Foundation. En 2013, 23 volontaires ont consacré une bonne partie de leur temps libre à l'accompagnement de 59 microentrepreneurs. Sur une année, ils ont réalisé pas moins de 192 visites en entreprise. Dans le cadre de l'initiative Helping Hands, Belfius Foundation met également des moyens à la disposition d'associations au sein desquelles nos collaborateurs sont bénévoles.

Pour la troisième année consécutive, dix d'entre elles ont bénéficié de cet appui, pour un montant total de 50 000 euros. En guise d'apothéose, 1 400 employés ont élu leur « projet de l'année » : c'est l'ASBL Blijdorp qui a recueilli les faveurs du personnel.

Chiffres clés au 31-12-2013



4 Une banque et un assureur durables

« Devenir un véritable leader dans le domaine du développement durable » : tel est l'objectif ambitieux que s'est assigné l'équipe qui s'engage à réduire l'empreinte écologique de Belfius. Ces dernières années, elle a accompli bien des choses. Et rien que du positif !

En cinq ans, notre consommation de gaz et d'électricité a été réduite de plus de moitié. Et si nous figurons parmi les meilleurs élèves de notre secteur, nous aurions tort de nous reposer sur nos lauriers. En 2013, nous avons donc confirmé, voire amélioré, nos résultats impressionnants.

Nos critères de développement durable ne se limitent pas seulement à nos sièges. Lors de la construction d'une nouvelle agence Belfius, nous tenons compte de l'expérience accumulée lors de l'aménagement de notre agence basse énergie à Lommel (Limbourg) et de notre agence passive à Basècles (Hainaut).

Dans le domaine de la mobilité, nous voulons également montrer l'exemple. Grâce à notre plan de mobilité, le pourcentage de collaborateurs se rendant au siège seul au volant de leur voiture a fortement diminué passant de 55 % en 2000 à 21 % en 2013. Ce résultat nous a valu de remporter le Business Mobility Award 2013, une belle récompense pour 13 années d'efforts incessants.



Continuer à réduire la consommation énergétique

Consommation réduite de plus de moitié

Depuis 2007, Belfius procède volontairement à des audits énergétiques de ses bâtiments centraux. Dans l'optique de réduire constamment les émissions de gaz à effet de serre, la performance énergétique est au cœur des efforts consentis en faveur de l'environnement depuis 2011. De beaux résultats l'attestent puisque, début 2013, nous atteignons déjà notre objectif : réduire en cinq ans notre consommation énergétique de moitié (de 162 515 MWhp (primaire) en 2007 à 75 135 MWhp fin 2012). Grâce à des efforts ininterrompus pour occuper plus rationnellement les espaces de travail et pour

sensibiliser nos collaborateurs, la consommation 2013 a encore baissé pour atteindre 67 958 MWhp.

Energy Management Information System (EMIS)

Depuis cette année, Belfius surveille très activement la consommation énergétique de ses sièges et de ses deux agences pilotes, qui représentent ensemble 60 % de la consommation totale. Pour le faire dans les règles de l'art, nos experts ont recours à EMIS, un outil de surveillance innovant et révolutionnaire. Ce système offre une vue d'ensemble de la consommation énergétique en temps réel et, pour permettre une intervention rapide, alerte les gestionnaires par e-mail dès qu'une consommation anormalement élevée est constatée.

« En cinq ans, notre consommation de gaz et d'électricité a été réduite de plus de moitié, mais nous aurions tort de nous reposer sur nos lauriers. »

En route vers les bureaux basse énergie

Bureaux passifs et basse énergie

En 2013, nous avons effectué des analyses poussées au sein de notre agence basse énergie de Lommel (Limbourg) et de notre agence passive de Basècles (Hainaut), construite en 2012. Depuis, l'agence de Basècles s'est vu décerner le certificat d'agence passive. Sa consommation moyenne atteint 15 kWh/m², soit 40 % de moins que celle d'une agence classique.

De ces deux expériences positives, nous avons tiré des enseignements utiles que nous appliquons aujourd'hui dans nos autres agences. Désormais, chaque cahier des charges établi par Belfius pour un nouveau bâtiment d'agence intègre des paramètres « basse énergie ». Pour les agences bancaires existantes, nous comptons évoluer progressivement vers une baisse de la consommation énergétique. Et pour l'heure, nous déployons de gros efforts en vue de réduire notre consommation énergétique secondaire (ordinateurs, écrans, guichets automatiques, etc.). Ce n'est certes pas une sinécure pour une structure commerciale comme la nôtre, mais nous nous efforçons d'explorer toutes les pistes possibles. Et quoi de plus normal si l'on veut faire honneur à notre statut de leader dans le domaine de l'environnement !

Critères socioéconomiques

Depuis 2007, Belfius s'engage résolument en faveur du développement durable au sein de ses agences. Parallèlement aux mesures en matière d'énergie décrites ci-dessus, nous œuvrons également à un cadre de travail sain et agréable (ventilation, éclairage, acoustique...). Chaque nouvelle agence Belfius doit également tenir compte de critères économiques et d'un aménagement flexible, facilement transformable.

« Nos critères de développement durable ne s'appliquent pas seulement à nos sièges. Lors de la construction d'une nouvelle agence Belfius, nous tenons compte de l'expérience accumulée lors de l'aménagement de notre agence basse énergie de Lommel et notre agence passive de Basècles. »



Agence de Basècles

Plan de mobilité durable

Ils ne sont plus que 21 % à venir seuls en voiture au travail

Transports publics gratuits, indemnité kilométrique pour les cyclistes et les piétons, télétravail, semaine de quatre jours : depuis notre premier plan de mobilité durable fin 2000, nous avons mis en place quantité d'initiatives pour encourager les modes de déplacement durables entre le domicile et le lieu de travail. En 2013, nous avons continué sur notre lancée et avons encore et toujours incité nos collaborateurs à venir au travail à vélo, à pratiquer le covoiturage ou à emprunter les transports publics.

Les résultats sont impressionnants. En 2000, les collaborateurs étaient encore 55 % à rallier Bruxelles seuls au volant de leur voiture. Fin 2013, ils ne sont plus que 21 %. Concrètement, cela signifie que, chaque jour, ce sont quelque 1 400 véhicules qui n'encombrent désormais plus les routes qui mènent à la capitale. Cette initiative a permis de réduire de 30 tonnes les émissions de CO₂.

La rémunération flexible instaurée en 2013 par Belfius pour ses travailleurs ne devrait avoir qu'un impact mineur sur ces résultats, puisque ceux qui ont souscrit à ce plan échangent leur véhicule personnel contre une voiture de leasing Belfius. Or, notre parc automobile a la fibre verte : ses émissions de CO₂ sont inférieures à 125 g/km. Dans de nombreux cas, les nouveaux véhicules sont nettement moins polluants que les voitures encore actuellement utilisées par nos collaborateurs.

À vélo au travail

Soucieuse de démontrer que Bruxelles est une ville « vélos admis » et d'encourager le recours aux services Villo!, Belfius Insurance a organisé une série de visites guidées spéciales « petite reine » dans la capitale. L'initiative a été très appréciée.

On peut aussi rouler à vélo en hiver, comme l'attestent nos résultats au Winter Trophy de Bike to Work, une initiative du Fietzersbond. En novembre/décembre, pas moins de 234 collaborateurs de Belfius se sont rendus au travail à vélo. Nous nous sommes ainsi hissés dans le trio de tête des grandes entreprises en lice pour le Trophy.

Business Mobility Award 2013

Lors du Congrès Mobilité à Bruxelles en juin, Belfius s'est vu décerner le Business Mobility Award 2013 dans la catégorie des entreprises du secteur privé (Région de Bruxelles-Capitale). Une belle récompense pour nos nombreux efforts !



Du papier au numérique

Réduire la montagne de papier

Le papier reste le principal consommable de la banque. Aussi, Belfius s'emploie à réduire sa consommation quotidienne. Nous évitons tout autant que possible l'impression pour lui préférer le format numérique. Quelques exemples :

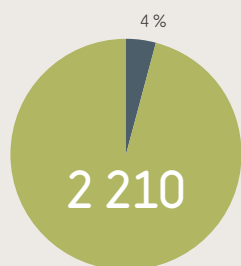
À l'instar de Belfius Insurance, l'équipe RH de Belfius Banque a lancé en 2012 l'initiative sans papier, qui incite les collaborateurs à demander leurs fiches de salaire, etc. au format numérique. Pour l'heure, 50 % des fiches ont été numérisées. Nous comptons augmenter ce pourcentage avec l'aide de nos éco-coachs et au travers de campagnes ciblées.

Messages en temps réel sur les écrans LCD

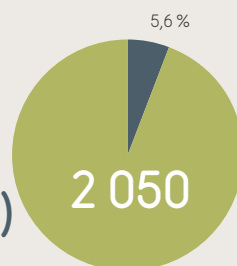
Depuis quelque temps, 506 agences de Belfius Banque sont équipées de 1 771 écrans LCD. C'est un moyen écologique et très efficace pour communiquer avec nos clients. Des études ont d'ailleurs révélé que les messages publicitaires numériques sur écran sont vus et lus par 80 % des passants.

L'été dernier, dans un souci de tirer le meilleur parti de notre système de communication numérique, nous avons adapté la commande des écrans. Grâce au nouveau système de gestion de contenu, nous pouvons maintenant surveiller facilement tous les messages et les gérer à distance. Une action locale ? Un événement spécial ? La messagerie peut être segmentée facilement et adaptée en un clin d'œil. Nous sommes donc vus et lus, sans le moindre gaspillage de papier.

Papier



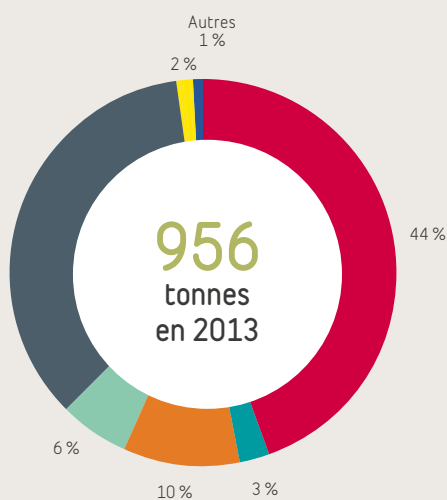
2012



2013

FSC
Non-FSC

Autres déchets



(En kg)	2012	2013
Résiduels	507 200	425 200
PMT	29 250	24 350
Carton	102 167	94 191
Broyeur	63 790	56 160
Destraboxx	339 529	337 207
Classe II	3 351	2 322
Dégraissage	3 480	546
Huile friteuse	3 080	2 410
Lampe	200	0
Verre	7 560	5 670
KCA	2 094	1 829
Divers	5 863	6 352
Total	1 067 564	956 237

Émissions de CO₂

Empreinte Carbone	Consommation		Émissions de CO ₂	
	2012	2013	2012	2013
Scope 1				
Gaz (chauffage bâtiments) ⁽¹⁾	15 865 984 kWh	15 956 539 kWh	3 651	3 672
Véhicules possédés (carburant véhicules de service et de société)	32 182 626 km	25 954 263 km	6 115	4 942
Scope 2				
Électricité consommée (exclusivement verte) ⁽¹⁾	30,1 GWh	26,3 GWh	0	0
Scope 3				
Consommables (papier)	2 210 ton	2 050 ton	4 421	4 101
Déplacements domicile-travail des travailleurs	109 036 589 km parcourus	107 867 885 km parcourus	9 184	8 730
Déplacements professionnels en voiture privée	3 159 014 km parcourus	3 135 462 km parcourus	470	408
TOTAL			23 839	21 852

(1) Excepté les agences.

Résultats financiers

Remarques préliminaires aux comptes consolidés

1. Modifications du périmètre de consolidation

En 2013, la participation dans Belfius Insurance a été augmentée à 100 % et Belfius Insurance a acheté les sociétés Coquelets, NorthLight (60 %) et PoleStar (60 %) dans le cadre de la politique d'investissement de ses réserves d'assurances.

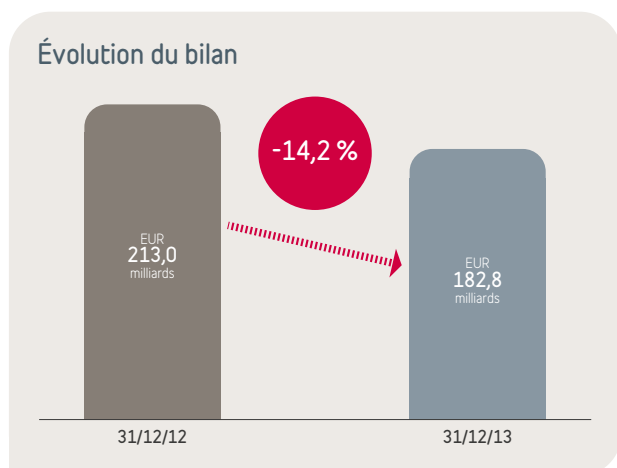
Un aperçu détaillé des changements intervenus en 2013 dans le périmètre de consolidation est présenté dans les « Annexes aux comptes consolidés » de ce rapport annuel.

2. Fondements des comptes consolidés

Les comptes consolidés de Belfius sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'elles ont été adoptées par l'Union européenne et dans une perspective de continuité. La norme comptable IAS 19 révisée est appliquée depuis 2013. Les chiffres de 2012 ont dès lors été adaptés et sont présentés *pro forma*.

Analyse du bilan consolidé

Au 31 décembre 2013, le **total du bilan** s'élève à EUR 182,8 milliards, soit une baisse de EUR 30,2 milliards ou 14,2 % par rapport au 31 décembre 2012. La diminution du total du bilan reflète principalement la baisse des financements octroyés au groupe Dexia, la baisse des instruments dérivés et la poursuite de la réduction tactique du risque opérée au sein du portefeuille obligataire Legacy.



1. Actifs

Les **prêts et créances sur établissements de crédits et banques centrales** baissent de 27 %, soit EUR 11,7 milliards, pour s'établir à EUR 31,6 milliards en 2013. Cette baisse est principalement due à la poursuite de la réduction, pour un montant de EUR 6,4 milliards, des financements octroyés à Dexia. Les garanties en espèces (*cash collateral*) diminuent de EUR 4,5 milliards à la suite de la hausse générale des taux d'intérêt par rapport à fin 2012.

À la fin de l'exercice, les **prêts et créances sur la clientèle** s'élèvent à EUR 87,7 milliards. Cette baisse de EUR 1,8 milliard, soit 2 %, par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la diminution des garanties en espèces (*cash collateral*) et par la vente d'actifs financiers précédemment reclassés en prêts dans le cadre de la politique de réduction tactique des risques. L'encours des prêts commerciaux reste stable par rapport à fin 2012.

Les **investissements financiers et les actifs financiers à la juste valeur par le résultat** baissent de EUR 3,1 milliards pour s'établir à EUR 33,6 milliards au 31 décembre 2013. En 2013, Belfius a poursuivi la réduction de ses positions en obligations dans le cadre de la réduction tactique des risques du portefeuille obligataire Legacy.

La juste valeur positive des **instruments dérivés** baisse de EUR 12 milliards à EUR 23,2 milliards (-34,2 % par rapport à fin 2012) à la suite de la hausse générale des taux d'intérêt.

2. Dettes

En 2013, les **dettes envers les établissements de crédit** diminuent fortement de 27,7 %, soit EUR 11,2 milliards, et s'élèvent à EUR 29,2 milliards à la fin de l'année. EUR 11,5 milliards de *Longer-Term Refinancing Operations* (LTRO) ont été remboursés en 2013 (sur un total de EUR 25 milliards), portant l'encours de ces opérations à EUR 13,5 milliards fin 2013.

Fin 2013, les **dettes envers la clientèle** s'élèvent à EUR 61,6 milliards, soit une baisse de EUR 5 milliards par rapport à fin 2012. Cette évolution résulte d'une forte baisse du financement repo sur le marché interbancaire (EUR -6,2 milliards), partiellement compensée par un accroissement des dépôts commerciaux (EUR +1,2 milliard).

Les **dettes représentées par un titre** augmentent de EUR 0,7 milliard pour atteindre EUR 27,2 milliards au 31 décembre 2013. La diminution de EUR 1,5 milliard des bons de caisse a été plus que compensée par de nouvelles émissions, notamment l'émission de EUR 1,7 milliard de *covered bonds* belges adossés à des crédits hypothécaires (Belfius Belgian Mortgage Pandbrieven).

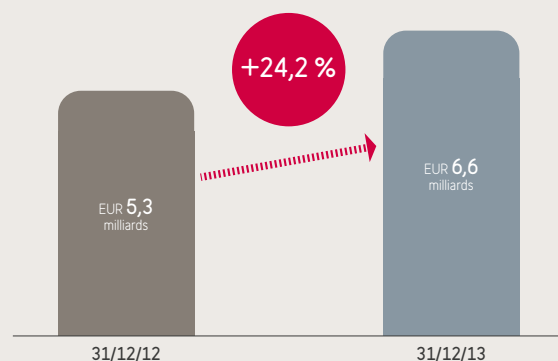
Les **passifs financiers à la juste valeur par le résultat** baissent de EUR 2,0 milliards pour s'établir à EUR 8,5 milliards au 31 décembre 2013 à la suite d'échéances finales ou de remboursements anticipés (*calls*).

La juste valeur négative des **instruments dérivés** baisse de EUR 13,2 milliards à EUR 28,6 milliards (-31,5 % par rapport à fin 2012) à la suite de la hausse générale des taux d'intérêt.

3. Fonds propres

Au 31 décembre 2013, les **fonds propres totaux** s'élèvent à EUR 6,6 milliards, contre EUR 5,3 milliards au 31 décembre 2012. Cette hausse de EUR 1,3 milliard s'explique par l'accroissement des fonds propres de base et la forte amélioration des gains ou pertes latents ou différés.

Évolution des fonds propres totaux



Bilan consolidé (en millions d'EUR)	31/12/2012 <i>pro forma</i>	31/12/2013
TOTAL DE L'ACTIF	212 957	182 777
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 965	1 446
Prêts et créances sur établissements de crédit	41 280	30 124
Prêts et créances sur la clientèle	89 486	87 722
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	5 078	5 512
Investissements financiers	31 604	28 074
Dérivés	35 235	23 190
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 145	3 045
Investissements dans des entreprises associées	93	169
Immobilisations corporelles	1 480	1 392
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	210	199
Actifs fiscaux	1 208	959
Autres actifs	1 156	923
Actifs non courants destinés à être cédés	20	23
TOTAL DU PASSIF	212 957	182 777
Dettes envers les établissements de crédit	40 440	29 236
Dettes envers la clientèle	66 649	61 625
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	10 463	8 461
Dérivés	41 766	28 602
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	87	43
Dettes représentées par un titre et dettes convertibles	26 439	27 184
Dettes subordonnées	1 040	893
Provisions techniques des sociétés d'assurance	17 579	17 641
Provisions et autres obligations	978	462
Dettes fiscales	131	110
Autres dettes	2 045	1 900
TOTAL DES DETTES	207 618	176 156
Capital souscrit	3 458	3 458
Primes d'émission et d'apport	209	209
Réserves et report à nouveau	2 812	3 231
Résultat net de la période	421	445
Fonds propres de base	6 901	7 343
Gains ou pertes latents ou différés	(1 581)	(738)
Fonds propres du groupe	5 320	6 605
Participations ne donnant pas le contrôle	19	16
FONDS PROPRES TOTAUX	5 339	6 621

Les **fonds propres de base** augmentent de EUR 443 millions pour atteindre EUR 7,3 milliards grâce au résultat de l'exercice 2013.

Les **gains ou pertes latents ou différés** s'améliorent de EUR 0,9 milliard et passent de EUR -1,6 milliard fin 2012 à EUR -0,7 milliard fin 2013, soit une réduction de moitié. Cette évolution positive résulte principalement de l'amélioration générale du risque de crédit du portefeuille d'investissement et se traduit par une forte amélioration de la réserve AFS négative contenue dans cette ligne. La réduction tactique des risques a également un impact positif. À la suite de l'application de la norme comptable révisée IAS 19, les « réévaluations pour régimes de pensions à prestations définies » ont été reprises sous cette rubrique.

Analyse du compte de résultats consolidé

1. Résultat net part du groupe

En 2013, Belfius réalise un **résultat net part du groupe** de EUR 445 millions, contre EUR 421 millions en 2012. La contribution de la banque au résultat net consolidé s'élève à EUR 230 millions et celle de l'assureur à EUR 215 millions.

Le résultat, qui résulte notamment d'une bonne activité commerciale et d'une maîtrise stricte des coûts, sera affecté au renforcement de la base de capital de Belfius.

2. Revenus

En 2013, le **total des revenus** s'élève à EUR 1 834 millions, soit une baisse de EUR 624 millions par rapport à fin 2012. La marge d'intérêts nette diminue, pour s'établir à EUR 1 917 millions à la suite de la réduction tactique du bilan, de l'amélioration (à un coût certes plus élevé) du profil de liquidité du bilan total de la banque et de la faiblesse persistante des taux d'intérêt. La marge d'intérêts nette sous-jacente des activités commerciales – c'est-à-dire sans tenir compte des portefeuilles Legacy – ne cesse toutefois de s'améliorer.

Face à la faiblesse des taux d'intérêt, les clients se sont davantage tournés vers les produits hors bilan, ce qui a pour conséquence une hausse des commissions nettes qui s'établissent à EUR 375 millions fin 2013.

Le résultat net sur investissements est positif et s'élève à EUR 155 millions fin décembre 2013, notamment grâce à la plus-value de EUR 61 millions réalisée lors du rachat des parts bénéficiaires début 2013. En 2012, le résultat net sur investissements avait été fortement influencé par les plus-values enregistrées sur plusieurs opérations de rachat de dette subordonnée (voir rapport annuel 2012).

Compte de résultats consolidé (en millions d'EUR)	2012 <i>Pro forma</i>	2013
REVENUS	2 458	1 834
Dont		
Marge d'intérêts nette	2 123	1 917
Commissions nettes	314	375
Résultat net sur investissements	587	155
Marge technique des activités d'assurance	(575)	(404)
Autres revenus	10	(208)
COÛTS	(1 584)	(1 424)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	874	410
Coût du risque	(268)	109
Dépréciation des immobilisations (in)corporelles	0	(1)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	606	518
Charge d'impôts	(184)	(73)
RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS	422	445
Participations ne donnant pas le contrôle	1	0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	421	445

3. Coûts

En 2013, les **coûts** s'élèvent à EUR 1 424 millions, soit une baisse de EUR 160 millions par rapport à 2012.

Les premiers effets du plan de réduction des coûts de la banque sont visibles en 2013. Les frais de personnel baissent de EUR 154 millions alors qu'en 2012, ils étaient encore influencés négativement par la constitution d'une provision dans le cadre du plan de restructuration.

4. Résultat brut d'exploitation

En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à EUR 410 millions fin 2013, soit une baisse de EUR 464 millions par rapport à fin 2012.

5. Coût du risque

La baisse de EUR 376 millions du **coût du risque** a un impact positif de EUR 109 millions sur le résultat avant impôts en 2013. Cette contribution positive résulte d'un coût du risque faible et bien maîtrisé au niveau des activités commerciales et de reprises de provisions historiques, tant spécifiques que collectives, en particulier au niveau des activités Legacy à la suite d'une politique de réduction tactique des risques. Cette contribution positive du coût du risque est cependant partiellement neutralisée par l'impact négatif de la réduction tactique des risques sur le résultat net sur investissement.

6. Résultat avant impôts

Le **résultat avant impôts** de l'exercice 2013 s'élève à EUR 518 millions, soit une baisse de EUR 88 millions par rapport à 2012.

7. Charge d'impôts

La **charge d'impôts** (tant les impôts sur l'exercice en cours que les impôts différés) s'élève à EUR 73 millions en 2013.

8. Résultat net part du groupe

Le **résultat net part du groupe** de Belfius s'élève à EUR 445 millions pour l'exercice 2013 par rapport à EUR 421 millions pour l'exercice précédent.

9. Dividende

Conformément au Plan stratégique 2012-2016 approuvé par la Commission européenne, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de ne pas distribuer de dividende aux actionnaires.

10. Solvabilité

Le ratio des fonds propres de base (Tier 1) s'établit à 15,4 % fin 2013, contre 13,3 % fin 2012, principalement en raison de la baisse des risques pondérés. L'augmentation du capital Tier 1 due au bénéfice réalisé en 2013 est *grosso modo* neutralisée par l'impact négatif du nouveau traitement des participations dans les compagnies d'assurances, qui sont dorénavant déduites à 50 % des fonds propres de base.

Le ratio des fonds propres durs (Core Tier 1) est au même niveau que le ratio des fonds propres de base (Tier 1), Belfius Banque ne détenant plus de capital hybride Tier 1.

Le ratio d'adéquation des fonds propres (CAD) s'élève à 16,5 % fin 2013, contre 13,8 % fin 2012.

De plus amples informations sont fournies dans le chapitre « Gestion du capital » de ce rapport annuel.

Retail and Commercial Banking

Une des trois principales banques de Belgique

Le métier Retail and Commercial Banking propose une gamme complète de produits de banque de détail, commerciale et privée, ainsi que des services d'assurance à :

- 3,2 millions de clients particuliers ;
- 0,3 million de clients Business, segment qui regroupe les indépendants, les professions libérales ainsi que les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires ou le total de bilan est inférieur à EUR 10 millions.

Belfius lance Belfius Pulse Start, le meilleur des deux mondes en un package intégré

Génération mobilité, bienvenue chez Belfius !

Belfius Pulse Start combine les atouts de la banque mobile et des conseils personnalisés dans un seul package complètement intégré.

Belfius Pulse Start, c'est avant tout l'essentiel à portée de main :

- un compte à vue, idéal pour gérer les rentrées d'argent et les dépenses ;
- une carte bancaire, liée au compte à vue et permettant de réaliser rapidement la plupart des opérations et assortie d'un lecteur de carte pour se connecter à Belfius Direct Net en toute sécurité ;
- un compte épargne internet Belfius permettant de gérer l'épargne à court terme, avec un taux intéressant ;
- un compte épargne +, idéal pour gérer l'épargne à plus long terme, en créant un ordre permanent mensuel.

Belfius Pulse Start, ce sont aussi des services extrêmement mobiles, proches et parfaitement sécurisés :

- Belfius Direct Mobile, pour effectuer, entre autres, des virements à partir d'un smartphone, à tout moment et en toute sécurité ;
- Belfius Direct Tablet, offrant les mêmes avantages et possibilités mais à partir d'une tablette.

Mais Belfius Pulse Start c'est aussi la liberté et la possibilité de profiter d'un conseil personnalisé et de qualité en agence !



Une présence 24 h sur 24 grâce à des réseaux de distribution bien implantés, complétés par des canaux numériques modernes et performants au libre choix du client

Fin 2013, les réseaux de distribution de Belfius Banque comptent **772 agences**. Plus de 500 fonctionnent selon le concept d'agence ouverte, lesquelles mettent l'accent sur le conseil au client. Les agences ouvertes sont aménagées en trois zones : self-service, informations et services, ainsi que conseil. Une particularité clé de ce modèle est l'absence de guichets. La majorité des transactions en espèces se font dans l'espace self-service automatisé. Le concept tout entier est placé sous le signe de l'accessibilité maximale et du contact personnalisé avec le client.



Les automates de Belfius attirent 1,5 million d'utilisateurs actifs par mois, ce qui se traduit par 8,4 millions d'interactions mensuelles. La proportion de transactions effectuées aux automates est élevée : 93 % de tous les dépôts et 99 % de tous les retraits sont réalisés à un automate, ce qui atteste du succès du concept.

Belfius est également entièrement accessible par le biais des canaux numériques, dont la popularité auprès des clients est sans cesse croissante. **Belfius Direct Net**, le portail internet de la banque, attire 0,9 million d'utilisateurs actifs, ce qui représente 6,3 millions d'interactions tous les mois. **Belfius Direct Mobile** connaît un succès grandissant, encore renforcé depuis le lancement d'une nouvelle version très performante en décembre 2012 pour les smartphones et en mai 2013 pour les tablettes (165 000 utilisateurs actifs au 31 décembre 2013).

Les communications directes par téléphone constituent un dernier point de contact important de la clientèle, le **Contact Center** enregistrant chaque mois environ 30 000 appels entrants.

Une attention particulière au service à la clientèle, soutenu par une gamme de produits complète

En termes de produits, le métier offre une gamme complète à ses clients : moyens de paiement, crédits, produits d'épargne, de placement et d'assurance...

Produits de paiement

Les produits de paiement se présentent sous la forme de packages de comptes courants associés à une carte de débit, voire une carte de crédit et des assurances complémentaires en fonction du niveau de service choisi : *blue, red, gold, platinum* et *white*. L'octroi de la carte de crédit se fait sous réserve de l'acceptation par un processus de gestion du risque standard. Le client peut également opter pour une MasterCard Prepaid qui lui permet d'effectuer des paiements, en toute sécurité et dans la limite de son budget, partout dans le monde et sur internet. Les clients Business peuvent en outre bénéficier de services supplémentaires correspondant à leurs besoins (par exemple la gestion de trésorerie).



Produits de crédit

Dans sa gamme de produits de crédit, Belfius propose principalement des crédits hypothécaires à taux d'intérêt fixe ou variable et assortis d'échéances allant généralement de 10 à 20 ans. La banque commercialise également des produits de crédit à la consommation sous forme de prêts auto, prêts personnels, prêts verts. L'activité d'octroi de crédits est soigneusement encadrée par le code de conduite de l'Union professionnelle du crédit. Des crédits aux entreprises sur mesure sont proposés au segment Business, en ce compris des financements d'impôts, des facilités de fonds de roulement (notamment Belfius Business Cash+) et des crédits d'investissement.

Produits d'épargne et de placement

Les produits d'épargne et de placement se répartissent en deux catégories : produits au bilan (finançant les actifs de la banque) et hors bilan. Les produits bilantaires comprennent les comptes d'épargne classiques et en ligne, les comptes courants et à terme, les bons de caisse et les obligations émises par Belfius (*Belfius Funding Notes*) et placées auprès des clients particuliers. Les produits hors bilan se composent de fonds communs de placement, d'actions, d'(euro-)obligations émises par des tiers et de produits d'assurance de Belfius Insurance de type branche 21, branche 23 et plus récemment branche 44.

Belfius Banque propose également à ses clients tous les **produits classiques et innovants d'assurance vie et non-vie** de Belfius Insurance.

Avec une part de marché estimée à 13 % tant pour les comptes d'épargne que pour les crédits hypothécaires, la part de marché de Belfius reste globalement stable.

Les actions phares de 2013

Moyens de paiement



App Bancontact/Mister Cash

En juin 2013, Bancontact/Mister Cash a lancé, en collaboration avec Belfius et d'autres banques partenaires, un projet pilote pour une application innovante (App Bancontact/Mister Cash) permettant d'effectuer des paiements entre deux smartphones ou tablettes. Cette application est avant tout destinée au paiement de petites sommes entre particuliers (maximum deux transactions de EUR 125 par jour). À l'instar d'une transaction classique, le paiement se fait en temps réel.



Budget Assistant

Belfius a également développé le Budget Assistant, un outil électronique pratique et convivial permettant à chaque client d'avoir en permanence une vue précise et par catégorie (alimentation, transports, télécommunications, habillement, énergie...) des revenus et des dépenses sur ses comptes, en ce compris les transactions effectuées avec sa carte de crédit.

Produits d'épargne et de placement

2013 a vu la mise en œuvre progressive de la réforme légale des comptes d'épargne réglementés. Cette réforme prévoit notamment :

- Un paiement trimestriel de la prime de fidélité. Cette prime de fidélité, acquise après 12 mois consécutifs, est dorénavant payée trimestriellement au 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre. Les intérêts de base sont, quant à eux, payés annuellement, en l'occurrence le 1^{er} janvier.
- Un maintien de la prime de fidélité en cas de transfert d'épargne vers un autre compte d'épargne réglementé auprès de la même banque. Ce maintien est limité à trois transferts par an et un minimum de EUR 500 par transfert est requis.
- La mise à disposition d'une fiche produit normalisée pour chaque compte d'épargne réglementé, expliquant clairement les conditions, caractéristiques, etc.
- Une garantie de taux de trois mois.
- La mise à disposition d'un calculateur, permettant au client de calculer l'impact, sur la prime de fidélité, de tout retrait ou virement d'un compte d'épargne réglementé.
- Une limitation du nombre de comptes d'épargne réglementés à six par banque.

En 2013, Belfius Banque proposait cinq comptes d'épargne réglementés :

- Pour les clients avec un horizon de placement de moins d'un an, la banque propose le compte d'épargne classique (via une agence) ou le compte d'épargne internet.
- Les clients ayant un horizon de placement d'un an ou plus s'orientent vers le compte d'épargne fidélité (via une agence) ou le compte d'épargne fidélité internet. Ces deux comptes offrent

une prime de fidélité supérieure au taux de base et représentent donc une alternative intéressante pour les clients qui investissent leur épargne pour une période supérieure à douze mois.

- Enfin, la gamme a été enrichie en juin 2013 avec le lancement du Belfius Compte Épargne+, un nouveau compte d'épargne qui vise à stimuler et à récompenser le comportement d'épargne régulier des clients. Le Belfius Compte Épargne+ s'adresse spécifiquement aux clients qui veulent se constituer progressivement un capital grâce à des versements mensuels via un ordre permanent. Le montant des versements est plafonné à EUR 500 par mois et le nombre de comptes est limité à un seul par client.

Le Belfius Compte Épargne+ constitue le premier pilier de l'approche « Épargner & Investir + » de Belfius destinée aux clients qui souhaitent mettre régulièrement de l'argent de côté de manière à se construire, de façon progressive et à leur propre rythme, une réserve financière et/ou un capital pour l'avenir.

Lorsqu'une réserve financière suffisante a été constituée, Belfius encourage une épargne-pension régulière via un ordre permanent vers un fonds d'épargne-pension ou assurance pension (deuxième pilier). Enfin, lorsque le potentiel d'investissement fiscal est optimisé, un portefeuille d'investissement peut être constitué via le plan d'investissement périodique, « Flex Invest Plan » qui permet d'investir de façon diversifiée et en fonction de son propre portrait, dans un large éventail de fonds à partir de EUR 25 par mois (troisième pilier).

Pour les clients désireux d'investir leur épargne à plus long terme dans des projets à vocation socioéconomique et sociale en Belgique (construction d'hôpitaux, de maisons de repos, d'écoles ou financement de PME), Belfius Banque a lancé avec succès, en janvier 2014, le prêt-citoyen via Belfius. Ce prêt-citoyen est commercialisé sous la forme de bons de caisse avec des durées de 5 à 10 ans. Le client peut souscrire des montants à partir de EUR 200 et bénéficie d'un précompte mobilier réduit à 15 %.

Outre les produits d'épargne classiques, Belfius développe et propose de plus en plus des produits de type « architecture ouverte », c'est-à-dire des produits associant des fonds de gérants externes.

En juin 2013, Belfius Banque a lancé l'assurance placement de la branche 44 Belfius Invest Top Funds Selection. Cette assurance placement combine, d'une part, les avantages et les caractéristiques d'une assurance placement branche 21, avec 100 % de protection du capital et un rendement fixe et, d'autre part, une assurance placement branche 23 sans protection du capital, mais avec un rendement potentiel plus élevé. L'assurance placement branche 23 investit une partie du capital dans un fonds d'assurance « interne », Belfius Invest Top Funds Selection, lequel investit à son tour dans des fonds/compartiments de sociétés gestionnaires de fonds renommées. Le client détermine lui-même la répartition du capital entre les fonds sélectionnés. Cette allocation peut être adaptée pendant la durée de l'investissement. Le client détermine également lui-même le poids qu'il souhaite attribuer à la protection du capital et au rendement potentiel plus élevé (trois niveaux de protection de capital : 100 %, 50 % ou 5 %). Le seuil d'entrée est réduit : investissements à partir de EUR 25, tant pour le premier versement que pour les suivants.

Le Mandat Multi Management via Belfius propose un portefeuille équilibré investi via des fonds, avec une répartition entre actions, obligations et catégories d'actifs alternatifs (matières premières, devises, fonds alternatifs, etc.) axée sur la tolérance au risque du client. Le concept s'appuie sur deux piliers : une gestion dynamique et un accès à une « architecture ouverte » via des fonds de Candriam. Le Mandat Multi Management via Belfius est accessible aux clients du segment Private, pour tout investissement d'au moins EUR 750 000 et qui ont un horizon d'investissement à moyen ou long terme.

Pour les clients Business, Belfius a lancé en octobre 2013 le Belfius Managed Portfolio Business, accessible aux clients Business en société, pour tout investissement supérieur ou égal à EUR 250 000. Ce produit est donc destiné aux sociétés riches en trésorerie, désireuses d'investir ces réserves sur une longue période, mais aussi aux sociétés patrimoniales et aux sociétés de management en pleine maturité.

Octroi de crédits

À l'occasion du salon Batibouw 2013 et afin de soutenir et de stimuler la construction d'habitations économes en énergie et/ou passives en Belgique, Belfius a lancé le Crédit-logement pour construction économe en énergie, exclusivement destiné à la construction ou l'achat d'une nouvelle habitation correspondant au niveau E ≤ 50. Cette nouvelle formule de financement présente un avantage sous la forme d'une réduction sur le taux d'intérêt octroyée sur le montant total du crédit pour la construction et pendant toute la durée du crédit. Les avantages du Crédit-logement pour construction économe en énergie s'appliquent à toutes les formules de crédit (à l'exception du crédit pont), indépendamment du taux d'intérêt (fixe ou variable), de la durée et du mode de remboursement choisis.

Outre le Crédit-logement pour construction économe en énergie et le crédit-logement classique, Belfius Banque continue bien entendu de proposer l'Éco-crédit Habitation pour les propriétaires ou les locataires qui souhaitent financer des dépenses destinées à réaliser des économies d'énergie. Ce prêt à tempérament offre un avantage de taux sur l'ensemble du montant du crédit pour la durée totale de l'emprunt et s'adresse aux clients désireux d'investir, par exemple, dans le remplacement d'une ancienne chaudière ou l'installation de double vitrage.

Belfius reste également présente en tant que financier des PME, qui jouent un rôle essentiel dans l'économie belge. En effet, la Banque européenne d'investissement (BEI) et Belfius Banque ont signé un accord portant sur un prêt de EUR 200 millions de la BEI. Belfius Banque apporte le même montant, ce qui signifie qu'au total, pas moins de EUR 400 millions sont ainsi mis à la disposition des petites et moyennes entreprises (sociétés comptant jusqu'à 3 000 employés) en Belgique. Ce prêt s'inscrit dans le cadre de la politique de la Banque européenne d'investissement visant à soutenir le développement économique des petites et moyennes entreprises en leur accordant des crédits à des conditions préférentielles, en ce compris des échéances plus longues, des plans de remboursement flexibles et des taux d'intérêt plus bas, afin de stimuler la création d'emplois.

Par ailleurs, Belfius Banque a conclu un accord de collaboration avec Solvay Entrepreneurs, l'entité de la Solvay Brussels School of Economics and Management de l'ULB regroupant la formation et l'accompagnement des entrepreneurs et dirigeants de PME. Belfius Banque devient ainsi partenaire principal du concours Start Academy for Young Entrepreneurs.

Poursuite de l'innovation dans les canaux de distribution

Consciente des difficultés rencontrées par les personnes malvoyantes, Belfius Banque peut se targuer d'avoir équipé l'ensemble des distributeurs de billets de ses agences bancaires d'un système de guidage vocal développé en collaboration avec la Ligue Braille. Le client peut ainsi effectuer ses retraits et consulter ses soldes en toute sécurité et sans aucune aide extérieure. Grâce à ce système de guidage vocal, il peut également suivre les différentes étapes de la transaction au moyen d'écouteurs (apportés par la personne) et utiliser le clavier lorsque cela lui est demandé. Selon le régime linguistique d'application dans la région, la voix démarre en français, néerlandais ou allemand. Ensuite, dès que la carte bancaire est insérée et que le client a été identifié, la suite du processus se déroule dans sa langue. Outre le compte à vue, le système donne également accès à l'ensemble des comptes d'épargne liés à la carte de débit du client. L'ensemble des 2 260 distributeurs situés dans les agences Belfius a été adapté en 2013.

Depuis son lancement, l'application Belfius Direct Mobile pour smartphone connaît un succès grandissant et séduit chaque jour toujours plus d'utilisateurs. L'application a remporté le Silver Award du jury des MIXX Awards. Cette compétition, organisée par IAB-Belgium, est le rendez-vous par excellence du monde belge de la publicité et du marketing.



Belfius Direct Mobile

Fort du succès de Belfius Direct Mobile, Belfius Banque a continué sur sa lancée avec Belfius Direct Tablet, une application mobile gratuite spécialement conçue pour exécuter ses virements, consulter ses soldes et bien d'autres opérations bancaires au moyen d'une tablette. Belfius Direct Tablet offre les mêmes fonctionnalités que sa cousine pour smartphone, mais avec une interface entièrement nouvelle, un design spécifique et une navigation adaptée. Disponible pour les appareils fonctionnant sous iOS et sous Android, Belfius Direct Tablet peut être téléchargée gratuitement sur l'App Store ou sur Google Play.



Ainsi, le client peut vraiment choisir le canal qui lui convient le mieux et passer de l'un à l'autre à sa meilleure convenance.

Belle prestation commerciale en 2013

Malgré un contexte macroéconomique toujours difficile, l'activité commerciale a été dynamique et le **total des avoirs de la clientèle** enregistre une hausse de 2,1 % en 2013, pour s'établir à EUR 93,7 milliards. Du côté des dépôts, les taux d'intérêt historiquement bas ont poussé les clients à adopter une attitude attentiste ayant pour conséquence un investissement moindre dans les placements à long terme (baisse de 14,3 % des bons de caisse et de 11,5 % des obligations émises par Belfius) mais une belle progression des avoirs sur les comptes à vue et les comptes d'épargne qui atteignent respectivement EUR 6,9 milliards (+12,3 %) et EUR 33,8 milliards (+6,1 %) au 31 décembre 2013. Au total, les **dépôts** s'élèvent à EUR 61,5 milliards fin 2013, en légère diminution (-0,7 %) par rapport à fin décembre 2012.

Ce léger tassement des dépôts est cependant largement compensé par la belle performance des **avoirs hors bilan** qui affichent une progression de 11,9 % par rapport à fin décembre 2012 et s'établissent à EUR 21 milliards en raison d'une préférence de plus en plus marquée de la clientèle pour des produits (fonds communs de placement, mandats) offrant des rendements plus élevés.

Les **réserves techniques d'assurance vie** s'élèvent à EUR 11,2 milliards, en hausse modérée de 1,4 % par rapport à fin 2012. Les investissements en assurance vie de la branche 21 sont sous pression en raison de la faiblesse des taux et de l'augmentation des taxes sur primes à 2 % mais cette baisse est compensée par le succès du nouveau produit de la branche 44, Belfius Invest Top Funds Selection, lancé en juin 2013.

Le **total des crédits à la clientèle** reste stable en 2013, à EUR 33,5 milliards fin décembre 2013, et ce pour tous les types de crédits. Les crédits hypothécaires, qui représentent près des deux tiers du total des crédits octroyés, s'élèvent à EUR 21 milliards fin décembre 2013, tandis que les crédits à la consommation et les crédits Business s'établissent à respectivement EUR 1,6 milliard et EUR 9,9 milliards.

Retail and Commercial Banking (en milliards d'EUR)	2012	2013	Évolution
TOTAL DES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE	33,4	33,5	+0,3 %
Crédits hypothécaires	21,2	21,0	-0,8 %
Crédits à la consommation	1,6	1,6	+2,6 %
Crédits Business	9,7	9,9	+1,7 %
Autres crédits	0,9	1,0	+6,4 %

Retail and Commercial Banking (en milliards d'EUR)	2012	2013	Évolution
TOTAL DES AVOIRS DE LA CLIENTÈLE	91,7	93,7	+2,1 %
DÉPÔTS	61,9	61,5	-0,7 %
Comptes d'épargne	31,9	33,8	+6,1 %
Bons de caisse	9,8	8,4	-14,3 %
Obligations émises par Belfius	13,1	11,6	-11,5 %
Comptes à vue	6,1	6,9	+12,3 %
Comptes à terme	1,0	0,8	-20,3 %
AVOIRS HORS BILAN	18,8	21,0	+11,9 %
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE VIE	11,0	11,2	+1,4 %

Public and Wholesale Banking

Partenaire privilégié des secteurs public et social et challenger en Corporate Banking

Le métier Public and Wholesale Banking propose une gamme complète de produits et services bancaires essentiellement à deux groupes de clients complémentaires : les entités des secteurs public et social (Public and Social Banking), et les moyennes et grandes entreprises (Corporate Banking).

Le segment Public and Social Banking, qui regroupe 12 000 clients au total, est au service des organismes publics locaux (communes, provinces, zones de police, CPAS, etc.), des entités publiques supra-locales (intercommunales, etc.), des entités dépendant du niveau communautaire, régional ou fédéral, ainsi que d'un vaste éventail d'autres organisations liées au secteur public. Appartiennent également à ce segment les entités liées aux soins de santé (hôpitaux, maisons de repos), les clients du domaine de l'éducation (universités, écoles), du secteur du logement mais également des clients comme des fondations, des secrétariats sociaux et des fonds de pension.

Le deuxième segment, la division Corporate Banking, est au service de 6 000 moyennes et grandes entreprises (représentant environ 2 700 groupes commerciaux distincts), ayant un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan excédant EUR 10 millions.

Un réseau de distribution « hub and spokes », au service des clients

Le réseau commercial du Public and Social Banking comporte 40 chargés de relations répartis en trois régions. Les clients de taille réduite (environ 6 000) sont pris en charge par le réseau d'agences du métier Retail and Commercial Banking. Le réseau commercial du Corporate Banking comprend 49 chargés de relations, répartis en six régions.

Au sein des deux segments, le chargé de relations est la personne de référence (*hub*, en anglais) de la relation commerciale avec le client. Il est l'unique personne de contact et entretient avec le client une relation de confiance s'inscrivant dans la durée. Le chargé de relations peut à tout moment faire appel à des experts, appelés *spokes*, pour les différentes lignes de produits, que ce soit en matière de placement, de crédit, d'assurance, de leasing, d'électronic banking ou de cash management. Ce modèle *hub and spokes* est au cœur de la dynamique commerciale du métier.

Des services et produits très spécialisés, à haute valeur ajoutée pour la clientèle

La gamme de produits comprend tout d'abord des produits bancaires classiques tels que les crédits à court et à long terme, la gestion de trésorerie, la gestion des placements, les services en matière d'électronic banking, les produits de salle des marchés ou encore différentes solutions de leasing financier ou opérationnel au travers des filiales Belfius Lease ou Belfius Auto Lease.

Les clients du segment Public and Social Banking bénéficient en outre d'une gamme de produits et services très spécifiques tels que les comptes sociaux, des solutions d'avance de trésorerie et de gestion active de la dette ou des solutions de financement à long terme en phase avec leurs besoins propres, que cela soit sous la forme de crédits ou d'obligations à long terme.

Pour les clients Corporate Banking, les spécificités se retrouvent dans des solutions particulières liées au financement des créances sur les pouvoirs publics (Business-to-Government - B2G), des solutions de cash management international, des solutions de type *asset finance* (leasing, autolease et commercial finance) ainsi qu'une expertise en termes de financements de projets et de financements structurés.

Soucieuse d'apporter une réelle valeur ajoutée à ses clients, Belfius adapte en permanence la gamme de produits et services qui leur sont offerts de manière à répondre de façon précise et concrète à l'évolution de leurs besoins et des spécificités qui sont les leurs.

Belfius reste le banquier de référence des clients du segment Public and Social Banking. Sur le marché du Corporate Banking, elle s'adresse en premier lieu aux entreprises de taille moyenne actives en Belgique ainsi qu'aux nombreuses sociétés qui proposent leurs services aux pouvoirs publics (offre B2G).

Partenaire financier des entités des secteurs public et social ainsi que des entreprises belges

En 2013, Belfius est restée fidèle à sa mission première de banque « de la société et pour la société belge » et a continué plus que jamais à jouer son rôle de financier de l'économie belge. Cette dynamique commerciale s'est traduite par l'octroi par Belfius Banque de nouveaux financements à long terme aux secteurs public et social pour un montant de EUR 2,4 milliards, par un renforcement des

crédits aux entreprises avec EUR 2,1 milliards de nouveaux crédits octroyés en 2013, ainsi que par la concrétisation de nombreuses initiatives locales.

Malgré un contexte économique encore difficile, Belfius a continué à soutenir les pouvoirs locaux et peut se targuer d'être la seule banque à répondre systématiquement à toutes leurs demandes de financement. La banque joue ainsi pleinement son rôle de partenaire en réinvestissant l'épargne des Belges dans de nombreux projets présentant une valeur ajoutée importante pour la société (bâtiments publics, écoles, crèches, hôpitaux, réseau routier...).

Innovation au service de la clientèle

Soucieuse de s'adapter à l'évolution du marché et aux besoins changeants de ses clients, Belfius a poursuivi le développement de solutions nouvelles et/ou complémentaires. Cette recherche permanente s'est concrétisée en 2013 par de nombreuses nouveautés.

Dans le cadre d'un accord entre la BEI, le ministre des Bâtiments scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles et des banques partenaires dont Belfius, la BEI met à disposition un financement de EUR 300 millions, auxquels s'ajoutent EUR 300 millions fournis par les banques partenaires, soit EUR 600 millions qui seront utilisés pour la construction de nouvelles écoles et l'extension ou la modernisation d'infrastructures existantes. Ce financement exceptionnel contribuera à la création de plus de 23 000 places dans les écoles francophones du pays (15 700 à Bruxelles et 7 800 en Wallonie) à l'horizon 2017. Belfius a été l'une des premières banques à s'engager pour EUR 200 millions d'investissements dont EUR 100 millions de la BEI.

Par ailleurs, la BEI et Belfius Banque ont signé un accord portant sur un prêt de EUR 200 millions de la BEI aux entreprises (comptant jusqu'à 3 000 employés) en Belgique. Belfius apporte le même montant, ce qui signifie qu'au total, pas moins de EUR 400 millions sont ainsi mis à disposition de manière complémentaire. Cette coopération entre la BEI et Belfius contribue à soutenir de façon substantielle les investissements des entreprises belges, qui jouent un rôle essentiel dans l'économie.

L'environnement est en constante mutation et les pouvoirs locaux et régionaux, soucieux de diversifier leurs sources de financement, font également de plus en plus fréquemment un appel direct aux marchés des capitaux pour se financer. En tant que partenaire financier par excellence, Belfius accompagne depuis plus de 10 ans les pouvoirs locaux et régionaux lorsque ceux-ci se financent complémentairement sur les marchés financiers, que ce soit à court ou à long terme. De tous les organismes (semi-)publics actifs sur ces marchés, plus de 80 % font appel à Belfius. Le financement alternatif est notamment assuré par l'émission de billets de trésorerie. Au 31 décembre 2013, 42 administrations locales disposent d'un tel programme, pour un encours total d'émission de EUR 1,2 milliard dont 27 auprès de Belfius pour un encours total de EUR 900 millions. En février 2013, la ville de Gand fut la première à faire appel à cette source de financement complémentaire, rapidement suivie par Malines, Zaventem

et Hasselt. Liège a rejoint le peloton de tête début janvier 2014. Ces placements d'obligations à long terme ont tous été assurés avec succès par Belfius.

Belfius met également ce savoir-faire particulier à disposition des entreprises via ses réseaux de distribution performants, et participe ainsi régulièrement aux émissions privées de grandes entreprises. Belfius accompagne également ses clients pour des besoins plus spécifiques tels des IPO ou autres services de conseils financiers (par exemple pour des fusions et acquisitions).

Financier du cadre de vie

Dans le cadre de sa mission de soutien à l'économie locale belge, Belfius accompagne également les autorités locales dans le cadre de leurs investissements en projets immobiliers. De très nombreux projets sont actuellement en cours de réalisation, répondant aux besoins sociétaux sur des plans divers : maisons de repos, écoles, maisons communales, hôtels de police, casernes de pompiers, salles polyvalentes... Le savoir-faire de Belfius dans ce domaine a été à nouveau reconnu en 2013. En effet, Belfius a reçu le National PPP Award 2013 pour la réalisation du projet de résidence-services Malevé à Orp-Jauche. Cet award récompense des partenariats publics-privés (PPP) qui se sont illustrés, tant par leur caractère innovant que par la contribution qu'ils représentent pour leur environnement.



Belfius soutient également de nombreux projets d'infrastructure. Grâce à DG Infra, la joint venture entre Belfius et GIMV, plus de EUR 400 millions supplémentaires seront investis dans différents projets d'infrastructure au cours des cinq prochaines années.

Des moyens de paiement toujours plus performants

En termes de gestion de trésorerie, Belfius a poursuivi son objectif de renforcer sa présence auprès de la clientèle. Grâce à une offre de moyens de paiement complète et attractive, une gestion des comptes performante ainsi qu'une capacité d'innovation et une force de frappe commerciale sans cesse renouvelées, la banque affiche un taux d'équipement de la clientèle en hausse pour 2013.

À titre d'exemple, Belfius a innové en 2013, notamment avec l'introduction de Xpenditure via Belfius ou encore de Twikey.



Ainsi, Belfius est la première banque en Belgique à proposer, en partenariat avec la start-up informatique belge CardWise, Xpenditure by Belfius, une application mobile et une plateforme internet permettant de digitaliser et de traiter de façon automatisée les notes de frais. Une primeur au niveau européen et un *must have* pour toutes les grandes organisations. La ville de Malines a été la première ville belge à faire entrer ses notes de frais dans l'ère digitale via Xpenditure by Belfius.

En prévision de l'avènement, en février 2014, de la domiciliation européenne qui implique une gestion et un traitement des domiciliations et prélèvements par les entreprises bénéficiaires des paiements et non plus par les banques, Belfius a été la première banque belge à proposer une solution de gestion des mandats totalement électronique et sans aucun support papier. Le système, baptisé Twikey by Belfius, consiste en une plateforme entièrement électronique, développée en collaboration avec la start-up informatique Twikey, qui permet de créer, signer, gérer et stocker des mandats en ligne et en toute sécurité. Les mandats peuvent par la suite également être consultés à tout moment et en tout lieu par les logiciels comptables, les banques et tout tiers à qui un accès est octroyé.

Interactive city, un partenariat durable avec les communes

Belfius soutient le concept Interactive City proposé en collaboration avec Tag Tag City



Le principe est très simple : dès qu'un visiteur ou un habitant d'une ville ou d'une commune découvre un tag apposé sur une façade ou un monument, il scanne le code QR au moyen de son smartphone ou de sa tablette. Il aboutit sur une page

web mobile qui lui donne toutes les informations souhaitées sur le lieu recherché ou sur la vie de la commune. Les possibilités qu'offre le système pour la promotion du tourisme et l'organisation de la vie publique des villes et communes sont inépuisables.

Avec ce projet, Belfius souhaite confirmer son partenariat durable avec les communes en leur proposant une solution innovante pour promouvoir leur patrimoine, leur histoire et leurs services d'une manière jeune et dynamique.

Partenaire historique des pouvoirs publics

Après la Région wallonne en 2012, la Région de Bruxelles-Capitale a attribué, après consultation du marché, la fonction de caissier à Belfius pour une nouvelle période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2018, lui renouvelant ainsi sa confiance et soulignant son statut de spécialiste en matière de services financiers aux pouvoirs régionaux et locaux.

De même, après consultation du marché en 2013, l'intercommunale Aquafin a reconfirmé Belfius dans son rôle d'agent des prêteurs à long terme. Belfius exerce ce rôle pour Aquafin depuis 1994.

Expertise reconnue et appréciée en matière de publication d'instruments d'analyse financière

2013 a été une année de nouvelle législature pour les pouvoirs locaux en Belgique. Pour Belfius, ce fut l'occasion de rencontrer et d'accompagner les nouveaux collègues communaux, notamment en leur proposant une série d'études et d'outils leur permettant de mieux appréhender les enjeux financiers et économiques, notamment via une présentation du profil financier individuel et du profil socio-démographique de leur commune.

Belfius partage avec ses clients son savoir-faire spécifique et son expertise par la publication de nombreux instruments d'analyse financière : les études annuelles sur les finances locales, les fiches sur les enjeux de la nouvelles législature ou encore les études annuelles concernant les hôpitaux (MAHA) et les maisons de repos (MARA). Ces études sont, chaque année, particulièrement attendues par la clientèle.

Forte de son expertise dans le domaine, la banque a entrepris, pour la première fois en 2013, de partager son savoir-faire également avec les clients du segment Corporate Banking par :

- la publication d'une série de *white papers* et l'organisation de différents événements autour de la problématique du Working Capital ;
- la mise en ligne d'un dossier complet relatif au potentiel et aux spécificités que peuvent représenter les marchés publics pour les entreprises.

Au-delà de cette information de référence, la banque a également entamé une campagne de promotion et d'accompagnement des clients Corporate intéressés par le secteur public.

Un taux de satisfaction de la clientèle toujours plus élevé

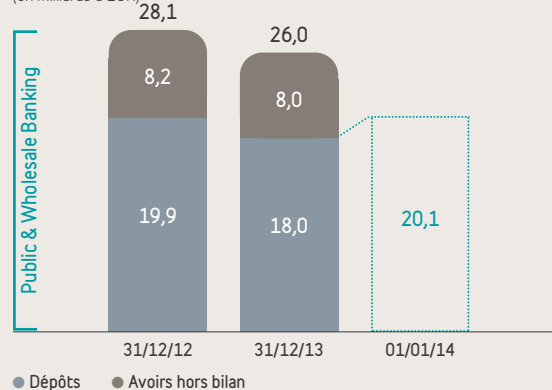
Le dynamisme et les efforts déployés tout au long de l'année 2013 ont été reconnus par la clientèle et confirment la pertinence de l'approche commerciale de Belfius : 93 % des clients du segment Public and Social Banking se disent satisfaits ou très satisfaits des produits et services proposés par Belfius. En ce qui concerne le segment Corporate Banking, Belfius affiche un taux de satisfaction supérieur à 80 % pour les entreprises dont la banque est le banquier principal.

Prestation commerciale 2013

Au 31 décembre 2013, le **total des avoirs de la clientèle** s'établit à EUR 26 milliards, en baisse de 7,3 % par rapport à fin 2012. La diminution des dépôts à EUR 18 milliards fin décembre 2013 est entièrement due à un effet saisonnier, la fin d'année étant caractérisée par des retraits temporaires importants de la part des organismes de sécurité sociale. Ces encours ont dès lors été entièrement regagnés début 2014.

Total des avoirs de la clientèle

(en milliards d'EUR)

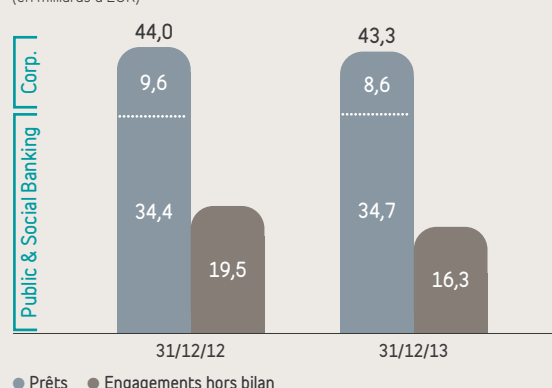


L'encours total des **prêts** enregistre une légère baisse (-1,4 %), à EUR 43,3 milliards. Cette baisse est entièrement imputable à une demande globale faible et à la concurrence accrue rencontrée sur le marché Corporate Banking. Les encours de prêts au segment Public and Social Banking s'inscrivent, quant à eux, en légère hausse pour s'établir à EUR 34,7 milliards fin décembre 2013.

Les **engagements hors bilan** sont en baisse de EUR 3,2 milliards sur l'année, à EUR 16,3 milliards fin décembre 2013, reflétant une gestion active, en partenariat avec le client, des lignes de crédit non utilisées. Dans le cadre de l'introduction des nouvelles normes Bâle III, les banques sont soumises à des ratios réglementaires beaucoup plus sévères, tant en matière de capital que de liquidité. Au sein du métier Public and Wholesale Banking, une collaboration active avec les clients permet d'optimiser la gestion des lignes de crédit, et notamment du hors bilan, en faisant mieux correspondre les besoins réels du client en matière de financement avec le montant des lignes nécessaires à son développement.

Encours des prêts et engagements hors bilan

(en milliards d'EUR)



Assurances

Cinquième position sur le marché belge

Belfius Insurance, une filiale de Belfius Banque, offre aux clients des métiers Retail and Commercial Banking (particuliers, indépendants, petites et moyennes entreprises) et Public and Wholesale Banking (administrations locales, secteur Social Profit, moyennes et grandes entreprises) une gamme variée de produits d'assurances vie et non-vie.

Belfius Insurance occupe la cinquième position⁽¹⁾ sur le marché des assurances en Belgique.

Canaux de distribution sur mesure pour le client

Afin d'offrir une réponse optimale aux besoins spécifiques des différents segments de sa clientèle, Belfius Insurance se base sur plusieurs marques et canaux de distribution.

En Belgique, Belfius Insurance allie, pour les clients Retail, les atouts du réseau exclusif d'agents d'assurances des AP assurances à ceux du réseau d'agences de Belfius Banque. L'offre est complétée par Corona Direct, assureur direct actif via l'internet et des *affinity partners*⁽²⁾.



Par le biais du canal de bancassurance, Belfius Assurances s'adresse aux particuliers, indépendants et PME à la recherche d'une solution (tant pour les produits d'assurances vie que non-vie) via leur agence Belfius Banque. Belfius Assurances souhaite à l'avenir encore mieux exploiter le potentiel de croissance du canal de bancassurance et intensifier sa collaboration avec la banque par le biais du concept du *one-stop shopping*.



Les AP assurances sont une référence depuis plus de 80 ans, tant dans les assurances vie que non-vie. Par l'intermédiaire de leurs 333 points de vente dotés de conseillers exclusifs, elles offrent à 357 598 ménages – tant des particuliers que des indépendants et des petites entreprises – une gamme complète d'assurances, de crédits hypothécaires et un service de qualité sur mesure largement reconnu.



Corona Direct est actif en tant qu'assureur direct depuis 1974. Il propose à ses 174 000 clients des assurances familiales, auto, habitation, funérailles etc., directement (par internet, téléphone ou mailing) ou via ses *affinity partners*. La force de Corona Direct réside dans son service de qualité et sa capacité à innover comme, par exemple, avec l'assurance au kilomètre.



Pour les clients Public and Wholesale Banking, Belfius Assurances collabore également avec Belfius Banque et des courtiers spécialisés. Grâce à son expérience unique dans le domaine des assurances pour le secteur public et Non-Profit, Belfius Assurances est devenue une référence dans ces secteurs, pour lesquels elle a développé, au fil des années, un éventail complet de produits d'assurances très spécifiques en Vie et Non-Vie.



Depuis 2012, cette approche multicanaux et multimarques s'est complétée avec la marque Elantis, qui offre des crédits hypothécaires par le biais de courtiers indépendants. Elantis souhaite se positionner en tant que nouveau canal de distribution important pour l'assureur et contribuer à renforcer la position de Belfius Insurance sur le marché des crédits hypothécaires.

Au Luxembourg, Belfius Insurance offre ses produits d'assurance et d'investissement par le biais de sa filiale International Wealth Insurer (IWI).

Une gamme variée de produits d'assurances, pour la plus grande satisfaction des clients

La gamme de produits pour les clients Retail comprend les assurances non-vie classiques : l'assurance auto (RC et omnium), les assurances en responsabilité civile, l'assurance incendie et les assurances risques divers. En outre, des assurances vie telles que l'épargne-pension, des assurances vie mixtes, des assurances épargne, des assurances revenu garanti, des assurances décès, des assurances solde restant dû liées aux crédits hypothécaires et des produits d'investissement de la branche 23 sont également proposés. Grâce à cette offre complète, Belfius Insurance assume son rôle d'assureur avec un solide ancrage local, qui prend soin de protéger les familles belges, de maintenir leur revenu et d'accroître leur patrimoine.

(1) Données 2012 – Assuralia. Les données 2013 ne sont pas encore disponibles.

(2) Les *affinity partners* sont des parties externes avec qui Corona collabore et qui offrent des produits d'assurances de Corona. Il s'agit, par exemple, de concessionnaires automobiles (pour l'assurance auto) et d'entreprises de pompes funèbres (pour l'assurance funérailles).

Les clients Public and Wholesale Banking disposent d'un choix d'assurances professionnelles, assurances incendie, revenu garanti, assurances hospitalisation collectives, assurances groupe, assurances dirigeant d'entreprise, produits Invest et solutions spécifiques sur mesure.

Belfius Insurance détient une part de marché de 7,4 % sur le marché belge (8,7 % dans le segment Vie et 4,9 % dans le segment Non-Vie)⁽¹⁾. Belfius Insurance prône une satisfaction élevée de sa clientèle : l'assureur tient à être proche de ses clients en leur offrant un conseil personnalisé et professionnel et en visant toujours une efficacité optimale dans ce cadre.

La mise en œuvre de la stratégie « Switch to Belfius 2015 » de Belfius Insurance, qui a été annoncée en février 2013, est en cours conformément au planning prévu. Dans ce cadre, la priorité est donnée à un service optimal au client et la structure organisationnelle a été adaptée afin d'y répondre pleinement. L'organisation flexible du travail répond ainsi aux besoins du client et accroît également la satisfaction du personnel.

Prestation commerciale satisfaisante en 2013

En 2013, l'encaissement total de primes brutes s'élève à EUR 2 156 millions, contre EUR 2 484 millions en 2012.

Les **primes d'assurances vie** s'élèvent à EUR 1 612 millions, contre 1 953 millions en 2012. Le recul se situe principalement en Belgique et est dû à la faiblesse persistante des taux d'intérêt et à l'augmentation de la taxe sur les primes d'assurance instaurée depuis janvier 2013.

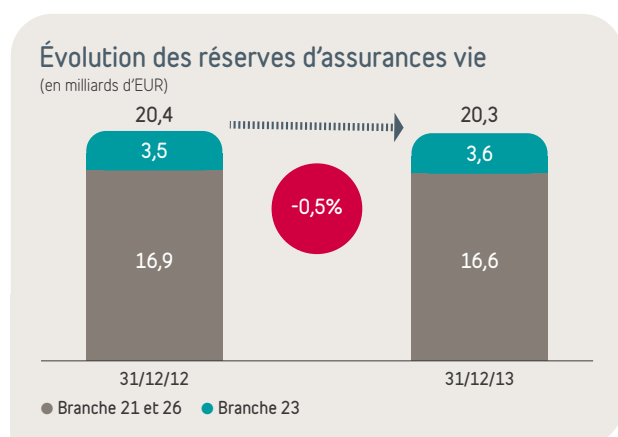
Le marché luxembourgeois se porte bien, avec un quasi-doublement de l'encaissement à EUR 354 millions en 2013. En 2012, la vente via le canal bancaire de la Banque Internationale à Luxembourg avait été arrêtée à la suite du climat économique général et de la crise de l'image de Dexia. Depuis lors, IWI a développé un nouveau modèle d'entreprise et la production a repris. Celle-ci est relativement diversifiée, tant en termes de nombre de partenaires de distribution que de types de marchés.

Les **réserves d'assurances vie** restent stables à EUR 20,3 milliards fin 2013, contre EUR 20,4 milliards en 2012, en dépit d'un contexte difficile caractérisé par des taux bas et une fiscalité défavorable. Par produit, une légère baisse se marque dans les réserves de la branche 21, tandis que celles de la branche 23 augmentent à la suite du lancement de Belfius Invest Top Funds Selection, un nouveau produit de la branche 44, et à la suite de la forte augmentation de l'encaissement chez IWI.

Lancement réussi de Belfius Invest Top Funds Selection, la nouvelle assurance-placement de la branche 44 de Belfius

Belfius Invest Top Funds Selection, qui a été lancée en juin 2013, combine les avantages et caractéristiques, d'une part, d'une assurance-placement de la branche 21 avec une protection totale du capital et un rendement fixe et, d'autre part, d'une assurance-placement de la branche 23 sans protection du capital mais avec un rendement potentiel plus élevé. L'assurance-placement de la branche 23 investit une partie du capital dans un fonds d'assurance « interne », « Belfius Invest Top Funds Selection », lequel investit à son tour dans des fonds/compartiments sous-jacents de sociétés de gestion de fonds renommées. Le client détermine lui-même la répartition du capital entre les fonds sélectionnés. Cette répartition peut être adaptée au cours de la durée de l'investissement. Le client peut également déterminer lui-même l'équilibre entre la protection du capital et le rendement potentiel plus élevé (choix entre trois niveaux de protection du capital : 100 %, 50 % ou 5 %). Le seuil d'entrée est réduit : investissements à partir de EUR 25, tant pour le premier versement que pour les suivants.

Les **primes d'assurances non-vie** s'élèvent à EUR 544 millions, soit une hausse de 2,5 % par rapport à fin 2012. Tous les canaux contribuent à cette progression.



(1) Données 2012 - Assuralia - Les données 2013 ne sont pas encore disponibles.

Performances commerciales par canal de distribution

1. Canaux Retail

Les **primes d'assurances vie** des canaux Retail belges enregistrent une baisse en 2013 et s'établissent à EUR 1 008 millions, dont EUR 778 millions pour le canal de bancassurance, EUR 208 millions pour Les AP assurances et EUR 21 millions pour Corona Direct. La production des placements dans les produits de la branche 21 est faible à la suite du contexte économique actuel de faiblesse des taux d'intérêt et en raison de l'augmentation de la taxe sur les nouvelles primes. Cela a toutefois été partiellement compensé par le succès du nouveau produit de la branche 44 proposé par le biais du canal bancaire.

Les **primes d'assurances non-vie** des clients Retail belges augmentent de 3 % à EUR 450 millions fin 2013, dont EUR 116 millions pour le canal de bancassurance, EUR 289 millions pour Les AP assurances et EUR 45 millions pour Corona Direct. L'augmentation se marque dans tous les canaux. Plusieurs augmentations tarifaires ont été introduites en 2013, à la suite de la hausse du coût de la vie et suivant la tendance générale du marché. L'assainissement du portefeuille auto a également entraîné un certain recul. Le projet « Boost Insurance » du canal de bancassurance, qui a pour objectif d'exploiter davantage le potentiel Non-Vie dans le réseau d'agences de Belfius Banque, a déjà influencé positivement l'encaissement en 2013. Les primes encaissées en assurance incendie sont en hausse, notamment à la suite d'une adaptation à l'ABEX et de l'augmentation

du nombre de nouveaux contrats grâce à la mise en place réussie d'une stratégie de vente croisée avec les crédits hypothécaires. Le canal Direct affiche de bons résultats dans le segment auto, via les *affinity partners* (+4,5 %).

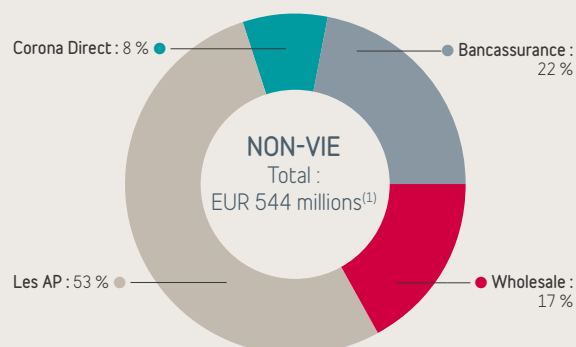
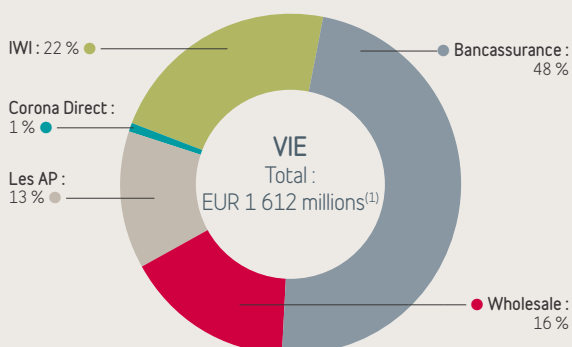
2. Canal Public and Wholesale Banking

Le canal Public and Wholesale Banking enregistre de bons résultats, en particulier pour les produits d'assurances non-vie.

Les **primes brutes encaissées dans le segment Vie** s'élèvent à EUR 250 millions en 2013, soit un recul de 18 % par rapport à fin 2012, qui s'explique principalement par le transfert par Belfius Banque d'une assurance groupe interne de Belfius Insurance dans un organisme de pension distinct et, dans une moindre mesure, par une légère baisse de la production dans les plans de pension (Belfius PubliPension).

Les **primes d'assurances non-vie** augmentent de 1,5 % pour s'établir à EUR 94 millions, à la suite de bons chiffres de croissance dans les accidents du travail et les autres risques. La croissance de ces deux segments (+25 %) résulte d'un apport constant de nouvelles affaires, principalement via des courtiers spécialisés qui enregistrent une augmentation annuelle de leur nouvelle production, ainsi que des inscriptions réussies sur des adjudications publiques et des ventes directes. L'assurance auto a également surpassé l'année précédente, avec une croissance annuelle de 3,4 %. De même, l'assurance incendie affiche une production en augmentation de 3,5 % entre 2012 et 2013.

Ventilation des primes d'assurances par canal



(1) Primes brutes encaissées en 2013, sans la distribution de produits d'assurance de tiers.

Gestion des risques

Introduction

Après avoir posé en 2012 les bases du nouveau cadre de Belfius en matière de gestion des risques, la fonction de Risk Management a atteint sa vitesse de croisière en 2013.

Le Risk Management Framework a été complété, d'une part, par la charte des risques (Risk Charter), qui définit les valeurs de base et les principes de la gestion des risques de Belfius, et, d'autre part, par le livre des limites, qui reprend, dans un document intégré, une vue d'ensemble des limites de risques stratégiques et opérationnels. Accompagnés du cadre d'appétit au risque, préalablement approuvé, et de divers comités de risques, ces éléments constituent le cadre dans lequel la fonction de Risk Management a été exercée en 2013.

Près de cinq ans après la chute de Lehman Brothers, le début d'une crise économique et financière mondiale et profonde, l'environnement dans lequel les banques travaillent reste empreint de nombreux défis à relever.

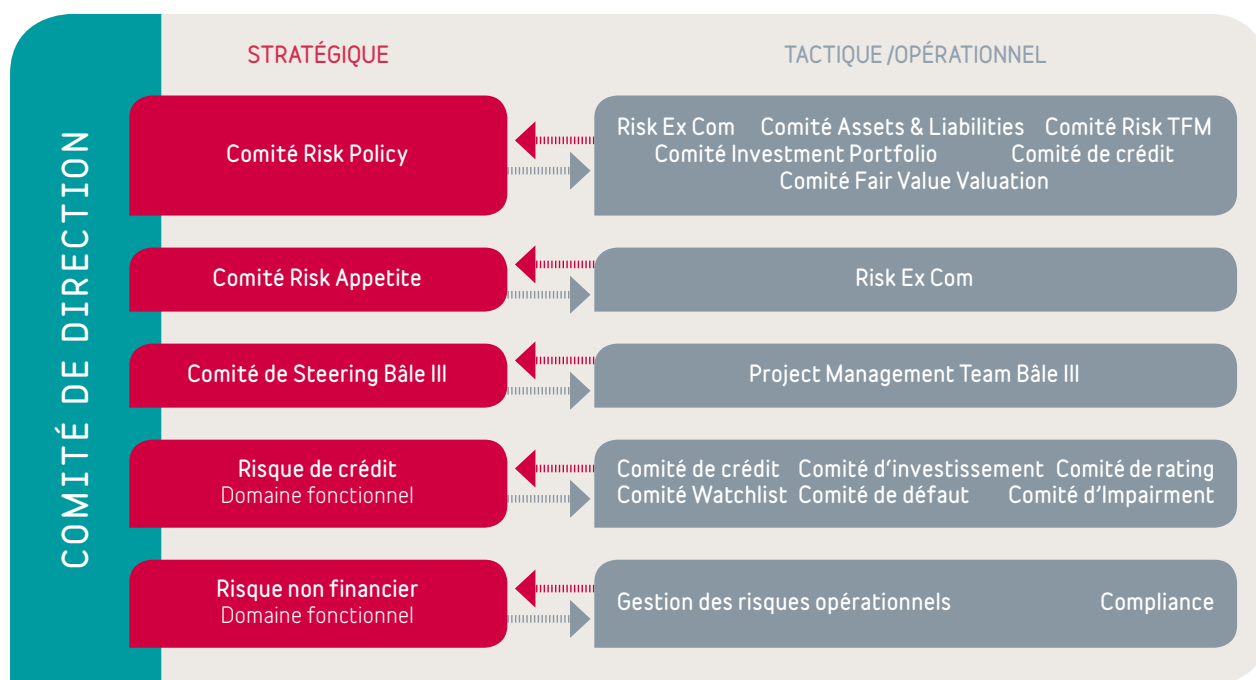
Sur le plan macroéconomique, 2013 a été une année très contrastée : alors que les États-Unis, soutenus par la politique de la Réserve fédérale, montraient des signes significatifs de reprise économique, les pays émergents étaient, en revanche, plutôt confrontés aux limites de la croissance. En outre, l'Europe a continué de lutter contre les effets de la crise de l'euro, bien que cette crise ait été moins présente dans les médias qu'en 2012. Le développement économique en Europe a également été caractérisé par une évolution à plusieurs vitesses : l'Allemagne a continué à s'imposer comme le moteur de la croissance, alors que – à l'instar des années précédentes – la situation économique dans des pays comme la Grèce et le Portugal était moins brillante.

Dans ce contexte de différences économiques entre les pays de la zone euro, la situation de la Belgique était porteuse d'espoir. Bien que la reprise économique soit plutôt lente, il y a des signes de reprise de la croissance positive du PIB, essentiellement stimulé par la demande extérieure. En 2013, la confiance des consommateurs s'est aussi de nouveau résolument orientée à la hausse. Grâce au pacte de compétitivité conclu à la fin de l'année, une première étape a été franchie vers le renforcement de la compétitivité internationale des entreprises belges. Cependant, d'autres indicateurs témoignent d'une situation encore fragile. En 2013, le nombre de faillites en Belgique, par exemple, a atteint un chiffre record, tandis que le nombre de nouvelles entreprises diminuait de manière significative. Le chômage aussi a continué à augmenter pour avoisiner les 9 %.

Dans ce contexte à la fois dynamique et encore fragile, la gestion des risques n'est pas une tâche aisée. Des informations nationales et internationales faisaient ainsi régulièrement état d'une éventuelle surévaluation du marché immobilier (résidentiel) belge, par analogie avec un certain nombre de pays européens, ce qui incite à une certaine prudence. Ces constats doivent être quelque peu nuancés à la lumière, par exemple, du patrimoine disponible des résidents belges. C'est pourquoi, dans l'intérêt de la société, Belfius veut et peut continuer à soutenir l'offre de crédits-logement de manière financièrement responsable (pour la banque et pour le client), ce que la société attend d'elle. Un défi comparable pour Belfius est le maintien d'un équilibre entre, d'une part, financer durablement les entreprises et les institutions, poussées par diverses initiatives législatives (entre autres le code de conduite dans le cadre de la loi relative au financement des petites et moyennes entreprises, le Prêt-citoyen) et, d'autre part, éviter un coût du risque de crédit excessif. Le rôle croissant des banques dans l'accompagnement des entreprises lors du placement d'obligations par ces entreprises peut être vu dans ce contexte. En outre, Belfius a dû, comme les autres banques, préparer au cours de l'année la mise en œuvre des nouvelles exigences en matière de capital et de liquidité (Bâle III – CRR) qui, dès leur entrée en vigueur en 2014, auront incontestablement encore un impact supplémentaire sur les choix stratégiques vis-à-vis des activités bancaires classiques. Le contrôle de ces différents équilibres a été un point d'attention permanent pour la fonction de Risk Management de Belfius en 2013.

Outre ce soutien permanent et proactif de la fonction Risk Management aux activités commerciales, l'année 2013 a également été sous le signe de la poursuite de la réduction et de la maîtrise des risques liés au portefeuille Legacy.

Au cours de l'année 2013, une part importante du travail a ainsi été consacrée à la réduction tactique de ce portefeuille et des risques qu'il comporte. La reprise des marchés obligataires dans le monde entier a permis d'accélérer la réduction d'une série de positions. Des mesures ont également été prises en vue de limiter les pertes potentielles, de restreindre la volatilité du bilan et du compte de résultats, de diminuer l'immobilisation du capital et d'améliorer la liquidité du portefeuille. En 2013, la concentration de *covered bonds* espagnols et de RMBS et la position italienne en obligations d'État ont fait l'objet d'un suivi minutieux.



Gouvernance

La gouvernance du risque de Belfius Banque s'articule essentiellement autour de deux piliers :

- une structure de comités Risk ;
- l'appétit stratégique au risque.

1. Comités Risk

La pierre angulaire de la gouvernance des risques de Belfius Banque se compose d'un ensemble cohérent de comités Risk, dont le rôle et les compétences sont définis conformément aux objectifs commerciaux et financiers de la banque et dans le respect des facteurs environnementaux externes en matière de réglementation et de contrôle.

1.1. Niveau stratégique

Trois comités ont été mis en place au sein du comité de direction. Ils sont pilotés par le Risk Management et se réunissent au moins une fois par trimestre :

- le comité Risk Policy, responsable notamment :
 - des priorités et du planning relatifs aux Risk Management Policies ;
 - du modèle « life cycle » et du calendrier réglementaire (BNB).
- le comité Risk Appetite, responsable notamment :
 - de la présentation, du suivi et du contrôle du cadre d'appétit au risque, de la gestion des besoins en fonds propres économiques et réglementaires et de leur affectation ;
 - de l'exécution et de l'évaluation des stress tests.
- le comité de steering Bâle III, qui assume un rôle clé au sein de Belfius Banque dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation Bâle III (après transposition en CRD/CRR). Afin de lui

permettre de jouer son rôle de manière adéquate, une structure organisationnelle spécifique a été mise sur pied. Celle-ci repose sur quatre groupes de travail, chacun ayant son terrain d'action spécifique, au sein desquels sont actifs, outre le Risk Management, des représentants des métiers commerciaux et de Finance :

- risque de crédit et de marché ;
- capital, liquidité et levier ;
- systèmes IT et reporting ;
- revue des activités.

Outre ces trois comités, deux domaines fonctionnels, l'un couvrant les thèmes liés au crédit, l'autre le domaine des risques opérationnels, font également rapport au comité de direction, sans toutefois qu'un comité distinct n'ait été mis en place à cette fin.

1.2. Niveau tactique/opérationnel

Le comité de direction délègue certaines décisions au niveau tactique/opérationnel. Cette délégation se trouve décrite dans les chartes des comités en vigueur. Pour les matières échappant au pouvoir de délégation, le niveau tactique/opérationnel fournit des informations ou formule des avis au comité de direction.

Les comités faisant partie du niveau tactique/opérationnel sont ceux dans lesquels le Risk Management siège habituellement avec les métiers commerciaux. L'accent est mis sur les directives, les transactions et les risques sur des contreparties. Dans ces comités, le Risk Management possède un droit de veto, de même que la possibilité de confier la décision à un niveau supérieur.

2. Appétit au risque

L'appétit au risque exprime le niveau de risque qu'une institution est prête à accepter, étant donné les attentes des principaux acteurs (actionnaires, créanciers, régulateurs, agences de notation, clients...),

pour atteindre ses objectifs stratégiques et financiers. Cet appétit au risque est avant tout défini par le conseil d'administration, sur proposition du comité de direction. La direction Risk Management prépare les propositions du comité de direction et les décisions du conseil d'administration et fixe les règles et le cadre pour l'exécution de ces règles.

Basé sur une approche holistique, l'appétit au risque est un point de référence pour :

- guider la stratégie et la planification ;
- encadrer la performance en termes de croissance et de création de valeur ;
- faciliter les décisions d'investissement au quotidien.

L'appétit au risque de Belfius s'illustre par une série de ratios qui constituent un élément clé pour définir des limites au niveau des grands équilibres financiers. Ce cadre est composé d'un ensemble de ratios comptables (*gearing*), réglementaires (Tier 1, risques pondérés), économiques (fonds propres économiques, *Earnings at Risk*), et intègre des ratios de liquidité et de structure de financement, ainsi que des limites de concentration de crédit.

Des limites ont été définies pour chacun de ces ratios et sont validées chaque année par les organes compétents. Les directions Risk Management et Finance sont en charge du suivi de ces ratios, et proposent le cas échéant des mesures au comité de direction pour s'assurer du respect des limites.

Risque de crédit

1. Méthodologie

Depuis des années, Belfius s'appuie sur une approche avancée « Advanced Internal Rating Based » pour la gestion des risques de crédit. Cela signifie que Belfius fait usage de modèles internes pour définir les paramètres de risque : la probabilité de défaut (*Probability of Default* – PD), la perte en cas de défaut (*Loss Given Default* – LGD) et le facteur de conversion en équivalent crédit (*Credit Conversion Factor* – CCF) pour les expositions hors bilan.

En 2013, la direction Risk Management a revu le nombre de modèles afin d'assurer l'adéquation entre le nombre, la nature des modèles, les besoins de Belfius tant en ce qui concerne la gestion des risques que la maîtrise des coûts et les exigences du régulateur.

Le modèle « life cycle » peut être subdivisé en trois blocs : le développement du modèle et son approbation, les contrôles relatifs à son utilisation et sa maintenance. Le Model Manager se trouve au cœur du processus de développement et de maintenance d'un modèle. Il se concerta fréquemment avec les métiers commerciaux et les divisions crédits. En revanche, les contrôles sont assurés par diverses fonctions au sein de l'organisation (Validation, Comité de rating, Contrôle de la qualité, Audit).

1.1. Principales étapes du développement d'un modèle

- Détermination du domaine d'application du modèle de notation, à savoir la population ou le groupe cible de contreparties pour lequel ce modèle sera utilisé.
- Collecte de toutes les informations quantitatives et qualitatives pertinentes pour le groupe cible (les données financières, les environnements économique, réglementaire, institutionnel, les statistiques de défaut...)
- Définition, élaboration et tests approfondis des critères qui seront appliqués dans le modèle et dont le résultat sera un rating interne.
- Validation, mise en œuvre et documentation du modèle, associé ou non à un développement IT. La validation du modèle est effectuée par le département « Validation », une cellule indépendante au sein de la direction Risk Management.

1.2. Principaux mécanismes de contrôle

Conformément aux demandes du régulateur, différents mécanismes de contrôle sont mis en place tant en ce qui concerne l'utilisation opérationnelle des modèles que leur performance intrinsèque ou encore l'ensemble du processus de gestion du cycle de vie des modèles.

- Le Contrôle de la qualité et le Comité de rating supervisent la bonne utilisation opérationnelle du modèle de notation par les analystes de crédit (introduction et traitement corrects des données, contrôle des éventuelles adaptations de notations basées sur l'opinion d'experts et application de certains principes tels que « branch equivalency »).
- Le back-testing consiste à contrôler l'adéquation entre les prévisions du modèle et les observations sur la base de données historiques. Par exemple, à la suite des conclusions de ces exercices, les probabilités de défaut relatives aux segments corporate et midcorporate ont été recalibrées en 2013.
- Les stress tests permettent d'analyser la manière dont les portefeuilles et les modèles réagissent face à des circonstances inattendues et/ou extrêmes. En 2014, l'accent sera encore davantage mis sur la mise en place de cette méthodologie de stress test et la réalisation des exercices y afférents.
- L'Audit effectue un contrôle global du respect de toutes les directives et prescriptions et vérifie si tous les intervenants concernés remplissent correctement leur rôle et assument leurs responsabilités (les tests réalisés sont-ils suffisants, le modèle a-t-il réellement été validé en interne, un contrôle de la qualité est-il effectivement effectué, les tests obligatoires annuels sont-ils réalisés ? Etc.).

1.3. Maintenance du modèle

- Différents éléments peuvent être à la base de la révision d'un modèle comme les résultats des back-tests et stress tests annuels ; le feed-back/les constats provenant d'autres mécanismes de contrôle (Contrôle de la qualité, Comités de rating, Audit) ou encore les modifications apportées au cadre réglementaire.
- La mise en place d'une révision aboutit au lancement d'un processus fort comparable à celui du développement d'un modèle : (ré)examen des paramètres, tests et nouvelle validation interne du modèle adapté.

2. Limites de crédit et comités de crédit

La solidité du processus d'acceptation des crédits constitue un des principaux piliers de la gestion des risques de Belfius. Ce processus repose sur un large éventail de directives, procédures de délégation et autres instruments, qui visent un contrôle strict des risques de crédit.

Belfius a défini des limites de crédit et des délégations de pouvoirs pour les divers types de risques de crédit. Elles sont évaluées chaque année en profondeur par le Risk & Capital Committee.

Les limites de crédit représentent le niveau de risque maximum qui est acceptable sur des contreparties individuelles et/ou des groupes économiques et traduisent ainsi l'appétit au risque de la banque au niveau de la relation client individuelle. Les limites de crédit sont fixées sur la base du profil de risque du client, l'accent étant principalement (mais pas exclusivement) mis sur son rating interne. Le processus de décision de crédit au sein de Belfius Banque est constitué de trois niveaux différents :

- les décisions automatisées où la banque confronte la demande de crédit du client à une série de paramètres techniques de risque et commerciaux ;
- les décisions déléguées, c'est-à-dire les décisions prises par des collaborateurs à qui, *intuitu personae*, des pouvoirs de décision ont été délégués ;
- la structure habituelle de comité de crédit.

Lors de l'octroi de crédits aux particuliers (essentiellement des crédits hypothécaires), aux indépendants et aux petites entreprises, des processus standardisés et automatisés sont principalement utilisés, dans lesquels les résultats des modèles de scoring et/ou de rating jouent un rôle important. Belfius Banque est convaincue de la valeur ajoutée considérable que constitue la proximité avec le client. La banque a poursuivi la mise en œuvre de cette stratégie pour ces segments en 2013, ce qui se traduit par une plus grande implication des commerciaux dans les décisions de crédit, combinée à un contrôle accru du recours aux pouvoirs délégués.

Lors de l'octroi de crédits aux moyennes et grandes entreprises ainsi qu'aux clients Public et Social Banking, l'approche individualisée gagne en importance. Les analystes de crédit examinent le dossier de manière indépendante et déterminent le rating interne du client. Un comité de crédit prend ensuite une décision sur la base de divers éléments tels que la solvabilité, la relation avec le client et les perspectives de ce dernier, la demande de crédit et les garanties. Lors du processus d'analyse, les demandes de crédit sont minutieusement examinées et ne sont acceptées que si la perspective de continuité et la capacité de remboursement de l'emprunteur sont démontrées. Afin de soutenir le processus de décision de crédit, un RAROC (Risk Adjusted Return on Capital) est toujours calculé, qui mesure la rentabilité attendue de la transaction de crédit ou même la relation de crédit complète avec le client. Il n'est tenu compte uniquement des revenus attendus sous forme de marges d'intérêt mais également, entre autres, des coûts opérationnels et des pertes statistiquement à attendre sur les crédits.

La banque surveille l'évolution de la solvabilité de ses emprunteurs tout au long du cycle de vie du crédit. Les différents portefeuilles du métier Retail and Commercial Banking, pour lesquels la gestion des risques est basée sur une approche de portefeuille, sont revus périodiquement. Le rating des clients, qui font l'objet d'une approche individualisée, est actualisé périodiquement, conformément au choix de la banque en faveur des modèles AIRB (Advanced Internal Rating Based). En outre, l'apparition de signaux de risque est surveillée. Les crédits de gros clients ou de clients dont le profil de risque a changé sont revus et discutés en comité de crédit au moins une fois par an.

3. Éléments fondamentaux du risque de crédit en 2013

3.1. Retail and Commercial Banking

Le climat macroéconomique plutôt défavorable de 2012 a perduré en 2013.

Toutefois, Belfius a continué à octroyer des crédits à la clientèle Retail and Commercial Banking, dans le cadre d'une politique de crédits restée globalement stable.

La demande de crédits à la consommation a légèrement augmenté en 2013, après avoir atteint un niveau historiquement bas l'année précédente. Les pourcentages d'acceptation sont restés stables en comparaison avec ceux de 2012 et se basent toujours sur la charte « Responsible Lending » conclue dans le cadre de la fédération du secteur financier, Febelfin.

La demande de crédits hypothécaires a baissé en 2013, notamment en raison de l'incertitude à propos du bonus logement (déduction fiscale des intérêts). Belfius continue à suivre de près son portefeuille de crédits hypothécaires, en tenant compte d'une correction possible du marché immobilier et d'un éventuel affaiblissement éventuel de la solvabilité des emprunteurs. Les segments à risques potentiels du portefeuille de crédits hypothécaires ont été identifiés et sont suivis de près. Leur part dans le portefeuille Belfius est très limitée par rapport à l'ensemble du portefeuille. Certains points de la politique d'octroi et de l'évaluation des garanties ont été adaptés de manière conservatrice pour les segments de clients concernés. Malgré ces points d'attention au niveau du marché, le coût du risque sur les crédits hypothécaires reste très faible chez Belfius. Dans une optique de vigilance accrue, Belfius a constitué en 2013 une provision collective supplémentaire pour ce portefeuille. À la demande du régulateur, Belfius a, en outre, comme toutes les banques belges, augmenté les fonds propres réglementaires pour les crédits hypothécaires en 2013.

Les opérations de titrisation et l'émission d'obligations sécurisées (*covered bonds*) ont également mené à un élargissement et un affinement du suivi du risque du portefeuille de crédits hypothécaires.

La mise en œuvre de la stratégie de la banque en matière de crédits professionnels s'est poursuivie en 2013, avec la délégation des pouvoirs de décision aux équipes crédits, l'implication des équipes commerciales dans le processus d'octroi et l'augmentation du contrôle par le Risk Management de l'usage de ces délégations.

Toujours plus de décisions en matière de crédit sont ainsi prises près du client par les équipes locales, ce qui contribue à une meilleure connaissance du client et de sa situation. Le résultat des back-tests montre que le risque de cette stratégie est jusqu'à présent sous contrôle, cela permettra d'encore étendre ce projet en 2014.

Belfius entend continuer à soutenir la production de crédits professionnels, en particulier à l'intention des nouvelles entreprises (*starters*) et en stimulant les crédits à court terme. Ces initiatives sont encadrées intensivement par le Risk Management afin de surveiller les risques dans ce segment de marché. La tendance du marché en 2013 (tout comme en 2012) à une augmentation du nombre de faillites s'observe cependant également dans le portefeuille de crédits de Belfius. Le suivi des clignotants a dès lors également fait l'objet d'une attention particulière et ce processus sera encore optimisé en 2014. Le coût du risque pour les crédits professionnels se situe toujours à un niveau correct et dans les limites fixées.

3.2. Public and Wholesale Banking

Par le biais du métier Public and Wholesale Banking, Belfius a continué à jouer son rôle dans le financement de l'économie belge et de ses entreprises tout au long de l'année 2013.

En tant que banque de relations avec un ancrage local, Belfius répond activement aux besoins de financement de ses clients Public and Social Banking. Depuis juillet 2013, l'activité est encadrée par la nouvelle législation en matière de marchés publics.

Diverses institutions au sein du segment Public and Social Banking ont été confrontées à une stagnation voire à une baisse des revenus à la suite du contexte économique global. À titre d'illustration, les communes, en début de nouvelle législature, ont dû faire face à un ralentissement du rythme des recettes contrastant avec une accélération des dépenses. La difficulté qui s'en suit d'arriver à boucler les budgets est une indication du défi que doivent relever les administrations publiques pour continuer, à l'avenir, à offrir un service de qualité, combiné à un budget en équilibre.

En dépit de ces facteurs environnementaux négatifs, le portefeuille de crédits conserve un profil de risque très bas.

Dans un contexte de croissance économique modeste et d'une hausse du nombre de faillites, le profil de risque du portefeuille de crédits Corporate Banking est également resté stable, de sorte que le coût du risque s'est maintenu à un niveau très bas et largement dans les limites fixées.

Belfius a continué à suivre le secteur de l'énergie durable avec l'attention nécessaire. L'affaiblissement déjà observable en 2012 de la position financière des entreprises d'installation, des contractants et des entreprises intégrées du secteur de l'énergie renouvelable s'est poursuivi en 2013. Ce marché jeune et auparavant en forte croissance a été durement touché par une baisse de la demande, notamment à la suite de l'évolution de la politique de subvention (entre autres les certificats verts) et de la diminution des incitants fiscaux. Cette évolution a entraîné un accroissement des dossiers

à problèmes, qui ont fait l'objet d'une attention appropriée dans le cadre du processus de watchlist. En revanche, les financements de projets en cours portant sur l'énergie renouvelable ont continué à générer une capacité de remboursement saine et sans problème. Pour de tels financements, les crédits sont octroyés par la banque à des entités juridiques distinctes et le remboursement découle des revenus générés par le projet financé.

En ce qui concerne le secteur naval, la stratégie déjà définie en 2012 a été poursuivie. La banque continue à s'adresser uniquement aux entreprises actives directement ou indirectement dans le secteur naval entretenant une relation commerciale globale avec la banque et un lien clair avec l'économie belge. Pour les entreprises du secteur naval qui n'ont pas de relation commerciale globale avec la banque, la stratégie de mise en extinction a été poursuivie.

3.3. Assurances

Belfius Insurance effectue le contrôle du risque de crédit émanant des investissements de ses réserves en collaboration avec les équipes de Credit Risk Management de Belfius Banque. Un système opérationnel de gestion des risques et de limites a été défini dans le cadre de l'Investment Framework de Belfius Insurance. Il s'articule autour des éléments suivants :

- une allocation stratégique d'actifs fixant les limites pour la part d'actifs de crédit dans les actifs totaux ;
- une liste définissant les classes d'actifs autorisées avec des limites globales et spécifiques en termes de concentration par pays, secteur, rating, durée et contrepartie ;
- un suivi régulier du risque de contrepartie effectué par les équipes du Credit Risk Management de Belfius Banque avec rating interne ;
- la mise en place systématique de collatéral dans le cadre d'opérations de produits dérivés, de repo ou autres activités de marchés financiers ;
- un processus de souscription de crédits hypothécaires satisfaisant à des règles d'octroi spécifiques, des équipes d'analyse de crédit hypothécaire et un comité d'acceptation.

Une part importante du portefeuille d'investissement de Belfius Insurance est investie en Belgique. La politique de réduction des risques menée par Belfius Insurance a été poursuivie de manière ciblée et a eu pour effet de diminuer les expositions envers certaines contreparties telles que les pays d'Europe centrale et orientale, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande.

Dans ce cadre, Belfius Insurance a également maintenu son niveau d'activité en crédits hypothécaires sur le marché belge en 2013. La production de crédits hypothécaires par le réseau d'agents DVV/ les AP et par le réseau de courtage via sa filiale de crédit Elantis porte le montant des investissements en crédits hypothécaires à EUR 5 025 millions à la fin 2013.

Le portefeuille de crédits fait l'objet d'un suivi rigoureux. Aucune augmentation significative des retards de paiement relatifs au portefeuille de prêts hypothécaires n'est à noter.

De même, des investissements dans l'immobilier ont été réalisés en 2013 dans des actifs offrant une visibilité à long terme. Ils se traduisent par une hausse de la valeur totale des actifs immobiliers à EUR 506 millions fin 2013.

Ces investissements ont été réalisés dans une perspective à la fois de diversification et de rendement stable à long terme.

3.4. Le processus de risk management en matière de Forbearance, Watchlist, défaut et réductions de valeur

La détection de risques de crédit changeants au moyen d'un processus efficace et performant ainsi que la constitution ou non de provisions est un pilier important d'une gestion des risques efficace. Belfius encadre ce processus au moyen d'un ensemble cohérent de *risk policies*, comités de risque et procédures opérationnelles.

Le Watchlist Guideline définit quels clignotants internes et externes indiquent un risque de crédit accru, ce qui peut donner lieu à un suivi plus intensif du dossier de crédit concerné. Les dossiers placés sous plus haute surveillance sont soumis chaque trimestre au comité Watchlist qui, le cas échéant, décide des mesures appropriées en matière de risques.

En octobre 2013, l'ABE a formulé des directives en matière de Forbearance. Les crédits qui relèvent de l'application de ce principe sont ceux où l'emprunteur, sous la pression de graves difficultés financières, demande une concession à la banque vis-à-vis de ses engagements de crédit et à laquelle la banque accède en modifiant les conditions contractuelles de crédit. D'une part, le concept de « Forbearance » est nouveau dans le reporting de risque de Belfius et il n'a pas encore été repris en tant que tel comme statut de crédit existant ; d'autre part, renégocier les crédits en raison des circonstances afin de faciliter la continuité de l'entreprise du client, dans l'intérêt commun de la banque et du client est une pratique généralement admise. Lors de l'acceptation de la restructuration d'un crédit, la banque se laisse toujours guider par un certain nombre de critères, essentiellement de nature économique. Le fait qu'un tel rééchelonnement de crédit soit accordé est un des indicateurs watchlist chez Belfius.

En 2013, Belfius a confronté les données disponibles dans les systèmes de crédit aux critères Forbearance, tels qu'ils ont été fixés par la directive Forbearance de l'ABE. Il s'agissait d'une première étape nécessaire en vue de l'élaboration prochaine d'un rapport systématique relatif au concept de Forbearance. Tant pour les crédits hypothécaires que pour les crédits professionnels, des indicateurs portant sur les adaptations contractuelles effectuées à la demande du client et pouvant être mis en rapport avec le concept de Forbearance (report de l'amortissement de capital, prolongation de la durée...) ont été rapportés. Sur la base de cette détection, complétée dans un certain nombre de cas d'une vision d'expert, il a pu être déterminé de manière indicative que, sur le total du bilan de la banque et en ce qui concerne les encours de crédits hypothécaires et de crédits professionnels classiques, un montant d'environ EUR 550 millions satisfait ainsi à l'estimation Forbearance. Ce chiffre ne constitue qu'une première approche. Des provisions ont été

constituées pour ce volume de crédits « forborne » via les processus habituels de performance des risques. La méthodologie relative à la description et au rapport de Forbearance est encore amenée à évoluer.

À mesure que la solvabilité d'une contrepartie s'affaiblit, des indicateurs peuvent être activés qui font évoluer la contrepartie concernée vers un statut de défaut. Selon la gravité des indicateurs, qui montrent le degré de probabilité de défaut de la contrepartie, il est question d'un statut D1 ou D2. Ces indicateurs sont décrits dans le Default Guideline. Le comité de défaut du Risk Management est compétent pour constater le statut de défaut d'une contrepartie.

Dès qu'une contrepartie est classée en défaut, une évaluation est effectuée, en tant, de la nécessité de constituer une réduction de valeur spécifique dans un dossier de crédit individuel. Cette évaluation – qui est un élément fondamental du processus de gestion des risques – examine en premier lieu si et dans quelle mesure les garanties dont dispose la banque suffisent pour rembourser l'exposition au risque de crédit et ce, dans les divers scénarios possibles (allant de la continuité de l'entreprise au recouvrement actif). Ce sont les comités d'Impairment qui procèdent à cette évaluation et qui, le cas échéant, décident de constituer une réduction de valeur spécifique.

Pour les portefeuilles de crédit du métier Retail and Commercial Banking, pour lesquels le Risk Management se base plutôt sur une approche par portefeuille, les mêmes principes sont valables, mais appliqués de manière plus automatisée.

En outre, Belfius utilise une méthodologie de provisions collectives pour les activités commerciales Retail and Commercial Banking et Public and Wholesale Banking, axée sur la couverture des risques de crédit latents dans les portefeuilles de crédits concernés et qui sont définis par essence dans une perspective *watchlist*. Cette méthodologie a été adaptée en 2013. Outre cette provision collective, d'autres provisions collectives sont constituées dans le même esprit pour couvrir les risques de crédit qui pourraient surgir dans certains portefeuilles partiels bien décrits, à la suite des circonstances ou d'évolutions qui leur sont propres. Ces portefeuilles partiels et les provisions y afférentes, qui peuvent être induites par des risques sectoriels ou par des risques propres à une classe d'actifs spécifique, se situent tant au niveau des activités commerciales que du portefeuille Legacy.

4. Exposition au risque de crédit (MCRE)

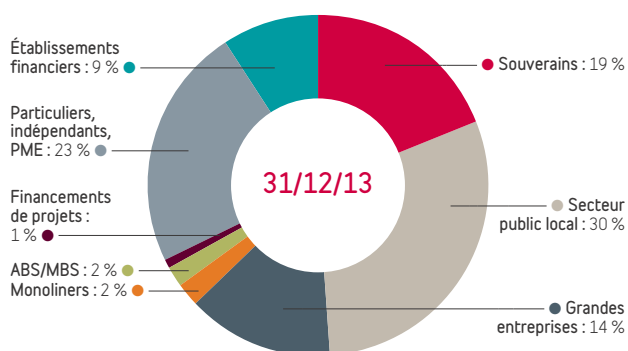
Le risque de crédit est exprimé par l'exposition maximale au risque de crédit (MCRE) et comprend :

- la valeur nette comptable des actifs du bilan autres que les produits dérivés (c'est-à-dire la valeur comptable après déduction des réductions de valeur) ; pour les actifs classés en prêts et créances, sans *fair value hedge* ;
- la valeur de marché pour les produits dérivés et pour les collatéraux financiers reçus ;

- le montant total des engagements hors bilan, soit la partie non utilisée des facilités de liquidité ou le montant maximum que Belfius Banque est tenue d'honorer en raison des garanties données à des tiers ;
- les garanties financières.

Les risques de crédit rapportés par Belfius sont basés sur un périmètre de consolidation reprenant les filiales entièrement consolidées de Belfius.

Répartition du risque de crédit par contrepartie



Après avoir déjà baissé de EUR 36,6 milliards en 2012, l'exposition totale au risque de crédit de Belfius, exprimée en MCRE, diminue de EUR 19,5 milliards en 2013. Au 31 décembre 2013, elle s'élève à EUR 164,4 milliards, soit une baisse de 10,6 % par rapport à la fin 2012 et de 25,4 % par rapport à la fin 2011.

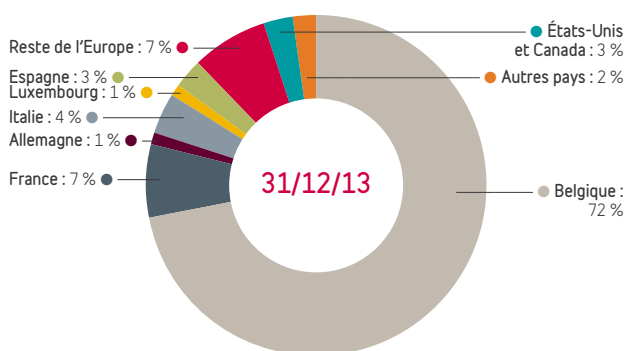
La majeure partie (EUR 12,6 milliards) de cette diminution de l'exposition totale au risque de crédit est due à la catégorie « Établissements financiers ». De ce fait, l'exposition au risque de crédit de ce secteur baisse de 45 %, entraînant une diminution de sa part relative qui passe de 15 % en 2012 à 9 % en 2013. L'exposition au risque de crédit sur les ABS/MBS (-22 %) a été sensiblement réduite en 2013 et ne représente pas plus de 2 % du risque de crédit total. En dépit d'une baisse absolue du risque de crédit sur les souverains (-7 %), le secteur public local (-6 %) et les grandes entreprises (-5 %), la part relative de ces secteurs augmente légèrement en 2013 pour atteindre respectivement 19 %, 30 % et 14 %. Le segment « Particuliers, indépendants et PME » progresse de 1 %, la part relative dans l'exposition totale au risque de crédit augmentant à 23 %.

Remarque

La contrepartie est la contrepartie « finale », c'est-à-dire après la prise en compte des garanties agréées par la réglementation Bâle II (principe de substitution). Le risque de Belfius sur les monoliners est essentiellement un risque indirect, découlant de garanties de crédit réassurées auprès de monoliners qui ont été octroyées par Belfius Banque sur des obligations émises par des émetteurs principalement actifs dans les projets d'infrastructure et les équipements d'utilité publique.

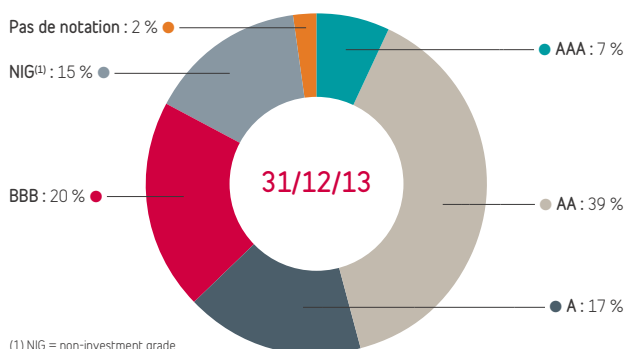
Au 31 décembre 2013, les positions de Belfius sont principalement concentrées sur l'Union européenne (94 % ou EUR 155,2 milliards). 72 % de l'exposition totale au risque de crédit se situent en Belgique (contre 67 % en 2012). La réduction des financements accordés au groupe Dexia a entraîné une baisse du risque sur la France de 33 %, réduisant ainsi la part relative de ce pays à 7 %. En raison de la réduction du risque sur les banques américaines et les *asset-back securities*, le risque de crédit baisse fortement (EUR 3,3 milliards ou -41 %) sur les États-Unis et le Canada.

Répartition du risque de crédit par zone géographique



Avec une baisse de EUR 2,3 milliards (-17 %), le risque de crédit sur les contreparties dans les pays GIIPS a considérablement diminué en 2013. Fin décembre 2013, l'exposition au risque de crédit sur ces contreparties s'élève à EUR 11,6 milliards, contre EUR 14 milliards fin 2012 et EUR 17,3 milliards fin 2011. En deux ans, le risque sur les contreparties dans les pays GIIPS a donc été réduit de EUR 5,6 milliards ou un tiers. Le risque total sur les contreparties en Grèce et en Irlande a été ramené quasiment à zéro en 2013, tandis que le risque sur les contreparties en Italie diminuait de EUR 1,5 milliard, dont EUR 1,1 milliard à la suite de la réduction du risque sur les banques italiennes. Le risque de crédit restant sur les contreparties en Italie (EUR 6 milliards) se concentre essentiellement sur le portefeuille d'obligations d'État (79 %), alors que le risque restant sur les contreparties en Espagne (EUR 5,2 milliards) porte principalement sur les établissements financiers (77 %), surtout les obligations sécurisées.

Répartition du risque de crédit par notation



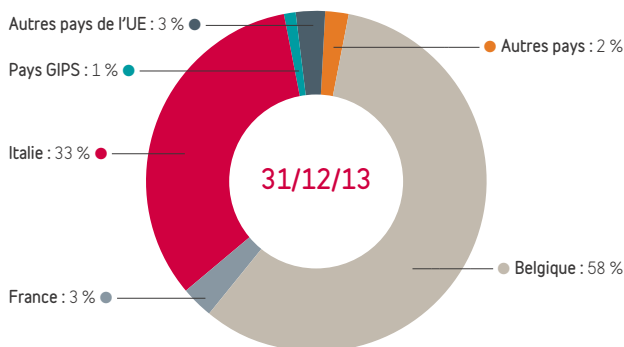
(1) NIG = non-investment grade.

Fin 2013, l'encours total des obligations d'État, exprimé en MCRE, s'élève à EUR 14 milliards, contre EUR 15 milliards fin 2012. En dépit d'une légère baisse par rapport à l'an dernier (EUR -0,7 milliard), 58 % restent investis dans les obligations d'État belges. La part relative des obligations d'État italiennes reste également stable, à 33 %. La part relative combinée de la Grèce, de l'Irlande, de l'Espagne et du Portugal, qui atteignait encore 13 % en 2011, n'est plus que de 1 % fin 2013.

Évolution de la composition du portefeuille d'obligations d'État entre 2011 et 2013

(en millions d'EUR)	31/12/11	31/12/12	31/12/13
Belgique	5 085	8 705	8 095
France	1 193	484	410
Italie	4 355	4 760	4 698
Pays GIPS	2 128	97	100
Autres pays UE	2 686	655	467
Autres pays	342	328	296
TOTAL	15 789	15 029	14 066

Répartition du portefeuille d'obligations d'État par zone géographique



5. Le risque de crédit du portefeuille d'investissement

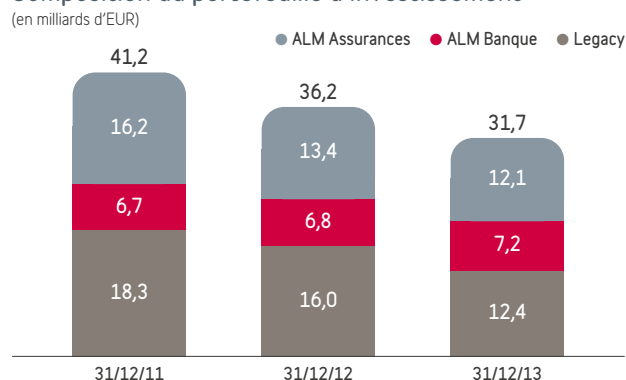
5.1. Partie obligataire du portefeuille d'investissement

Belfius dispose d'un important portefeuille d'investissement en obligations. Celui-ci comprend trois parties :

- le portefeuille d'investissement historique, appelé portefeuille Legacy, un portefeuille obligataire en cours de réduction ;
- le portefeuille ALM de la banque, nécessaire à sa gestion de liquidité ;
- le portefeuille ALM de l'assureur, destiné à la gestion des réserves techniques de ce dernier.

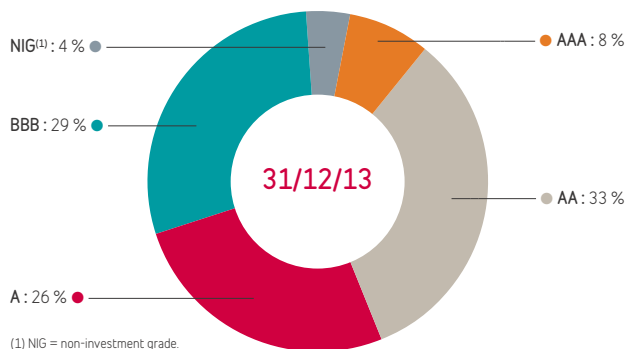
Fin décembre 2013, le **total du portefeuille d'investissement** s'élève à EUR 31,7 milliards⁽¹⁾, dont EUR 12,4 milliards pour le portefeuille Legacy, EUR 7,2 milliards pour le portefeuille ALM de la banque et EUR 12,1 milliards pour le portefeuille ALM de l'assureur. Par rapport à fin décembre 2012, le total du portefeuille diminue de EUR 4,5 milliards, soit une baisse de 12,5 %. Depuis la fin 2011, le total du portefeuille d'investissement a diminué de près d'un quart (23,2 %), à la suite de la réduction tactique des risques et de l'amortissement naturel du portefeuille.

Composition du portefeuille d'investissement



Le portefeuille obligataire a une durée moyenne de 11,3 ans et il bénéficie d'une bonne qualité de crédit : 96 % du portefeuille est « investment grade ».

Répartition du portefeuille d'investissement par notation



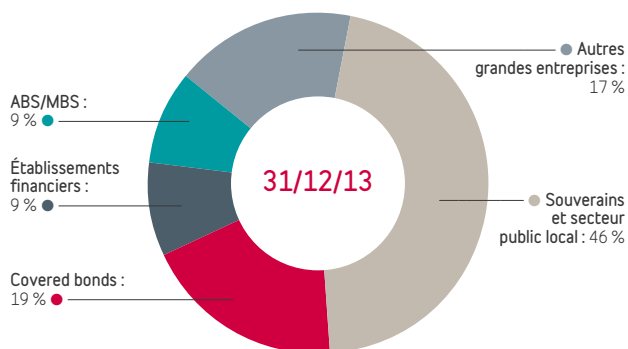
(1) NIG = non-investment grade.

Fin décembre 2013, les positions du portefeuille total d'investissement sont surtout concentrées dans l'Union européenne. La part relative de la Belgique s'élève à 26 % fin décembre 2013. Fin 2013, la France et la Grande-Bretagne représentent respectivement 10 % et 13 %. Grâce à la poursuite de la réduction tactique des risques, la part relative des pays GIPS est passée de 35 % fin 2012 à 33 % fin 2013 et celle des États-Unis de 10 % à 7 %. La part de la zone euro dans le portefeuille d'investissement dépasse les 80 %.

(1) Montants notionnels.

À la suite de la réduction du risque, la composition relative des classes d'actifs est également modifiée fin 2013. La part relative des obligations d'État et du secteur public local passe de 42 % fin 2012 à 46 % fin 2013 et celle des financements de projets et des équipements d'utilité publique de 14 % à 17 %. Alors que la part relative des obligations sécurisées (*covered bonds*) est stable (19 %), celle des établissements financiers passe de 13 % à 9 %. La part des *asset-backed securities* baisse également pour s'établir à 9 % fin 2013, alors qu'elle était encore de 12 % un an plus tôt. La majorité du portefeuille ABS restant se compose de MBS (86 %), dont la majorité sont des RMBS européens concentrés sur l'Espagne, l'Italie, le Portugal et les Pays-Bas et de CMBS et de RMBS américains. Le solde du portefeuille ABS se compose de CDO européens (2 %) ainsi que d'ABS (12 %), principalement des US Student Loans ABS.

Répartition du portefeuille d'investissement par classe d'actifs



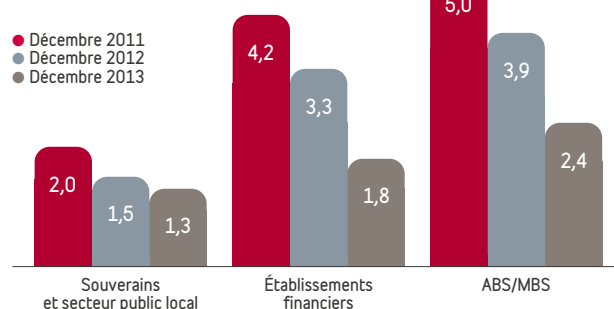
Après une baisse de EUR 2,3 milliards (-12,6 %) en 2012, le **portefeuille « Legacy »** a une nouvelle fois été réduit en 2013 de 22,6 % et s'élève à EUR 12,4 milliards au 31 décembre 2013. La diminution de EUR 3,6 milliards en 2013 est principalement le résultat de la politique de réduction des risques (EUR 2,7 milliards) et de l'amortissement naturel du portefeuille (EUR 0,7 milliard). Les risques ont particulièrement été réduits au niveau des établissements financiers et obligations sécurisées (*covered bonds*, 51 %), *asset-backed securities* (46 %) et dans une moindre mesure, obligations d'État (3 %), la réduction des obligations d'État des pays d'Europe centrale et méridionale ayant déjà été réalisée en majeure partie en 2012. En 2013, la stratégie de réduction des risques s'est concentrée principalement sur les banques américaines et italiennes, les RMBS espagnols, grecs et italiens, les US Student Loans ABS et les Triple X ABS (titrisations de réserves de compagnies d'assurances aux États-Unis). Afin de continuer à améliorer la position de liquidité de la banque, Belfius a aussi essentiellement vendu des obligations qui ne peuvent être données en gage auprès de la Banque centrale européenne ou lors de transactions sur le marché monétaire.

Cette réduction a été effectuée sans impact sur le résultat net, a entraîné une baisse des risques pondérés de EUR 3,3 milliards et a eu un impact positif sur la réserve AFS négative.

La réduction tactique des risques opérée au cours des dernières années a permis une diminution du portefeuille Legacy de près d'un tiers (-42 %), les baisses les plus fortes étant enregistrées au niveau des obligations d'État et du secteur public local (-42 %), ABS/MBS (50 %) ainsi que des établissements financiers (-58 %). L'encours en obligations sécurisées (*covered bonds*) et financements de projets et équipements d'utilité publique est resté stable.

Réduction tactique des risques au sein du portefeuille Legacy entre 2011 et 2013

(en milliards d'EUR)



Le **portefeuille obligataire ALM de la banque** augmente légèrement en 2013 (+EUR 0,4 milliard) et s'élève à EUR 7,2 milliards au 31 décembre 2013. Avec 84 %, les obligations d'État représentent la majeure partie du portefeuille, les obligations sécurisées constituant quelque 10 %.

Le **portefeuille obligataire ALM de l'assureur** recule de EUR 1,3 milliard (-9,7 %) en 2013, pour s'établir à EUR 12 milliards au 31 décembre 2013. Près de trois quarts de cette baisse se situe au niveau des établissements financiers et des obligations sécurisées (*covered bonds*), le solde se répartissant quasiment à égalité entre les obligations d'État et les *asset-backed securities*. Fin 2013, le portefeuille ALM de l'assureur est constitué en majeure partie d'obligations d'État (59 %), d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et d'obligations d'établissements financiers (25 %), de financements de projets et d'équipements d'utilité publique (13 %) ainsi que d'*asset-backed securities* (3 %).

5.2. Partie « produits dérivés » du portefeuille d'investissement historique

Fin 2013, la partie « produits dérivés » du portefeuille d'investissement historique de Belfius s'élève à EUR 8,1 milliards, une baisse de près d'un quart (-24 %) par rapport à l'année précédente. Il s'agit essentiellement de Credit Default Swaps - CDS (84 %) émis sur un portefeuille d'obligations d'entreprises (65 %), d'ABS (33 %) et d'obligations sécurisées (2 %). La bonne qualité du portefeuille obligataire sous-jacent, la protection contre le risque de crédit fournie par différents *hedges* et les protections achetées par Belfius auprès de différents monolins (essentiellement Assured Guaranty) font que le portefeuille est à 96 % « investment grade ». Depuis fin 2011, le portefeuille des produits dérivés a diminué de EUR 4,7 milliards ou de 37 %.

6. Forte baisse du risque sur Dexia, dans les limites réglementaires

6.1. Réduction des financements au groupe Dexia

En octobre 2011, à la suite de la reprise de Belfius par l'État fédéral belge, via la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI), un comité de transition constitué de représentants de Belfius, de Dexia et de la SFPI, a été mis sur pied en vue du dénouement rapide des liens de collaboration entre Belfius et le groupe Dexia. La réduction des financements accordés par Belfius à Dexia constituait l'un des principaux points d'attention du comité, étant donné que ces financements s'élevaient alors à EUR 56 milliards, dont près de EUR 22,5 milliards non sécurisés.

Au 31 décembre 2012, les financements non sécurisés avaient été quasiment réduits à zéro et le total des financements (sécurisés) à Dexia s'élevait à EUR 21,9 milliards, dont EUR 13,9 milliards d'obligations émises par Dexia Crédit Local avec garantie des États belge, français et luxembourgeois, EUR 1,0 milliard d'obligations sécurisées émises par Dexia Municipal Agency, EUR 0,3 milliard d'obligations sécurisées émises par Dexia LDG Banque et EUR 6,7 milliards de repo « multi-party ».

Fin janvier 2013, Dexia a clôturé la vente de Dexia Municipal Agency. Cette vente a permis à Dexia de générer des liquidités, qui ont été utilisées pour rembourser des dettes restantes vis-à-vis de Belfius. Les financements sécurisés ont ainsi continué à baisser pour s'élever à EUR 15,4 milliards fin mars 2013, dont EUR 13,8 milliards d'obligations garanties par les États, EUR 0,3 milliard d'obligations sécurisées (*covered bonds*) émises par Dexia Municipal Agency et EUR 1,3 milliard de repo « multi-party ».

Au cours de l'année, les repo « multi-party » ont encore été réduits par la novation des contrats existants, Belfius ne faisant plus office d'intermédiaire entre la contrepartie repo externe et les différentes entités de Dexia. En outre, les EUR 0,3 milliard d'obligations sécurisées (*covered bonds*) de Dexia LDG Banque ont été vendues en décembre 2013.

En conséquence, les financements à Dexia s'élèvent à EUR 13,5 milliards au 31 décembre 2013, dont EUR 13,4 milliards d'obligations garanties par les États arrivant à échéance fin 2014 et début 2015, ainsi que quelques positions résiduelles plus modestes, comme des obligations de Dexia Crédit Local arrivant à échéance au cours de l'année 2014.

6.2. Lignes de liquidité

En août 2008, Belfius a octroyé à FSA Asset Management, alors encore une filiale de Financial Security Assurance mais faisant aujourd'hui encore partie du groupe Dexia, une ligne de liquidité d'un montant de USD 4,4 milliards.

Début 2012, Belfius a conclu avec Assured Guaranty, qui a racheté Financial Security Assurance à Dexia fin 2008, un accord prévoyant la réduction de cette ligne de liquidité jusqu'à USD 1,5 milliard pour fin juin 2012 et ensuite une diminution progressive étalée sur plusieurs années.

En décembre 2013, l'encours de la ligne de liquidité chez Belfius a été intégralement transféré à Dexia Crédit Local.

6.3. Risque de concentration

Étant donné que la banque ne fait plus partie du groupe Dexia depuis octobre 2011, ses sociétés sœurs sont devenues des contreparties externes. Par conséquent, la banque est soumise aux normes de limitation réglementaires pour les risques sur une même contrepartie. Fin 2011, Belfius fournissait des financements considérables au groupe Dexia, avec pour conséquence que le risque de concentration, autrefois « acceptable » par la réglementation car au sein d'un même groupe, était devenu trop élevé.

Un plan d'action a été établi au sein du comité de concertation afin de réduire cette concentration des risques. Sur la base de ce plan, la BNB a accordé une dérogation, tout d'abord jusqu'au 31 décembre 2012 et ensuite jusqu'au 30 juin 2013, pour le non-respect de cette limite de concentration des risques.

Le ratio de concentration des risques indique le rapport entre les risques pondérés sur une contrepartie déterminée en cash (le groupe Dexia) et les fonds propres du groupe. Il ne peut dépasser 25 %. Les obligations garanties par les États sont reprises dans ce calcul avec une pondération du risque égale à zéro.

Au cours du premier semestre de 2013, Belfius a mis tout en œuvre pour réduire cette concentration sur Dexia, principalement grâce à l'utilisation de liquidités libérées chez Dexia à la suite de la vente de Dexia Municipal Agency, à la diminution de la ligne de liquidité non tirée octroyée à FSA Asset Management et au remboursement des financements repo. En conséquence, le ratio de concentration réglementaire est de nouveau respecté depuis fin juin 2013.

Au cours du second semestre de 2013, le ratio a continué à baisser, entre autres à la suite du transfert à Dexia Crédit Local de la ligne de liquidité octroyée à FSA Asset Management.

7. Qualité des actifs

(en millions d'EUR, sauf mention contraire ⁽¹⁾)	2012	2013
Prêts et créances bruts sur la clientèle	91 158	89 218
Prêts et créances dépréciés sur la clientèle	2 533	2 107
Provisions spécifiques sur les prêts et créances sur la clientèle	1 185	1 130
Ratio de qualité des actifs ⁽²⁾	2,78 %	2,36 %
Ratio de couverture ⁽³⁾	46,8 %	53,6 %
Provisions collectives sur les prêts et créances sur la clientèle	487	367

(1) Y compris Belfius Insurance.

(2) Le rapport entre les prêts et les créances dépréciés sur la clientèle et les prêts et les créances bruts sur la clientèle.

(3) Le rapport entre les provisions spécifiques et les prêts et avances dépréciés sur la clientèle.

Fin 2013, le montant des prêts et créances dépréciés sur la clientèle s'élève à EUR 2,1 milliards, soit une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. En 2013, une diminution nette de EUR 55 millions des provisions spécifiques sur les prêts et créances sur la clientèle

a été enregistrée. Toutes ces évolutions ont permis d'améliorer le ratio de qualité des actifs à 2,36 % et de renforcer le ratio de couverture à 53,6 % fin 2013.

Les provisions collectives sur les prêts et créances sur la clientèle baissent également de EUR 120 millions en 2013. Cette évolution résulte entre autres de reprises de provisions historiques constituées dans le cadre de la réduction tactique des risques.

Risque de marché

1. Aperçu

De manière générale, le risque de marché se définit comme étant le changement défavorable potentiel affectant la valeur d'un portefeuille d'instruments financiers à la suite de variations des prix du marché, de modifications de la liquidité de l'instrument, de la volatilité des niveaux des prix du marché ou de changements dans les corrélations entre les niveaux des prix du marché.

Belfius applique une gestion du risque de marché pour toutes les activités liées à la trésorerie et aux marchés financiers. Cette gestion couvre le risque de taux d'intérêt, le risque de spread et de crédit/liquidité y afférent, le risque de change, le risque lié aux actions (ou risque de prix), le risque d'inflation et le risque lié au prix des matières premières.

2. Types de risques

Les sources de risque de marché sont des changements dans les niveaux :

- des taux d'intérêt ;
- du risque de spread (risque de taux d'intérêt spécifique) ;
- des taux de change ;
- des prix des actions ;
- des prix des matières premières ;
- et les facteurs de risque y afférents comme la volatilité ou la corrélation, par exemple.

Le risque de taux d'intérêt peut se définir comme étant la variation de valeur de l'actif ou du passif de la banque à la suite de modifications de taux d'intérêt du marché. Il se manifeste essentiellement dans les instruments de dette, les produits dérivés qui ont des instruments de dette comme sous-jacents et dans d'autres produits dérivés dont les valeurs sont liées aux taux d'intérêt du marché.

Les risques de spread de crédit et liquidité sont les risques de modification de la valeur d'un portefeuille due à la variation des spreads, la qualité de crédit (la notation) de ses positions restant égale par ailleurs. Le spread d'une position est ce simple spread qui doit être ajouté à l'ensemble de la courbe zéro-coupon (swap) afin d'obtenir des facteurs d'actualisation en ligne avec la valeur marchande actuelle de la position.

Le risque de change est le risque que des variations de taux de change affectent défavorablement la valeur d'un instrument financier ou d'un portefeuille. Bien que les taux de change soient un facteur de risque de marché distinct, l'évaluation des instruments en devises étrangères nécessite généralement de connaître le comportement à la fois des taux de change *spot* et des taux d'intérêt.

Le risque lié au prix des actions est le risque de voir des changements défavorables affecter la valeur des participations en actions d'une institution. Les risques de prix associés aux actions sont souvent subdivisés en deux catégories : un risque général lié aux actions (ou non diversifiable) et un risque spécifique lié aux actions (ou diversifiable).

Le risque lié au prix des matières premières est le risque de voir des changements défavorables affecter la valeur des instruments financiers liés aux matières premières d'une institution. Les risques de prix associés aux matières premières sont très différents des autres facteurs de risque de marché, étant donné que la plupart des matières premières sont traitées sur des marchés sur lesquels la concentration de l'offre peut faire augmenter la volatilité des prix.

3. Gouvernance

En vue de gérer efficacement les risques de marché auxquels Belfius fait face, la division Gestion des risques de marché a identifié les fondements suivants comme étant les piliers importants d'une bonne compréhension des risques liés aux activités de la direction Trésorerie et Marchés financiers (TFM) :

- une organisation efficace veillant à une identification, une analyse et un reporting précis des différents risques que Belfius supporte ainsi que la formation continue des collaborateurs afin qu'ils soient au fait des dernières évolutions en matière de théories, réglementations, systèmes de mesure ou changements intervenant sur le marché ;
- un cadre de limites solide avec des limites différenciées par activité ou facteur de risque, accepté par tous les acteurs impliqués dans les activités de marché. Outre les limites VaR ou les *triggers* de résultats, plusieurs autres systèmes de mesure ont été identifiés en tant qu'instruments de contrôle clés dans le processus de gestion des risques :
 - les limites sur les montants nominaux,
 - les limites sur les durées,
 - les limites sur les types de produits,
 - les limites sur les sensibilités (Greeks),
 - les stress tests ;
- enfin, ce cadre est souvent soumis à un contrôle du comité des risques TFM afin d'être conforme à l'appétit au risque défini par le conseil d'administration de Belfius.

4. Mesure du risque

Le concept de Value-at-Risk (VaR) a été défini comme étant le système de mesure pour exprimer le risque de marché encouru par Belfius. La VaR mesure la perte maximale de valeur actuelle nette (Net Present Value – NPV) que la banque peut subir sur son portefeuille d'instruments financiers dans des conditions de marché normales et/ou historiques sur une période de 10 jours avec un intervalle de confiance de 99 %. Les risques suivants sont couverts par le calcul d'une VaR.

- Le risque d'intérêt et de change : cette catégorie de risque est couverte par une VaR historique sur la base d'un modèle interne approuvé par la Banque nationale de Belgique en juin 2013 en remplacement de la VaR paramétrique.
L'approche de simulation historique consiste à gérer le portefeuille par le biais d'une série temporelle de rendements d'actifs historiques. Ces revalorisations généreront une distribution des valeurs de portefeuille (histogramme de rendements) sur la base de laquelle une VaR (%-percentile) peut être calculée.
Les principaux avantages de ce type de VaR sont sa méthodologie simple et le fait qu'elle ne suppose pas une répartition normale mais historique des rendements d'actifs (les répartitions peuvent être anormales et le comportement des titres peut être non linéaire).
- Le risque lié aux actions : les risques généraux et spécifiques liés aux actions sont mesurés en utilisant une VaR historique avec valorisation complète basée sur 300 scénarios.
- Le risque de spread : le risque de taux d'intérêt spécifique (également connu comme risque de spread) est mesuré à l'aide d'une approche historique qui applique 300 variations observées aux sensibilités.
- Le risque lié à l'inflation : le risque de taux d'inflation est mesuré à l'aide d'une approche historique qui applique 300 variations observées aux sensibilités.

Depuis fin 2011, Belfius calcule une Stressed Value-at-Risk (S-VaR) en plus de la VaR ordinaire, qui entre également en ligne de compte dans le calcul des risques pondérés pour le risque de marché. Cette mesure de la S-VaR consiste à calculer une VaR supplémentaire basée sur une période d'observation historique de douze mois qui génère les plus grandes variations négatives de valeur actuelle nette dans le portefeuille actuel d'instruments financiers de la banque.

5. Back-testing

L'objectif du back-testing est de tester la précision et la solidité mathématique des méthodologies internes de mesure du risque de marché en comparant les chiffres du risque de marché à la volatilité effective des résultats. Le back-testing est un prérequis pour les banques qui veulent utiliser des modèles internes pour calculer leurs besoins en fonds propres réglementaires pour les risques de marché.

Le résultat du back-testing est le nombre de pertes en valeur supérieures à leurs chiffres VaR correspondants (c'est-à-dire « le nombre d'exceptions »). Sur la base de ce résultat, les régulateurs décideront du multiplicateur utilisé pour déterminer la base de fonds propres réglementaires.

Deux types de back-testings sont effectués chez Belfius.

- Le back-testing hypothétique part du principe que la composition du portefeuille ne change pas pendant la période où il est détenu et qu'il est uniquement influencé par les facteurs de risque pris en considération dans le calcul de la VaR. Cela signifie que les positions de trading *end-of-day* sont intégrées dans le modèle de mesure du risque, qui évalue le changement possible de valeur de ce portefeuille statique à la suite de variations de prix et de taux au cours de la période de détention présumée. Ce back-testing est calculé sur une base journalière avec seulement deux exceptions à la baisse constatées en 2013.
- Le back-testing réel compare les résultats réels nettoyés des éventuelles provisions, corrections et autres facteurs de risque non concernés, aux résultats de la VaR sur une période de détention d'un jour. En plus de tenir compte des évolutions journalières des taux et des prix, les résultats réels tiennent compte des évolutions intrajournalières des positions. Seulement deux exceptions négatives au back-testing réel ont été observées en 2013.

6. Exposition au risque de marché – VaR et limites VaR

Afin de refléter l'appétit au risque adopté par Belfius, la VaR moyenne globale a été ramenée de EUR 23,7 millions en 2012 à EUR 19,5 millions en 2013.

Value-at-Risk par activité

VaR 10 jours, 99 % (en millions d'EUR)	2012				2013			
	IR ⁽¹⁾ & FX ⁽¹⁾ (Trading and Banking) ⁽²⁾	EQT ⁽¹⁾ Trading	Spread Trading	Autres risques ⁽³⁾	IR ⁽¹⁾ & FX ⁽¹⁾ (Trading and Banking) ⁽²⁾	EQT ⁽¹⁾ Trading	Spread Trading	Autres risques ⁽³⁾
Par activité								
Moyenne	8,3	1,3	12,0	2,1	6,0	1,2	10,7	1,6
Fin de la période	6,4	1,6	14,0	1,6	4,8	0,8	10,5	1,6
Maximum	14,1	3,9	17,9	4,5	10,3	2,6	14,5	2,3
Minimum	5,0	0,6	7,8	1,5	3,4	0,6	9,1	1,1
Globale								
Moyenne	23,7				19,5			
Fin de la période	23,5				17,7			
Maximum	30,4				24,2			
Minimum	17,9				15,2			
Limite	41,0				41,0			

(1) IR : risque de taux d'intérêt ; FX : risque de change ; EQT : risque lié au prix des actions.

(2) Sans risque ALM

(3) Inflation et CO₂.

Évolution de la VaR globale en 2013



7. Stress tests – Risque de marché

Bien que la VaR soit un outil utile de gestion du risque pour contrôler les expositions au risque de pertes *day-to-day*, elle ne permet pas de détecter les fluctuations anormales du marché ni de donner une image claire de l'exposition du marché. Les stress tests fournissent, quant à eux, ce type d'informations en évaluant la vulnérabilité de Belfius à des événements exceptionnels et, par conséquent, en donnant des informations sur les risques qui ne sont pas détectés par la VaR. Ces risques incluent les risques associés à des variations

de prix extrêmes et ceux associés à des scénarios n'apparaissant pas dans l'histoire récente ou suggérés par les paramètres utilisés pour calculer la VaR. En conséquence, les stress tests doivent être utilisés en combinaison avec l'approche VaR.

Le cadre des stress tests appliqué au sein de Belfius peut être classé comme suit :

- des tests de sensibilité qui sont menés sur les facteurs de risque suivants : taux d'intérêt, risque de change, volatilités, spreads, corrélation, risque de taux d'intérêt de base (différence entre le taux Eonia et le taux Euribor 3 mois) et dividendes ;
- les scénarios historiques qui consistent en simulations reflétant simultanément des mouvements historiques significatifs de marché pour plusieurs facteurs de risque. Plus spécifiquement, les scénarios suivants sont appliqués :
 - le krach des actions de 1987,
 - la crise monétaire de 1992,
 - l'attaque terroriste de 2001,
 - la crise financière de 2008 ;
- un scénario combiné sur l'ajustement de la valeur de crédit où les chocs sur les taux d'intérêt et sur le spread de crédit sont appliqués simultanément.

Gestion du bilan/Risque de liquidité

1. Politique en matière de gestion du bilan

Le risque ALM peut être défini comme étant la sensibilité de la valeur et des revenus de la banque aux fluctuations des taux et du cours du change ainsi qu'aux changements dans les conditions de financement de la banque.

Le comité Assets & Liabilities (ALCo) gère le risque de taux, de change, de liquidité et de solvabilité du bilan de la banque dans un cadre de limites normatif et fait rapport au comité de direction. Les dossiers importants sur le plan stratégique sont soumis à la décision finale du comité de direction.

L'ALCo est responsable du pilotage et du suivi des engagements bilanciaires et hors bilan et dans ce cadre, il met l'accent sur :

- la création d'un flux de revenus stable ;
- le maintien de la valeur économique ;
- la constitution d'un funding robuste et durable ;
- le contrôle de la solvabilité.

L'ALCo se réunit régulièrement sous la direction du Chief Financial Officer (CFO), en présence du Chief Risk Officer (CRO) et des membres du comité de direction responsables des métiers commerciaux.

2. Risque de liquidité

2.1. Cadre pour la gestion de la liquidité

Belfius gère sa liquidité au moyen de ratios de liquidité internes et réglementaires. En outre, des limites strictes sont appliquées à la tranche du bilan qui peut être financée à court terme et à la tranche du bilan qui peut être levée sur le marché interbancaire. Les réserves « disponibles » jouent un rôle central en matière de liquidité : à tout moment, Belfius veille à pouvoir disposer de suffisamment d'actifs de qualité pour faire face à d'éventuels déficits de liquidité temporaires, tant dans la gestion journalière que dans les scénarios de stress.

La division Liquidity and Capital Management (LCM) est le gestionnaire de première ligne des besoins de liquidité et de capital de Belfius Banque. Elle identifie les positions et les risques de liquidité actuels et futurs, les analyse, en fait rapport et définit et coordonne des actions pour les gérer sous la responsabilité du Chief Financial Officer (CFO). En outre, le CFO assume également la responsabilité finale de la gestion du risque de taux du bilan à travers la division ALM et l'ALCo, la gestion intégrale du bilan étant ainsi sous sa responsabilité.

LCM organise chaque semaine un comité en présence du CFO, de la direction Risk Management, de la division Trésorerie et des métiers Retail and Commercial Banking et Public and Wholesale Banking. Ce comité exécute les décisions de LCM concernant la stratégie de collecte du financement à court et long terme sur le marché institutionnel et dans la franchise commerciale.

LCM veille également au plan de funding pour garantir que Belfius Banque continuera à respecter les ratios de liquidité internes et réglementaires au cours des prochaines années.

Il informe chaque jour et chaque semaine le comité de direction de la situation de liquidité de la banque.

Le contrôle de deuxième ligne du suivi du risque de liquidité est effectué par la direction Risk Management, qui garantit l'exactitude des rapports publiés et veille au respect du cadre de limites, comme décrit dans le Liquidity Guideline.

2.2. Exposition au risque de liquidité

Chez Belfius, le risque de liquidité est principalement influencé par :

- les encours du funding commercial récolté auprès des clients Retail et Private, des petites, moyennes et grandes entreprises, de la clientèle publique et assimilée, et leur utilisation à des fins de crédits commerciaux pour ces clients ;
- la volatilité du gage qui est bloqué auprès de contreparties dans le cadre de produits dérivés et de transactions repo (*cash & securities collateral*) ;
- la valeur des réserves de liquidité grâce auxquelles Belfius Banque peut récolter du funding sur le marché repo ou auprès de la BCE ;
- la capacité de récolter du funding interbancaire et institutionnel.

2.3. Consolidation du profil de liquidité

2013 a été une année de consolidation du profil de liquidité de Belfius Banque. Le ratio de liquidité réglementaire à un mois de la Banque nationale de Belgique (BNB) est largement respecté et la banque a continué à améliorer et à diversifier sa position et son profil de liquidité en :

- stabilisant son excédent de funding au sein du bilan des activités commerciales ;
- réduisant les financements octroyés au groupe Dexia ;
- récoltant du funding à long terme par l'émission de *covered bonds* adossés à des crédits hypothécaires de qualité, appelés Belfius Belgian Mortgage Pandbrievien ;
- réduisant la taille du portefeuille obligataire Legacy ;
- collectant des dépôts à moyen terme auprès de clients institutionnels.

En outre, Belfius Banque a réduit sa dépendance à la Banque centrale européenne, avec un encours de financement LTRO qui passe de EUR 25 milliards fin 2012 à EUR 13,5 milliards fin 2013.

Les règles pour le calcul du Liquidity Coverage Ratio (LCR) introduit dans le cadre des réformes de Bâle III seront finalisées dans le « Delegated Act » de la Commission européenne attendu pour juin 2014. La Banque nationale de Belgique (BNB) a déjà fait savoir qu'elle exigera un LCR de 100 % dès le 1^{er} janvier 2015.

Dans le cadre de la gestion de sa liquidité, Belfius Banque fait une estimation de ce ratio sur la base des publications disponibles (EBA, CRR/CRD IV et comité de Bâle). Elle en tient compte dans son plan de financement, qui intègre la stratégie de croissance et de diversification des sources de financement *wholesale*.

2.4. Structure du bilan de Belfius Banque

Une vue analytique (non comptable) du bilan consolidé de Belfius, utilisée pour gérer le bilan du point de vue ALM et LCM, est fournie dans le tableau ci-dessous.

Actif (en milliards d'EUR)	31/12/13	Passif (en milliards d'EUR)	31/12/13
ACTIFS COMMERCIAUX	74	PASSIFS COMMERCIAUX	80
OBLIGATIONS	20	FUNDING WHOLESALE À LONG TERME	25
ALM	7	Non sécurisé	3
Legacy	12	Sécurisé	7
		Dette subordonnée	1
		ECB (LTRO)	14
CASH COLLATERAL	18	CASH COLLATERAL	7
MARCHÉ MONÉTAIRE ET AUTRES ACTIFS WHOLESALE À COURT TERME	4	MARCHÉ MONÉTAIRE ET AUTRE FUNDING WHOLESALE À COURT TERME	10
Reverse Repo	2	Repo	8
Réserve monétaire	1	ECB	0
Non sécurisé	1	Non sécurisé	2
GROUPE DEXIA	13	GROUPE DEXIA	2
Obligations garanties par les États	13	Repo	0
Reverse Repo	0	Non sécurisé	2
CENTRAL ASSETS⁽¹⁾	5	CENTRAL ASSETS⁽¹⁾	9
NON CASH⁽²⁾	27	NON CASH⁽²⁾	28
PÉRIMÈTRE BANCAIRE	160	PÉRIMÈTRE BANCAIRE	160
CORRECTIONS TRANSACTIONS INTRA-GROUPE	(3)	CORRECTIONS TRANSACTIONS INTRA-GROUPE	(1)
BELFIUS INSURANCE ET AUTRES FILIALES	26	BELFIUS INSURANCE ET AUTRES FILIALES	23
dont portefeuille ALM de l'assureur	12	dont réserves techniques	18
dont crédits hypothécaires	5		
BELFIUS CONSOLIDÉ	183	BELFIUS CONSOLIDÉ	183

(1) Central assets comprend, au passif du bilan, le capital et les passifs non porteurs d'intérêts et, à l'actif du bilan, les participations et les actifs non porteurs d'intérêts.

(2) Non cash comprend entre autres la valorisation à la valeur de marché des instruments dérivés.

2.4.1. Sources de financement

Belfius Banque dispose d'un volume stable de funding commercial, provenant essentiellement de ses clients Retail and Commercial Banking et Public and Wholesale Banking.

Belfius Banque collecte également du funding Wholesale à moyen et long terme, composé notamment, au 31 décembre 2013, de EUR 13,5 milliards de LTRO auprès de la BCE et EUR 3,0 milliards de *covered bonds*, les Belfius Belgian Mortgage Pandbrievén.

Le solde des besoins de financement de la banque est financé par des dépôts institutionnels à court terme (Trésorerie) collectés au moyen de repo et de funding non sécurisé.

2.4.2. Affectation des sources de financement

Les dépôts commerciaux servent à octroyer des crédits commerciaux.

Belfius Banque possède également un portefeuille obligataire, dont un portefeuille ALM à des fins de gestion de la liquidité avec des actifs liquides de grande qualité, et un portefeuille obligataire historique (portefeuille Legacy) constitué entre 2003 et 2008.

À la suite de la conclusion historique de contrats sur produits dérivés visant à couvrir ses activités, Belfius Banque a un encours en dérivés pour lesquels elle donne ou reçoit du collatéral en gage (*cash & securities collateral*). De par sa structure de banque de détail et dans un contexte de taux d'intérêt bas, Belfius Banque donne en net plus de collatéral qu'elle n'en reçoit.

Le ratio *loan-to-deposit*, qui indique le rapport entre les actifs et les passifs commerciaux, s'élève à 93 % fin 2013.

3. Risque de taux

3.1. Mesure du risque de taux

Le risque de taux structurel de Belfius Banque découle du déséquilibre structurel entre les actifs et les passifs au bilan, de leurs volumes, de leurs durées et de leur sensibilité au taux respectifs.

Les variations de taux d'intérêt peuvent avoir une influence positive ou négative tant sur les revenus que sur la valeur économique de la banque. Cela donne lieu à deux approches distinctes mais complémentaires lors de l'évaluation du risque de taux de la banque : dans une perspective de revenus et dans une perspective de valeur économique.

La gestion des produits sans échéance fixe et (en partie) des produits non porteurs d'intérêts (comme les comptes à vue et d'épargne) recourt à des techniques de *replicating portfolio*. Les hypothèses sous-jacentes concernant l'échéance attendue, la période à taux fixe et l'évolution des tarifs font l'objet d'un suivi permanent et, si nécessaire, elles sont adaptées par l'ALCo.

Les dérivés dans le périmètre ALM sont tous conclus dans le contexte d'une couverture économique (*portfolio hedge*) du risque de taux du bilan.

3.1.1. Sensibilité de la valeur économique aux variations de taux : approche Value

Les variations des taux d'intérêt affectent la valeur économique totale de l'actif et du passif au bilan ainsi que des dérivés de couverture hors bilan.

Une limite de sensibilité au taux détermine la sensibilité maximale autorisée au risque de taux du bilan de la banque et mesure la Basis-Point-Value (BPV), le changement de la valeur économique nette du bilan à la suite d'un mouvement parallèle de 1 % de la courbe des taux d'intérêt.

La courbe des taux peut également varier de façon non parallèle et provoquer un changement de valeur malgré une sensibilité totale de la valeur économique totale qui semble globalement neutre. C'est le *curvature risk*. Ce risque est appréhendé grâce aux mesures spécifiques de sensibilité à la courbe par intervalles de maturité, qui calculent les variations de valeur attendues à la suite de l'évolution d'un seul point de la courbe des taux sur ce point spécifique sur la courbe des taux.

3.1.2. Sensibilité au taux des revenus et de la marge d'intérêt : approche Earnings at Risk (EaR)

L'approche EaR traduit la distribution dans le temps des revenus d'un choc en valeur. Le niveau de taux affecte les tarifs externes des crédits et des produits d'investissement commerciaux ainsi que le comportement attendu des remboursements anticipés et influence donc les résultats d'intérêts futurs de la banque. Cette sensibilité consiste à estimer le gain ou la perte potentielle de revenus sur l'année en cours et les années ultérieures en fonction des divers scénarios de taux.

3.2. Exposition au risque de taux

La sensibilité au taux mesure le changement net de la valeur économique du bilan ALM, si le taux d'intérêt augmente de 1 % sur l'ensemble de la courbe. La sensibilité de l'ALM à long terme s'élève à EUR 103 millions/% au 31 décembre 2013 (contre EUR 129 millions/% au 31 décembre 2012), hors positions de Belfius Insurance et des fonds de pension.

4. Risque de change

La devise de consolidation de Belfius est l'euro mais ses actifs, passifs, revenus et coûts sont également libellés dans de nombreuses autres devises. Une couverture systématique et continue de ces expositions a été réalisée.

Les risques liés à la volatilité du ratio de solvabilité de la banque font également l'objet d'un suivi régulier.

5. Risque lié aux actions

5.1. Mesure du risque lié aux actions

La majeure partie du risque lié aux actions se situe dans le périmètre des assurances, étant donné que le portefeuille d'actions de l'entité bancaire a presque été réduit à zéro.

Le calcul de la VaR sert à mesurer la sensibilité du portefeuille à une évolution négative des cours, de la volatilité ou de la corrélation des actions. Le cadre de gestion du risque de marché comprend notamment des mesures Earnings at Risk et stress tests qui fournissent une indication de la perte comptable potentielle dans différents scénarios. Un système de préalerte permet de réaffecter les actifs en cas de scénarios de stress et ce, afin de préserver les ratios de solvabilité.

5.2. Sensibilité du bilan vis-à-vis des actions (actions cotées en Bourse)

L'Equity-Value-at-Risk (VaR avec un intervalle de confiance de 99 % sur une période de dix jours) mesure le changement maximum ainsi simulé de la valeur de marché.

6. Les fonds de pension

Des rapports spécifiques portant sur les fonds de pension sont présentés à l'ALCo de Belfius. Ils reprennent des facteurs relatifs au risque de taux et d'inflation et au risque lié aux actions.

La gestion des risques de marché, de liquidité et des taux d'intérêt de Belfius Insurance est confiée à l'ALCo de Belfius Insurance (voir rapport annuel de Belfius Insurance). Le calcul des indicateurs de risque repose sur une méthodologie harmonisée au niveau de Belfius, assortie de facteurs spécifiques de Belfius Insurance en matière de gestion du risque.

Risque opérationnel

1. Politique

En matière de risques opérationnels, la politique de Belfius implique que les divers risques et contrôles existants soient identifiés régulièrement pour vérifier que le niveau de risque par activité est acceptable. Une attention spécifique est également portée aux nouveaux types de risques comme ceux liés aux diverses formes de cybercriminalité.

2. Mesure et gestion du risque

Le dispositif de gestion du risque opérationnel se base principalement sur les éléments suivants.

2.1. Responsabilité décentralisée

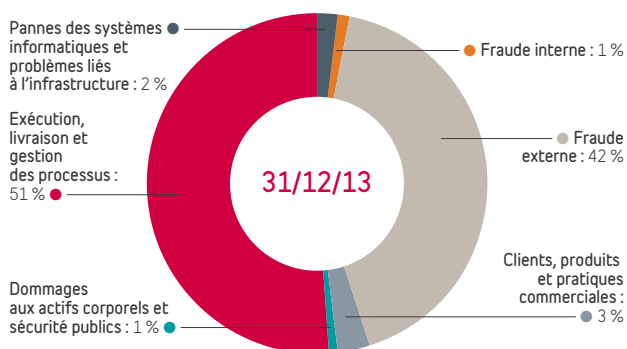
Chaque hiérarchie de la banque est la première responsable du suivi du risque opérationnel dans son domaine d'activité. Elle définit l'organisation de ses activités, notamment les contrôles à prévoir afin de limiter le risque opérationnel. Elle détermine également les mesures de correction nécessaires à la suite d'incidents graves ou lorsque des risques importants ont été identifiés. L'Operational Risk Management veille à un suivi régulier des risques et incidents et établit un rapport trimestriel pour toutes les activités. Ce processus permet d'améliorer constamment le système de contrôle interne et de limiter efficacement les principaux risques.

2.2. Récolte de données sur les risques opérationnels

La collecte systématique et le contrôle du risque opérationnel font partie des principales exigences du comité de Bâle, quelle que soit l'approche choisie pour calculer le capital (Standardized Approach ou Advanced Measurement Approach).

Les risques restent donc sous contrôle. Les mécanismes de reporting permettent d'informer rapidement les responsables en cas d'incidents. Les principaux incidents font également l'objet d'un rapport au comité de direction et reprennent un plan d'actions afin de limiter le risque à l'avenir. Il est élaboré sous la responsabilité de la hiérarchie.

Répartition du montant total des pertes par catégorie standard d'incidents au cours des trois dernières années



Les principaux incidents étaient essentiellement dus à une fraude externe (cybercriminalité avec des incidents plus nombreux mais plus restreints) et à des incidents liés à l'exécution, la livraison et la gestion des processus. Les autres catégories restent limitées en nombre et en montant de pertes. Lorsque des incidents importants se produisent, la direction valide des actions de correction.

L'impact financier le plus important se situe au niveau des activités Retail.

2.3. Autoévaluation des risques et du contrôle

Un pilier important consiste également à répertorier les principaux risques potentiels de Belfius. Pour ce faire, toutes les divisions et filiales de Belfius se prêtent à des exercices *bottom-up* d'autoévaluation des risques et du contrôle (Risk and Control Self-Assessment). Ceux-ci peuvent donner lieu à l'élaboration de plans d'action afin de limiter le risque. Ils fournissent une bonne vue d'ensemble des principaux domaines de risques dans les différentes activités et les résultats à tous les échelons de l'entreprise font l'objet d'un rapport à la direction. Ces exercices d'autoévaluation ont lieu chaque année et constituent la base de la note annuelle adressée à l'autorité de contrôle sur l'évaluation du contrôle interne (circulaire BNB_2011_09).

2.4. Protection de l'information et continuité des activités

La politique en matière de protection de l'information et les consignes, normes et pratiques y afférentes visent à sécuriser les actifs informationnels⁽¹⁾ de Belfius.

En matière de protection de l'information, les travaux ont porté en 2012 et 2013 sur l'élaboration technique d'un projet important dans le cadre de l'IAM (Identity & Access Management). Sa mise en œuvre a débuté fin 2013 et s'échelonne sur 2014 et 2015.

La politique relative à la continuité des activités exige que les différentes divisions analysent l'impact des activités critiques pour le business, élaborent des plans de reprise, prévoient les documents nécessaires et fassent en sorte que les plans de continuité des activités soient testés et actualisés au moins une fois par an. Sur la base de rapports réguliers, le comité de direction valide les stratégies de reprise, les risques résiduels et les plans d'action dans une optique d'amélioration continue.

2.5. Gestion des polices d'assurance

La réduction des risques opérationnels auxquels Belfius est exposée est aussi garantie par la souscription à des polices d'assurance, qui couvrent la responsabilité professionnelle, la fraude, le vol et l'interruption des activités.

(1) Données qui représentent une valeur pour l'entreprise et qui doivent donc faire l'objet d'une protection efficace.

2.6. Coordination accrue avec d'autres fonctions impliquées dans le système de contrôle interne

Une concertation se tient régulièrement entre la division Gestion des risques opérationnels, la Compliance et l'Audit afin d'évaluer les risques et de prévoir une approche coordonnée.

2.7. Politique en matière de fraude

En collaboration avec l'Audit et la Compliance, une politique globale en matière de fraude a été mise au point l'an dernier. Elle se traduit par la validation d'une directive concernant la politique en matière de fraude. Cette directive précise la gouvernance et ébauche le cadre des contrôles internes visant à prévenir et à détecter la fraude ainsi qu'à prendre les mesures de correction nécessaires.

La gestion de la fraude relève de la responsabilité du CRO, qui siège au comité de direction. Un organe de concertation « Fraude », qui coordonne la politique en matière de fraude, est constitué de participants de l'Audit, de la Compliance et d'ORM.

2.8. Liquidation des accords de collaboration entre Belfius et Dexia

Le démantèlement du groupe Dexia et la création de la banque indépendante Belfius ont nécessité un effort important pour séparer les applications informatiques.

Le dernier élément encore à réaliser de cette liquidation concerne la nouvelle situation de l'ancienne société d'infrastructure IT du groupe Dexia. Le 6 décembre 2013, ADTS est devenue une société totalement indépendante sous le nom ISFF. Une série de projets ont déjà été lancés début 2014 afin de réaliser la ségrégation entre les différents clients d'ISFF.

2.9. Calcul des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Belfius calcule les fonds propres réglementaires dans le cadre de la gestion du risque opérationnel à l'aide de l'approche standardisée de Bâle II.

Ce calcul consiste à appliquer un pourcentage (appelé facteur Bêta, dans une fourchette de 12 % à 18 %) au résultat (*gross income*) qui est calculé pour chacun des huit métiers définis par le comité de Bâle (Corporate Finance, Commercial Banking, Retail Banking, Trading and Sales, Asset Management, Agency Services, Retail Brokerage, Payment and Settlement).

Le résultat se compose principalement du résultat d'exploitation des activités sous-jacentes, qui comprend les commissions et intérêts nets. Les revenus provenant des activités d'assurances ne sont pas pris en considération, puisqu'ils ne sont pas soumis à la réglementation Bâle II.

La somme des fonds propres réglementaires pour chaque métier est utilisée pour calculer les exigences totales en fonds propres du risque opérationnel. Il s'agit d'une moyenne sur les trois dernières années. Le calcul est actualisé chaque année.

Risques d'assurance

Les risques d'assurance représentent la perte potentielle résultant de la souscription à des contrats d'assurance. Ils seront donc appelés « risque de souscription » par la suite.

1. Définition

Chez Belfius Insurance, le risque de souscription est divisé en trois modules selon le type de contrat : Vie, Non-Vie, Santé. Chaque catégorie est ensuite divisée en sous-modules liés à la nature de l'activité sous-jacente.

1.1. Décomposition du risque de souscription Vie

Le risque de souscription Vie est divisé en sept sous-modules en accord avec les spécifications Solvency II.

- Le risque de mortalité : il correspond au risque d'augmentation de la mortalité. Il s'applique à tous les engagements pour lesquels les prestations à payer augmentent en cas d'une hausse de la mortalité.
- Le risque de longévité : au contraire du risque de mortalité, il s'applique aux contrats pour lesquels une baisse de la mortalité engendrerait une hausse des paiements attendus (exemple : contrat retraite).
- Le risque de morbidité ou d'invalidité : il désigne le risque de pertes ou d'évolution adverse dans la valeur des prestations dues à des changements de niveau, de tendance ou de volatilité des taux d'invalidité.
- Le risque de rachat Vie : il se définit comme le risque de perte ou d'augmentation des prestations dû à un écart entre le taux réel d'exercice des options contractuelles de l'assuré et celui estimé. Le terme d'option doit être vu au sens large : le sous-module couvre les options de rachat, de résiliation, de réduction mais aussi d'extension des garanties. Pour certains contrats, l'exercice d'options peut être bénéficiaire à l'organisme, pour d'autres, il conduira à des pertes. Ce sous-module comprend donc deux scénarios : un pour lequel les options seront exercées plus que prévu et un pour lequel elles le seront moins.
- Le risque de frais de gestion : il correspond au risque que les frais de gestion soient plus élevés que prévu ou qu'ils subissent une inflation plus importante que prévu.
- Le risque de révision : il ne s'applique qu'aux rentes dont les montants peuvent évoluer dans un sens négatif pour l'assureur en raison d'un changement de l'environnement légal ou de l'état de santé de l'assuré.
- Le risque de catastrophe : il est limité aux contrats pour lesquels une hausse de la mortalité engendrerait une hausse des prestations.

1.2. Décomposition du risque de souscription Non-Vie

Le risque de souscription Non-Vie reflète le risque découlant des engagements d'assurance non-vie, compte tenu des périls couverts et des procédés appliqués dans l'exercice de cette activité.

Ce module de risque comporte trois sous-modules.

- Le risque de prime : risque que le montant des primes reçues soit insuffisant pour payer les sinistres encourus au cours de la période de couverture relative à ces primes.
- Le risque de réserve : le risque de perte ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, résultant de fluctuations affectant la date de survenance, la fréquence et la gravité des événements assurés, ainsi que la date et le montant des règlements de sinistres.
- Le risque de catastrophe : le risque d'occurrence d'un événement d'une grande importance non couvert par les deux risques précédents.

1.3. Décomposition du risque de souscription Santé

Il couvre le risque de souscription pour toutes les garanties santé et accidents du travail ; il se divise en deux sous-modules : Santé avec une base similaire à celle de l'assurance vie, ou non.

Le risque catastrophe est traité intégralement dans le module Santé en utilisant une méthodologie uniforme.

2. Gestion du risque d'assurance

Le comité Risk and Underwriting (RUC) de Belfius Insurance donne son avis sur la stratégie de souscription et de réserve des entités d' (de) (ré)assurance de Belfius Insurance et la politique qui en découle, en particulier concernant les points suivants :

- types et caractéristiques des activités d'assurance que Belfius Insurance est prête à gérer ;
- critères de sélection des risques en ligne avec l'appétence pour le risque ;

- manière dont la souscription effective est suivie ;
- adéquation entre, d'une part, les primes d'assurance perçues et, d'autre part, les sinistres à payer ajoutés aux frais supportés ;
- identification des risques découlant des engagements de Belfius Insurance, y compris les options implicites et le capital garanti par les produits d'assurance ;
- provisionnement des sinistres.

Au niveau des filiales, cette stratégie est appliquée et suivie par les responsables locaux.

La réassurance est une des méthodes permettant de limiter le risque d'assurance. En effet, son objectif est de réduire la volatilité des besoins en capitaux et des bénéfices et donc l'incertitude liée au risque de valorisation de l'assureur.

Les fonctions de la réassurance sont les suivantes :

- capacité : la réassurance permet une plus grande flexibilité aux assureurs quant à l'importance, aux types de risques et aux volumes d'activités qu'ils peuvent accepter de manière sûre. Cela donne la possibilité aux assureurs d'entrer dans de nouvelles activités, ou de les étendre dans une courte période ;
- stabilité : les programmes de réassurance structurés permettent aux assureurs de stabiliser leur résultat opérationnel. La limitation du risque de spread permet la diminution des besoins en fonds propres et donc de la marge de solvabilité ;
- protection : la réassurance fournit une protection contre des pertes financières cumulées dues à une succession d'événements (par exemple des intempéries) ou des pertes financières significatives découlant d'un seul événement ;
- financement : la réassurance peut être une alternative à l'augmentation de capital ;
- expertise : les réassureurs portent assistance aux assureurs dans leur domaine d'expertise. Le personnel qualifié des compagnies de réassurance offrira ses services dans la mise en place d'une nouvelle activité, par exemple.

Le tableau ci-dessous montre la rétention la plus élevée par risque et par événement.

2013 (en EUR)	Rétention la plus élevée par risque	Rétention la plus élevée par événement
GAMME DE PRODUITS		
Responsabilité civile automobile	2 207 325	2 207 325
Casco	néant	1 500 000
Incendie	1 594 694	16 500 000
Responsabilité civile générale	1 103 663	1 103 663
Accidents du travail	591 292	591 292
Vie retail et Invalidité	230 000	750 000
Groupe décès	270 000	750 000
Groupe invalidité	100 000	750 000
Assurance individuelle accidents	250 000	250 000

3. Sensibilités

Impact sur les moyens financiers disponibles (en millions d'EUR)	31/12/13
RISQUE DE SOUSCRIPTION VIE	
Scénario correspondant à une baisse de ⁽¹⁾ :	
5 % des taux de mortalité	9,3
10 % des frais	43,1
10 % des taux de rachat	(22,3)

(1) Impact pour Belfius Insurance.

Belfius Insurance évalue l'effet des sensibilités sur les moyens financiers disponibles. Celles-ci considèrent les provisions techniques en valeur de marché. Étant donné les taux de marché faibles, la valeur des provisions techniques est plus importante que la valeur de rachat, ce qui résulte en un impact négatif sur les moyens financiers disponibles en cas de diminution des taux de rachat. Une baisse du taux de rachat a un impact négatif sur les moyens financiers disponibles.

Les capitaux décès assurés sont plus importants que les provisions techniques à la juste valeur, ce qui résulte en un impact positif sur les fonds propres en cas de diminution des taux de mortalité.

Une augmentation des frais entraîne forcément une augmentation de la juste valeur des provisions techniques et une diminution des fonds propres.

Impact sur le résultat avant impôts (en millions d'EUR)	31/12/13
RISQUE DE SOUSCRIPTION NON-VIE	
Scénario correspondant à ⁽¹⁾ :	
une baisse de 10 % des frais administratifs	4,7
une hausse de 5 % des sinistres	(16,0)

(1) Impact pour Belfius Insurance et Corona Direct.

4. Développement des sinistres

Le triangle de sinistralité est la méthode usuelle pour cartographier les paiements de sinistres qui s'étalent sur plusieurs années. Il permet, entre autres, aux actuaires d'évaluer l'adéquation des provisions techniques. En assurance non-vie, entre la date de survenance et la date de clôture d'un sinistre, l'assureur ne peut en général pas déterminer exactement le coût total du sinistre. Durant cette période, l'assureur constitue une réserve égale à la somme estimée des paiements futurs pour ce sinistre.

Charge des sinistres (hors reassurance et frais internes)

(en milliers d'EUR)	Année de survenance										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Estimation à la fin de l'année de survenance	201 627	220 006	236 074	236 347	264 980	283 747	331 940	379 086	368 410	366 403	365 717
1 an plus tard	189 989	201 226	220 780	220 842	252 578	285 478	315 687	380 915	365 547	350 316	
2 ans plus tard	182 447	192 969	211 463	212 356	238 903	276 021	303 138	379 076	355 180		
3 ans plus tard	177 821	190 228	208 809	203 851	230 875	266 177	302 495	373 584			
4 ans plus tard	175 828	186 994	202 227	203 874	227 911	266 535	300 257				
5 ans plus tard	169 727	182 405	197 559	201 336	230 685	266 017					
6 ans plus tard	166 230	180 903	194 354	201 281	228 322						
7 ans plus tard	165 174	181 611	199 111	199 194							
8 ans plus tard	163 969	181 985	196 897								
9 ans plus tard	164 932	180 934									
10 ans plus tard	163 939										

(en milliers d'EUR)											
Estimation actuelle	163 939	180 934	196 897	199 194	228 322	266 017	300 257	373 584	355 180	350 316	365 717
Paievements cumulés	(147 745)	(161 917)	(174 275)	(167 471)	(193 386)	(214 858)	(251 231)	(277 106)	(263 485)	(234 168)	(149 944)
Provisions actuelles	16 194	19 017	22 622	31 723	34 936	51 159	49 025	96 477	91 695	116 148	215 773

(en milliers d'EUR)		
Provisions (à partir de 2003)		744 768
Provisions (jusque 2003)		79 458
Frais internes		30 305
Affaires acceptées		12 165

TOTAL **866 696⁽¹⁾**

(1) Provision pour sinistre 31/12/2013 - Note 6.6.3.

La réserve n'étant qu'une estimation, il y a un risque que le montant effectivement payé lui soit supérieur. Pour évaluer le risque encouru, il est nécessaire d'étudier la variation au cours du temps de deux montants :

- la somme des paiements réalisés avant cette date ;
- la réserve constituée à cette date pour les paiements futurs.

La somme de ces deux composantes est appelée la charge totale du sinistre.

Le tableau de la page précédente reprend l'évolution depuis 2003 de la somme, à la fin de chaque année, de la charge totale des sinistres survenus et ce par année de survenance.

Stress tests

Les stress tests ont pour objectif de mesurer, en situation de choc adverse, la sensibilité de Belfius en termes de pertes attendues, de risques pondérés, de besoins de liquidité ou d'exigences en fonds propres.

En 2013, Belfius a conduit un ensemble de stress tests (analyse de sensibilité, analyse par scénario, évaluation de vulnérabilités potentielles) lui permettant d'évaluer les effets possibles sur ses équilibres financiers d'un événement ou d'une combinaison d'événements hypothétiques. On mentionnera notamment une analyse stress test approfondie portant sur les actifs directement ou indirectement liés au marché immobilier. Belfius a également mené une analyse stress test détaillée du plan financier 2014-2016 sur la base de plusieurs scénarios alternatifs incluant différents niveaux de sévérité. Ces stress tests ont permis de mettre en évidence les forces et faiblesses du plan financier 2014-2016 avant son approbation par le management.

Recovery Plan

Au quatrième trimestre 2013, Belfius a participé à l'exercice de « Recovery and Resolution Plan » organisé par la Banque nationale de Belgique. Dans ce cadre, Belfius a défini un ensemble de scénarios de stress avec un effet défavorable sur les équilibres financiers de Belfius. En parallèle, un ensemble de *recovery measures* ont été définies. Le déclenchement des scénarios de stress a été suivi d'une simulation de la mise en œuvre de ces mesures afin d'évaluer la capacité de redressement de la banque.

Comprehensive Assessment – Asset Quality Review

En juin 2012, les chefs de gouvernement européens ont pris la décision de créer une Union bancaire européenne. Elle doit permettre d'éviter que les banques ne connaissent à l'avenir des difficultés financières et, si cela devait être le cas malgré tout, qu'elles ne doivent plus uniquement être sauvées avec des moyens publics. En décembre 2013, les ministres des Finances de l'Union européenne sont arrivés à un accord définitif sur (la concrétisation de) cette union bancaire, qui est constituée de trois piliers : l'organisation d'une supervision européenne des banques, une approche européenne pour les banques dans le besoin, y compris un fonds de soutien aux banques en difficulté, et un système de garantie des dépôts européen.

La Banque centrale européenne (BCE) jouera un rôle central au sein du premier pilier de l'union bancaire, à savoir la supervision commune des banques européennes. En principe, toutes les banques seront sous la supervision européenne, le rôle de la BCE se focalisant sur quelque 130 banques systémiques. Dans la pratique, les organes de contrôle nationaux resteront chargés de la surveillance des plus petites banques.

Concrètement, la BCE exercera ses tâches de contrôle par le biais du Single Supervisory Mechanism (SSM). Avant l'entrée en vigueur de la surveillance par la BCE en novembre 2014, la BCE procédera à une analyse approfondie des 130 banques systémiques. Ce programme préparatoire porte le nom de Comprehensive Assessment, l'Asset Quality Review (AQR) et le stress test portant spécifiquement sur la formation d'une opinion sur la qualité des actifs des banques concernées et sur l'adéquation des réserves de capital ainsi que des réductions de valeur et des provisions qu'elles auront constituées.

Belfius Banque fait partie du groupe de 130 banques européennes soumises à cette analyse. Au 4^e trimestre de 2013 ont débuté à cette fin les travaux préparatoires et la collecte des données sous la houlette de la Banque nationale de Belgique. Au sein de Belfius Banque, le projet AQR est dirigé par un groupe de travail créé spécifiquement à cet effet, regroupant des collaborateurs des domaines fonctionnels concernés de la banque et faisant directement rapport au comité de direction.

Gestion du capital

Solvabilité

Belfius Banque établit un rapport sur sa solvabilité conformément à la circulaire PPB-2007-1-CPB de la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) (circulaire de la CBFA du 17 octobre 2006) en exécution de la réglementation et des ratios de capital définis par le comité de Bâle dans le cadre du contrôle bancaire et suivant la directive européenne sur les exigences de fonds propres (*Capital Requirement Directive* – CRD).

Ces ratios, le ratio d'adéquation du capital (*Capital Adequacy Ratio* – CAD) et le ratio des fonds propres de base (Tier 1) reflètent le rapport entre le montant des fonds propres réglementaires (fonds propres réglementaires totaux (CAD) et capital Tier 1) et le total des risques pondérés. D'un point de vue réglementaire, le ratio d'adéquation du capital (CAD) doit atteindre un minimum de 8 % et le ratio des fonds propres de base (Tier 1) un minimum de 4 %.

Un autre indicateur utilisé par Belfius Banque dans le cadre du suivi de sa solvabilité est le ratio des fonds propres durs (Core Tier 1), qui exprime le rapport entre le montant du capital réglementaire Tier 1, hors capital hybride Tier 1, et le total des risques pondérés.

1. Fonds propres réglementaires

Les fonds propres réglementaires se décomposent en :

- fonds propres au sens strict, y compris le capital hybride (capital Tier 1), qui comprennent entre autres le capital social, les primes d'émission, le résultat reporté (incluant les bénéfices de l'exer-

cice), les écarts de conversion, les participations ne donnant pas le contrôle et les réévaluations pour régimes de pension à prestations définies (à partir du 1^{er} janvier 2013), diminués des immobilisations incorporelles, des dividendes à payer, des positions nettes détenues en actions propres et des écarts d'acquisition, et certains éléments des dettes subordonnées et des actions d'institutions financières (voir infra) ;

- fonds propres complémentaires (capital Tier 2), qui incluent la part éligible des dettes subordonnées à long terme, diminuée des dettes subordonnées restantes et des actions d'institutions financières qui n'ont pas encore été déduites des fonds propres au sens strict.

Selon les normes IFRS telles qu'adoptées par la Commission européenne :

- les plus- ou moins-values non réalisées sur les obligations disponibles à la vente et sur les instruments dérivés servant de couverture de cash-flow ne sont pas incluses dans les fonds propres réglementaires ;
- la plus-value non réalisée après impôts sur les actions disponibles à la vente est ajoutée au capital Tier 2, si elle est positive (avec une limitation à 90 % de cette plus-value non réalisée), ou déduite du capital Tier 1, si elle est négative (déduction à 100 %) ;
- certains ajustements IFRS sur les dettes subordonnées, les participations ne donnant pas le contrôle et les dettes doivent être repris pour refléter les caractéristiques d'absorption de pertes de ces instruments ;
- d'autres éléments (*Special Purpose Vehicles* (SPV), impôts différés...) sont également pris en considération en fonction des exigences de la Banque nationale de Belgique.

Comparaison entre le total des fonds propres (comptes consolidés) et les fonds propres réglementaires

(en millions d'EUR)	31/12/12 ⁽¹⁾		31/12/13	
	Comptes consolidés	Du point de vue réglementaire	Comptes consolidés	Du point de vue réglementaire
Fonds propres du groupe	5 340	5 340	6 605	6 605
Participations ne donnant pas le contrôle	19	0	16	0
dont fonds propres de base	18	0	16	0
dont gains ou pertes latents ou différés	1	0	0	0
FONDS PROPRES TOTAUX	5 359	5 340	6 621	6 605

(1) Pour déterminer les fonds propres réglementaires, les chiffres de 2012 ont été repris tels que rapportés au régulateur. Ils n'ont dès lors pas été adaptés à la suite de l'application de la norme comptable révisée IAS 19.

Dans le cadre du reporting réglementaire, les compagnies d'assurances sont mises en équivalence. C'est pourquoi les participations ne donnant pas le contrôle diffèrent de celles publiées dans le rapport annuel consolidé.

Fonds propres réglementaires

(en millions d'EUR)	31/12/12 ⁽¹⁾	31/12/13
FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES TOTAUX (APRÈS RÉPARTITION DU BÉNÉFICE)	6 941	7 052
CAPITAL TIER 1	6 702	6 570
Fonds propres de base	7 006	7 343
Réévaluations pour régimes de pension à prestations définies	0	130
Filtres prudentiels	90	(15)
Versement de dividendes (participations ne donnant pas le contrôle)	0	0
Éléments à déduire	(394)	(889)
<i>Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition</i>	<i>(198)</i>	<i>(190)</i>
<i>Actions et participations dans d'autres établissements de crédit et institutions financières dans lesquels la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>(21)</i>	<i>(21)</i>
<i>Actions et participations dans des compagnies d'assurances dans lesquelles la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>0</i>	<i>(503)</i>
<i>Créances subordonnées sur et autres instruments dans des compagnies d'assurances dans lesquelles la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>(176)</i>	<i>(176)</i>
Capital hybride Tier 1	0	0
CAPITAL TIER 2	239	482
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	264	332
Emprunts subordonnés à durée déterminée	863	776
Réserve AFS sur actions (+)	48	48
Excédent (+) ou déficit (-) de provision SNI (50 %)	41	25
Éléments à déduire	(196)	(699)
<i>Actions et participations dans d'autres établissements de crédit et institutions financières dans lesquels la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>(21)</i>	<i>(21)</i>
<i>Actions et participations dans des compagnies d'assurances dans lesquelles la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>0</i>	<i>(503)</i>
<i>Créances subordonnées sur et autres instruments dans des compagnies d'assurances dans lesquelles la participation dépasse 10 % (50 %)</i>	<i>(176)</i>	<i>(176)</i>
<i>Participations dans des compagnies d'assurances</i>	<i>(781)</i>	<i>0</i>

(1) Pour déterminer les fonds propres réglementaires, les chiffres de 2012 ont été repris tels que rapportés au régulateur. Ils n'ont dès lors pas été adaptés à la suite de l'application de la norme comptable révisée IAS 19.

Jusqu'au 31 décembre 2012, Belfius Banque bénéficiait d'une mesure de transition pour les participations ayant trait aux compagnies d'assurances, de telle sorte que celles-ci étaient déduites à 100 % du total des fonds propres réglementaires. À partir de 2013, tant la valeur de mise en équivalence (ou participations) que les dettes subordonnées d'établissements financiers et de compagnies d'assurances sont déduits pour 50 % du capital Tier 1 et pour 50 % du total des fonds propres réglementaires.

Dans le cadre du reporting réglementaire, les compagnies d'assurances sont mises en équivalence. C'est pourquoi les participations ne donnant pas le contrôle diffèrent de celles publiées dans le rapport annuel consolidé.

Fin 2013, les fonds propres de base s'établissent à EUR 7 343 millions, soit une augmentation de EUR 337 millions par rapport au chiffre publié en 2012. Cette augmentation provient, d'une part, du bénéfice reporté en 2013 (EUR 445 millions) mais elle est, d'autre part, partiellement neutralisée par l'impact négatif lié à l'application de la norme comptable révisée IAS 19⁽¹⁾.

Le capital Tier 1 s'élève à EUR 6 570 millions, contre EUR 6 702 millions fin 2012. En dépit du bénéfice réalisé en 2013, le capital Tier 1 baisse de EUR 132 millions. Cette baisse est essentiellement la

conséquence directe de la nouvelle réglementation en matière de participations dans des compagnies d'assurances, selon laquelle 50 % doivent être déduits des fonds propres de base à partir de 2013. L'impact en 2013 est légèrement supérieur à un demi-milliard d'EUR. À cela s'ajoute l'impact du rachat des participations bénéficiaires à hauteur de EUR 94 millions.

Les fonds propres durs (Core Tier 1) équivalent au capital Tier 1 vu que la banque ne dispose plus de capital hybride Tier 1.

Les fonds propres complémentaires (capital Tier 2) passent de EUR 239 millions à EUR 482 millions. Cette augmentation résulte principalement de la modification de la nouvelle règle relative à la déduction de participations dans les compagnies d'assurances. En effet, depuis 2013, la déduction du capital Tier 2 ne s'élève plus qu'à 50 %, contre 100 % auparavant.

Fin 2013, les fonds propres réglementaires totaux s'élèvent à EUR 7 052 millions, contre EUR 6 941 millions fin 2012, ce qui correspond à un accroissement de 1,6 %.

(1) Vous trouverez de plus amples informations sur la révision de la norme comptable IAS 19 dans le chapitre « Règles d'évaluation » de ce rapport annuel.

2. Risques pondérés

Les risques pondérés sont constitués de trois éléments : risque de crédit, risque de marché et risque opérationnel. Chacun de ces risques est décrit dans le chapitre « Gestion des risques » de ce rapport annuel.

Fin 2013, le total des risques pondérés de Belfius s'élève à EUR 42,8 milliards, contre EUR 50,3 milliards fin 2012, ce qui représente une baisse de EUR 7,5 milliards (-14,9 %). La forte baisse des risques de crédit de EUR 5,4 milliards (-12,2 %) est essentiellement attribuable au remboursement des financements accordés au groupe Dexia, à la réduction tactique des risques au sein du portefeuille Legacy (en particulier les banques italiennes et RMBS espagnols) et à l'utilisation d'un rating externe pour la pondération de quelques entités du secteur public. Cette baisse est néanmoins atténuée par une hausse des risques de crédit à la suite de l'adoption d'une nouvelle échelle de notation pour les entreprises de taille moyenne, à l'augmentation de la pondération des prêts hypothécaires (+5 % à la demande de la Banque nationale de Belgique) et à une augmentation de l'estimation de la « perte en cas de défaut » (*Loss Given Default* - LGD) sur l'Italie. Les risques de marchés affichent une baisse de EUR 1,9 milliard (-59 %), surtout due à la cession d'obligations classées en trading.

(en millions d'EUR)	31/12/12	31/12/13	Évolution
Risques de crédit pondérés	44 364	38 953	-12,2 %
Risques de marché pondérés	3 185	1 313	-58,8 %
Risques opérationnels	2 712	2 502	-7,7 %
TOTAL	50 261	42 768	-14,9 %

3. Ratios de solvabilité

Le ratio des fonds propres de base (Tier 1) augmente de 203 points de base par rapport à fin 2012 et s'établit à 15,4 %, principalement en raison de la baisse des risques pondérés de EUR 7,5 milliards. L'augmentation du capital Tier 1 due au bénéfice réalisé en 2013 est *grosso modo* neutralisée par l'impact négatif du nouveau traitement des participations dans les sociétés d'assurance, qui sont dorénavant déduites à 50 % des fonds propres de base.

Le ratio des fonds propres durs (Core Tier 1) est au même niveau que le ratio des fonds propres de base (Tier 1), Belfius Banque ne détenant plus de capital hybride.

Le ratio d'adéquation des fonds propres (CAD) s'élève à 16,5 % fin 2013, soit une augmentation de 268 points de base par rapport à fin 2012, principalement imputable à la baisse des risques pondérés.

	31/12/12	31/12/13
Ratio des fonds propres durs (Core Tier 1)	13,3 %	15,4 %
Ratio des fonds propres de base (Tier 1)	13,3 %	15,4 %
Ratio d'adéquation du capital (CAD)	13,8 %	16,5 %

4. Bâle III

Le règlement (CRR) et la directive (CRD) sur les exigences en fonds propres des banques (CRD IV package) qui transposent dans le cadre législatif européen les accords de Bâle, sont entrés en vigueur le 17 juillet 2013.

Conformément aux accords de Bâle, le règlement et la directive contiennent un large éventail de réformes destinées à renforcer la réglementation, le contrôle et la gestion des risques du secteur bancaire. L'objectif de ces réformes est de mieux protéger le secteur financier contre les situations de crise, principalement par le biais d'exigences plus strictes en matière de capital, de définitions plus restrictives de ce capital, d'une augmentation des risques pondérés, de nouvelles normes de liquidité et de l'introduction d'un ratio de levier financier non lié au risque.

Bien que la CRD IV donne un cadre clair, de nombreuses interrogations subsistent, notamment en ce qui concerne les différences au niveau des modalités d'application au sein des différentes législations nationales, l'application ou non de certains filtres prudentiels et la définition de détails techniques. L'adaptation des instruments de reporting est également un projet qui requiert beaucoup d'attention, d'autant plus que les exigences en matière de quantité de données à rapporter ainsi que le niveau de granularité requis ont été fortement accrues.

Les réformes de Bâle III ont un impact considérable sur la rentabilité des banques et leurs stratégies en matière de gestion des risques ainsi que sur le marché même. Encore plus qu'avant, chaque banque devra intégrer tous les paramètres de risque (risques pondérés, capital, funding, ratio de levier) dans sa stratégie et ses décisions. Afin de gérer efficacement ces différentes questions, une structure de projet spécifique dédiée à Bâle III a été mise sur pied au sein de Belfius Banque, avec un comité de steering au sein du comité de direction.

Au 1^{er} janvier 2014, le ratio de solvabilité Common Equity *pro forma* (*phased-in*) de Bâle III (CRR) est estimé à 13,5 %. Au 31 décembre 2013, le ratio de solvabilité Common Equity *pro forma* (*fully fledged*) de Bâle III (CRR) était quant à lui estimé à 11,7 %⁽¹⁾.

	Phased-in (CRR) pro forma 01/01/2014	Fully fledged (CRR) pro forma 31/12/2013
Common Equity-ratio	13,5 %	11,7 %
Common Equity (en milliards d'EUR)	7,1	6,4
Risques pondérés (en milliards d'EUR)	52	55

(1) La Banque nationale de Belgique (BNB) a décidé – sur une base temporaire (jusqu'à la mise en œuvre d'IFRS 9) – de faire usage de l'option prévue par la CRR et permettant de ne pas prendre en compte la réserve AFS négative sur le portefeuille souverain à concurrence de 5 % de ce portefeuille. Par ailleurs, la BNB a décidé d'appliquer à Belfius la règle de l'article 49A de la CRR (compromis danois).

Adéquation interne des fonds propres

Belfius a mis en place en 2013, notamment pour répondre aux exigences du pilier 2 de Bâle II, un dispositif adapté de suivi trimestriel des principaux ratios d'appétit au risque et d'adéquation interne des fonds propres. Belfius a également poursuivi le dialogue avec son régulateur sur l'analyse du pilier 2 (adéquation des fonds propres par rapport aux risques pris, principalement basée sur l'approche des fonds propres économiques – mesure des risques – et des ressources financières disponibles – *Available Financial Resources*).

1. Fonds propres économiques

Les fonds propres économiques se définissent comme la déviation potentielle de la valeur économique de la banque par rapport à la valeur attendue à un intervalle de confiance et à un horizon de temps donnés. Le seuil de confiance choisi au niveau des scénarios de pertes de valeur est en ligne avec la notation *target* de la dette de la banque à un horizon d'un an (A pour l'année 2013).

Le processus de quantification des fonds propres économiques est organisé en trois étapes : l'identification des risques (définition et cartographie mises à jour annuellement en collaboration avec les différents métiers), leur mesure (essentiellement sur la base de méthodes statistiques et/ou de scénarios) et leur agrégation sur la base d'une matrice de diversification inter-risques.

La plupart des risques sont capitalisés en fonction d'une mesure de perte attendue ; certains risques ne sont cependant pas capitalisés si d'autres modes de gestion (limites, scénarios, gouvernance...) sont considérés comme plus à même de les couvrir.

Les fonds propres économiques constituent un élément important du cadre d'appétit au risque.

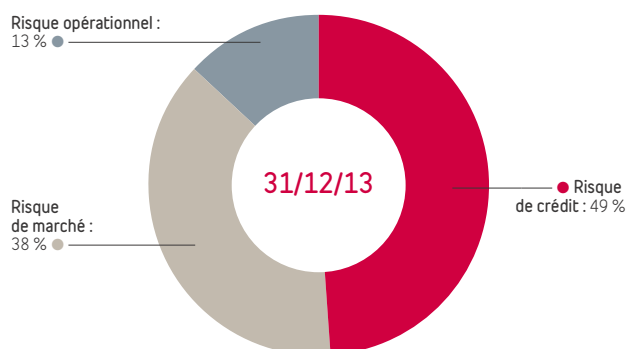
2. Adéquation des fonds propres économiques

Le comité de direction, qui fait fonction de comité d'appétit au risque (*Risk Appetite Committee* – RAC), est amené à gérer le processus d'adéquation et d'allocation des fonds propres et est compétent pour toutes les matières liées aux fonds propres économiques. Le RAC examine les différents modèles impliqués dans le calcul des fonds propres économiques et suit les ratios, les limites et triggers (réglementaires et économiques).

Les fonds propres économiques de Belfius s'élèvent à EUR 5 360 millions fin 2013.

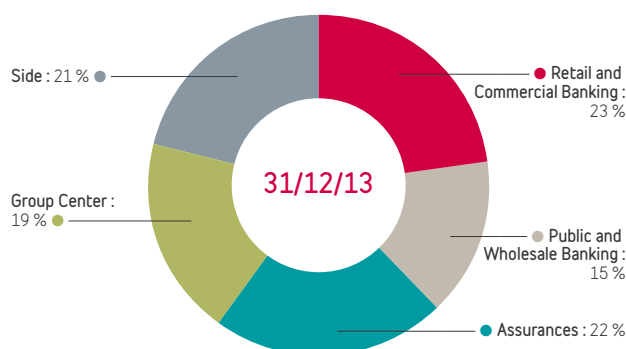
La répartition entre les principales catégories de risque reste stable durant 2013 : le risque de crédit représente environ 49 % des fonds propres économiques et reste le principal contributeur, le risque de marché (qui inclut les risques de taux, de change, de spread et le risque lié aux actions) 38 % et le risque opérationnel 13 %⁽¹⁾.

Répartition des fonds propres économiques par type de risque



Par métier, les fonds propres économiques se répartissent de la manière suivante : le segment Side, qui inclut principalement le portefeuille d'investissement d'obligations Legacy et le portefeuille de dérivés de crédits, consomme 21 % des fonds propres économiques de Belfius ; les métiers Public and Wholesale Banking et Retail and Commercial Banking représentent respectivement 15 % et 23 % ; le solde est constitué de 19 % alloués au Group Center (surtout pour la gestion du bilan de la banque) et de 22 % pour les activités liées à l'assurance.

Répartition des fonds propres économiques par métier



(1) À noter que comparativement à 2012, le risque de modèle préalablement inclus globalement dans la catégorie « risque opérationnel » est maintenant considéré individuellement pour chaque type de risque.

Gouvernement d'entreprise

Composition du comité de direction et du conseil d'administration

1. Comité de direction

1.1. Composition

Au 30 décembre 2013, le comité de direction de Belfius Banque était composé de six membres, à savoir :

Président	Jos Clijsters
Membres	Dirk Gyselinck
	Eric Hermann
	Dirk Vanderschrick
	Johan Vankelecom
	Luc Van Thielen

Le 21 février 2013, le conseil d'administration a pris acte de la démission, le 31 mars 2013, de monsieur Marc Lauwers en tant qu'administrateur et vice-président et membre du comité de direction de Belfius Banque.

Le 18 décembre 2013, le conseil d'administration a pris connaissance de la fin du mandat de monsieur Jos Clijsters en tant que président du comité de direction de Belfius Banque à partir du 31 décembre 2013 et a décidé de nommer, à partir du 1^{er} janvier 2014, monsieur Marc Raisière en qualité de président du comité de direction.

1.2. Rôle et compétences du comité de direction

Le conseil d'administration a délégué la gestion de l'activité bancaire au comité de direction constitué en son sein. Les membres du comité de direction forment un collège.

Cette délégation de compétence n'a pas trait à la surveillance de la gestion et de l'état des affaires de la banque, ni à la détermination de la politique générale et aux autres compétences réservées par la loi au conseil d'administration.

Le comité de direction est par conséquent chargé de la direction effective de la banque, dont il mène et coordonne les activités des divers métiers et des départements de support, et ce, dans le cadre des objectifs et de la politique générale qui sont fixés par le conseil d'administration. Le comité de direction s'assure que l'activité de la banque est en ligne avec la stratégie, l'appétit au risque et les politiques approuvées par le conseil d'administration et communique

au conseil d'administration les données pertinentes pour lui permettre de prendre les décisions en connaissance de cause.

Le comité de direction formule un avis préalable à l'égard de toutes les propositions débattues au sein du conseil d'administration ou du comité stratégique en matière de stratégie ou de politique générale de la banque, que ces propositions émanent du président du comité de direction ou des autres administrateurs.

Les membres du comité de direction doivent exercer leur fonction en toute objectivité et indépendance et, dès lors, ne pas servir exclusivement les intérêts des actionnaires, ce qui implique que les conditions nécessaires doivent être remplies afin de pouvoir exercer la fonction bancaire de manière stable et continue.

Le comité de direction prend, sous le contrôle du conseil d'administration, les mesures nécessaires pour s'assurer que la banque dispose d'une structure de gestion qui lui est propre et qui est appropriée à l'activité qu'elle mène ou entend mener, d'une organisation administrative et comptable et, notamment, de mécanismes de contrôle et de sécurité dans le domaine informatique et du contrôle interne, et assure la transparence de fonctionnement de la banque.

Le comité de direction supervise le management de lignes et le respect des compétences et responsabilités attribuées ainsi que l'information financière.

Le comité de direction se réunit en principe une fois par semaine.

2. Conseil d'administration

2.1. Composition

Au cours de l'année 2013, monsieur Alfred Bouckaert a présenté sa démission en tant qu'administrateur et président du conseil d'administration à dater du 5 juin 2013. Il a été remplacé, le 4 septembre 2013, par le baron Guy Quaden, nommé président *ad interim* du conseil d'administration jusqu'au 31 décembre 2013.

L'assemblée générale ordinaire du 24 avril 2013 a par ailleurs attribué la qualité d'administrateur indépendant à madame Carine Doutrelepon.

Enfin, le mandat de président du comité de direction de monsieur Jos Clijsters a pris fin à partir du 31 décembre 2013. Monsieur Clijsters a été nommé, à dater du 1^{er} janvier 2014, dans l'intérêt de la continuité du groupe Belfius, président du conseil d'administration de Belfius Banque. Il a été remplacé dans ses fonctions de président du comité de direction par monsieur Marc Raisière nommé administrateur et président du comité de direction de Belfius Banque à dater du 1^{er} janvier 2014.

Fonction principale

		Administrateur non exécutif	Membre du comité de direction	Administrateur indépendant	Comité stratégique	Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Risk & Capital Committee
Guy Quaden	Président du conseil d'administration de Belfius Banque SA (du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013) Gouverneur honoraire de la Banque nationale de Belgique	■		■	(1)	★ (2)	■ (3)	
Jos Clijsters	Président du comité de direction de Belfius Banque SA (jusqu'au 30 décembre 2013)		■ (4)		■			
Dirk Gyselinck	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Responsable Public and Wholesale Banking et Trésorerie et Marchés financiers		■					
Eric Hermann	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Risk Officer		■					
Dirk Vanderschrick	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Responsable Retail and Commercial Banking		■					
Johan Vankelecom	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Financial Officer, Responsable Finance Reporting, Research, Liquidity & Capital Management, Financial Communication et Asset & Liability Management		■					
Luc Van Thielen	Membre du comité de direction de Belfius Banque SA Chief Operations Officer, Responsable IT, Operations, Facility Management et Organisation		■					
Marie-Gemma Dequae	Senior advisor auprès de Federation of European Risk Management Associations (FERMA)	■		■		■ (5)		
Wouter Devriendt	Conseiller indépendant Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI)	■			■		■	
Carine Doutrelepon	Avocat et professeur à l'Université Libre de Bruxelles	■		■			■ (6)	
Pierre Francotte	Past-CEO Euroclear et professeur de Solvay Brussels School of Economics and Management	■		■				■
Chris Sunt	Avocat	■				■ (7)		
Lutgart Van den Berghe	Executive Director chez Guberna et professeur extraordinaire à la Vlerick Business School	■		■			★ (8)	
Rudi Vander Vennet	Professeur ordinaire Financial Economics and Banking - Université de Gand	■		■		■		★
Serge Wibaut	Conseiller indépendant et professeur de finance à l'Université Catholique de Louvain (UCL)	■		■	■			■

★ Président

(1) A assuré la présidence de ce comité du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013.

(2) Empêché du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013.

(3) Membre de ce comité du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013.

(4) Jusqu'au 30 décembre 2013.

(5) À partir du 28 mars 2013.

(6) À partir du 28 mars 2013.

(7) A assuré la présidence de ce comité du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013.

(8) Président depuis le 13 juin 2013.

Au 30 décembre 2013, le conseil d'administration était composé de quinze membres, dont six faisaient partie du comité de direction (cf. tableau page précédente).

Le conseil d'administration, composé de professionnels issus de différents secteurs y compris du secteur financier, dispose de l'expertise et de l'expérience nécessaires liées aux diverses activités opérationnelles de la banque.

2.2. Rôle, compétences et responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration définit la stratégie et la politique générale de la banque sur proposition ou après avis du comité de direction et est chargé du contrôle de la gestion de la banque.

Le conseil s'implique activement dans le cadre de cette responsabilité de politique générale, notamment en ce qui concerne la supervision de la politique des risques, de l'organisation, de la stabilité financière de la banque et de sa gouvernance, y compris par la définition des objectifs et des valeurs de l'établissement.

En 2013, le conseil d'administration s'est réuni à 13 reprises.

Lien entre le conseil d'administration et le comité de direction

La gestion des activités de l'établissement de crédit relève toutefois exclusivement de la compétence du comité de direction. Elle s'effectue sans intervention extérieure, dans le cadre de la politique générale définie par le conseil d'administration.

Comités consultatifs institués par le conseil d'administration

Le conseil d'administration a institué différents comités consultatifs qui l'assistent dans sa tâche.

1. Comité des nominations et des rémunérations

1.1. Gouvernance

1.1.1. Généralités

Le comité des nominations et des rémunérations a un rôle consultatif et prépare les décisions du conseil d'administration de Belfius Banque et de Belfius Insurance en matière de nominations et de rémunérations.

Ce texte ne traite que des compétences du comité des nominations et des rémunérations pour Belfius Banque.

1.1.2. Composition

Au 31 décembre 2013, le comité des nominations et des rémunérations de Belfius Banque était composé des membres suivants :

Présidente	Lutgart Van den Berghe (depuis le 13 juin 2013)
Membres	Carine Doutrelepon (depuis le 28 mars 2013)
	Wouter Devriendt
	Guy Quaden (depuis le 4 septembre 2013 et jusqu'au 31 décembre 2013 ; fonction temporaire en raison de sa présidence ad interim du conseil d'administration)

Durant la période du 1^{er} janvier au 5 juin 2013, monsieur Alfred Bouckaert a été président du comité des nominations et des rémunérations. Il était administrateur indépendant de la banque et dispose d'une expérience d'administrateur exécutif dans des établissements de crédit et d'assurance et d'une expérience dans différents comités des nominations et des rémunérations.

La baronne Lutgart Van den Berghe, docteur en sciences économiques, est administrateur délégué chez Guberna et professeur extraordinaire à la Vlerick Business School.

Madame Carine Doutrelepon, docteur en droit, est avocate et professeur à l'Université Libre de Bruxelles.

Monsieur Wouter Devriendt, licencié en sciences économiques appliquées, est conseiller indépendant de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement.

Le baron Guy Quaden, docteur en sciences économiques, est gouverneur honoraire de la Banque nationale de Belgique.

1.1.3. Indépendance et compétence

Les membres du comité des nominations et des rémunérations sont tous des administrateurs non exécutifs.

Trois des quatre membres sont des administrateurs indépendants au sens de l'article 526ter du Code des Sociétés.

Un des membres siège également dans le comité des nominations et des rémunérations d'une société cotée en Bourse.

Deux membres ont une expérience professionnelle dans le secteur financier.

Tous les membres disposent d'une expérience professionnelle dans une fonction d'administrateur exécutif et d'une expérience professionnelle supplémentaire en tant qu'administrateur non exécutif dans différents secteurs d'activité.

Par conséquent, les membres du comité des nominations et des rémunérations disposent, sur la base de leur formation et de leur expérience professionnelle variée, de l'expertise nécessaire pour pouvoir rendre un avis compétent et indépendant sur la politique de rémunération et sur les incitants créés au regard de la maîtrise des risques, des besoins en fonds propres et de la position de liquidité de la banque.

1.2. Compétences

Le comité des nominations et des rémunérations prépare les décisions du conseil d'administration, notamment par le biais de :

1.2.1. Politique en matière de nominations

- l'appréciation (procédure *Fit and Proper*) de l'aptitude des membres du comité de direction, des administrateurs non exécutifs et des responsables de fonctions de contrôle indépendantes ;
- la formulation de propositions de nomination ou de renouvellement de mandat du président et des membres du comité de direction ;
- la formulation de propositions de nomination ou de renouvellement de mandat des administrateurs ainsi que de propositions de cooptation des administrateurs ;
- le maintien des compétences, connaissances et expériences requises au sein du conseil d'administration ;
- la surveillance du processus de succession des membres du comité de direction et des administrateurs non exécutifs et le suivi des risques éventuels dans ce cadre ;
- l'évaluation des critères sur la base desquels un administrateur peut être nommé comme « indépendant » et la formulation de propositions à l'assemblée générale à ce sujet.

1.2.2. Politique en matière de rémunérations

- la détermination de la rémunération du président du comité de direction et, sur sa proposition, de la rémunération des membres du comité de direction ;
- l'élaboration de la politique de rémunération pour le président et les membres non exécutifs du conseil d'administration ;
- la préparation du rapport de rémunération qui est entériné par le conseil d'administration et publié dans le rapport annuel ;
- la vérification périodique que les programmes de rémunération atteignent bien leur objectif et sont conformes aux dispositions applicables ;
- l'évaluation annuelle des prestations et des objectifs des membres du comité de direction.

1.3. Rémunération

1.3.1. Introduction

1.3.1.1. Procédure

Le conseil d'administration fixe la rémunération des membres du comité de direction de Belfius Banque sur la base de l'avis du comité des nominations et des rémunérations et du président du comité de direction.

Afin d'offrir des rémunérations alignées sur le marché, le comité des nominations et des rémunérations sollicite de manière périodique une étude de benchmarking externe. Le comité détermine le groupe de référence des entreprises à inclure dans le benchmark ainsi que le positionnement de Belfius Banque vis-à-vis de ce groupe de référence. Une telle étude a été réalisée en juin 2012 avec l'appui de Towers Watson, consultant externe spécialisé.

Sur la base de cette étude de benchmarking, le comité des nominations et des rémunérations peut proposer au conseil d'administration des adaptations des montants de la rémunération fixe et, le cas échéant, l'ajustement de la fourchette de la rémunération liée aux performances, et toutes les autres modifications justifiées par l'évolution du marché.

Le comité de direction fixe la rémunération des cadres supérieurs susceptibles d'avoir un impact significatif sur le profil de risque de Belfius Banque, compte tenu de la nature ou du niveau de leurs fonctions et/ou de leur rémunération. Le comité des nominations et des rémunérations en est informé.

1.3.1.2. Contexte réglementaire

Au cours des dernières années, la rémunération des dirigeants des entreprises du secteur financier a fait l'objet de nombreuses adaptations réglementaires.

Dans le courant de l'année 2012, le conseil d'administration a instauré une politique globale en matière de rémunération pour le groupe Belfius, conformément à la réglementation belge et européenne et aux principes récemment adoptés sur le plan des pratiques de rémunération saines.

La politique de rémunération de Belfius a été élaborée par la division des Ressources humaines et a été soumise pour avis au comité des nominations et des rémunérations de Belfius Banque.

La politique de rémunération applicable au paiement des rémunérations comprend, d'une part, des principes généraux en vigueur pour tous les collaborateurs de Belfius Banque. D'autre part, en vertu du principe de proportionnalité, elle contient des dispositions spécifiques exclusivement applicables aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs susceptibles d'influencer considérablement le profil de risque de Belfius Banque, vu la nature ou le niveau de leurs fonctions et/ou de leur rémunération.

1.3.1.3. Lignes stratégiques approuvées par le conseil

d'administration conformément à la réglementation
Compte tenu des directives reprises, entre autres, dans l'arrêté royal du 22 février 2011⁽¹⁾, le conseil d'administration a revu l'équilibre entre les packages salariaux des collaborateurs.

La rémunération fixe constitue une part importante de la rémunération totale et vise à rétribuer les prestations des collaborateurs, en tenant compte de leur expérience, de leur formation et de leur compétence, de leurs tâches, de leur responsabilité et de leur niveau de fonction. À cet égard, elle vise un équilibre entre la partie fixe de

(1) AR du 22 février 2011 portant approbation du règlement de la CBFA du 8 février 2011 concernant la politique de rémunération des établissements financiers.

la rémunération et la partie liée aux prestations, afin de décourager la prise de risques excessifs et de permettre une politique souple en matière d'octroi de rémunération liée aux prestations. Cette approche permet à Belfius Banque de diminuer la rémunération liée aux performances pour les collaborateurs concernés ou pour une partie d'entre eux, voire même de la ramener à zéro en cas de mauvaises performances (collectives ou individuelles), en tenant compte du niveau hiérarchique du collaborateur et/ou de la base légale sur laquelle se fonde cette rémunération liée aux performances.

À partir de l'année de prestations 2014, des indicateurs liés au risque seront repris dans les objectifs des membres du comité de direction et des cadres supérieurs susceptibles d'avoir un impact considérable sur le profil de risque de Belfius Banque. L'objectif est de tenir correctement compte des différents types de risque (actuels et futurs) à chaque moment du cycle d'évaluation.

L'établissement, le suivi et l'évaluation de ces indicateurs de risque seront coordonnés par le Chief Risk Officer (CRO) et présentés au comité des nominations et des rémunérations ainsi qu'au Risk & Capital Committee. À cet effet, le CRO s'accordera, le cas échéant, avec l'auditeur général et le Compliance Officer et se concertera régulièrement avec la division des ressources humaines.

L'objectif est de pénaliser les mauvaises performances au niveau de la rémunération liée aux prestations. En cas de problèmes graves ou récurrents, (une partie de) la rémunération liée aux prestations pourra être réduite à zéro.

1.3.2. Rémunération des membres du comité de direction

1.3.2.1. Rémunération fixe et liée aux prestations

La rémunération des membres du comité de direction de la banque est composée d'une partie fixe et d'une partie liée aux prestations.

La rémunération fixe et la rémunération liée aux prestations des membres du comité de direction constituent un ensemble dont est déduit tout jeton de présence ou tantième payé à un membre du comité de direction par une société tierce au sein de laquelle le membre exerce un mandat pour compte de Belfius Banque.

La rémunération du comité de direction est approuvée par le conseil d'administration. Le président et les membres du comité de direction ne participent ni aux discussions, ni à la prise de décision en la matière.

1.3.2.2. Rémunération pour l'année 2013

Rémunération fixe

La rémunération fixe est déterminée en fonction de la nature et de l'importance des responsabilités exercées par chacun et en tenant compte des références du marché pour des fonctions comparables.

Rémunération liée aux prestations pour l'année 2013 et partie différée de la rémunération liée aux prestations 2010

Les membres du comité de direction de Belfius Banque n'ont pas perçu de rémunération liée aux prestations pour l'année de prestations 2013. Le conseil d'administration a également décidé, sur proposition du comité des nominations et des rémunérations, de ne pas payer la partie différée de la rémunération liée aux prestations de l'année 2010 payable en 2014.

Plans d'options

Durant l'année 2013, aucune option n'a été octroyée aux membres du comité de direction, ni exercée par ces derniers.

Rémunération totale 2013

Pour la rémunération fixe payée au comité de direction au titre de l'année 2013, voir le tableau en bas de page.

La rémunération fixe 2013 indique la rémunération de base que Belfius Banque a payée aux membres du comité de direction. Le montant indiqué pour le comité de direction tient par ailleurs compte de la rémunération de base (trois mois) de l'ancien vice-président du comité de direction qui a quitté la banque le 31 mars 2013.

Outre la rémunération fixe, l'avantage de toute nature lié à la voiture de société, le remboursement de frais, les frais de représentation et la prime dans le cadre du plan de pension octroyés à l'ensemble du comité de direction (y compris le président du comité de direction), s'élève pour 2013 à EUR 825 298.

À partir du 1^{er} juillet 2013, le conseil d'administration a par ailleurs décidé, dans le cadre du plan d'économies en cours et par analogie avec tous les collaborateurs de la banque, de diminuer de 5 % la rémunération fixe des membres du comité de direction. Cette réduction a lieu en deux étapes : 2,5 % ont été prélevés en 2013 et la deuxième diminution de 2,5 % est prévue à partir de juillet 2014.

Nombre de membres	Rémunération fixe 2013	Rémunération liée aux prestations 2013	Rémunération liée aux prestations différée – prestations 2010	Prime exceptionnelle payée en cas de recrutement	Indemnité de rupture
Président du comité de direction	EUR 592 500	EUR 0	EUR 0	EUR 0	EUR 0
Membres du comité de direction ⁽¹⁾	EUR 1 636 158	EUR 0	EUR 0	EUR 0	EUR 0

(1) Hors le président. Jusqu'au 1^{er} avril 2013 : 6 membres ; à partir du 1^{er} avril 2013 : 5 membres.

1.3.3. Rémunération des cadres supérieurs susceptibles d'avoir un impact significatif sur le profil de risque de Belfius Banque

Le conseil d'administration a décidé sur proposition du comité des nominations et des rémunérations de ne pas payer aux cadres supérieurs dont les activités ont un impact important sur le profil de risque de la banque, la partie différée de la rémunération liée aux prestations au titre de l'année 2010 et payable en 2014.

La rémunération totale payée en 2013 aux cadres supérieurs précités (35 collaborateurs), répartie en rémunération fixe et liée aux prestations, s'élève à :

Nombre de membres	35
Rémunération fixe 2013	EUR 5 799 967
Rémunération liée aux prestations 2013	EUR 1 386 200
Rémunération liée aux prestations différée – prestations 2010	EUR 0
Prime exceptionnelle payée en cas de recrutement	EUR 0
Indemnité de licenciement	EUR 0

1.3.4. Rémunération des membres du conseil d'administration

Les rémunérations totales octroyées aux membres du conseil d'administration pour 2013 s'élèvent à EUR 787 350 (contre EUR 843 580 en 2012). Ce montant comprend les émoluments octroyés pour leur mandat d'administrateur, ainsi que les jetons de présence pour les réunions du conseil d'administration et des différents comités consultatifs.

Dans le cadre du plan d'économies en cours, l'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2013 a décidé de réduire de 10 % les émoluments ainsi que les jetons de présence du conseil d'administration et des comités consultatifs à dater du 1^{er} juillet 2013. Dans ce cadre, il a également été décidé de limiter le nombre de réunions rémunérées des comités consultatifs à maximum six par comité et par administrateur non exécutif.

2. Comité d'audit

Le comité d'audit est un sous-comité consultatif constitué au sein du conseil d'administration et composé de quatre administrateurs non exécutifs.

2.1. Composition

Pour l'exercice 2013, la présidence du comité d'audit a été exercée par le baron Guy Quaden (empêché du 4 septembre au 31 décembre en raison de sa nomination en qualité de président *ad interim* du

conseil d'administration, l'intérim ayant été assuré par maître Chris Sunt). Madame Marie-Gemma Dequae est par ailleurs membre du comité d'audit depuis le 28 mars 2013.

Président	Guy Quaden (empêché du 4 septembre au 31 décembre 2013)
	Chris Sunt (<i>ad interim</i> du 4 septembre au 31 décembre 2013)
Membres	Marie-Gemma Dequae (membre depuis le 28 mars 2013)
	Chris Sunt
	Rudi Vander Vennet

Le président du comité de direction, le secrétaire général et le CFO assistent aux réunions du comité d'audit en tant qu'invités permanents. Monsieur Raf Vander Stichele participe également au comité d'audit en tant qu'expert.

2.2. Indépendance et compétence

Dans le comité d'audit doit siéger au moins un administrateur indépendant qui dispose de la compétence individuelle requise en matière de comptabilité et/ou d'audit. Par ailleurs, le comité d'audit doit disposer d'une expertise collective dans le domaine des activités de la banque ainsi qu'en matière de comptabilité et d'audit.

Le comité d'audit de Belfius Banque est composé de trois administrateurs indépendants, à savoir le baron Guy Quaden, monsieur Rudi Vander Vennet (également président du Risk & Capital Committee) et madame Marie-Gemma Dequae (également membre du comité d'audit de Belfius Insurance), chacun disposant de la compétence individuelle requise en matière de comptabilité et/ou d'audit.

Le baron Guy Quaden, docteur en sciences économiques et diplômé de l'École pratique des hautes études de la Sorbonne (Paris), section sciences économiques et sociales, a été pendant de nombreuses années professeur extraordinaire à la Faculté d'économie de l'Université de Liège. Il dispose d'une expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit acquise notamment en tant que gouverneur de la Banque nationale de Belgique et de représentant de la Banque nationale de Belgique auprès de la Banque centrale européenne.

Monsieur Rudi Vander Vennet, docteur en sciences économiques, est professeur ordinaire en finances et secteur bancaire à l'Université de Gand. Il dispose d'une expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit acquise dans les fonctions qu'il exerce ou a exercées au sein du Credibe, de l'Autorité Bancaire Européenne, de la CGER-Banque, de l'OCCH et de OBK-Bank.

Maître Chris Sunt, en sa qualité d'avocat spécialisé en droit financier depuis plus de 30 ans, a également acquis une expérience pertinente en la matière.

Madame Marie-Gemma Dequae est docteur en sciences économiques appliquées et licenciée en droit et économie des assurances. Elle dispose d'une expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit acquise notamment dans le cadre des fonctions qu'elle exerce et a exercées au sein respectivement des comités d'audit de Vinçotte et du groupe Partena.

Le comité d'audit dispose, dès lors, d'une expertise collective dans le domaine des activités de la banque ainsi qu'en matière de comptabilité et d'audit.

2.3. Tâches et compétences

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'exercice de sa mission de surveillance et de contrôle au sens large.

2.3.1. Reporting financier

Le comité d'audit contrôle l'intégrité de l'information financière fournie par la société, en particulier en évaluant les normes comptables appliquées, y compris les critères relatifs au périmètre de consolidation. Le contrôle s'étend également au suivi de l'information financière périodique avant qu'elle ne soit soumise au conseil d'administration de la banque.

2.3.2. Contrôle interne et gestion des risques

Au moins une fois par an, le comité d'audit examine l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques élaborés par le management exécutif pour s'assurer que les risques principaux (y compris les risques liés au respect de la législation et de la réglementation en vigueur) soient identifiés et gérés correctement. À cet effet, le comité de direction fournit au comité d'audit un rapport concernant les systèmes de contrôle interne et la gestion des risques.

Au cours de l'année 2013, le comité d'audit a pris connaissance des rapports relatifs aux activités des Services juridiques et aux litiges juridiques, à l'activité Compliance, aux activités d'Audit et Contrôle, ainsi qu'aux activités de suivi des risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels et relatifs à la sécurité informatique (via le reporting du président du Risk & Capital Committee).

2.3.3. Fonctionnement de l'audit interne

Le comité d'audit évalue l'efficacité et l'indépendance du fonctionnement de la division Audit interne. Le comité d'audit vérifie également dans quelle mesure le management réagit aux constats de l'audit et à ses recommandations. En 2013, le comité d'audit a examiné le rapport annuel d'activités 2012, le plan d'audit 2013, le rapport semestriel d'activité 2013 ainsi que les rapports semestriels de suivi des recommandations, et les a approuvés, de même que la charte d'audit interne du groupe Belfius.

2.3.4. Contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés

En 2013, le comité d'audit a fait rapport au conseil d'administration sur les résultats financiers consolidés de Belfius Banque au 31 décembre 2012, au 31 mars 2013, au 30 juin 2013 et au 30 sep-

tembre 2013. Après avoir évalué les commentaires fournis par la direction de la banque et par les commissaires, le comité d'audit a rendu un avis positif au conseil d'administration sur les résultats financiers et les éléments qui les ont influencés.

2.3.5. Fonction d'audit externe et suivi de l'indépendance du (des) commissaire(s)

Le comité d'audit s'assure du fonctionnement adéquat du contrôle externe par le(s) commissaire(s).

En 2013, le comité d'audit a formulé une proposition au conseil d'administration concernant la désignation du (des) commissaire(s) (qui interviendra en 2014) par l'assemblée générale des actionnaires ainsi que concernant son (leur) indépendance et sa (leur) rémunération.

Le comité d'audit contrôle l'indépendance du (des) commissaire(s) et son (leur) programme d'audit.

2.4. Fonctionnement du comité d'audit

Le comité d'audit peut se faire communiquer toutes les informations ou pièces utiles et faire exécuter tout contrôle. À cet effet, il fait appel à l'audit interne de Belfius Banque, qui dépend hiérarchiquement du président du comité de direction.

Le comité d'audit de Belfius Banque fonctionne indépendamment du comité d'audit mis en place au sein de Belfius Insurance. Toutefois, les comités d'audit respectifs de Belfius Banque et Belfius Insurance se réunissent conjointement une fois par an. À la demande du président du comité d'audit de la banque, des réunions conjointes supplémentaires peuvent être tenues.

Lors des comités d'audit de Belfius Banque, qui se sont tenus avant celles du conseil d'administration, le comité d'audit a notamment examiné les comptes trimestriels, semestriels et annuels.

Le comité a tenu deux réunions conjointes avec le comité d'audit de Belfius Insurance, à l'occasion desquelles les comptes annuels de l'année 2012 et les comptes semestriels au 30 juin 2013 de la compagnie d'assurance ont été présentés, de même que le rapport d'activités du second comité précité et la charte d'audit interne du groupe Belfius.

Le comité a enfin tenu deux réunions conjointes avec le Risk & Capital Committee afin d'examiner le rapport de la direction effective concernant l'évaluation du contrôle interne - rapport 2012, la stratégie en matière de sécurité IT, la politique de lutte contre la fraude ainsi qu'un rapport trimestriel de suivi des risques.

2.5. Audit interne

Belfius Banque dispose d'une fonction d'audit qui répond aux normes les plus strictes en termes de méthodologie et de reporting.

La fonction d'audit a pour mission de promouvoir le contrôle interne et de veiller constamment au fonctionnement performant, à l'adéquation et à l'application effective des systèmes de contrôle existants.

L'audit interne vérifie, au travers de missions d'audit interne et du suivi périodique de la mise en œuvre des recommandations émises, si les risques que Belfius Banque prend dans le cadre de toutes ses activités sont dûment identifiés, analysés et couverts.

La fonction d'audit contribue au maintien de la bonne réputation de Belfius Banque ainsi qu'à l'efficacité et à l'intégrité de ses structures, valeurs qu'elle juge particulièrement importantes.

L'auditeur général de Belfius Banque rencontre mensuellement l'auditeur général de Belfius Insurance afin de coordonner les activités des deux départements d'audit interne et d'assurer la cohérence des plans d'audit, de la méthodologie appliquée et du suivi des recommandations ; certaines missions d'audit sont réalisées en étroite collaboration.

3. Comité stratégique

À la suite de la mise en place de la nouvelle gouvernance de Belfius Banque, le conseil d'administration a instauré un comité stratégique. Celui-ci est effectif depuis le 16 février 2012.

3.1. Composition

Le comité stratégique se réunit, si nécessaire, sur l'initiative du président du conseil d'administration ou du comité de direction et comprend au moins le président du conseil d'administration de Belfius Banque, qui préside le comité, et le président du comité de direction de Belfius Banque.

Le président du comité de direction de Belfius Insurance et les membres du comité de direction responsables de Public and Wholesale Banking et de Retail and Commercial Banking sont des invités permanents aux comités stratégiques.

Jusqu'au 5 juin 2013, le comité stratégique se composait de 4 membres non exécutifs et du président du comité de direction et était constitué comme suit :

Président	Alfred Bouckaert Président du conseil d'administration
Membres	Jos Clijsters Président du comité de direction
	Wouter Devriendt
	Guy Quaden
	Serge Wibaut

À la suite du départ de Monsieur Bouckaert, le nombre de membres non exécutifs a été réduit à trois.

Du 4 septembre 2013 au 31 décembre 2013, la présidence du comité stratégique a été assurée par le baron Guy Quaden. Au 30 décembre 2013, le comité se composait comme suit :

Président	Guy Quaden Président du conseil d'administration
Membres	Jos Clijsters Président du comité de direction
	Wouter Devriendt
	Serge Wibaut

3.2. Compétences

Le comité stratégique est un comité consultatif créé par le conseil d'administration en son sein et chargé d'assister le conseil d'administration dans la définition de la stratégie de l'entreprise et ses filiales. Il donne un avis sur le *business plan* et les budgets annuels ainsi que sur les opportunités d'acquisition, de partenariat ou de modification du *business model*. Le comité veille à l'application de la stratégie du groupe Belfius.

Le comité stratégique de Belfius Banque est compétent tant pour les matières relatives à Belfius Banque qu'à ses filiales.

4. Risk & Capital Committee

Le Risk & Capital Committee est un des comités consultatifs instaurés au sein du conseil d'administration. Le comité se réunit au moins une fois par trimestre.

4.1. Composition

Le Risk & Capital Committee compte au minimum trois membres. Le conseil d'administration nomme le président du comité. Les membres du Risk & Capital Committee sont des administrateurs non exécutifs.

Le président du comité de direction, le Chief Risk Officer, le Chief Financial Officer et le membre du comité de direction responsable de l'activité Trésorerie et Marchés financiers assistent aux réunions du Risk & Capital Committee en tant qu'invités permanents.

Les autres membres du comité de direction et les administrateurs non exécutifs peuvent assister aux réunions du comité sur invitation de celui-ci.

Du 1^{er} janvier 2013 au 5 juin 2013, le Risk & Capital Committee de Belfius Banque était composé des membres suivants :

Président	Rudi Vander Vennet
Membres	Alfred Bouckaert Président du conseil d'administration jusqu'au 5 juin 2013
	Pierre Francotte
	Serge Wibaut

Du 5 juin 2013 au 31 décembre 2013, le Risk & Capital Committee de Belfius Banque était composé des membres suivants :

Président	Rudi Vander Vennet
Membres	Pierre Francotte
	Serge Wibaut

4.2. Compétences

Le Risk & Capital Committee dispose de compétences et responsabilités consultatives à l'égard du conseil d'administration, notamment dans les domaines suivants :

- détecter les risques propres aux activités bancaires et d'assurances ;
- contrôler la politique en matière de risque de la banque et confronter le profil de risque de la banque aux décisions approuvées concernant l'appétit au risque et la stratégie en matière de risques ;
- répartir le niveau d'appétit au risque en fonction des différentes catégories de risques et définir les mesures et les limites du risque pour la gestion et la limitation des risques majeurs ;
- s'assurer que ces risques soient proportionnels au capital de la banque ;
- superviser les objectifs et exigences en termes de fonds propres et de liquidité, ainsi que les transactions ayant un impact sur la liquidité de la banque ou ses fonds propres ;
- contrôler l'efficacité de la fonction de Risk Management, de l'infrastructure et de l'organisation ;
- examiner les principales expositions au risque et la manière dont celles-ci sont gérées ;
- formuler un avis à propos d'opérations importantes et de nouvelles propositions d'activités stratégiques qui ont un impact considérable sur l'appétit au risque de la banque ;
- s'informer et analyser les rapports de gestion du management sur l'ampleur et la nature des risques auxquels la banque est exposée.

Le Risk & Capital Committee se réunit au moins une fois par trimestre. Il se réunit également sur une base ponctuelle en fonction de thèmes spécifiques.

Le Risk & Capital Committee fonctionne de manière indépendante par rapport au comité Risk & Underwriting de Belfius Insurance. À la demande du président du comité de la banque, un Risk & Capital Committee conjoint de Belfius Banque et de Belfius Insurance peut être tenu.

Le Risk & Capital Committee et le comité d'audit échangent périodiquement des informations concernant, notamment, le rapport trimestriel sur les risques, le rapport spécifique sur les risques opérationnels, le rapport de la direction effective relatif à l'évaluation du contrôle interne et les analyses de risque effectuées par les départements Legal, Compliance et Audit. Cet échange d'informations a pour but de permettre aux deux comités de réaliser pleinement leur mission et peut prendre la forme d'une séance conjointe.

Le Risk & Capital Committee s'accorde avec le comité stratégique concernant la stratégie en matière de risques de la banque, compte tenu de l'impact de cette stratégie sur les initiatives stratégiques de la banque.

Gouvernance de Belfius

Le 28 novembre 2013, le conseil d'administration de Belfius Banque a formalisé les lignes directrices de la gouvernance du groupe Belfius.

Dans ce cadre, le conseil d'administration a décidé de mettre en place en 2014 un comité de médiation au sein du groupe Belfius. Ce comité sera, entre autres, chargé de traiter des transactions matérielles ou opérations entre, d'une part, Belfius Banque et ses filiales et, d'autre part, Belfius Insurance et ses filiales ou entre leurs filiales respectives.

La composition et les compétences précises du comité de médiation seront fixées dans le courant de l'année 2014.

Systèmes de contrôle interne et de gestion des risques concernant les rapports financiers

Belfius Banque a divers systèmes de contrôle interne et de gestion des risques concernant les rapports financiers. Ces contrôles sont exécutés à différents niveaux.

Chaque jour, l'inventaire est réconcilié avec les soldes en ACEC/ACSE par le biais de l'outil de réconciliation ACNR. Les montants non réconciliés sont signalés via un outil de suivi et de matching INTELLIMATCH. À la fin du mois, l'inventaire du bilan et hors-bilan en GEXL est réconcilié avec les soldes en ACEC/ACSE. Les montants non réconciliés sont signalés via un outil en ligne en GEXL. Le centre de compétences comptable (back office) concerné au sein du département Operations est responsable de l'analyse de la nature des différences et de la mise en œuvre d'actions correctrices.

Les comptes (Belgian Gaap et IFRS) sont clôturés mensuellement. Un contrôle de premier niveau est effectué par les centres de compétences comptables qui ont l'entière responsabilité du grand

livre (bilan, hors-bilan et compte de résultats) et de l'inventaire. En ce qui concerne les activités de Trésorerie et Marchés financiers, Market Risk Management est responsable de la validation du compte de résultats et des comptes de gains ou pertes latents ou différés. Les procédures et activités de contrôle sont documentées par chaque département impliqué.

Financial Data & Cost Control réalise un contrôle de second niveau et assure le pilotage du processus de clôture, la centralisation et la validation finale de toutes les données comptables et informations pertinentes dans le cadre du reporting. Une approche basée sur le risque est adoptée afin de déterminer la nature et l'étendue des activités de contrôle. Les contrôles effectués reposent essentiellement sur une analyse des écarts constatés au niveau des soldes et ratios, des tests par échantillonnage, un examen des documents justificatifs et des contrôles de vraisemblance. Les résultats du contrôle analytique sont consignés dans un rapport des faits marquants, soumis à la hiérarchie. Les procédures et activités de contrôle sont décrites par chaque département.

Les contrôles de premier et second niveau garantissent de manière correcte l'exhaustivité, l'exactitude et la présentation appropriée des données comptables, conformément aux normes financières et réglementaires.

Fonctions externes des administrateurs Article 27, §2 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit

Conformément au règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances, approuvé par un arrêté royal du 19 juillet 2002 relatif à l'exercice de fonctions externes par des dirigeants d'établissements de crédit, Belfius Banque est tenue de rendre publiques les fonctions externes exercées par ses administrateurs et dirigeants effectifs. Belfius Banque a choisi de publier ces mandats dans son rapport annuel qui est déposé à la Banque nationale de Belgique.

Commissaire

La banque a confié le contrôle de sa situation financière et de ses comptes annuels à Deloitte Reviseurs d'entreprises, SC sfd. SCRL, représentée par messieurs Frank Verhaegen et Bernard De Meulemeester. Leur mandat est effectif jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2014.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de renouveler le mandat du commissaire, Deloitte Reviseurs d'entreprises, SC sfd. SCRL, représentée par messieurs Philippe Maeyaert et Bart Dewael, pour une durée de 3 ans.

Le tableau en bas de page donne un aperçu des rémunérations que le commissaire a obtenues pour ses prestations effectuées pour Belfius Banque et pour les sociétés belges liées à Belfius Banque ou pour ses filiales étrangères dans le courant de l'exercice 2013.

Compliance

Conformément au règlement FSMA du 12 mars 2012, Belfius Banque dispose d'un Compliance Officer reconnu par la FSMA (et inscrit comme tel dans la liste publiée des Compliance Officers reconnus).

La fonction centrale de Compliance au sein de la banque reste axée sur la prévention des opérations de blanchiment, les conseils au management et au business concernant les risques liés aux domaines d'activité de la fonction Compliance et le contrôle de l'efficacité des procédures et des lignes stratégiques au sein de ces mêmes domaines. La banque reste vigilante à l'égard des risques propres à ces domaines. L'ensemble est soutenu par une cellule spécifique qui encadre les projets sur le plan informatique et organisationnel. La fonction de Compliance peut également faire appel à des interlocuteurs dans divers départements.

Outre la fonction plus traditionnelle de conseiller du management et des métiers, Compliance développe les activités de contrôle, la gestion du risque de Compliance, l'analyse d'impact Compliance et les formations et la communication (dans le cadre de la méthodologie Compliance).

Compte tenu de l'importance de la réglementation en matière de données à caractère personnel – en raison du risque de réputation et de son caractère omniprésent au sein de la banque –, la direction Compliance dispose d'un Privacy Officer qui est également responsable des questions de déontologie.

La direction Compliance comprend également la Cellule anti-blanchiment chapeautée par un responsable antiblanchiment.

Vous trouverez de plus amples informations concernant la fonction Compliance dans le chapitre « Bonne gouvernance » du « Rapport à la société ».

Deloitte	Prestations effectuées en 2013 pour			
	Belfius Banque	Belfius Insurance	Autres filiales	Total
(en milliers d'EUR)				
Mission d'audit des comptes	1 215	637	279	2 131
Mission de certification	87	153	-	240
Conseils fiscaux	2	78	-	80
Autres missions	-	-	-	-
TOTAL	1 304	868	279	2 451

Informations générales

Capital social et affectation du résultat

1. Capital social et évolution du capital durant l'exercice 2013

Le capital social de Belfius Banque s'élève à trois milliards quatre cent cinquante-huit millions soixante-six mille deux cent vingt-sept euros quarante et un centimes (EUR 3 458 066 227,41) et est représenté par 359 412 616 actions nominatives. L'actionnariat de Belfius Banque se présente comme suit : 359 407 616 actions nominatives sont détenues par la société anonyme d'intérêt public Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) en nom propre mais pour le compte de l'État belge et 5 000 actions nominatives sont détenues par la société anonyme Certi-Fed. Certi-Fed est une filiale à 100 % détenue par la SFPI.

L'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 2013 a autorisé le conseil d'administration, conformément aux prescrits légaux, à augmenter le capital de la banque, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de trois milliards quatre cent cinquante-huit millions soixante-six mille deux cent vingt-sept euros quarante et un centimes (EUR 3 458 066 227,41). Cette autorisation est valable pour une durée de cinq ans à dater de la publication de la décision de l'assemblée générale aux annexes du *Moniteur belge*, soit le 10 janvier 2014.

Au cours de l'exercice 2013, le capital de la banque n'a pas été modifié.

Historiquement, la société avait également émis 300 000 parts bénéficiaires nominatives sans valeur nominale. L'ensemble de ces parts bénéficiaires a été racheté par Belfius Banque à la CVBA met sociaal oogmerk Sociaal Engagement et à la SCRL à finalité sociale Mouvement Social, le 1^{er} février 2013, en exécution d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 31 janvier 2013. L'ensemble de ces parts bénéficiaires a été supprimée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 2 décembre 2013.

2. Affectation du résultat

Les résultats sociaux de l'exercice 2013 affichent un bénéfice de EUR 128 829 117,04.

Après déduction des réserves immunisées pour un montant de EUR 0,00 le bénéfice à affecter pour l'année comptable atteint un montant de EUR 128 829 117,04.

Compte tenu du résultat reporté de l'exercice précédent de EUR 0,00, le résultat total à affecter atteint EUR 128 829 117,04 et sera intégralement mis en réserves.

3. Dividende annuel

Conformément au Plan stratégique 2012-2016 approuvé par la Commission européenne, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de ne pas distribuer de dividende aux actionnaires.

4. Rachat par Belfius Banque de ses propres parts bénéficiaires – Accord global conclu avec la CVBA met sociaal oogmerk Sociaal Engagement et la SCRL à finalité sociale Mouvement Social – Suppression des parts bénéficiaires

Les parts bénéficiaires ne pouvant à terme avoir leur place dans un groupe bancaire moderne au service de l'ensemble du tissu économique belge, Belfius Banque a conclu un accord avec la CVBA met sociaal oogmerk Sociaal Engagement et la SCRL à finalité sociale Mouvement Social afin d'acquérir ses propres parts bénéficiaires et celles de Belfius Insurance.

Le 2 décembre 2013, l'assemblée générale extraordinaire de Belfius Banque a décidé de supprimer ces 300 000 parts bénéficiaires acquises par Belfius Banque. Il n'existe, dès lors, plus aucune part bénéficiaire émise par Belfius Banque.

Modifications des statuts de Belfius Banque

Les statuts de Belfius Banque ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 2013 qui a notamment décidé :

- de supprimer les parts bénéficiaires émises par la banque ;
- d'attribuer au conseil d'administration, pour une période de 5 ans à dater de la publication de la décision de l'assemblée générale extraordinaire aux annexes du *Moniteur belge* (soit le 10 janvier 2014), une nouvelle autorisation d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant maximum de trois milliards quatre cent cinquante-huit millions soixante-six mille deux cent vingt-sept euros quarante et un centimes (EUR 3 458 066 227,41).

Principales modifications dans le périmètre de Belfius Banque au niveau social

À la suite du démantèlement du groupe Dexia, la filiale informatique Associated Dexia Technology Services a été cédée à IBM Holdings BV. Belfius Banque a toutefois conservé une participation de 10 % dans Innovative Solutions for Finance (la nouvelle dénomination de Associated Dexia Technology Services) sous la forme d'actions de catégorie B. Les droits associés à ces actions de catégorie B diffèrent des droits des actions de catégorie A (actions détenues par IBM) en ce qui concerne la représentativité limitée au conseil d'administration, la représentativité dans les prises de décisions relatives à certaines matières spécifiques et des droits patrimoniaux limités (dividende et liquidation).

Dans le cadre de la simplification et de la réorganisation du périmètre de la banque, Belfius Banque a cédé les actions qu'elle détenait dans Auxipar, une société de portefeuille liée au groupe Arco, à Belfius Insurance.

Belfius Banque a également procédé à la restructuration du capital de Belfius Financing Company afin de permettre à la société de réaliser un programme d'émission d'Euro Commercial Paper à court terme.

Différentes opérations concernant des participations immobilières ou financières ont eu lieu, au rang desquelles :

- la cession de la participation de la banque dans Coopérative Hennuyère de Financement (société de portefeuille détenue par des intercommunales du Hainaut) et dans LCH Clearnet Group (société de clearing) ;
- la liquidation de Bruxelles Midi (société active dans la promotion immobilière dans le quartier de la gare de Bruxelles Midi).

Litiges importants

Le Fonds du Logement de Bruxelles-Capitale a cité Belfius Banque le 9 octobre 2012 à comparaître devant le tribunal de commerce de Bruxelles. Le Fonds du Logement a souscrit quatre billets de trésorerie émis par le Holding Communal entre juillet et septembre 2011 pour un montant total de EUR 32 millions. À la suite de la mise en liquidation du Holding Communal, le Fonds du Logement n'a pu récupérer que EUR 16 millions et exige de Belfius Banque le remboursement du solde. Belfius Banque rejette la demande du Fonds du Logement étant donné que la perte engendrée sur cet investissement résulte d'un abandon de créances volontaire par le Fonds du Logement correspondant à la moitié de son investissement. Aucune provision n'a été constituée.

Déclaration de transparence

Obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé.

Conformément à la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (ci-après la « Directive Transparence ») et à la directive 2007/14/CE du 8 mars 2007 portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la Directive Transparence, Belfius Banque SA a choisi le Luxembourg comme État membre d'origine.

La Directive Transparence a été transposée en droit luxembourgeois par :

- la loi luxembourgeoise du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé ;
- le règlement grand-ducal du 3 juillet 2008 relatif à la désignation officielle de mécanismes pour le stockage centralisé des informations réglementées au sens de la loi du 11 janvier 2008 ;
- la circulaire CSSF 08/337 de la Commission de surveillance du secteur financier.

La réglementation précitée prévoit un certain nombre d'obligations concernant l'information et la publication de données.

Conformément à l'article 3(2) de la loi luxembourgeoise relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, le comité de direction de Belfius Banque déclare dès lors que :

- Belfius Banque a choisi le Luxembourg comme État membre d'origine ;
- à sa connaissance, les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ;
- à sa connaissance, le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de l'entreprise, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.



Comptes consolidés

États financiers au 31 décembre 2013

I. Chiffres clés	92
Bilan consolidé	92
Compte de résultats consolidé	94
État consolidé du résultat global	95
Variation des fonds propres consolidés	96
Tableaux des flux de trésorerie consolidés	101
Annexes aux comptes annuels consolidés	102
II. Événements postérieurs à la clôture	102
III. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés	102
IV. Analyse par métier	118
V. Notes sur l'actif du bilan consolidé	120
VI. Notes sur les dettes figurant au bilan consolidé	138
VII. Notes annexes au compte de résultats consolidé	160
Annexes	168
VIII. Annexes sur les éléments hors bilan	168
IX. Annexes sur l'exposition au risque	169
X. Changements significatifs dans le périmètre de consolidation et liste des filiales et entreprises associées à Belfius Banque	196
XI. Litiges	204
XII. Transactions avec des parties liées	205
XIII. Titrisation	206
Rapport du commissaire	208

Bilan consolidé

Actif				
(en milliers d'EUR)		Notes	01/01/12	31/12/12
				31/12/13
I.	Caisse et avoirs auprès des banques centrales	5.2.	713 586	1 964 560
II.	Prêts et créances sur établissements de crédit	5.3.	46 174 903	41 279 786
III.	Prêts et créances sur la clientèle	5.4.	91 933 190	89 486 116
IV.	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	5.5.	5 500 634	5 077 635
V.	Investissements financiers	5.6.	44 911 922	31 603 663
VI.	Dérivés	5.8.	34 933 281	35 234 965
VII.	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 198 807	4 144 582
VIII.	Investissements dans des entreprises associées	5.9.	93 154	92 872
IX.	Immobilisations corporelles	5.10.	1 401 028	1 480 271
X.	Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	5.11.	218 533	209 794
XI.	Actifs fiscaux ⁽¹⁾	5.12.	2 062 324	1 207 713
XII.	Autres actifs ⁽¹⁾	5.13.	1 344 716	1 155 549
XIII.	Actifs non courants destinés à être cédés	5.14.	22 965	19 617
TOTAL DE L'ACTIF⁽¹⁾			232 509 043	212 957 124
				182 777 422

Dettes				
(en milliers d'EUR)		Notes	01/01/12	31/12/12
				31/12/13
I.	Dettes envers les établissements de crédit	6.1.	59 415 413	40 440 300
II.	Dettes envers la clientèle	6.2.	70 264 724	66 649 092
III.	Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	6.3.	11 082 012	10 462 951
IV.	Dérivés	5.8.	41 372 637	41 765 535
V.	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		30 204	87 205
VI.	Dettes représentées par un titre	6.4.	24 361 727	26 439 494
VII.	Dettes subordonnées	6.5.	2 685 467	1 039 906
VIII.	Provisions techniques des sociétés d'assurance	6.6.	16 786 233	17 579 188
IX.	Provisions et autres obligations ⁽¹⁾	6.7.	977 211	978 104
X.	Dettes fiscales	6.8. & 5.12.	38 449	130 751
XI.	Autres passifs	6.9.	2 219 740	2 045 136
XII.	Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés	6.10.	0	0
TOTAL DES DETTES⁽¹⁾			229 233 817	207 617 662
				176 156 476

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres au 31/12/2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Fonds propres				
(en milliers d'EUR)				
	Notes	01/01/12	31/12/12	31/12/13
XIII. Capital souscrit	1.4.	3 458 066	3 458 066	3 458 066
XIV. Primes d'émission et d'apport		209 232	209 232	209 232
XV. Actions propres		0	0	0
XVI. Réserves et report à nouveau ⁽¹⁾⁽²⁾		2 811 841	2 812 095	3 230 926
XVII. Résultat net de la période ⁽¹⁾		0	421 277	444 998
FONDS PROPRES DE BASE⁽¹⁾⁽²⁾		6 479 139	6 900 670	7 343 222
XVIII. Réévaluations réserves de juste valeur des titres disponibles à la vente		(2 368 136)	(735 459)	(167 603)
XIX. Ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances		(952 603)	(893 478)	(701 877)
XX. Réévaluations régimes à prestations définies ⁽¹⁾⁽²⁾		111 618	85 707	129 851
XXI. Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	6.6.	20	0	0
XXII. Autres réserves		(10 677)	(37 321)	1 457
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS⁽¹⁾⁽²⁾		(3 219 778)	(1 580 551)	(738 172)
FONDS PROPRES DU GROUPE⁽¹⁾		3 259 361	5 320 119	6 605 050
XXIII. Participations ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾		15 865	19 343	15 896
FONDS PROPRES TOTAUX⁽¹⁾		3 275 226	5 339 462	6 620 946
TOTAL DU PASSIF⁽¹⁾		232 509 043	212 957 124	182 777 422

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres au 31/12/2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(2) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres au 01/01/2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte de résultats consolidé

(en milliers d'EUR)	Notes	31/12/12	31/12/13
I. Produits d'intérêts	7.1.	7 641 037	6 270 012
II. Charges d'intérêts	7.1.	(5 518 518)	(4 353 139)
III. Dividendes	7.2.	53 357	50 753
IV. Résultat net des entreprises associées	7.3.	5 793	4 672
V. Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le résultat	7.4.	(25 660)	(188 180)
VI. Résultat net sur investissements	7.5.	586 589	154 562
VII. Honoraires et commissions reçus	7.6.	441 930	490 945
VIII. Honoraires et commissions versés	7.6.	(127 631)	(116 396)
IX. Primes et produits techniques des activités d'assurance	6.6.	2 143 184	1 910 832
X. Charges techniques des activités d'assurance	6.6.	(2 717 831)	(2 314 952)
XI. Autres résultats nets d'exploitation	7.7.	(23 908)	(74 774)
REVENUS		2 458 342	1 834 335
XII. Frais de personnel ⁽¹⁾	7.8.	(714 341)	(560 411)
XIII. Frais généraux et administratifs	7.9.	(477 982)	(478 712)
XIV. Frais du réseau		(298 581)	(293 000)
XV. Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	7.10.	(93 590)	(92 049)
COÛTS D'ACQUISITION REPORTÉS⁽¹⁾		(1 584 494)	(1 424 172)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION⁽¹⁾		873 848	410 163
XVI. Dépréciation de prêts et provisions pour engagements de crédit	7.11.	(267 881)	108 558
XVII. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	7.12.	231	(922)
XVIII. Dépréciation d'écarts d'acquisition	7.13.	0	0
XIX. Provisions pour litiges juridiques	7.14.	0	0
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT⁽¹⁾		606 198	517 799
XX. Charges d'impôt ⁽¹⁾	7.15.	(183 553)	(72 703)
RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT⁽¹⁾		422 645	445 096
XXI. Activités abandonnées, nettes d'impôt		0	0
RÉSULTAT NET⁽¹⁾		422 645	445 096
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 368	98
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère ⁽¹⁾		421 277	444 998

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Analyse du bilan et du compte de résultats consolidés

Nous renvoyons au chapitre « résultats financiers » du rapport de gestion pour une description plus détaillée.

État consolidé du résultat global

(en milliers d'EUR)	31/12/12		
	Montant avant impôt	Impôts	Montant net d'impôt
RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS	606 198	(183 553)	422 645
ÉLÉMENTS QUE NE SERONT PAS RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET			
Réévaluations régimes à prestations définies ⁽¹⁾	129 833	(44 119)	85 714
TOTAL « GAINS (PERTES) LATENTS OU DIFFÉRÉS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET »⁽¹⁾	129 833	(44 119)	85 714
ÉLÉMENTS QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET			
Gains (pertes) latents ou différés sur investissements financiers disponibles à la vente et ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances	2 490 817	(796 535)	1 694 282
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	(29 040)	2 362	(26 678)
Écarts de conversion	35		35
Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance	(31)	11	(20)
GAINS (PERTES) LATENTS OU DIFFÉRÉS	2 461 781	(794 173)	1 667 619
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL⁽¹⁾	3 067 979	(977 726)	2 175 978
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère ⁽¹⁾			2 172 121
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			3 857

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(en milliers d'EUR)	31/12/13		
	Montant avant impôt	Impôts	Montant net d'impôt
RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTATS	517 799	(72 703)	445 096
ÉLÉMENTS QUE NE SERONT PAS RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET			
Réévaluations régimes à prestations définies	66 881	(22 745)	44 136
TOTAL « GAINS (PERTES) LATENTS OU DIFFÉRÉS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET »	66 881	(22 745)	44 136
ÉLÉMENTS QUI PEUVENT ÊTRE RECLASSÉS EN RÉSULTAT NET			
Gains (pertes) latents ou différés sur investissements financiers disponibles à la vente et ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances	917 531	(159 462)	758 069
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	40 035	(1 471)	38 564
Écarts de conversion	214		214
GAINS (PERTES) LATENTS OU DIFFÉRÉS	957 780	(160 933)	796 847
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	1 475 579	(233 636)	1 286 079
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère			1 287 378
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle			(1 299)

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Variation des fonds propres consolidés

Fonds propres de base	Capital souscrit	Primes d'émission et d'apport	Réserves et report à nouveau	Résultat net de la période	Fonds propres de base
(en milliers d'EUR)					
AU 1^{ER} JANVIER 2012⁽¹⁾	3 458 066	209 232	2 811 841		6 479 139
Mouvements de la période					
Variation du périmètre de consolidation	0	0	43	0	43
Autres mouvements	0	0	211	0	211
Résultat net de la période ⁽¹⁾	0	0	0	421 277	421 277
AU 31 DÉCEMBRE 2012⁽¹⁾	3 458 066	209 232	2 812 095	421 277	6 900 670

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Gains ou pertes latents ou différés	Total gains (pertes) latents ou différés qui peuvent être reclassés en résultat net					
	Réévaluations réserves de juste valeur des titres disponibles à la vente	Ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances	Dérivés - Couvertures sur flux de trésorerie	Quote-part des autres éléments de résultat global dans des filiales, coentreprises et associés	Écarts de conversion	Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance
(en milliers d'EUR)						
AU 1^{ER} JANVIER 2012	(2 368 136)	(952 603)	(10 430)	1	(248)	20
Mouvements de la période						
Variation par les réserves de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente	1 591 790	(68 485)	0	0	0	(20)
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations	32 349	14 819	0	0	0	0
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente	134 930	48 065	0	0	0	0
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39	0	64 430	0	0	0	0
Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés	0	0	(30 918)	0	0	0
Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés	0	0	(97)	0	0	0
Écarts de cours de change	7 541	390	4 337	0	35	0
Variation du périmètre de consolidation	(29)	(23)	0	0	0	0
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurance ⁽¹⁾	(133 904)	(71)	0	0	0	0
Transferts	0	0	0	(1)	0	0
AU 31 DÉCEMBRE 2012	(735 459)	(893 478)	(37 108)	0	(213)	0

(1) Transfert de montants après impôts en raison de l'application de la comptabilité miroir (*shadow accounting*). Nous renvoyons à la note 6.6. « Contrats d'assurance ».

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Gains ou pertes latents ou différés

(en milliers d'EUR)

	Total gains (pertes) latents ou différés qui ne seront pas reclassés en résultat net	Gains ou pertes latents ou différés – part du groupe
	Réévaluations régimes à prestations définies	
AU 1^{ER} JANVIER 2012⁽¹⁾	111 618	(3 219 778)
Mouvements de la période		
Variation par les réserves de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente	0	1 523 285
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations	0	47 168
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente	0	182 995
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39	0	64 430
Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés	0	(30 918)
Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés	0	(97)
Écarts de cours de change	0	12 303
Variation du périmètre de consolidation	0	(52)
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurance ⁽²⁾	0	(133 975)
Provisions comptabilisées vers/des (les) fonds propres ⁽¹⁾	(25 911)	(25 911)
Transferts	0	(1)
AU 31 DÉCEMBRE 2012⁽¹⁾	85 707	(1 580 551)

Participations ne donnant pas le contrôle

(en milliers d'EUR)

	Fonds propres de base	Gains ou pertes latents ou différés	Participations ne donnant pas le contrôle
AU 1^{ER} JANVIER 2012⁽¹⁾	16 738	(873)	15 865
Mouvements de la période			
Émission de capital	1 292		1 292
Dividendes	(1 040)		(1 040)
Résultat net de la période	1 369		1 369
Variation par les réserves de la juste valeur		2 697	2 697
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente		(116)	(116)
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations		67	67
Variation du périmètre de consolidation	(1 167)	42	(1 125)
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39		57	57
Autres mouvements	553	(276)	277
AU 31 DÉCEMBRE 2012⁽¹⁾	17 745	1 598	19 343

(en milliers d'EUR)

Fonds propres de base ⁽¹⁾	6 900 670
Gains ou pertes latents ou différés attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère ⁽¹⁾	(1 580 551)
Participations ne donnant pas le contrôle	19 343

FONDS PROPRES TOTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2012⁽¹⁾ **5 339 462**

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(2) Transfert de montants après impôts en raison de l'application de la comptabilité miroir (*shadow accounting*). Nous renvoyons à la note 6.6. « Contrats d'assurance ».

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Fonds propres de base	Capital souscrit	Primes d'émission et d'apport	Réserves et report à nouveau	Résultat net de la période	Fonds propres de base
(en milliers d'EUR)					
AU 31 DÉCEMBRE 2012	3 458 066	209 232	2 812 095	421 277	6 900 670
Mouvements de la période					
Transfert aux réserves	0	0	421 277	(421 277)	0
Variation du périmètre de consolidation	0	0	(2 446)	0	(2 446)
Autres mouvements	0	0	0	0	0
Résultat net de la période	0	0	0	444 998	444 998
AU 31 DÉCEMBRE 2013	3 458 066	209 232	3 230 926	444 998	7 343 222

Gains ou pertes latents ou différés	Total gains (pertes) latents ou différés qui peuvent être reclassés en résultat net			
	Réévaluations réserves de juste valeur des titres disponibles à la vente	Ajustement de juste valeur « gelée » des actifs financiers reclassés en prêts et créances	Dérivés - Couvertures sur flux de trésorerie	Écarts de conversion
(en milliers d'EUR)				
AU 31 DÉCEMBRE 2012	(735 459)	(893 478)	(37 108)	(213)
Mouvements de la période				
Variation par les réserves de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente	605 376	4 366	0	0
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations	1 782	1	0	0
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente	(101 806)	107 381	0	0
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39	0	50 611	0	0
Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés	0	0	33 654	0
Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés	0	0	(29)	0
Écarts de cours de change	14 935	29 038	4 940	214
Variation du périmètre de consolidation	1 645	308	0	(1)
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurance	45 924	(104)	0	0
AU 31 DÉCEMBRE 2013	(167 603)	(701 877)	1 457	0

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Gains ou pertes latents ou différés	Total gains (pertes) latents ou différés qui ne seront pas reclassés en résultat net	Gains ou pertes latents ou différés – part du groupe
(en milliers d'EUR)	Réévaluations régimes à prestations définies	
AU 31 DÉCEMBRE 2012	85 707	(1 580 551)
Mouvements de la période		
Variation par les réserves de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente	0	609 742
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations	0	1 783
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente	0	5 575
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39	0	50 611
Variation par les réserves de la juste valeur des instruments dérivés	0	33 654
Variation rapportée au résultat de la juste valeur des instruments dérivés	0	(29)
Écarts de cours de change	0	49 127
Variation du périmètre de consolidation	8	1 960
Transferts vers les provisions techniques des sociétés d'assurances	0	45 820
Provisions comptabilisé vers/des (les) fonds propres	44 136	44 136
AU 31 DÉCEMBRE 2013	129 851	(738 172)

Participations ne donnant pas le contrôle	Fonds propres de base	Gains ou pertes latents ou différés	Participations ne donnant pas le contrôle
(en milliers d'EUR)			
AU 31 DÉCEMBRE 2012	17 745	1 598	19 343
Mouvements de la période			
Dividendes	(761)		(761)
Résultat net de la période	98		98
Variation par les réserves de la juste valeur		167	167
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de leur vente		(205)	(205)
Transferts en résultat de la juste valeur des titres disponibles à la vente à la suite de dépréciations		119	119
Variation du périmètre de consolidation	(1 631)	(1 499)	(3 130)
Amortissement de la juste valeur gelée sur le portefeuille reclassé en application de la révision de IAS39		21	21
Autres mouvements	244		244
AU 31 DÉCEMBRE 2013	15 695	201	15 896

(en milliers d'EUR)	
Fonds propres de base	7 343 222
Gains ou pertes latents ou différés attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère	(738 172)
Participations ne donnant pas le contrôle	15 896
FONDS PROPRES TOTAUX AU 31 DÉCEMBRE 2013	6 620 946

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Fonds propres	31/12/12	31/12/13
PAR CATÉGORIE D'ACTIONS		
Nombre d'actions autorisées non émises	0	0
Nombre d'actions émises et libérées	359 412 616	359 412 616
Nombre d'actions émises et non libérées	0	0
VALEUR D'ACTIONS	pas de valeur nominale	pas de valeur nominale
En circulation au 1 ^{er} janvier	359 412 616	359 412 616
Nombre d'actions émises	0	0
Nombre d'actions annulées	0	0
En circulation au 31 décembre	359 412 616	359 412 616
Droits, privilèges et restrictions, dont restrictions sur la distribution de dividendes et le remboursement du capital	0	0
Nombre d'actions propres	0	0
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre d'options sur actions et de contrats de vente	0	0

Paie ment fondé sur des actions

L' IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » n'est pas d'application pour Belfius.

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'EUR)	Notes	31/12/12	31/12/13
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net après impôt ⁽¹⁾		422 645	445 096
Ajustements pour :			
Corrections de valeur, amortissements et autres dépréciations		111 500	111 060
Dépréciations sur obligations, actions, prêts et autres actifs		(1 504 083)	(77 145)
Gains (ou pertes) nets sur investissements		55 540	(53 926)
Charges pour provisions (principalement activité d'assurance)		574 430	(89 801)
Pertes et profits non réalisés		33 535	45 412
Revenus des entreprises associées		(5 793)	(4 672)
Dividendes des entreprises associées		3 595	3 782
Impôts différés ⁽¹⁾		167 697	38 366
Autres ajustements ⁽¹⁾		(5 923)	0
Variation des actifs et des dettes opérationnels ⁽¹⁾		(19 069 090)	(3 359 855)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		(19 215 947)	(2 941 683)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations		(361 316)	(207 851)
Vente d'immobilisations		223 646	237 369
Acquisition d'actions non consolidées		(443 657)	(501 862)
Vente d'actions non consolidées		432 203	349 754
Acquisition de filiales et d'unités d'exploitation		(23 259)	(9 518)
Vente de filiales et d'unités d'exploitation		770	0
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(171 613)	(132 108)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission de nouvelles actions		62	0
Émission de dettes subordonnées		25	72 000
Remboursement de dettes subordonnées		(1 070 322)	(126 958)
Dividendes payés		(1 803)	(518)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(1 072 038)	(55 476)
LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES		(20 459 598)	(3 129 267)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	5.1.	27 613 031	7 149 201
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		(19 215 947)	(2 941 683)
Flux de trésorerie des activités d'investissement		(171 613)	(132 108)
Flux de trésorerie des activités de financement		(1 072 038)	(55 476)
Effet de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		(4 232)	(1 275)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	5.1.	7 149 201	4 018 659
INFORMATION COMPLÉMENTAIRE			
Impôt payé		(16 722)	(29 289)
Dividendes reçus		56 951	54 535
Intérêts perçus		8 078 456	6 693 659
Intérêts payés		(5 892 359)	(5 150 473)

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Les notes de la page 102 à 207 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes annuels consolidés

II. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événements matériels postérieurs à la clôture qui peuvent affecter les états financiers.

III. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés

Table des matières

Notes aux comptes consolidés résumés	102
Règles et méthodes comptables	102
1. Règles comptables de base	102
2. Changements dans les règles et méthodes comptables et normes applicables intervenus depuis la dernière publication annuelle, qui peuvent impacter Belfius	103
3. Consolidation	105
4. Compensation des actifs et passifs financiers	106
5. Conversions des opérations et des actifs et passifs libellés en monnaies étrangères	106
6. Instruments financiers	106
7. Produits financiers et charges financières	111
8. Honoraires et commissions : produits et charges	111
9. Activité d'assurance et de réassurance	112
10. Frais du réseau	114
11. Immobilisations corporelles	114
12. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	114
13. Autres actifs	115
14. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	115
15. Contrats de location	115
16. Impôt différé	116
17. Avantages au personnel	116
18. Provision pour risques et charges	117
19. Capital	117
20. Activités fiduciaires	117

Notes aux comptes consolidés résumés

Les principales règles et méthodes comptables adoptées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés sont décrites ci-après.

Les abréviations communément utilisées sont les suivantes.

- IASB : International Accounting Standards Board (Conseil des normes comptables internationales)
- IFRIC : Interprétation émise par IFRS Interpretations Committee (Comité des interprétations des normes internationales d'information financière)
- IFRS : International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière)

Dans le texte ci-joint, « Belfius » fait référence à Belfius Banque & Assurances, auparavant Dexia Banque Belgique.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés en vue de leur publication par le conseil d'administration de Belfius en date du 11 mars 2014.

Règles et méthodes comptables

1. Règles comptables de base

1.1. Généralités

Les états financiers consolidés résumés de Belfius sont préparés conformément aux normes IFRS adoptées par l'Union européenne (UE).

Les états financiers de Belfius ont donc été établis conformément aux normes IFRS adoptées par l'Union européenne et approuvées par la Commission européenne jusqu'au 31 décembre 2013, en incluant les conditions d'application de la couverture du risque de taux d'un portefeuille.

L'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 impose à Belfius de publier ses comptes consolidés établis conformément aux normes IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne à dater du 31 décembre 2006.

Les états financiers sont préparés sur une hypothèse de continuité de l'exploitation. Ils sont libellés en milliers d'EUR sauf mention contraire.

1.2. Estimations et jugements comptables

Dans la préparation des états financiers consolidés résumés, la direction se doit de faire des estimations et des hypothèses qui impactent les montants présentés. Pour réaliser ces estimations et hypothèses, la direction utilise l'information disponible à la date de préparation des états financiers et exerce son jugement. Bien que la direction estime avoir tenu compte de toutes les informations disponibles dans l'élaboration de ces hypothèses, la réalité peut différer de celles-ci et des différences peuvent provoquer des impacts significatifs sur les états financiers.

Des jugements sont effectués principalement dans les domaines suivants :

- classification des instruments financiers dans les catégories appropriées « Prêts et créances », « Détenus jusqu'à l'échéance », « Disponibles à la vente », « Détenus à des fins de transaction » et « Désignés à la juste valeur par résultat sur option » en fonction de la méthode d'évaluation et selon les caractéristiques de l'instrument et l'intention de gestion de Belfius (cf. 6.) ;
- détermination de l'existence ou non d'un marché actif selon des critères tels que le volume de transaction, les transactions récentes, la liquidité du marché, l'écart achat-vente pour les instruments financiers évalués à la juste valeur (cf. 6.10.) ;
- détermination de la juste valeur à partir de modèles de valorisation pour des instruments financiers évalués à la juste valeur (cf. 6.10.) ;
- détermination de l'existence d'un contrôle sur une entité acquise par Belfius, y compris une entité *ad hoc* (cf. 3.) ;
- identification des actifs non courants et des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente et des activités abandonnées (IFRS 5) (cf. 14.) ;
- désignation d'un instrument dérivé en tant qu'instrument de couverture (cf. 6.6.) ;
- existence d'une obligation présente avec des sorties de flux probables dans le cas d'un litige (cf. 18.) ;
- identification des critères de déclenchement de dépréciation (cf. 6.5.).

Ces jugements sont repris dans les sections correspondantes (comme précisé ci-dessus) des règles d'évaluation.

Des estimations sont effectuées principalement dans les domaines suivants :

- détermination du montant recouvrable des actifs financiers dépréciés et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, détenus en vue de la vente (cf. 6.5., 14.) ;
- détermination de la durée d'utilité et de la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles (cf. 11., 12.) ;
- détermination des corrections de juste valeur pour tenir compte de l'incertitude du modèle (cf. 6.10.) ;
- évaluation des passifs pour les contrats d'assurance (cf. 9.) ;
- appréciation de l'efficacité de la couverture (cf. 6.6.2., 6.7.) ;

- hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations liées aux avantages du personnel et aux actifs des plans de pension (cf. 17., annexe 8.6.) ;
- estimation de profits futurs taxables pour la comptabilisation et l'évaluation d'impôts différés actifs (cf. 16.) ;
- estimation du montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie pour la dépréciation de l'écart d'acquisition (cf. 12.2.).

2. Changements dans les règles et méthodes comptables et normes applicables intervenus depuis la dernière publication annuelle, qui peuvent impacter Belfius

La vue d'ensemble des textes reprise ci-dessous est basée sur la situation à la date d'arrêté du 31 décembre 2013.

2.1. Nouvelles normes IFRS, interprétations IFRIC et amendements avalisés par la Commission européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2013

- Prêts publics (amendements à IFRS 1). Cet amendement n'impactera pas Belfius qui n'est plus un premier adoptant.
- Améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2009-2011), lesquelles sont une série d'amendements au référentiel IFRS existant. Ces amendements sont appliqués rétrospectivement et n'ont pas d'impact matériel sur Belfius.
- L'amendement à IAS 19 « Avantages du personnel » est appliqué rétrospectivement et impacte Belfius. Cet amendement modifie principalement la comptabilisation et l'évaluation des régimes de retraite à prestation définie (avec notamment la suppression du mécanisme du « corridor ») et améliore les informations relatives à ces régimes à fournir en annexe. Par conséquent, Belfius n'est plus autorisée à utiliser la méthode du corridor et doit comptabiliser immédiatement le montant total des gains ou pertes actuariels dans les gains (pertes) latents ou différés. L'intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies est calculé en utilisant un taux d'actualisation correspondant au taux d'intérêt des obligations d'entreprises de très bonne qualité.
- L'amendement à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global » clarifie les exigences sur la présentation de l'état du résultat global et introduit une présentation des autres éléments du résultat global en distinguant ceux qui sont recyclables ou non. Cet amendement est appliqué rétrospectivement et impacte la présentation des gains (pertes) latents ou différés de Belfius.
- L'amendement à IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir - Compensation des actifs et des passifs financiers » requiert des informations supplémentaires à fournir dans les annexes aux états financiers relatives aux instruments financiers comptabilisés qui ont été compensés et aux instruments financiers comptabilisés sujets à des accords de compensation exécutoires ou à des contrats similaires, même s'ils ne sont pas compensés selon IAS 32. Cet amendement à IFRS 7 est appliqué rétrospectivement et complète les informations à fournir en annexe aux états financiers annuels de Belfius sur la compensation des instruments financiers.

- IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » décrit la façon d'évaluer la juste valeur en IFRS et introduit de nouvelles exigences d'informations à présenter dans les annexes. IFRS 13 est appliqué de manière prospective.
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert ». Cette interprétation n'a pas d'impact sur Belfius.
- Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents ». Il n'y a pas d'impact pour Belfius qui évalue ces immeubles de placement au coût amorti.
- Amendement à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants ». Cet amendement n'impactera pas Belfius qui n'est plus un premier adoptant.

2.2. Textes de l'IASB et de l'IFRIC avalisés par la Commission européenne durant l'année en cours mais pas encore applicables au 1^{er} janvier 2013

- États financiers consolidés, partenariats et informations à fournir quant aux participations dans d'autres entités : règles de transition (amendements aux IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12). Cet amendement simplifie la transition et limitera les informations à fournir. Cet amendement impactera Belfius et sera applicable au plus tôt à partir du 1^{er} janvier 2013 (application rétroactive). Belfius va appliquer les règles de transition à partir du 1^{er} janvier 2014 au même moment que IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27 et IAS 28.
- Entités d'investissement (amendements aux IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27). Ces amendements définissent une entité d'investissement et exigent une société mère - entité d'investissement à évaluer dans leurs comptes consolidés et individuels les filiales ayant le caractère d'une entité d'investissement à la juste valeur par résultat. Ces amendements introduisent également des exigences de reporting dans IFRS 12. Les amendements sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2014 (application rétroactive). Il n'y a pas d'impact pour Belfius.
- L'amendement à IAS 39 « Novation d'instruments financiers et maintien de la comptabilité de couverture ». Ainsi, en respectant certains critères, la novation d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture ne doit pas être considérée comme un événement entraînant la cessation de la comptabilité de couverture, si la novation est effectuée avec une contrepartie centrale à la suite des lois et règlements en vigueur. Cet amendement peut impacter Belfius et sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2014.

- L'amendement à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » traite les informations relatives à la valeur recouvrable des actifs dépréciés lorsque ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Cet amendement sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2014 sur une base rétrospective et n'impactera pas Belfius.

2.3. Nouvelles normes IFRS, interprétations IFRIC et amendements publiés durant l'année en cours mais pas encore avalisés par la Commission européenne

- IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » traite la comptabilisation des prélèvements selon IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ». Cet amendement peut impacter les états intermédiaires de Belfius et sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2014 sur une base rétrospective.
- L'amendement IAS 19 « Régimes à prestations définies - cotisations du personnel » simplifie la comptabilisation des cotisations du personnel qui sont indépendantes du nombre d'années de service comme les cotisations correspondant à un pourcentage fixe du salaire. Cet amendement sera applicable à partir du 1^{er} janvier 2015 et n'a pas d'impact pour Belfius.
- IFRS 9 « Instruments financiers : Couverture et amendements à IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39 » introduit un nouveau modèle de couverture avec des informations à fournir améliorées et autorise les entités à modifier le modèle de comptabilisation pour le risque de crédit propre sur les dettes valorisées à la juste valeur, avant d'appliquer les autres dispositions de IFRS 9. En plus, l'IASB va annoncer une nouvelle date d'application pour IFRS 9 quand le projet IFRS 9 sera dans la phase de finalisation. Cet amendement impactera Belfius.
- « Améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2010-2012) », une série d'amendements au référentiel IFRS existant qui seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2015. L'éclaircissement d'IFRS 8 peut impacter les informations à fournir sur les segments opérationnels de Belfius.
- « Améliorations annuelles des normes IFRS (cycle 2011-2013) », une série d'amendements au référentiel IFRS existant qui seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2015. Ces amendements n'auront pas d'impact sur Belfius.

2.4. Changements des règles de présentation

À la suite de l'application de la norme IAS 19 révisée, les chiffres de 2012 ont été revus dans le bilan et le compte de résultats (en milliers d'EUR) comme mentionné ci-après.

(en milliers d'EUR)	31/12/12 Publié	Ajustement	31/12/12 Pro forma
ACTIF			
Actifs fiscaux	1 197 428	10 285	1 207 713
Autres actifs	1 155 760	(211)	1 155 549
TOTAL DE L'ACTIF	212 947 049	10 075	212 957 124
PASSIF			
Provisions et autres obligations	948 031	30 073	978 104
TOTAL DES DETTES	207 587 589	30 073	207 617 662
FONDS PROPRES			
Réserves et report à nouveau	2 923 713	(111 618)	2 812 095
Résultat net de la période	415 354	5 923	421 277
FONDS PROPRES DE BASE	7 006 365	(105 695)	6 900 670
Réévaluations régimes à prestations définies	0	85 707	85 707
FONDS PROPRES DU GROUPE	5 340 107	(19 989)	5 320 118
Participations ne donnant pas le contrôle	19 353	(10)	19 343
FONDS PROPRES TOTAUX	5 359 460	(19 999)	5 339 461
TOTAL DU PASSIF	212 947 049	10 075	212 957 124

(en milliers d'EUR)	31/12/12 Publié	Ajustement	31/12/12 Pro forma
XII. Frais de personnel	(723 314)	8 973	(714 341)
COÛTS	(1 593 467)	8 973	(1 584 494)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	864 875	8 973	873 848
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT	597 225	8 973	606 198
XX. Charges d'impôt	(180 503)	(3 050)	(183 553)
RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT	416 722	5 923	422 645
RÉSULTAT NET	416 722	5 923	422 645
Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 368	0	1 368
Part du résultat attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	415 354	5 923	421 277

3. Consolidation

3.1. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées par l'application de la méthode d'acquisition. La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur, qui est calculée comme étant la somme des justes valeurs en date d'acquisition des actifs transférés par Belfius, des passifs contractés par Belfius à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des parts de capitaux propres émises par Belfius en échange du contrôle de la société acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont généralement enregistrés en résultat lorsqu'ils sont engagés. À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur.

3.2. Filiales

Les filiales sont des sociétés pour lesquelles Belfius exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion ou sur la politique financière.

Les filiales entrent en intégration globale dans le périmètre de consolidation à la date où le contrôle effectif est transféré à Belfius et sortent du périmètre de consolidation dès que Belfius perd le contrôle sur ces sociétés. Les opérations et les soldes intragroupes sont éliminés ainsi que les gains ou pertes latents résultant d'opérations intragroupes. Le cas échéant, les principes comptables des filiales sont alignés afin d'être cohérents avec les principes adoptés par Belfius.

Si Belfius perd le contrôle d'une filiale, le résultat de cession correspond à la différence entre :

- la somme de la juste valeur de la contrepartie reçue et de la juste valeur des participations résiduelles ; et
- la dernière valeur comptable des actifs (y compris les écarts d'acquisition) et des passifs de la filiale, ainsi que des participations ne donnant pas le contrôle.

3.3. Sociétés contrôlées conjointement

Une société contrôlée conjointement résulte d'un accord contractuel par lequel deux parties ou plus entreprennent ensemble une activité économique, soumise à un contrôle conjoint. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par mise en équivalence. Plus de détails sont donnés dans le paragraphe 3.4.

Si nécessaire, les règles et méthodes comptables des sociétés contrôlées conjointement ont été alignées pour assurer leur cohérence avec celles adoptées par Belfius.

3.4. Entreprises associées

Les sociétés associées sont initialement évaluées au coût et consolidées par mise en équivalence. Les sociétés associées sont des participations dans lesquelles Belfius exerce une influence notable sans en posséder le contrôle. Les participations dans lesquelles Belfius possède entre 20 et 50 % des droits de vote relèvent de cette catégorie. La quote-part du groupe dans le résultat de l'exercice de la société associée est comptabilisé en résultat des entreprises associées tandis que la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence est comptabilisée sur une ligne distincte dans le compte de résultats global. La participation dans cette société est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la quote-part de Belfius dans l'actif net, y compris les écarts d'acquisition.

Les gains et pertes latents résultant d'opérations entre Belfius et ses participations mises en équivalence sont éliminés dans la limite de la participation de Belfius. L'enregistrement des pertes des sociétés mises en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que Belfius ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée. Si nécessaire, les règles et méthodes comptables des sociétés associées ont été alignées pour assurer leur cohérence avec celles adoptées par Belfius.

3.5. Entités *ad hoc* (Special Purpose Entities)

Une entité *ad hoc* doit être consolidée quand, en substance, la relation entre l'entité *ad hoc* et Belfius indique que l'entité *ad hoc* est contrôlée par Belfius. Le contrôle peut être matérialisé par la structuration des activités de l'entité *ad hoc* (fonctionnant en « pilotage automatique » ou d'une autre façon). Les circonstances suivantes nécessitent l'exercice d'un jugement et peuvent indiquer une relation dans laquelle Belfius contrôle une entité *ad hoc* (et doit, en conséquence, consolider cette entité *ad hoc*) :

- les activités de l'entité *ad hoc* sont menées pour le compte de Belfius selon ses besoins opérationnels spécifiques ;
- Belfius a les pouvoirs de décision ou délègue ces pouvoirs pour obtenir la majorité des avantages des activités de l'entité *ad hoc* ;

→ Belfius a le droit d'obtenir la majorité des avantages de l'entité *ad hoc* et par conséquent peut être exposé aux risques liés aux activités de l'entité *ad hoc* ; ou

→ Belfius conserve la majorité des risques résiduels ou de propriété relatifs à l'entité *ad hoc* ou à ses actifs afin d'obtenir des avantages de ses activités.

4. Compensation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés (et par conséquent seul le montant net apparaît au bilan) quand Belfius a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et a l'intention, soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de décompabiliser l'actif ou d'éteindre le passif de manière simultanée.

5. Conversions des opérations et des actifs et passifs libellés en monnaies étrangères

5.1. Conversion des comptes en monnaies étrangères

Lors de la consolidation, les comptes de résultats et les tableaux de flux de trésorerie des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de Belfius sont convertis dans la monnaie de présentation de Belfius (EUR) au cours moyen de l'exercice (rapport annuel) ou de la période (rapport intermédiaire). Les actifs et passifs sont convertis au cours de change de clôture de l'exercice ou de la période.

Les différences de change qui résultent de la conversion de participations dans des filiales étrangères, coentreprises ou dans des sociétés associées, de la conversion d'emprunts en monnaies étrangères ou de la conversion d'instruments de couverture du risque de change correspondant, sont constatées sous forme d'un écart de conversion comptabilisé en capitaux propres. Lors de la cession d'une entité étrangère, les différences de change sont comptabilisées au résultat comme partie du résultat de cession.

5.2. Opérations en monnaies étrangères

Pour les entités de Belfius sur une base individuelle, les opérations sont comptabilisées en utilisant le cours de change approximatif à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires et non monétaires comptabilisés à la juste valeur et libellés en monnaies étrangères existants à la date de la clôture de l'exercice ou de la période sont comptabilisés au cours de clôture de l'exercice ou de la période. Les actifs et passifs non monétaires, évalués au coût sont comptabilisés à leurs cours historiques. Les différences de changes qui résultent des postes non monétaires comptabilisées à la juste valeur sont comptabilisées comme des ajustements de juste valeur. Les différences de change des postes monétaires sont comptabilisées dans le résultat consolidé.

6. Instruments financiers

La direction exerce son jugement sur les critères exposés ci-dessous pour décider de la catégorie comptable appropriée de ses investissements au moment de leur achat. Cependant, sous certaines conditions, l'actif financier peut être ultérieurement reclassé.

6.1. Comptabilisation et décomptabilisation des instruments financiers

Les instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de transaction. Les autres achats ou ventes de titres, pour lesquels la livraison s'effectue selon un délai d'usage, sont comptabilisés en date de règlement, correspondant à la date de livraison desdits titres.

Un passif financier est enregistré au bilan lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Belfius décomptabilise un passif financier seulement s'il est éteint, c'est-à-dire quand l'obligation spécifiée au contrat est exercée, annulée ou est arrivée à expiration.

6.2. Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle

Belfius classe les actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif dans cette catégorie (dénommée « Loans and Receivables – L&R »). Certaines exceptions sont applicables, voir à cet regard les paragraphes correspondants.

6.3. Instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat (dérivés exclus)

6.3.1. Instruments financiers détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction comprennent des prêts et des titres. Les passifs financiers détenus à des fins de transaction comprennent des positions *short* en titres.

Les instruments détenus à des fins de transaction ont été acquis avec l'intention d'en retirer un bénéfice en prenant avantage des variations à court terme des cours, de la marge d'intermédiation ou les titres faisant partie d'un portefeuille dont la tendance de gestion est de réaliser des plus-values à court terme.

Belfius comptabilise ces instruments initialement à leur juste valeur et ils sont ensuite réévalués à la juste valeur, avec les gains et pertes latents enregistrés dans le compte de résultats en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les intérêts acquis et payés pendant la période de détention de ces actifs sont comptabilisés sous les rubriques « Produits d'intérêts » et « Charges d'intérêts » selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes encaissés sont comptabilisés sous la rubrique « Dividendes ».

6.3.2. Prêts et valeurs désignés à la juste valeur par résultat (FVO)

Sous certaines conditions, et sous réserve d'une documentation appropriée, un actif ou un passif financier (ou un groupe d'instruments financiers) peut être désigné à la juste valeur par le résultat dès lors que :

- une telle désignation élimine ou réduit de manière significative une incohérence relative à l'évaluation ou la classification qui aurait existé sans l'application de cette option ;
- un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux sont gérés et leur performance est évaluée, sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissements dûment documentée ;

→ un instrument contient un dérivé incorporé qui n'est pas étroitement lié aux caractéristiques du contrat hôte :

- qui modifie significativement les flux de trésorerie qui autrement seraient imposés par le contrat, ou
- s'il n'est pas évident sans analyse approfondie que la séparation du ou des dérivés incorporés est interdite.

Les règles d'évaluation mentionnées dans le paragraphe 6.3.1. *Instruments financiers détenus à des fins de transaction* sont d'application.

6.4. Investissements financiers

6.4.1. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Belfius classe les actifs financiers portant intérêt et ayant une échéance donnée dans la rubrique « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » (HTM) dans le cas où la direction a l'intention et la capacité de conserver ces actifs jusqu'à leur échéance.

Belfius comptabilise de tels actifs financiers portant intérêt initialement à leur juste valeur (plus coûts de transaction) et ultérieurement au coût amorti après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisés dans « Produits d'intérêts ».

6.4.2. Actifs financiers disponibles à la vente

Belfius classe les actifs détenus pour une durée indéfinie et qui peuvent être vendus pour répondre à un besoin de liquidités ou à la suite d'une variation des taux d'intérêt, d'une modification des taux de change ou d'une évolution des cours de Bourse dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » (AFS).

Belfius comptabilise initialement ces actifs à leur juste valeur plus les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans « Produits d'intérêts ». Belfius comptabilise les dividendes reçus des titres à revenu variable en « Dividendes ».

Belfius réévalue ultérieurement à leur juste valeur les actifs financiers disponibles à la vente (cf. 6.10. *Juste valeur des instruments financiers*). Les résultats latents liés aux variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisés en capitaux propres dans une ligne spécifique « Gains ou pertes latents ou différés ». Lorsque les titres sont vendus ou dépréciés, Belfius recycle la juste valeur accumulée dans les capitaux propres dans le compte de résultats.

6.5. Dépréciation d'actifs financiers

Belfius déprécie un actif financier ou un groupe d'actifs financiers lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur de cet actif ou de ce groupe d'actifs, résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que cet événement générateur de pertes

- a un impact sur les flux de trésorerie futurs attendus et
- cet impact peut être estimé de façon fiable.

6.5.1. Actifs financiers au coût amorti

Belfius évalue dans un premier temps s'il existe individuellement une indication objective de dépréciation pour un actif financier pris individuellement. Si une telle preuve n'existe pas, cet actif financier est inclus dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires, soumis collectivement à un test de dépréciation.

Détermination de la dépréciation

- Dépréciation spécifique – S'il existe une indication objective qu'un prêt ou une créance ou un actif détenu jusqu'à échéance au coût amorti est déprécié, le montant de la dépréciation est calculé comme la différence entre sa valeur comptabilisée au bilan et sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, nets des garanties et des nantissements, actualisée au taux d'intérêt effectif original de l'actif (à l'exception des actifs reclassés, voir ci-dessous). Les actifs de faible valeur ayant des caractéristiques de risque similaires suivent les principes décrits ci-dessous.
- Dépréciation collective – La dépréciation collective couvre la perte de valeur « encourues non encore rapportées », sur des segments (portefeuilles) lorsqu'il existe un indice objectif des pertes. Belfius estime ces pertes en se fondant sur l'expérience et les tendances historiques de chaque segment, la notation affectée à chaque emprunteur et en tenant compte également de l'environnement économique dans lequel se trouve celui-ci. À cet effet Belfius a constitué un modèle de risque de crédit utilisant une approche combinant probabilités de défauts et pertes en cas de défaut. Ce modèle est régulièrement testé *a posteriori*. Des hypothèses sont tenues pour déterminer la manière de modéliser les pertes avérées et pour déterminer les paramètres requis, à partir des informations historiques.

Traitement comptable de la dépréciation

Belfius comptabilise les variations du montant de la dépréciation en résultat en « Dépréciation de prêts et provisions pour engagements de crédits ». Une fois que l'actif est déprécié, la dépréciation est reprise par le compte de résultats si l'amélioration des flux de trésorerie est objectivement liée à un événement postérieur à la comptabilisation de la dépréciation.

6.5.2. Actifs financiers reclassés

Dans de rares cas, Belfius peut reclasser des actifs financiers de la catégorie « Détenus à des fins de transaction » ou « Disponibles à la vente » vers la catégorie « Détenus jusqu'à l'échéance » ou « Prêts et Créances ». Dans de telles circonstances, la juste valeur en date de transfert devient le nouveau coût amorti de ces actifs financiers. Les actifs financiers reclassés sont dépréciés selon les mêmes estimations, jugements et principes comptables que lors de la dépréciation des actifs financiers au coût amorti. S'il existe une indication objective qu'un actif reclassé est déprécié, le montant de la dépréciation est calculé par Belfius comme la différence entre sa valeur nette comptable et sa valeur recouvrable actualisée au taux de rendement effectif attendu recalculé en date du transfert.

6.5.3. Actifs financiers disponibles à la vente

Belfius déprécie un actif financier disponible à la vente sur base individuelle lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur, résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Détermination de la dépréciation

- Instruments de capitaux propres – Pour les instruments de capitaux propres cotés, une baisse significative (plus de 40 %) ou prolongée (3 ans) de leur cours en deçà de leur coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation. De plus, la direction peut décider de comptabiliser une dépréciation dès lors que d'autres indicateurs objectifs existent. Une dépréciation est comptabilisée pour les instruments de capitaux propres non cotés, s'il existe des indications objectives de dépréciation, comme par exemple des problèmes financiers de l'émetteur, une probabilité de faillite plus élevée.
- Instruments de dettes portant intérêts – Pour les instruments de dettes portant intérêts, la dépréciation est déclenchée selon les mêmes critères que ceux qui s'appliquent individuellement aux actifs dépréciés comptabilisés au coût amorti (voir 6.5.1.).

Traitement comptable de la dépréciation

Lorsque des actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés, Belfius recycle la réserve AFS et présente la dépréciation au compte de résultats en « Résultat net sur investissements ».

Une perte de valeur constatée sur des instruments de capitaux propres ne peut pas être reprise en compte de résultats à la suite d'une augmentation ultérieure de la juste valeur.

Pour plus d'informations sur la manière dont le risque de crédit est géré par Belfius, il convient de se reporter au chapitre « Suivi du risque – Risque de crédit ».

6.5.4. Engagements de hors bilan

Belfius convertit généralement les engagements hors bilan, tels que les substituts de crédit (par exemple : les garanties ou les *stand-by letters of credit* (lettres de crédit) et les lignes de crédit en éléments de bilan, lorsqu'ils sont appelés.

Toutefois, dans certaines circonstances (incertitudes sur la solvabilité de la contrepartie notamment), l'engagement hors bilan devrait être considéré comme déprécié. Les engagements de crédits font l'objet de dépréciation si la solvabilité du client s'est détériorée au point de rendre douteux le remboursement du capital du prêt sous-jacent de l'engagement de crédit et les intérêts afférents.

6.6. Dérivés

6.6.1. Dérivés – Portefeuille détenu à des fins de transaction, dérivés incorporés compris

Si le dérivé n'est pas lié à une opération de couverture, il est réputé être un dérivé détenu à des fins de transaction. Les principaux instruments financiers dérivés portent sur des contrats de change ou de taux d'intérêt mais Belfius utilise aussi des dérivés de crédit ou d'action. Tous les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur puis sont ensuite revalorisés à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des prix constatés sur les marchés cotés ou en utilisant des modèles de flux de trésorerie ou à partir des modèles d'évaluation internes suivant le cas. Toute variation de la juste valeur est enregistrée au compte de résultats. Les résultats d'intérêts d'instruments dérivés qui ont un lien économique avec un actif apparenté, sont comptabilisés dans « Produits d'intérêts/charges d'intérêts ».

Belfius présente les dérivés comme des actifs si leur juste valeur est positive ou comme des passifs si elle est négative.

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers sont présentés comme des dérivés séparés parmi les dérivés détenus à des fins de transaction lorsque :

- leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur par le résultat avec variation des gains ou pertes latentes présentés en résultat.

6.6.2. Dérivés – Dérivés de couverture

Les dérivés de couverture appartiennent aux catégories suivantes :

- couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme (couverture de juste valeur) ou couverture de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille (cf. 6.7.) ; ou
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou à un passif déterminé, ou à une transaction future (couverture de flux de trésorerie).

Belfius désigne un dérivé comme instrument de couverture si certaines conditions sont remplies :

- une documentation précise et formalisée sur l'instrument de couverture, sur le sous-jacent à couvrir, sur la stratégie retenue et sur la relation entre l'instrument de couverture et le sous-jacent doit être préparée préalablement à la mise en place de la couverture ;
- une étude doit démontrer que la couverture sera efficace (entre 80 % et 125 %) pour neutraliser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie du sous-jacent couvert tout au long de l'exercice ou de la période de couverture ;
- la couverture doit débuter dès la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption.

Belfius comptabilise les variations de juste valeur des dérivés désignés dans une relation de couverture en juste valeur, qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir, en résultat au même titre que les variations de juste valeur des actifs ou passifs couverts. Les résultats d'intérêts sont repris dans les lignes « Produits d'intérêts » ou « Charges d'intérêts ».

Si, à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, Belfius amortit la part revalorisée à la juste valeur de l'élément financier couvert portant intérêt en résultat, sur la durée résiduelle de l'élément couvert (ou de l'instrument de couverture si celle-ci est plus courte), sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

La part efficace des variations de juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, qui satisfont aux conditions, est comptabilisée dans les gains (pertes) latents ou différés dans la rubrique « Gains et pertes latents ou différés » (voir le tableau de variation des fonds propres consolidés). La partie non efficace de

la variation de juste valeur des dérivés est comptabilisée au compte de résultats. Les montants stockés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultats et comptabilisés en « Produits d'intérêts » ou « Charges d'intérêts » lorsque l'engagement de couverture ou la transaction prévue impacte le résultat.

6.7. Couverture de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille

Comme expliqué au 1.1 Généralités, Belfius applique l'IAS 39 tel qu'adopté par l'Union européenne (« IAS 39 carve-out ») qui reflète plus précisément la manière dont Belfius gère ses instruments financiers.

Les instruments de couverture sont des portefeuilles de dérivés dont les positions peuvent se compenser. Belfius comptabilise les éléments de couverture à leur juste valeur avec variations de juste valeur au compte de résultats. Les éléments couverts comprennent des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti et des actifs financiers disponibles à la vente.

Belfius présente les revalorisations relatives au risque couvert d'instruments comptabilisés au coût au bilan au sein des « Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ».

6.8. Emprunts

Belfius comptabilise initialement les emprunts à leur juste valeur, c'est-à-dire pour leur montant reçu, net des frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés à leur coût amorti. Belfius comptabilise toute différence entre la valeur comptable initiale et le montant de remboursement au compte de résultats sur la durée de l'emprunt en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La distinction entre les engagements financiers et instruments de capitaux propres de Belfius est fondée sur la substance économique et non sur la forme juridique des opérations.

6.9. Opérations de pensions et prêts de titres

Les titres vendus avec un engagement de rachat (*repos*) ne sont pas décomptabilisés et demeurent au bilan. La contrepartie au passif est incluse sous la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit » ou « Dettes envers la clientèle » suivant le cas. L'actif est présenté comme gagé dans les annexes.

Les titres achetés avec un engagement de revente (reverse *repos*) sont comptabilisés au hors-bilan et les prêts correspondants sont enregistrés en tant que « Prêts et créances sur établissements de crédit » ou « Prêts et créances sur la clientèle ».

La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est considérée comme un produit d'intérêt ou une charge d'intérêt. Ce produit ou cette charge est proraté sur la durée du contrat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les titres prêtés à des tiers ne sont pas décomptabilisés et ils sont maintenus dans le bilan dans la même catégorie. Les titres empruntés ne figurent pas dans le bilan.

6.10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Les prix de marché cotés sont utilisés pour évaluer les justes valeurs lorsqu'il existe un marché actif (tel qu'une Bourse officielle). Ces prix de marché sont en effet la meilleure estimation de la juste valeur d'un instrument financier. Cependant, dans tous les cas, il n'existe pas de prix de marché actif pour les actifs ou passifs détenus ou émis par Belfius.

Si l'instrument financier n'est pas traité sur un marché actif, des techniques de valorisation sont utilisées. Un modèle de valorisation reflète le prix de transaction en date d'évaluation dans des conditions de concurrence normale et dans un cadre normal d'activités, c'est-à-dire le prix que recevrait le détenteur de l'actif financier dans une transaction normale qui n'est pas une vente ou une liquidation forcée ou le prix payé pour transférer un passif.

Le modèle de valorisation prend en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prennent en considération pour valoriser l'actif. Évaluer la juste valeur d'un instrument financier requiert la prise en compte des conditions de marché existantes au moment de l'évaluation. Dans la mesure où des données observables sont disponibles, elles doivent être incorporées dans le modèle.

Les principes de valorisation retenus par Belfius pour ses instruments financiers (instruments mesurés via le résultat, AFS et annexes) peuvent être résumés comme suit :

6.10.1. Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur (détenus à des fins de transaction, désignés à la juste valeur par le compte de résultats, disponibles à la vente, dérivés) Instruments financiers évalués à la juste valeur pour lesquels des cotations de marchés fiables sont disponibles (niveau 1)

Si le marché est actif – ce qui implique qu'il y a des cours d'achat-vente représentant des transactions effectives conclues dans des conditions normales de marché entre parties consentantes, ces prix de marché correspondent à la meilleure évidence de juste valeur et seront donc utilisés pour les valorisations.

Ces prix de marché utilisés dans un marché actif pour des instruments identiques sans ajustement répondent aux conditions requises pour l'inclusion dans le niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur telle que définie dans l'IFRS 13, contrairement à l'utilisation de prix cotés sur des marchés non actifs ou l'utilisation de spreads cotés.

Instruments financiers à la juste valeur pour lesquels il n'existe pas de prix de marché fiable et pour lesquels les valorisations sont obtenues par des techniques d'évaluation (niveau 2 ou 3)

Les instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs sont évalués sur la base de techniques d'évaluation. La détermination de l'existence ou non d'un marché actif est faite selon des critères tels que le volume de transaction, l'écart achat/vente et le nombre de contributions prix/spread. Les modèles utilisés par Belfius varient de modèles standard à des modèles

développés en interne. La disponibilité de prix observables sur le marché et les paramètres d'input du modèle réduisent le besoin d'évaluation et d'estimation du management ainsi que l'incertitude relative à la détermination de la juste valeur. La disponibilité de prix observables sur le marché et des paramètres d'inputs varie en fonction des produits et des marchés et est soumise à des changements reposant sur des événements spécifiques et le contexte des marchés financiers.

L'inclusion au niveau 2 requiert pour Belfius la satisfaction de deux conditions :

- Le modèle doit être validé par le *Validation Department* ou correspondre au processus de validation que le département *Market Risk* a mis en place afin de tester la fiabilité de ses valorisations.
- Les données que Belfius intègre dans ses modèles de valorisation sont soit directement observables (prix), soit indirectement observables (spreads).

Les justes valeurs d'instruments financiers qui utilisent significativement les hypothèses retenues par Belfius ou quand un modèle n'est pas validé doivent être qualifiées en niveau 3. Les paramètres suivants sont considérés comme non observables : l'inflation belge, CMS-spread, les corrélations *equity* (comme *equity baskets*).

Les obligations commercialisées dans les marchés inactifs sont valorisées en utilisant des techniques de modélisation. Pour valoriser les obligations illiquides, Belfius utilise des spreads modélisés sur la base des informations fondamentales (ou *through-the-cycle*) et des informations obtenues du marché (ou *point-in-time*).

Un backtesting semestriel du Mark-to-Model de Belfius est basé sur une comparaison entre les spreads de marché et les spreads de modèle pour des positions liquides. Les spreads marché et modèle sont comparés mensuellement sur différentes dimensions de risques tels que le rating, l'échéance et le secteur.

Les dérivés sont valorisés au prix moyen du marché, où sont utilisés autant que possible des paramètres de marché observables et des modèles de valorisation conformes au marché. Le taux d'escompte tient compte d'éventuels revenus collatéraux.

En outre, les corrections de valorisations suivantes sont d'application au sein de Belfius.

- *Unearned credit spread* : cette correction de valeur tient compte soit de la possibilité qu'une contrepartie soit mise en défaut et qu'une partie de la juste valeur ne puisse être récupérée (*Credit Value Adjustment*), soit de la solvabilité de Belfius (*Debit Value Adjustment*).
- *Close-Out Costs* : comme le prix moyen du marché ne tient pas compte de la direction dans laquelle le deal a été conclu, la correction bid/ask tient compte de cette information de sorte que la valorisation se rattache davantage au prix de sortie.
- *Market price uncertainty* : correction de valeur pour l'incertitude des paramètres de marché.

- **Model risk** : cette correction de valeur est appliquée si les présomptions à la base d'un modèle de valorisation n'ont pas pu être vérifiées ou ne sont pas vérifiées avec assez de précision.
- **Cash-CDS adjustment** : cet ajustement tient compte de la différence de spread entre le cash et le dérivé correspondant due au besoin de funding.
- **Operational risk** : cette correction de valeur est appliquée pour tenir compte du risque découlant de systèmes inadéquats.

6.10.2. Instruments financiers comptabilisés au coût amorti (évaluation pour l'annexe IFRS sur la juste valeur)

Ceci a trait aux instruments financiers reclassés du portefeuille de négociation ou disponibles à la vente vers le portefeuille de prêts. En réponse à la crise financière, l'IASB a publié le 13 octobre 2008 un amendement à IAS 39 autorisant la reclassification de certains actifs financiers illiquides. À cette occasion, Belfius a décidé d'utiliser cet amendement pour reclassifier les actifs pour lesquels n'existaient plus de marché actif ou de cotations fiables.

6.10.3. Instruments financiers classés en titres détenus jusqu'à l'échéance ou en prêts et créances dès l'origine (évaluation pour l'annexe IFRS sur la juste valeur)

La juste valeur des prêts et créances, y compris les prêts hypothécaires, est déterminée selon les principes suivants.

Principes généraux

- La valeur comptable des instruments financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois est approximativement estimée comme étant leur juste valeur.
- La valorisation des obligations suit les mêmes principes de valorisation que les titres disponibles à la vente.

Impact des taux d'intérêt

- La juste valeur des prêts à taux fixe et des prêts hypothécaires rend compte des variations des taux d'intérêt depuis l'origine.
- Les prêts à taux variable sont valorisés en utilisant les *forward rates* correspondants augmentés d'une marge contractuelle.
- Les caps, floors et options de remboursement anticipé sont inclus pour déterminer la juste valeur des prêts et créances.
- La juste valeur des prêts à taux variable est approximativement estimée comme étant leur juste valeur.
- Une correction pour le risque de crédit est également incluse dans la juste valeur.

6.11. Gain ou perte au premier jour de la transaction

Le « gain ou perte au premier jour de la transaction » s'applique pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats.

Le « gain ou perte au premier jour de la transaction » est la différence entre :

- le prix de transaction et son prix de marché coté, si l'instrument financier est coté ; ou
- le prix de transaction et la juste valeur déterminée par l'utilisation de techniques de valorisation si l'instrument n'est pas coté.

Si les paramètres principaux sont observables et si la Direction des Risques valide le modèle, le « gain ou la perte au premier jour de la transaction » sera comptabilisé immédiatement au compte de résultats.

Si les paramètres principaux ne sont pas observables ou si le modèle n'est pas validé par la Direction des Risques, « le gain ou la perte au premier jour de la transaction » sera amorti linéairement au compte de résultats sur la durée de vie attendue de l'instrument. Si par la suite, les données de marché deviennent observables, Belfius comptabilisera le montant résiduel « du gain ou de la perte au premier jour de la transaction » au compte de résultats.

Dans le cas de dénouement de l'instrument sous-jacent avant la maturité, la part résiduelle du « gain ou de la perte au premier jour de la transaction » est comptabilisée au compte de résultats.

7. Produits financiers et charges financières

Tous les instruments financiers générant des intérêts, excepté lorsqu'ils sont désignés à la juste valeur, par le résultat voient leurs produits financiers et leurs charges financières comptabilisés au compte de résultats en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif fondée sur la valeur comptable initiale. Cela comprend aussi les coûts de transaction pour des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le compte de résultats.

Les résultats d'intérêts pour les dérivés utilisés pour la couverture économique sont comptabilisés dans les produits d'intérêts / charges d'intérêts.

Les coûts de transaction sont des coûts complémentaires qui sont directement imputables à l'acquisition d'un actif ou d'un passif financier et qui sont inclus dans le taux d'intérêt effectif. Un coût complémentaire peut être défini comme un coût qui n'aurait pas été supporté si l'acquisition de l'instrument financier n'avait pas été effectuée.

Les intérêts courus sont comptabilisés sous la même rubrique de bilan que les actifs financiers ou les passifs financiers auxquels ils se rapportent.

Lorsqu'un instrument financier a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur, les produits d'intérêt sont alors estimés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie qui servent pour calculer sa valeur recouvrable.

8. Honoraires et commissions : produits et charges

L'essentiel des honoraires et commissions générées par l'activité de Belfius est étalé sur la durée de l'opération génératrice de commission.

En ce qui concerne les opérations importantes comme les commissions et honoraires résultant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une opération pour compte de tiers telle que l'arrangement relatif à l'acquisition de crédits, d'actions ou d'autres valeurs mobilières, ou à l'acquisition ou la vente d'une société, ces commissions et honoraires sont comptabilisés lorsque l'acte important est achevé.

En ce qui concerne la gestion d'actifs, les produits proviennent essentiellement d'honoraires de gestion et d'administration de sicav et de fonds communs (FCP). Les produits de ce type d'opérations sont comptabilisés lorsque le service est rendu. Les bonus ou intérêts ne sont comptabilisés que lorsque toutes les conditions suspensives sont levées et qu'ils sont définitivement acquis.

Les commissions d'engagement sur prêts sont comptabilisées comme faisant partie du taux d'intérêt effectif si le prêt est octroyé. Si le prêt n'est pas octroyé, cette commission d'engagement est comptabilisée en tant que commission à la date d'expiration de l'engagement.

9. Activité d'assurance et de réassurance

9.1. Classification

Belfius Insurance est active aussi bien dans les activités d'assurance Vie que Non-Vie.

IFRS 4 (Phase 1) est appliqué pour tous les contrats pour lesquels l'assureur accepte un risque d'assurance significatif en convenant d'indemniser le preneur d'assurance si un événement futur incertain spécifié (l'événement assuré) se produit. Les contrats de réassurance correspondant à cette définition ainsi que les contrats de placement avec participation discrétionnaire (« Discretionary Participation Feature » ou DPF) entrent également dans ce champ d'application.

Les règles de *deposit accounting* s'appliquent aux instruments financiers sans participation bénéficiaire discrétionnaire et aux contrats d'assurance *unit-linked* (branche 23). Cela signifie que la composante dépôt et la composante assurance sont évaluées et présentées séparément. Pour le *deposit accounting*, cette partie des primes ainsi que la comptabilisation résultant de l'obligation ne sont pas reprises dans le compte de résultats. Les obligations elles-mêmes ne sont pas mentionnées dans les provisions techniques mais sous les obligations financières. Les frais administratifs et les commissions s'y rapportant sont immédiatement enregistrés en compte de pertes et profits. Les versements liés ne sont pas comptabilisés dans le compte de pertes et profits, mais entraînent une réduction du passif. Pour les contrats *unit-linked* (branche 23), la composante dépôt et les investissements sous-jacents sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de valeur étant enregistrées en compte de pertes et profits. La juste valeur correspond au nombre d'unités multiplié par la valeur de l'unité, basée sur la juste valeur des investissements sous-jacents.

Les assurances groupe pour les collaborateurs de Belfius Insurance ne sont pas visées par IFRS 4 mais tombent sous l'application des règles d'évaluation des régimes de pension.

9.2. Évaluation

9.2.1. Application des normes comptables locales

Conformément à IFRS 4 (phase 1), les normes comptables locales sont appliquées pour l'évaluation des contrats de (ré)assurance tombant dans le champ d'application décrit ci-dessus. Sous IFRS, aucune provision pour égalisation et catastrophe ne peut être constituée.

Provision pour primes non acquises

La provision pour primes non acquises est calculée sur la base de la prime nette suivant la méthode *pro rata temporis* pour chaque contrat pris séparément. Pour les activités de réassurance acceptées, les réserves sont constituées sur la base des données communiquées par les compagnies cédantes.

Provision pour sinistres

Le montant de la provision pour sinistres dans les affaires directes des activités Non-Vie équivaut à la somme due aux bénéficiaires, majorée des frais de gestion des sinistres.

La provision pour les sinistres déclarés dans les opérations directes des activités Non-Vie, en ce compris les frais de règlements futurs, est calculée dossier par dossier ou comme réserve complémentaire pour un ensemble de dossiers.

Lorsque des dommages et intérêts doivent être versés sous la forme d'un paiement périodique, les montants à réserver à cet effet sont calculés sur la base des méthodes actuarielles reconnues.

Une provision est constituée pour les sinistres « *Claims incurred but not (entirely) reported* » (IBN(E)R) à la date du bilan. Pour le calcul, il est tenu compte de l'expérience acquise par le passé en ce qui concerne le nombre et le montant de sinistres notifiés après la date du bilan. En outre, des événements exceptionnels qui se sont produits sont pris en considération et des provisions complémentaires sont constituées sur la base de dispositions légales telles que dans le cas d'accidents du travail.

Provision en assurance vie

La provision en assurance vie est calculée compte tenu des exigences légales et des modalités relatives à l'activité d'assurance vie. Les règles suivantes sont d'application :

- Évaluation selon la méthode prospective : cette méthode est appliquée aux provisions pour assurances vie de la branche 21 classique et pour assurances vie de la branche 21 moderne avec taux garanti sur les primes futures. Le calcul s'appuie sur les dispositions techniques des contrats.
- Évaluation selon la méthode rétrospective : cette méthode est appliquée aux provisions pour assurances vie de la branche 21 moderne. Les calculs reposent sur les dispositions techniques des contrats, mais ne tiennent pas compte des versements futurs.

Pour les assurances acceptées, une provision est constituée pour chaque contrat séparément sur la base des informations communiquées par le cédant.

Outre les règles mentionnées ci-dessus, une provision complémentaire pour risque de taux d'intérêt (« clignotants ») est constituée conformément aux règles légales locales.

Provision pour participation bénéficiaire discrétionnaire

La participation bénéficiaire discrétionnaire est un droit contractuel mais conditionnel de recevoir en plus des prestations garanties des prestations complémentaires. Belfius Insurance a choisi de

présenter séparément ces participations aux bénéfices jusqu'au moment où l'assemblée générale approuvera l'attribution de celles-ci aux contrats d'assurance individuels. À partir de ce moment-là, les participations bénéficiaires sont définitivement attribuées aux preneurs d'assurance et sont enregistrées dans la provision pour assurance vie.

La provision pour participation bénéficiaire discrétionnaire comprend principalement la part dans le bénéfice de l'exercice comptable de l'année clôturée que la compagnie d'assurance prévoit d'accorder aux assurés, conformément au plan de participation aux bénéfices et après l'approbation par l'assemblée générale pour l'année écoulée.

Le fonds constitué pour les attributions futures, conformément aux normes comptables locales, fait également partie des participations discrétionnaires et est enregistré via le compte de pertes et profits. Lors des dotations et reprises dans ce fonds, Belfius Insurance tient compte des résultats d'investissement réalisés ainsi que des estimations des participations aux bénéfices conditionnelles futures, calculées par elle-même à la date de reporting. À chaque date de reporting, une nouvelle estimation est réalisée en tenant compte des conditions de marché du moment et de sa position financière.

Si l'estimation totale des participations bénéficiaires discrétionnaires est supérieure à la somme des provisions constituées pour les participations aux bénéfices de l'année clôturée et du fonds pour les attributions futures, ce déficit sera enregistré séparément dans les fonds propres comme un élément des gains non réalisés sur le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente.

Actifs réassurés

Un actif de réassurance est déprécié si :

- il existe des preuves tangibles, à la suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre de réassurance, que le cédant peut ne pas recevoir tous les montants qui lui sont dus aux termes du contrat. Dans ce cadre, il est tenu compte notamment du rating et de la solvabilité du réassureur et
- cet événement a un impact mesurable de manière fiable sur les montants que le cédant recevra du réassureur.

Nous renvoyons ici aux règles qui sont d'application en matière de dépréciation spécifique.

9.2.2. Comptabilité miroir (*shadow accounting*)

Belfius Insurance a décidé d'appliquer la comptabilité miroir pour tenir compte de la différence de valorisation entre les actifs financiers disponibles à la vente et les provisions techniques. Lorsque la réalisation des gains latents sur les actifs financiers disponibles à la vente enregistrés en fonds propres a un impact sur la valorisation des provisions techniques, la comptabilité miroir offre la possibilité de transférer une partie de ces résultats d'investissement non réalisés des fonds propres vers les provisions techniques.

Initialement, Belfius Insurance appliquait la comptabilité miroir lorsque les conditions légales ou contractuelles des contrats d'assurance précisaient que la réalisation des gains latents comptabilisés

sur des actifs déterminés de l'assureur affectait directement la valorisation des contrats d'assurance et contrats d'investissement comprenant un élément de participation discrétionnaire (DPF). Cette méthode s'applique particulièrement pour les contrats d'assurance assortis d'une gestion administrative indépendante dans des fonds cantonnés.

En outre, la nécessité d'un ajustement miroir des pertes des autres actifs disponibles à la vente vis-à-vis des provisions techniques a également été précisée. On considère que la réalisation de ces investissements et leur réinvestissement aux conditions de marché à la date du reporting a une influence sur la valorisation des provisions techniques. S'il en résulte que le niveau de provision technique est insuffisant, le montant nécessaire de plus-values non réalisées est transféré directement des fonds propres vers les provisions techniques en vertu des contrats d'assurance.

9.2.3. Test de suffisance du passif (*Liability Adequacy Test - LAT*)

Après l'application de la comptabilité miroir décrite ci-dessus, Belfius Insurance réalise un test de suffisance du passif sur ses provisions techniques. Si ces tests supplémentaires montrent que la valeur comptable des provisions techniques est insuffisante par rapport à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, un montant complémentaire de provision technique est comptabilisé via le compte des pertes et à hauteur de cette différence. L'évaluation de ces tests est réalisée séparément pour les provisions techniques Vie et pour les provisions techniques Non-Vie.

Lorsqu'un test de suffisance du passif en matière d'assurance Vie imposé par l'autorité locale est disponible, celui-ci permet de déterminer si les provisions techniques suffisent. Si un tel test n'est pas disponible, une estimation des flux de trésorerie attendus pour les assurances vie sera effectuée, tenant compte des hypothèses utilisées à d'autres fins de modélisation. Ces tests de suffisance tiennent compte des garanties et options reprises dans les contrats. La valeur actuelle des flux de trésorerie est calculée sur la base d'un taux essentiellement basé sur le rendement effectif du portefeuille d'investissement et sur les conditions de marché du moment applicables au réinvestissement des placements à leur échéance.

Pour le volet Non-Vie, le test de suffisance examine si les provisions pour les primes non acquises et les provisions pour sinistres sont suffisantes pour indemniser définitivement les sinistres déjà survenus et ceux qui pourraient avoir lieu pendant la durée des contrats.

9.3. Éléments de participation discrétionnaire des contrats d'assurance

Belfius classe les gains et pertes latents liés aux actifs classés en disponible à la vente et aux contrats de réassurance avec des éléments de participation discrétionnaire comme suit :

- comme un passif dans la mesure du rendement garanti aux détenteurs du contrat ;
- comme une composante distincte des fonds propres suivant les caractéristiques discrétionnaires de cette participation bénéficiaire.

10. Frais du réseau

Ce poste contient les commissions payées aux agents en vertu d'un mandat de vente exclusif pour l'apport d'opérations avec la clientèle et qui ne sont pas traités comme des frais de transaction pour acquérir un actif financier ou l'émission d'un passif financier.

11. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent principalement des immeubles de bureau, des matériels et équipements, ainsi que des immeubles de placement.

Les immeubles de bureau, les matériels et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un composant indépendant, si nécessaire, s'il est probable que Belfius bénéficiera d'avantages économiques futurs et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue.

On trouvera ci-dessous les durées d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- Immeubles (y compris les frais accessoires et les impôts non récupérables) : 20 à 50 ans.
- Matériel informatique : 1 à 6 ans.
- Aménagements des bureaux, mobiliers et matériels : 2 à 12 ans.
- Véhicules : 2 à 5 ans.

Une immobilisation corporelle, faisant partie des immeubles de bureau, des matériels et équipements, ainsi que des immeubles de placement, peut être constituée de composants ayant des durées d'usage différentes. Dans ce cas, chaque composant est déprécié de manière séparée sur sa durée de vie estimée. Les composants suivants ont été retenus pour les sièges construits depuis 2006 :

- Infrastructure des immeubles : 50 ans.
- Toitures et façades : 30 ans.
- Installations techniques : 10 à 20 ans.
- Agencements et finitions : 10 à 20 ans.

En 2012, le délai d'amortissement a été revu pour certains actifs. Le délai d'amortissement de certains actifs est passé de 20 à 30 ans afin de mieux coller à la réalité économique.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices de pertes de valeur sont identifiés. Lorsque la valeur nette comptable de l'immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable estimé. Après la comptabilisation d'une dépréciation, la dotation aux amortissements de l'actif doit être

ajustée pour les périodes futures, afin que la valeur comptable révisée de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée d'utilité restant à courir.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations sont calculées sur la base de la valeur nette comptable et sont imputées en « Résultat net sur investissements ».

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi. Dans certains cas, Belfius utilise pour son propre usage une partie d'un immeuble de placement. Si la partie utilisée par Belfius pour son propre compte peut être cédée séparément ou faire l'objet d'une location-financement, cette partie est comptabilisée isolément. Si en revanche, la partie utilisée par Belfius n'est pas susceptible d'être vendue séparément, le bien immobilier n'est classé comme immeuble de placement, que si la portion utilisée par Belfius ne représente qu'une faible portion de l'investissement total.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et pertes éventuelles de valeurs. Les immeubles de placement sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité attendue. L'amortissement des immeubles et des autres actifs en location simple est enregistré en « Autres résultats nets d'exploitation ».

12. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

12.1. Immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels consistent principalement en logiciels acquis ou développés en interne. Le coût de la maintenance de ces logiciels est considéré comme une charge et est comptabilisé au compte de résultats lorsque le coût est avéré. Cependant les dépenses qui ont pour effet d'améliorer la qualité d'un logiciel ou de prolonger sa durée de vie de plus d'un an sont capitalisées et viennent augmenter son coût d'origine. Les coûts de développement des logiciels immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée à compter de la date où ils sont effectivement utilisables. Cette durée d'utilité se situe entre trois et cinq ans.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction, ou la production de l'actif forment la valeur de l'actif et, en conséquence, sont immobilisés. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés comme une charge de l'exercice.

Les actifs incorporels (autres que les écarts d'acquisition) font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur existe. Lorsque la valeur nette comptable d'une immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable. Les plus-values ou moins-values de cession des actifs incorporels sont déterminées par référence à leur valeur comptable et sont enregistrées en « Résultat net sur investissement ».

12.2. Écarts d'acquisition

12.2.1. Évaluation de l'écart d'acquisition

Un écart d'acquisition est un actif générateur d'avantages économiques futurs, issus d'autres actifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui ne peuvent être identifiés et comptabilisés séparément.

Les écarts d'acquisition sont évalués comme la différence entre

- la somme des éléments suivants :
 - le montant de la contrepartie transférée,
 - le montant des éventuelles participations ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise,
 - la juste valeur des intérêts préalablement détenus par Belfius dans l'entité acquise ;
- diminuée de la juste valeur déterminée à la date d'acquisition des actifs et des passifs acquis identifiables.

Une réévaluation négative (*negative goodwill*) est comptabilisée directement au résultat en plus-value d'achat décoté.

12.2.2. Dépréciation des écarts d'acquisition

Le montant des écarts d'acquisition figurant au bilan est analysé systématiquement chaque année. Dans ce but, Belfius alloue les écarts d'acquisition à des unités génératrices de trésorerie ou à des groupes d'unités génératrices de trésorerie.

S'il existe des indices laissant à penser que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur à la suite d'événements particuliers, l'écart d'acquisition est déprécié si la valeur de recouvrement de l'unité génératrice de trésorerie ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie à laquelle il a été alloué est inférieure à la valeur comptable.

La valeur de recouvrement est le montant le plus élevé entre la juste valeur moins les coûts de cession et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la somme des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie. Les flux de trésorerie futurs attendus pris en compte par Belfius sont issus du budget financier à trois ans approuvé par la direction.

L'estimation de la valeur d'utilité doit également prendre en compte la valeur temps de l'argent (le taux actuel d'intérêt sans risque), ajusté de la prime de risque liée à l'actif, ce qui reflète le taux d'actualisation.

13. Autres actifs

Les autres actifs sont constitués essentiellement des produits à recevoir (autres que prorata d'intérêts), des paiements effectués d'avance, des taxes opérationnelles et des autres débiteurs. On y trouve également des actifs émanant des produits d'assurance (primes d'assurance dues, réassurance, etc.), des contrats de promotion immobilière, des stocks et des actifs provenant des plans de retraite des salariés.

14. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs dont la valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue, sont considérés comme des actifs non courants (ou groupe destiné à être cédé) comme détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Ces actifs font l'objet d'une présentation séparée au bilan. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupes d'actifs) détenus en vue de la vente.

Une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte. Le profit ou la perte après impôt des activités abandonnées fait l'objet d'une présentation séparée au compte de résultats.

15. Contrats de location

Un contrat de location est qualifié de location-financement si le contrat transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif. Un contrat qui n'est pas un contrat de location-financement est un contrat de location simple.

15.1. Belfius est locataire

Belfius conclut principalement des contrats de location simple pour la location de ses équipements ou d'immeubles. Les loyers de location sont comptabilisés dans le compte de résultats linéairement sur la période de location.

Quand un contrat de location simple est terminé de manière anticipée, toutes les pénalités à payer au bailleur sont comptabilisées en charges de la période au cours de laquelle la résiliation est survenue.

Si le contrat transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de la possession de l'actif, la location est qualifiée de location-financement et l'actif est immobilisé. Lors de la mise en place de cette location-financement, l'actif est comptabilisé à sa juste valeur, ou à la valeur actualisée du flux des loyers minimaux contractuels si cette valeur est plus faible. L'actif est amorti sur sa durée d'utilité estimée, sauf si la durée de location est courte et que le transfert de propriété n'est pas prévu. Le passif correspondant aux engagements de loyers à payer est comptabilisé comme emprunt et les intérêts sont comptabilisés via la méthode du taux d'intérêt effectif.

15.2. Belfius est bailleur

Belfius conclut des contrats de location-financement et des contrats de location simple.

Lorsqu'un actif est utilisé dans le cadre d'un contrat de location simple, les loyers reçus sont enregistrés en résultat linéairement sur la période du contrat de location. L'actif sous-jacent est comptabilisé selon les règles applicables à ce type d'actif.

Lorsqu'un actif détenu est donné en location dans le cadre d'une location-financement, Belfius enregistre une créance correspondant à l'investissement net dans le contrat de location, laquelle peut être différente de la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre du contrat. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est le taux implicite du contrat de location. Les revenus sont comptabilisés sur la durée du contrat de location en utilisant le taux d'intérêt implicite.

16. Impôt différé

Un impôt différé est comptabilisé en utilisant la méthode du report variable dès qu'il existe une différence temporelle entre les valeurs comptables des actifs et passifs, tels qu'ils figurent dans les états financiers, et leurs valeurs fiscales.

Les taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la date du bilan sont utilisés pour déterminer l'impôt différé.

Un impôt différé actif ou passif n'est pas actualisé. Les impôts différés actifs relatifs aux différences temporaires déductibles et aux reports déficitaires sont constatés uniquement s'il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants sur lesquels les différences temporaires et les pertes fiscales pourront être imputées.

Un impôt différé est calculé pour toute différence temporelle résultant de participation dans des filiales, entreprises contrôlées conjointement ou sociétés associées, sauf dans le cas où la date de reprise de la différence temporelle peut être maîtrisée par Belfius, et où il est peu probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible.

Les impôts différés qui résultent de la réévaluation d'actifs disponibles à la vente, de couvertures de flux de trésorerie, et d'autres opérations comptabilisées directement en capitaux propres, sont également comptabilisés en capitaux propres.

17. Avantages au personnel

17.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont les avantages dont le règlement intégral est attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont presté les services correspondants. Ils ne sont pas actualisés et sont comptabilisés comme une dépense.

17.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations de retraite (annuités ou sommes versées à la retraite) et les autres avantages postérieurs à l'emploi comme l'assistance médicale.

17.2.1. Régimes à prestations définies

Les engagements liés aux régimes à prestations définies se calculent comme la valeur des flux de paiements futurs estimés actualisée au taux d'intérêt déterminé par référence aux taux de rendement des obligations de sociétés de haute qualité avec une durée qui correspond à la durée des obligations liées. S'il n'existe pas de marché actif pour ce type d'obligations, il faut se référer aux taux de rendement du marché des obligations d'État. Cette technique d'évaluation des dépenses de pension prend en compte des hypothèses actuarielles comprenant des considérations d'ordre démographique et financier telles que le taux d'inflation ou l'augmentation du salaire.

Le montant comptabilisé au bilan pour les régimes à prestations définies correspond à la différence entre la valeur actualisée des paiements futurs estimés nécessaires à l'extinction de l'obligation liée aux services rendus (déterminé selon la méthode des Unités de Crédit Projetées) et la juste valeur des actifs du régime. L'obligation est présentée nette des actifs comme une dette ou un actif. Dans le cas d'un actif net, le montant reconnu est limité au plafond de l'actif, qui correspond à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles pour Belfius sous la forme d'un remboursement en trésorerie ou d'une diminution de ses cotisations futures.

Les réévaluations du passif (de l'actif) net sont reconnues dans les autres éléments du résultat global et ne seront pas reclassées ultérieurement en résultat net. Les réévaluations comprennent les changements dans les hypothèses démographiques et financières, les ajustements liés à l'expérience, le rendement des actifs du régime et toute variation de l'effet du plafond de l'actif.

17.2.2. Régimes à cotisations définies

Les contributions de Belfius aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées dans le résultat de l'année à laquelle elles sont engagées. Sous de tels régimes, les obligations de Belfius se limitent à payer le montant que le groupe a accepté de verser dans le fonds pour le compte des salariés.

À la suite du rendement minimum imposé par l'État Belge, les régimes belges à cotisations définies sont considérés pour IAS 19 comme des régimes à prestations définies et présentés ainsi.

17.3. Autres avantages à long terme

Un avantage est considéré comme un avantage à long terme si le règlement intégral n'est pas attendu dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel le membre du personnel a rendu les services correspondants. Ces avantages concernent essentiellement les primes d'ancienneté et bonus qui seront octroyés aux salariés après avoir presté une période définie de service.

L'évaluation des autres avantages à long terme ne connaît pas le même degré d'incertitude que celle des avantages postérieurs à l'emploi. Une méthode simplifiée pour la comptabilisation des primes d'ancienneté et autres avantages à long terme est admise. Une provision est constituée pour l'obligation estimée liée aux services rendus à la date de clôture du bilan et les réévaluations sont recon- nues en résultat.

17.4. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de cessation d'emploi résultent soit de la décision de Belfius de mettre fin à l'emploi du membre du personnel, avant la date contractuelle, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par Belfius en échange de la cessation de son emploi. Tout avantage qui requiert des services futurs n'est pas considéré comme une indemnité de cessation d'emploi.

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail est comptabilisée à la première des dates suivantes : la date de comptabilisation des coûts de restructuration et la date à laquelle Belfius ne peut plus retirer son offre d'indemnités.

18. Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges regroupent principalement les provisions pour litiges, pour restructuration et pour engagements de crédit hors bilan.

Une provision est évaluée à la valeur actualisée des dépenses attendues pour régler l'obligation. Le taux d'intérêt retenu est le taux avant impôt qui reflète la valeur temps de l'argent telle que définie par le marché.

Les provisions sont comptabilisées quand :

- Belfius a une obligation légale ou implicite résultant d'événements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ;
- il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

Les provisions sur engagements de crédits sont comptabilisées dès lors qu'il existe une incertitude sur la solvabilité de la contrepartie (cf. paragraphe 6.5 Dépréciation d'actifs financiers).

19. Capital

Dividendes sur actions ordinaires

Belfius comptabilise ses dividendes sur actions ordinaires en dette au cours de la période où ces dividendes ont été annoncés. Les dividendes de l'exercice, qui sont annoncés postérieurement à la date d'arrêté du bilan, sont mentionnés dans la note relative aux événements postérieurs à la clôture.

20. Activités fiduciaires

Lorsque Belfius intervient en qualité de fiduciaire comme agent, administrateur ou intermédiaire, les actifs détenus par Belfius et les revenus qui en découlent ainsi que les engagements de reprises de tels actifs ne sont pas inclus dans les états financiers.

IV. Analyse par métier

Un métier est un ensemble identifiable d'activités de Belfius Banque, qui fournit des produits ou services donnés (secteur d'activités). La répartition par métiers chez Belfius Banque se présente comme suit :

- Franchise
 - Banque de détail et commerciale (RCB)
 - Public and Wholesale Banking (PWB)
 - Activités d'assurances
 - Group Center
- Side
 - Contient le portefeuille « Legacy » d'obligations et les dérivés et des transactions avec « les parties anciennement liées ».

À partir de 2013, une nouvelle méthode d'allocation des résultats entre les métiers est utilisée dans la banque.

Cette méthode est basée sur la répartition analytique du bilan en sous-banques : RCB, PWB et Side. L'ALM Liquidité est remplacé par des transferts de cash basés sur les excédents et déficits de cash de chaque sous-banque. Les chiffres de 2012 ont été revus pour tenir compte de cette nouvelle méthode et créer une base de comparaison..

1. Segmentation - Bilan

Présentation 2013

Les bilans de RCB et PWB sont composés de l'ensemble des actifs et passifs bilantaires de ces métiers, qu'ils soient dans la banque ou une filiale.

Les chiffres de 2012 ont été revus. Les actifs et passifs des véhicules de titrisation sont maintenant affectés aux segments et ne sont plus alloués au Group Center.

Le bilan de Side est composé du portefeuille « Legacy » d'obligations et dérivés et des actifs et passifs avec « les parties anciennement liées ».

(en milliers d'EUR)	31/12/12	
	Actif	Passif
Banque de détail et commerciale	33 398 410	61 909 025
Public and Wholesale Banking	40 459 785	19 854 546
Activités d'assurances	22 248 640	22 248 640
Group Center	85 235 832	106 779 847
FRANCHISE	181 342 667	210 792 058
SIDE	31 614 456	2 165 065
TOTAL	212 957 123	212 957 123

(en milliers d'EUR)	31/12/13	
	Actif	Passif
Banque de détail et commerciale	33 513 459	61 463 711
Public and Wholesale Banking	40 431 701	18 017 578
Activités d'assurances	22 478 724	22 478 724
Group Center	60 271 469	79 377 410
FRANCHISE	156 695 352	181 337 422
SIDE	26 082 070	1 440 000
TOTAL	182 777 422	182 777 422

2. Segmentation – Résultat

	31/12/12			
	Produit net	Dont résultat net des entreprises associées	Dont marge d'intérêts et dividendes	Résultat net avant impôts
(en milliers d'EUR)				
Banque de détail et commerciale ⁽¹⁾	1 321 681	(389)	1 036 920	254 614
Public and Wholesale Banking	332 633	548	269 971	123 877
Activités d'assurances	269 940	2 667	778 351	79 966
Group Center	45 159	2 968	61 134	(113 993)
FRANCHISE	1 969 414	5 793	2 146 376	344 464
SIDE	488 928	0	29 499	261 733
TOTAL	2 458 342	5 793	2 175 875	606 197
Résultat net avant impôts				606 197
Charges d'impôt				(183 553)
Intérêts minoritaires				(1 368)
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE				421 277

Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis.

	31/12/13			
	Produit net	Dont résultat net des entreprises associées	Dont marge d'intérêts et dividendes	Résultat net avant impôts
(en milliers d'EUR)				
Banque de détail et commerciale ⁽¹⁾	1 150 743	445	893 042	70 991
Public and Wholesale Banking	311 187	822	294 757	127 186
Activités d'assurances	434 286	1 573	724 105	242 315
Group Center	126 196	1 832	31 171	120 363
FRANCHISE	2 022 412	4 672	1 943 075	560 855
SIDE	(188 077)	0	24 550	(43 056)
TOTAL	1 834 335	4 672	1 967 626	517 799
Résultat net avant impôts				517 799
Charges d'impôt				(72 703)
Intérêts minoritaires				(97)
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE				444 998

(1) La diminution du résultat net avant impôts du segment « Banque de détail et commerciale » est principalement due à l'amélioration de la méthodologie pour déterminer la dépréciation collective et l'augmentation des taxes spécifiques pour les banques.

Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis.

V. Notes sur l'actif du bilan consolidé

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

5.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie, la « trésorerie et les équivalents de trésorerie » se composent comme suit :
(soldes d'échéance inférieure à 90 jours)

Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Caisse et avoirs auprès des banques centrales autres que réserves obligatoires	1 964 113	561 721
Réserves obligatoires auprès de la banque centrale ⁽¹⁾	0	883 865
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 815 771	1 499 281
Actifs financiers disponibles à la vente	1 369 317	1 073 792
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
TOTAL	7 149 201	4 018 659

(1) Les « Réserves obligatoires » contiennent les réserves minimales déposées par les établissements de crédit auprès de la Banque centrale européenne ou auprès d'autres banques centrales.

5.2. Caisse et avoirs auprès des banques centrales

Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Trésorerie disponible	463 928	519 100
Soldes auprès des banques centrales autres que réserves obligatoires en dépôt	1 500 184	42 621
Réserves obligatoires en dépôt	448	883 995
TOTAL	1 964 560	1 445 716
<i>Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	1 964 113	1 445 586

5.3. Prêts et créances sur établissements de crédit

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Cash collatéraux	19 276 013	14 769 114
Comptes à vue	1 005 339	519 959
Conventions de cession-rétrocession	5 607 501	855 618
Prêts et autres avances	1 754 655	273 404
Obligations	13 652 024	13 702 662
Prêts dépréciés	13 252	13 037
Obligations dépréciées	10 123	6 419
Moins :		
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	(15 815)	(11 456)
Dépréciation collective	(23 306)	(5 048)
TOTAL⁽¹⁾	41 279 786	30 123 709
<i>Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	3 815 771	1 499 281
<i>Dont inclus en location-financement</i>	0	0

(1) Les prêts et créances sur établissements de crédit sont en baisse principalement due à une diminution des cash collatéraux, liée à la baisse des taux d'intérêt, et des conventions de cession-rétrocession.

2. Analyse qualitative

Voir note 5.16.

3. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

5. Reclassement des actifs financiers (IAS 39 amendée)

Voir note 5.7.

5.4. Prêts et créances sur la clientèle

1. Analyse par contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Secteur public	19 260 163	19 493 575
Entreprises	31 527 024	28 768 736
Clientèle de détail	37 837 872	38 849 148
Prêts dépréciés	2 370 097	2 056 528
Obligations dépréciées	162 552	50 174
Moins :		
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	(1 184 619)	(1 129 543)
Dépréciation collective	(486 973)	(367 056)
TOTAL⁽¹⁾	89 486 116	87 721 562

(1) Cette évolution est principalement liée à la stratégie de la diminution du risque du portefeuille « Side ».

2. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Cash collatéraux	2 480 999	1 378 126
Conventions de cession-rétrocession	478 775	395 578
Prêts et autres avances	77 348 744	77 991 416
<i>Dont effets de commerce et acceptations propres</i>	12 563	22 616
<i>Dont créances résultant de location-financement</i>	2 947 290	2 963 226
<i>Dont prêts non hypothécaires à tempérament</i>	1 382 441	1 380 610
<i>Dont prêts hypothécaires⁽¹⁾</i>	25 336 084	25 631 177
<i>Dont prêts à terme⁽²⁾</i>	44 080 263	44 457 275
<i>Dont avances en comptes courants</i>	2 316 301	2 080 357
<i>Dont autres crédits</i>	1 273 802	1 456 155
Obligations	8 316 541	7 346 339
Prêts dépréciés	2 370 097	2 056 528
Obligations dépréciées	162 552	50 174
Moins :		
Dépréciation spécifique sur prêts dépréciés ou obligations dépréciées	(1 184 619)	(1 129 543)
Dépréciation collective	(486 973)	(367 056)
TOTAL	89 486 116	87 721 562

(1) En 2012, un montant de EUR 12,1 milliards de « prêts hypothécaires » était titrisé et, en 2013, un montant de EUR 10,2 milliards.

(2) En 2012, un montant de EUR 8,6 milliards de « prêts à terme » était titrisé et, en 2013, un montant de EUR 7,3 milliards.

3. Analyse qualitative

Voir note 5.16.

4. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

5. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

6. Reclassement des actifs financiers (IAS 39 amendée)

Voir note 5.7.

5.5. Actifs financiers à la juste valeur par le résultat

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 314 247	1 592 643
Actifs financiers désignés à la juste valeur ⁽¹⁾	3 763 388	3 919 590
TOTAL	5 077 635	5 512 233

(1) Principalement des transactions « branche 23 ».

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

1. Analyse par contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Secteur public	63 476	234 756
Établissements de crédit	44 413	35 438
Entreprises	1 206 358	1 322 449
TOTAL	1 314 247	1 592 643

2. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Prêts	53 712	4 279
Obligations émises par des entités publiques	62 487	234 386
Autres obligations et instruments à revenu fixe	1 182 696	1 344 917
Actions et instruments à revenu variable	15 352	9 061
TOTAL	1 314 247	1 592 643

3. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

5. Reclassement des actifs financiers (IAS 39 amendée)

Voir note 5.7.

ACTIFS FINANCIERS DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR

1. Analyse par contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Secteur public	27 654	29 972
Établissements de crédit	8 418	8 912
Entreprises	3 727 316	3 880 705
TOTAL	3 763 388	3 919 589

2. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Prêts	304 864	272 459
Assurances – contrats en unités de compte – prêts et obligations	748 699	894 997
Assurances – contrats en unités de compte – actions et instruments à revenu variable	2 709 825	2 752 134
TOTAL	3 763 388	3 919 590

3. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

La rubrique « Actifs financiers désignés à la juste valeur » est surtout utilisée dans les situations suivantes :

- dans le cadre de l'activité d'assurances : pour les fonds de placement liés aux produits de la « branche 23 ». Le rendement de tels contrats revient intégralement à l'assuré.
- dans le cadre de l'activité bancaire : afin de diminuer ou de réduire une inconsistance de valorisation ou d'approbation.

La méthodologie à appliquer afin de déterminer la juste valeur des « Actifs financiers désignés à la juste valeur » est décrite dans les règles d'évaluation.

5.6. Investissements financiers

1. Analyse par contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Secteur public	16 730 316	15 819 420
Établissements de crédit	7 213 647	4 869 144
Entreprises	7 473 608	7 279 060
Clientèle de détail	63 628	23 691
Investissements financiers dépréciés	222 056	162 100
TOTAL INVESTISSEMENTS FINANCIERS AVANT DÉPRÉCIATION	31 703 255	28 153 415
Moins :		
Dépréciation spécifique sur investissements financiers dépréciés	(99 592)	(79 264)
TOTAL	31 603 663	28 074 151
Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie	1 369 317	1 073 792

2. Analyse qualitative

Voir note 5.16.

3. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

4. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Obligations émises par des entités publiques	16 444 888	15 630 258
Autres obligations et instruments à revenu fixe	14 070 185	11 185 001
Actions et instruments à revenu variable	1 188 182	1 338 156
TOTAL INVESTISSEMENTS FINANCIERS AVANT DÉPRÉCIATION (BRUT)	31 703 255	28 153 415
Dépréciation spécifique sur investissements financiers dépréciés	(99 592)	(79 264)
TOTAL INVESTISSEMENTS FINANCIERS	31 603 663	28 074 151

5. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

6. Reclassement des actifs financiers (IAS 39 amendée)

Voir note 5.7.

5.7. Reclassement des actifs financiers (IAS 39 amendée)

(en milliers d'EUR)	De « Détenus à des fins de transaction » vers « Prêts et créances » (1)	De « Disponible à la vente » vers « Prêts et créances » (2)
Valeur comptable au 31 décembre 2012 (A)	442 313	7 463 675
Juste valeur au 31 décembre 2012 (B)	392 332	6 226 976
MONTANT CUMULÉ AVANT IMPÔTS NON REPRIS EN PRODUIT NET (1) EN RAISON DU RECLASSEMENT (B) - (A)	(49 981)	n.a.
MONTANT CUMULÉ AVANT IMPÔTS NON REPRIS DANS LA RÉSERVE DE JUSTE VALEUR DES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE (2) EN RAISON DU RECLASSEMENT (B) - (A)	n.a.	(1 236 699)

(en milliers d'EUR)	De « Détenus à des fins de transaction » vers « Prêts et créances » (1)	De « Disponible à la vente » vers « Prêts et créances » (2)
Valeur comptable au 31 décembre 2013 (A)	215 813	5 945 497
Juste valeur au 31 décembre 2013 (B)	189 274	4 799 613
MONTANT CUMULÉ AVANT IMPÔTS NON REPRIS EN PRODUIT NET (1) EN RAISON DU RECLASSEMENT (B) - (A)	(26 539)	n.a.
MONTANT CUMULÉ AVANT IMPÔTS NON REPRIS DANS LA RÉSERVE DE JUSTE VALEUR DES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE (2) EN RAISON DU RECLASSEMENT (B) - (A)	n.a.	(1 145 884)

Belfius Banque a décidé d'appliquer en 2008 et en 2009 l'amendement des normes IAS 39 & IFRS 7 - « Reclassification d'actifs financiers ».

La baisse de l'encours des actifs financiers reclassifiés est essentiellement liée à la stratégie de la diminution du risque du portefeuille « Side ».

Impacts des reclassifications sur les fonds propres et le résultat

Nous renvoyons aux règles d'évaluation pour une description détaillée des impacts de la reclassification.

A. Transfert de la rubrique « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » à la rubrique « Prêts et créances »

En 2008, Belfius Banque a transféré EUR 2,8 milliards de la rubrique « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers la rubrique « Prêts et créances ».

L'impact en marge d'intérêts de l'amortissement de la surcote/décote est de EUR 0,4 million en 2012 et de EUR 1,9 million en 2013.

B. Transfert de la rubrique « Investissements disponibles à la vente » à la rubrique « Prêts et créances »

En 2008 et 2009, Belfius Banque a transféré un portefeuille d'un montant total de EUR 16,3 milliards de la rubrique « Investissements disponibles à la vente » vers la rubrique « Prêts et créances ».

La reclassification a permis de prendre moins de charges dans le « Coût du risque » de EUR 7 millions en 2012. En 2013, il n'y a aucune nouvelle obligation dépréciée.

5.8. Dérivés

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés détenus à des fins de transaction	31 995 938	31 187 290	20 852 309	20 788 208
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur	11 463	290 762	10 362	203 118
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	62	38 067	0	1 115
Dérivés de couverture de portefeuille couvert en taux	3 227 502	10 249 416	2 327 509	7 609 602
TOTAL	35 234 965	41 765 535	23 190 180	28 602 043

2. Détail des dérivés détenus à des fins de transaction

(en milliers d'EUR)	31/12/12				31/12/13			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	29 441 432	29 600 478	1 818 463	1 624 980	23 477 302	23 660 547	1 192 528	1 418 129
Dérivés de taux d'intérêt	598 163 063	617 541 611	28 986 655	28 249 418	557 492 518	576 272 803	18 742 676	18 641 005
dont options-caps/floors/collars-swaptions	190 540 720	208 193 400	2 690 144	3 010 710	201 492 007	216 851 811	2 205 510	2 509 335
dont swaps de taux d'intérêt	383 377 642	383 626 332	26 289 411	25 238 270	328 408 365	328 651 191	16 535 508	16 129 651
dont autres	24 244 701	25 721 879	7 100	438	27 592 146	30 769 801	1 658	2 019
Dérivés de crédit	9 691 594	7 949 995	1 039 210	1 141 798	7 040 169	6 749 033	769 201	622 418
Dérivés sur actions	2 708 333	3 237 844	151 610	171 094	2 195 276	2 433 444	147 904	106 656
TOTAL	640 004 422	658 329 928	31 995 938	31 187 290	590 205 265	609 115 827	20 852 309	20 788 208

3. Détail des dérivés désignés comme couverture de juste valeur

(en milliers d'EUR)	31/12/12				31/12/13			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	610 318	697 310	210	172 950	535 197	529 892	0	114 066
Dérivés de taux d'intérêt	845 572	845 572	11 253	117 812	1 446 774	880 919	10 362	89 052
TOTAL	1 455 890	1 542 882	11 463	290 762	1 981 971	1 410 811	10 362	203 118

4. Détail des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'EUR)	31/12/12				31/12/13			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	0	0	62	38 067	0	0	0	1 115
TOTAL	0	0	62	38 067	0	0	0	1 115

5. Détail des dérivés de couverture de portefeuille couvert en taux⁽¹⁾

(en milliers d'EUR)	31/12/12				31/12/13			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de taux d'intérêt	79 007 933	79 007 933	3 227 502	10 249 416	83 583 699	83 583 699	2 327 509	7 609 602
TOTAL	79 007 933	79 007 933	3 227 502	10 249 416	83 583 699	83 583 699	2 327 509	7 609 602

(1) Uniquement stratégies de couverture de juste valeur.

6. Détail des dérivés désignés comme couverture d'investissement net dans des opérations étrangères

Néant

Voir également le tableau 9.5. « Risque de marché et gestion du bilan ».

5.9. Investissements dans des entreprises associées

1. Valeur comptable

(en milliers d'EUR)	2012	2013
VALEUR COMPTABLE AU 1^{ER} JANVIER	93 154	92 872
Acquisitions ⁽¹⁾	0	68 935
Cessions	(2 481)	0
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	6 790
Part du résultat avant impôt	6 184	5 261
Part de l'impôt	(391)	(589)
Dividendes payés	(3 549)	(3 782)
Autres mouvements	(45)	0
VALEUR COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE	92 872	169 487

(1) En 2013, les sociétés North Light SA et Pole Star SA ont été acquises. Il s'agit d'investissements dans des entreprises immobilières dans le cadre de la politique d'investissement de Belfius Insurance.

2. Écarts d'acquisition inclus dans la valeur comptable

Néant

3. Liste des principales entreprises associées

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable		Référence au site web
	2012	2013	
Ecetia Finances SA	63 931	63 515	www.ecetia.be
North Light SA ⁽¹⁾		33 775	
Pole Star SA ⁽¹⁾		33 340	
TEB Participations SA	14 057	13 847	www.ecetia.be
Aviabel SA	8 455	8 618	www.aviabel.com
Isabel SA	3 110	4 065	www.isabel.eu
Auxipar SA	2 854	3 638	
Promotion Léopold SA	465	481	

(1) En 2013, les sociétés North Light SA et Pole Star SA ont été acquises. Il s'agit d'investissements dans des entreprises immobilières dans le cadre de la politique d'investissement de Belfius Insurance.

4. Abandon de la comptabilisation de la part de perte (fonds propres négatifs)

Néant

5.10. Immobilisations corporelles

1. Valeur nette comptable

	Terrains et bâtiments		Mobilier de bureau et autres équipements		Immeubles de placement ⁽²⁾	Total
	Usage propre propriétaire ⁽¹⁾	Usage propre location-financement	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement		
(en milliers d'EUR)						
COÛT D'ACQUISITION						
AU 1^{ER} JANVIER 2012	1 935 190	2 507	479 304	22	286 124	2 703 147
Acquisitions	182 535	0	9 588	0	102 756	294 879
Dépenses suivantes	19 140	0	0	0	10 515	29 655
Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	14 139	14 139
Cessions	(230 006)	0	(405)	(5)	(61)	(230 477)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	1	0	16 142	16 143
Transferts et annulations	20 851	0	(87 062)	0	(11 713)	(77 924)
COÛT D'ACQUISITION						
AU 31 DÉCEMBRE 2012 (A)⁽³⁾	1 927 710	2 507	401 426	17	417 902	2 749 562
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS						
AU 1^{ER} JANVIER 2012	(893 297)	(166)	(366 381)	(16)	(42 259)	(1 302 119)
Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	0	0
Comptabilisés	(25 146)	(26)	(24 081)	0	(18 127)	(67 380)
Dépréciation comptabilisée ⁽⁴⁾	(466)	0	(51)	0	0	(517)
Repris	766	0	0	0	0	766
Cessions	21 433	0	397	0	75	21 905
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	(1)	0	(2 673)	(2 674)
Transferts et annulations	(16 799)	0	87 063	0	10 464	80 728
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS						
AU 31 DÉCEMBRE 2012 (B)	(913 509)	(192)	(303 054)	(16)	(52 520)	(1 269 291)
VALEUR NETTE COMPTABLE						
AU 31 DÉCEMBRE 2012 (A)+(B)	1 014 201	2 315	98 372	1	365 382	1 480 271

(1) Les acquisitions reprennent essentiellement les immeubles en construction faisant l'objet d'un leasing immobilier. Les cessions reprennent les montants obtenus au moment de la livraison de ces biens.

(2) En 2012 : le palais de justice de Hasselt et des maisons de retraite au travers des sociétés LFB et Legros Renier ont été acquis.

(3) En 2012, Belfius a revu la durée de vie utile de certains actifs. Afin de mieux s'aligner sur la réalité économique et de s'accorder aux pratiques courantes, il a été décidé d'allonger la durée d'amortissement de certains bâtiments de 20 à 33 ans. Ceci a eu un effet positif de EUR 23 millions sur le résultat (avant impôts) de 2012.

(4) Nous renvoyons au tableau 7.12. « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » pour de plus amples renseignements concernant les dépréciations.

(en milliers d'EUR)	Terrains et bâtiments		Mobilier de bureau et autres équipements		Immeubles de placement	Total
	Usage propre propriétaire ⁽¹⁾	Usage propre location-financement	Usage propre propriétaire	Usage propre location-financement		
COÛT D'ACQUISITION AU 1^{ER} JANVIER 2013	1 927 710	2 507	401 426	17	417 902	2 749 562
Acquisitions	117 715	0	6 537	0	36 627	160 879
Dépenses suivantes	9 922	0	0	0	6 475	16 397
Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	5 163	5 163
Cessions	(231 193)	0	(831)	0	(912)	(232 936)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0	0	8 440	8 440
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	(1 323)	0	(149)	0	(5 932)	(7 404)
Transferts et annulations	11 321	0	(6 427)	0	(10 797)	(5 903)
COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2013 (A)	1 834 152	2 507	400 556	17	456 966	2 694 198
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1^{ER} JANVIER 2013	(913 509)	(192)	(303 054)	(16)	(52 520)	(1 269 291)
Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	0	0
Comptabilisés	(29 128)	(2 198)	(21 400)	(1)	(18 090)	(70 817)
Dépréciation comptabilisée ⁽²⁾	(922)	0	0	0	0	(922)
Repris	0	0	0	0	0	0
Cessions	36 775	0	548	0	10	37 333
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0	0	(153)	(153)
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	149	0	123	272
Transferts et annulations	(15 335)	0	6 427	0	9 995	1 087
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013 (B)	(922 119)	(2 390)	(317 330)	(17)	(60 635)	(1 302 491)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2013 (A)+(B)	912 033	117	83 226	0	396 331	1 391 707

(1) Les acquisitions reprennent essentiellement les immeubles en construction faisant l'objet d'un leasing immobilier. Les cessions reprennent les montants obtenus au moment de la livraison de ces biens.

(2) Nous renvoyons au tableau 7.12. « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » pour de plus amples renseignements concernant les dépréciations.

2. Juste valeur des immeubles de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
TOTAL	371 133	430 520
Juste valeur soumise à évaluation indépendante	222 075	286 382
Juste valeur non soumise à évaluation indépendante	149 058	144 138

3. Dépenses

Néant

4. Obligations contractuelles relatives aux immeubles de placement à la clôture

Néant

5. Obligations contractuelles relatives aux terrains et bâtiments, mobilier de bureau et autres équipements à la clôture

Néant

5.11. Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

(en milliers d'EUR)	Écarts d'acquisition positifs ⁽¹⁾	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles ⁽²⁾	Total
COÛT D'ACQUISITION AU 1^{ER} JANVIER 2012	129 886	505 394	65 977	701 257
Acquisitions	0	28 413	8 221	36 634
Cessions	0	(1 050)	(632)	(1 682)
Transferts et annulations	0	(255 088)	(696)	(255 784)
Autres mouvements	0	0	304	304
COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2012 (A)	129 886	277 669	73 174	480 729
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1^{ER} JANVIER 2012	(25 920)	(408 634)	(48 170)	(482 724)
Comptabilisés	0	(36 194)	(8 157)	(44 351)
Cessions	0	54	314	368
Transferts et annulations	0	255 088	684	255 772
Autres mouvements	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012 (B)	(25 920)	(189 686)	(55 329)	(270 935)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2012 (A)+(B)	103 966	87 983	17 845	209 794

(1) Les écarts d'acquisition positifs ne comprennent que le goodwill sur le groupe Belfius Insurance. Nous renvoyons également à la note 7.13. « Dépréciation d'écarts d'acquisition ».

(2) Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des achats de logiciels pour EUR 17,7 millions en 2012.

(en milliers d'EUR)	Écarts d'acquisition positifs ⁽¹⁾	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles ⁽²⁾	Total
COÛT D'ACQUISITION AU 1^{ER} JANVIER 2013	129 886	277 669	73 174	480 729
Acquisitions	0	26 638	3 916	30 554
Cessions	0	(746)	(3 125)	(3 871)
Transferts et annulations	0	(20 446)	(96)	(20 542)
COÛT D'ACQUISITION AU 31 DÉCEMBRE 2013 (A)	129 886	283 115	73 869	486 870
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 1^{ER} JANVIER 2013	(25 920)	(189 686)	(55 329)	(270 935)
Comptabilisés	0	(32 467)	(6 854)	(39 321)
Cessions	0	47	1 844	1 891
Transferts et annulations	0	20 446	96	20 542
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS CUMULÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013 (B)	(25 920)	(201 660)	(60 243)	(287 823)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2013 (A)+(B)	103 966	81 455	13 626	199 047

(1) Les écarts d'acquisition positifs ne comprennent que le goodwill sur le groupe Belfius Insurance. Nous renvoyons également à la note 7.13. « Dépréciation d'écarts d'acquisition ».

(2) Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des achats de logiciels pour EUR 13,4 millions en 2013.

5.12. Actifs fiscaux

1. Actifs fiscaux

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Impôts courants	22 918	17 809
Impôts différés - actif ⁽¹⁾	1 184 795	941 018
TOTAL	1 207 713	958 827

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

2. Impôts différés

A. Analyse

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Impôts différés - passif	(101 109)	(80 724)
Impôts différés - actif ⁽¹⁾	1 479 422	1 212 429
IMPÔTS DIFFÉRÉS	1 378 313	1 131 705
Actifs d'impôt différés non comptabilisés	(294 627)	(271 411)
IMPÔT DIFFÉRÉ NET - ACTIF (PASSIF)	1 083 686	860 294

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

B. Mouvements

(en milliers d'EUR)	2012	2013
AU 1^{ER} JANVIER	2 032 211	1 083 686
Mouvements de l'exercice		
Charge/produit au compte de résultats	(164 568)	(38 264)
Éléments directement imputés aux fonds propres ⁽¹⁾	(782 588)	(184 434)
Impact du changement de taux d'imposition - compte de résultats	(5)	(65)
Impact du changement de taux d'imposition - fonds propres	(1 364)	(184)
Variation du périmètre de consolidation	0	(445)
AU 31 DÉCEMBRE	1 083 686	860 294

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Impôt différé provenant d'actifs du bilan

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
Trésorerie, prêts et provisions pour perte sur prêts	(8 865)	59 238	25 895	34 760
Titres	(526 233)	(149 741)	(912 365)	(304 771)
Dérivés	(4 778 039)	(23 170)	(8 240 649)	(3 488 297)
Immobilisations corporelles et incorporelles	15 141	14 095	6 914	(8 227)
Autres actifs spécifiques aux activités d'assurance	(2 045)	(668)	(2 603)	(558)
Autres mouvements	10 525	4 640	6 914	(3 611)
TOTAL	(5 289 516)	(95 606)	(9 115 894)	(3 770 704)

Impôt différé sur le résultat provenant de passifs du bilan

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
Titres	15 335	(5 452)	(1 119)	(16 454)
Dérivés	5 591 034	146 441	9 301 503	3 753 616
Emprunts, dépôts et émission de dettes représentées par un titre	58 816	(10 533)	37 797	(21 019)
Provisions	151 399	19 630	122 694	(27 800)
Retraites ⁽¹⁾	40 240	(35 041)	24 980	57 528
Autres passifs spécifiques aux activités d'assurance	167 618	54 502	136 807	(6 607)
Autres mouvements	17 026	(6 989)	16 413	(613)
TOTAL	6 041 468	162 558	9 639 075	3 738 651

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
Impôt différé provenant du bilan	751 952	66 952	523 181	(32 053)
Actifs d'impôt différés non comptabilisés - différences temporelles	(82 301)		(70 201)	
IMPÔT DIFFÉRÉ - DIFFÉRENCES TEMPORELLES	669 651		452 980	

Impôt différé provenant d'autres éléments

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Total	Dont impact en résultat	Total	Dont impact en résultat
Pertes fiscales récupérables	626 361	(233 322)	608 523	(17 392)
TOTAL	626 361	(233 322)	608 523	(17 392)
Actifs d'impôt différés non comptabilisés - pertes fiscales récupérables	(212 326)		(201 210)	
IMPÔT DIFFÉRÉ PROVENANT D'AUTRES ÉLÉMENTS APRÈS ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS - PERTES FISCALES RÉCUPÉRABLES	414 035		407 313	

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ AVANT IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS	1 378 313	1 131 704
TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ APRÈS IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS	1 083 686	860 293

C. Date d'expiration des impôts différés – actifs non comptabilisés

Nature (en milliers d'EUR)	Moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance illimitée	Total
Différences temporelles	0	0	0	(70 201)	(70 201)
Pertes fiscales récupérables	0	(46 582)	(851)	(153 777)	(201 210)
TOTAL	0	(46 582)	(851)	(223 978)	(271 411)

5.13. Autres actifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Autres actifs ⁽¹⁾	840 134	649 580
Autres actifs spécifiques aux activités d'assurance	315 415	273 555
TOTAL	1 155 549	923 135

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

1. Autres actifs

Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Produits à recevoir	54 568	57 799
Charges payées d'avance	16 404	35 388
Créances sur la clientèle	565 709	505 256
Actifs de régimes de retraite ⁽¹⁾	6 230	122
Contrats de construction à long terme	0	0
Stocks	1 155	1 138
Impôts d'exploitation	33 150	29 988
Métaux précieux	162 918	19 889
TOTAL	840 134	649 580

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

2. Autres actifs spécifiques aux activités d'assurance

Analyse par nature (coûts d'acquisition et part des réassureurs)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Part des réassureurs dans les réserves techniques	100 455	98 817
Créances résultant de transactions d'assurance directes	46 884	59 739
Primes à émettre	2 875	18 309
Coûts d'acquisition reportés	5 944	7 658
Autres actifs d'assurance ⁽¹⁾	159 257	89 032
Actifs d'assurance dépréciés	547	732
Moins :		
Dépréciation spécifique	(547)	(732)
Provisions sur actifs d'assurance non dépréciés	0	0
TOTAL	315 415	273 555

(1) Contient essentiellement des activités de réassurance.

5.14. Actifs non courants destinés à être cédés

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Actifs de filiales destinés à la vente	0	0
Actifs corporels et incorporels destinés à la vente	18 209	22 084
Opérations abandonnées	0	0
Autres actifs	1 408	1 075
TOTAL	19 617	23 159

5.15. Contrats de location

1. Belfius en tant que bailleur

A. Location-financement

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Investissement brut en locations-financements		
À moins d'un an	720 213	689 989
Entre 1 an et 5 ans	1 504 967	1 402 914
Supérieur à 5 ans	1 380 749	1 488 265
SOUS-TOTAL (A)	3 605 929	3 581 168
PRODUITS FINANCIERS NON ACQUIS SUR LOCATIONS-FINANCEMENTS (B)	663 377	623 462
INVESTISSEMENT NET EN LOCATIONS-FINANCEMENTS (A)+(B)	2 942 552	2 957 706

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
L'investissement net en locations-financements peut s'analyser comme suit :		
À moins d'un an	606 518	581 880
Entre 1 an et 5 ans	1 203 140	1 142 496
Supérieur à 5 ans	1 132 894	1 233 330
TOTAL	2 942 552	2 957 706

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Montant des créances irrécouvrables sur locations-financements incluses dans la provision pour pertes sur prêts à la fin de l'exercice	64 395	38 593
Juste valeur estimée des locations-financements	2 960 637	2 966 119
Provision cumulée pour loyers minimums irrécouvrables	28 548	22 463

B. Locations simples

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Montant minimal des loyers futurs nets à recevoir au titre des locations simples irrévocables :		
À moins d'un an	14 592	17 406
Entre 1 an et 5 ans	51 344	93 369
Supérieur à 5 ans	307 349	386 774
TOTAL	373 285	497 549

2. Belfius en tant que locataire

A. Location-financement

Les montants sont négligeables – voir note 5.10. « Immobilisations corporelles ».

B. Locations simples

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Montant minimal des loyers futurs nets à recevoir au titre des locations simples irrévocables :		
À moins d'un an	9 574	9 529
Entre 1 an et 5 ans	31 177	31 329
Supérieur à 5 ans	23 686	24 665
TOTAL	64 437	65 523
Montant minimal des recettes de sous-location attendues au titre de sous-locations irrévocables à la date du bilan :	6 263	7 729
Loyers et sous-loyers comptabilisés en charge au cours de l'exercice :		
Loyers minimums	8 957	8 047
Sous-loyers	(30)	0
TOTAL	8 927	8 047

5.16. Qualité des actifs financiers

1. Analyse des prêts et titres ordinaires

	Montant brut (A)	
(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Prêts et créances sur établissements de crédit	41 295 532	30 120 757
Prêts et créances sur la clientèle	88 625 059	87 111 459
Actifs financiers disponibles à la vente	31 481 200	27 991 315
<i>Dont Instruments à revenu fixe</i>	30 437 821	26 802 766
<i>Dont Actions</i>	1 043 379	1 188 549
Dépréciation collective sur des prêts spécifiquement non dépréciés ⁽¹⁾	(510 279)	(372 104)
TOTAL	160 891 512	144 851 427

(1) La « dépréciation collective sur les prêts » s'explique par la poursuite de la politique tactique de réduction du profil de risque.

2. Analyse des prêts et titres dépréciés

	Montant brut (B)		Dépréciation spécifique (C)		Montant net (B)+(C)	
(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Prêts et créances sur établissements de crédit	23 375	19 456	(15 814)	(11 456)	7 561	8 000
Prêts et créances sur la clientèle	2 532 649	2 106 702	(1 184 619)	(1 129 543)	1 348 030	977 159
Actifs financiers disponibles à la vente	222 055	162 100	(99 592)	(79 264)	122 463	82 836
<i>Dont Instruments à revenu fixe</i>	77 252	12 493	(33 648)	(3 101)	43 604	9 392
<i>Dont Actions</i>	144 803	149 608	(65 944)	(76 164)	78 859	73 444
TOTAL	2 778 079	2 288 258	(1 300 025)	(1 220 263)	1 478 054	1 067 995

3. Ordinaires et dépréciés

	Montant brut (A)+(B)		Dépréciation spécifique (C)		Montant net (A)+(B)+(C)	
(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Prêts et créances sur établissements de crédit	41 318 907	30 140 213	(15 814)	(11 456)	41 303 093	30 128 757
Prêts et créances sur la clientèle	91 157 708	89 218 161	(1 184 619)	(1 129 543)	89 973 089	88 088 618
Actifs financiers disponibles à la vente	31 703 255	28 153 415	(99 592)	(79 264)	31 603 663	28 074 151
<i>Dont Instruments à revenu fixe</i>	30 515 073	26 815 259	(33 648)	(3 101)	30 481 425	26 812 158
<i>Dont Actions</i>	1 188 182	1 338 157	(65 944)	(76 164)	1 122 238	1 261 993
Dépréciation collective sur des prêts spécifiquement non dépréciés (-)	(510 279)	(372 104)	0	0	(510 279)	(372 104)
TOTAL	163 669 591	147 139 685	(1 300 025)	(1 220 263)	162 369 566	145 919 422

VI. Notes sur les dettes figurant au bilan consolidé

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

6.1. Dettes envers les établissements de crédit

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
À vue	266 385	157 503
À terme	2 197 976	1 577 992
Conventions de cession-rétrocession	2 792 945	6 905 580
Banques centrales ⁽¹⁾	25 201 736	13 674 188
Cash collatéraux reçus ⁽¹⁾	9 907 718	6 855 245
Autres emprunts	73 540	65 060
TOTAL	40 440 300	29 235 568

(1) L'amélioration de la position de liquidité de Belfius a eu pour effet de diminuer le recours aux lignes de crédit des banques centrales. Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour un aperçu détaillé.

2. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

3. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

6.2. Dettes envers la clientèle

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Dépôts à vue	16 153 919	16 258 835
Comptes d'épargne	28 017 841	29 792 678
Dépôts à terme	9 080 658	8 295 023
Autres dépôts de la clientèle	5 253 965	5 374 221
TOTAL DES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	58 506 383	59 720 757
Conventions de cession-rétrocession	8 120 717	1 875 380
Autres emprunts	21 992	29 175
TOTAL DES EMPRUNTS À LA CLIENTÈLE	8 142 709	1 904 555
TOTAL	66 649 092	61 625 312

2. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

3. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

6.3. Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	96 394	45 686
Passifs financiers désignés à la juste valeur	10 366 557	8 415 122
TOTAL	10 462 951	8 460 808

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Obligations émises par des entités publiques	35 368	29 420
Autres obligations	60 956	11 427
Actions	70	4 839
TOTAL	96 394	45 686

2. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

3. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

PASSIFS FINANCIERS DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Passifs non subordonnés ⁽¹⁾	6 594 395	4 464 080
Passifs subordonnés	313 638	303 911
Produits liés aux fonds de placement – branche 23	3 458 524	3 647 131
TOTAL	10 366 557	8 415 122

(1) La diminution des « Passifs non subordonnés » est due à des dates d'échéance et la date de call.

2. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

3. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

La rubrique « Passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat » est surtout utilisée dans les situations suivantes :

→ dans le cadre de l'activité d'assurance : pour les fonds de placement liés aux produits – branche 23. Le rendement de tel contrats revient intégralement à l'assuré.

→ dans le cadre de l'activité bancaire : afin de diminuer ou de réduire fortement une inconsistance de valorisation ou d'approbation, principalement pour les émissions de « dettes représentées par un titre ».

La méthodologie à appliquer afin de déterminer la juste valeur des « Passifs financiers désignés à la juste valeur » est décrite dans les règles d'évaluation.

6.4. Dettes représentées par un titre

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Certificats de dépôt	1 743 419	1 680 786
Bons d'épargne	10 080 865	8 621 354
Obligations non convertibles	13 273 617	13 842 017
Obligations sécurisées (<i>covered bonds</i>) ⁽¹⁾	1 341 593	3 040 023
TOTAL	26 439 494	27 184 180

(1) La valeur de couverture des obligations sécurisées est principalement composée de crédits hypothécaires belges fournis conformément à la Loi sur le crédit hypothécaire (loi du 4 août 1992). Ces crédits hypothécaires sont accordés à travers le réseau de Belfius. Une description détaillée de la valeur de couverture (y compris les encours et les caractéristiques des crédits hypothécaires dans le *cover pool*) est consultable sur le site web de Belfius dans la rubrique « financial communication ». Pour plus d'informations, nous renvoyons au prospectus (repris sur le site de Belfius).

2. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

3. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

6.5. Dettes subordonnées

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
DETTE SUBORDONNÉE CONVERTIBLES		
Néant		
DETTE SUBORDONNÉE NON CONVERTIBLES		
Emprunts perpétuels subordonnés	266 018	334 483
Autres	773 888	558 709
TOTAL	1 039 906	893 192
CAPITAL HYBRIDE ET ACTIONS PRIVILÉGIÉES REMBOURSABLES	0	0

2. Analyse des dettes subordonnées et convertibles en actions Belfius

Néant

3. Analyse par échéance et par taux d'intérêt

Voir notes 9.4., 9.5. et 9.6.

4. Analyse de la juste valeur

Voir note 9.1.

5. Indications relatives à chaque emprunt subordonné

N° de réf.	Unité monétaire	Montant en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
1.	EUR	35 000	15/12/2014	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au CMS ⁽³⁾
2.	EUR	15 000	15/12/2015	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au panier (Nikkei, Eurostoxx50, S&P500)
3.	EUR	15 000	15/07/2019	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au CMS ⁽³⁾
4.	EUR	40 000	03/12/2019	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	<ul style="list-style-type: none"> • si GBP Libor 12 mois < 5 % : taux = GBP Libor 12 mois + 20 pb • si GBP Libor 12 m ≥ 5 % : taux = 7,55 %
5.	EUR	11 000	16/12/2019	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	lié au CMS ⁽³⁾
6.	EUR	29 931	01/03/2022	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 3 mois + 43 pb
7.	EUR	44 932	04/04/2022	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,00 %
8.	EUR	20 000	02/04/2037 (date call 02/04/2017)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite tous les 5 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	4,86 %
9.	EUR	20 000	01/03/2047 (date call 01/03/2017)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite tous les 5 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	5,04 %
10.	EUR	17 500	indéterminé (date call 29/12/2023)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 12 ans + 200 pb
11.	EUR	17 500	indéterminé (date call 29/12/2019)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite tous les 10 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 10 ans + 200 pb
12.	EUR	50 000	indéterminé (date call 15/07/2023)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 12 ans + 200 pb
13. ⁽¹⁾⁽²⁾	EUR	65 904	indéterminé (date call 18/05/2014)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite à chaque date de coupon b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 6 mois + 187 pb
14. ⁽¹⁾	GBP	150 000	09/02/2017 (date call 09/02/2014)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite à chaque date de coupon b) pas de conditions spécifiques c) néant	GBP Libor 3 mois + 70 pb
15. ⁽¹⁾	USD	50 000	indéterminé (date call 25/02/2014)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite à chaque date de coupon b) pas de conditions spécifiques c) néant	USD Libor 3 mois + 175 pb
16. ⁽¹⁾	USD	100 000	indéterminé (date call 21/03/2014)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite à chaque date de coupon b) pas de conditions spécifiques c) néant	USD Libor 3 mois + 175 pb
17.	JPY	10 000 000	11/09/2025	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,10 %

(1) Pour cette émission, des restrictions temporaires sur le remboursement anticipé existent à la suite d'un accord conclu avec la Commission européenne.

(2) Pour cette émission, des restrictions temporaires sur le paiement des coupons existent à la suite d'un accord conclu avec la Commission européenne.

(3) CMS : Constant Maturity Swap.

N° de réf.	Unité monétaire	Montant en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
18.	JPY	10 000 000	11/09/2025	a) pas d'application b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,05 %
19. ⁽¹⁾	EUR	299 842	20/06/2018 (date call : 20/06/2014)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite à chaque date de coupon b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 12 mois + 150 pb
20.	EUR	72 000	indéterminé (date call 01/01/2025)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date du call et ensuite annuellement b) pas de conditions spécifiques c) néant	6,25 % jusqu'au 01/01/2025, ensuite Euribor 3 mois + 417 pb

(1) Pour cette émission, des restrictions temporaires sur le remboursement anticipé existent à la suite d'un accord conclu avec la Commission européenne

6.6. Contrats d'assurance

1. Aperçu général Vie/Non-Vie

(en milliers d'EUR)	31/12/12				31/12/13			
	Vie branche 21 et 26	Vie branche 23	Non-Vie	Total	Vie branche 21 et 26	Vie branche 23	Non-Vie	Total
Réserves brutes ⁽¹⁾	16 621 011	0	958 177	17 579 188	16 628 880	0	1 012 210	17 641 090
Réserves brutes - Part des réassureurs ⁽²⁾	12 470	0	87 985	100 455	12 811	0	86 006	98 817
Primes brutes acquises	1 485 694	0	518 290	2 003 984	1 248 889	0	531 972	1 780 861
Charges pour sinistres et autres frais techniques	(1 952 214)	17 047	(382 165)	(2 317 332)	(1 565 350)	20 956	(316 238)	(1 860 632)
Commissions d'acquisition	(132 554)	(6 967)	(81 799)	(221 320)	(161 758)	(8 067)	(92 592)	(262 417)
Résultat technique attribué à la réassurance	(41 966)	0	1 987	(39 979)	(38 734)	0	(23 198)	(61 932)
RÉSULTAT TECHNIQUE TOTAL⁽³⁾	(641 040)	10 080	56 313	(574 647)	(516 953)	12 889	99 944	(404 120)

(1) Dettes VIII. « Provisions techniques des sociétés d'assurance ».

(2) Voir note 5.13 « Autres actifs, partie 2. Autres actifs spécifiques aux activités d'assurance ».

(3) Compte de résultats IX. « Primes et produits techniques » et X. « Charges techniques des activités d'assurance ».

2. Contrats d'assurance vie

A. Produits et charges

Résultat technique branche 21 et 26	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Primes brutes émises	555 695	930 073	1 485 768	594 708	654 312	1 249 020
Variation de la provision brute pour primes non acquises (UPR)	(74)	0	(74)	(131)	0	(131)
PRIMES BRUTES ACQUISES	555 621	930 073	1 485 694	594 577	654 312	1 248 889

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

	31/12/12	31/12/13
(en milliers d'EUR)		
PRIMES BRUTES ÉMISES VIE	1 485 768	1 249 020
En affaire directe	1 291 106	1 057 652
Cédées à la réassurance	194 662	191 368

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Montants bruts prestations de sinistres	(366 008)	(1 056 765)	(1 422 773)	(374 788)	(1 049 987)	(1 424 775)
Variation de la provision pour sinistres à payer	(871)	110 971	110 100	(1 124)	17 449	16 325
Variation de la provision d'assurance vie	(215 116)	(237 067)	(452 183)	(1 617 079)	1 335 866	(281 213)
Variation de la provision pour participations aux bénéfices	(117 522)	(57 058)	(174 580)	120 710	(1 097)	119 613
Variation des autres provisions techniques	(60)	0	(60)	167	0	167
Autres produits et charges techniques	(11 528)	(1 190)	(12 718)	4 147	386	4 533
CHARGES POUR SINISTRES ET AUTRES FRAIS TECHNIQUES	(711 105)	(1 241 109)	(1 952 214)	(1 867 967)	302 617	(1 565 350)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investisse- ment avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
COMMISSIONS D'ACQUISITION	(89 569)	(42 985)	(132 554)	(153 160)	(8 598)	(161 758)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Primes cédées aux réassureurs	(102 368)	(15)	(102 383)	(95 421)	(17)	(95 437)
Variation de la provision pour primes non acquises (UPR) - part des réassureurs	(2)	0	(2)	0	0	0
PRIMES ACQUISES - PART DES RÉASSUREURS	(102 370)	(15)	(102 385)	(95 421)	(17)	(95 437)
Montants des prestations de sinistres - part des réassureurs	40 727	0	40 727	42 037	0	42 037
Variation de la provision pour sinistres à payer - part des réassureurs	(97)	0	(97)	(155)	0	(155)
Variation de la provision d'assurance vie - part des réassureurs	658	0	658	523	0	523
Variation de la provision pour participations aux bénéfices - part des réassureurs	1 257	0	1 257	276	0	276
Variation des autres provisions techniques - part des réassureurs	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges techniques - part des réassureurs	(121)	0	(121)	(161)	0	(161)
CHARGES DES SINISTRES ET AUTRES FRAIS TECHNIQUES - PART DES RÉASSUREURS	42 424	0	42 424	42 520	0	42 520
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	17 995	0	17 995	14 127	56	14 183
RÉSULTAT TECHNIQUE ATTRIBUÉ À LA RÉASSURANCE	(41 951)	(15)	(41 966)	(38 774)	40	(38 734)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

B. Variation des provisions techniques

Variation de la provision pour primes non acquises

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision pour primes non acquises (UPR) au 1 ^{er} janvier	450	0	450	524	0	524
Variation brute de la provision pour primes non acquises (UPR) au 31 décembre	(524)	0	(524)	(139)	0	(139)
Provisions reportées pour primes non acquises	0	0	0	(516)	0	(516)
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR PRIMES NON ACQUISES (UPR)	(74)	0	(74)	(131)	0	(131)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision pour sinistres à payer

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision de sinistres au 1 ^{er} janvier	76 879	158 143	235 022	54 540	70 382	124 922
Provision de sinistres au 31 décembre	(54 540)	(70 382)	(124 922)	(54 157)	(52 933)	(107 090)
Provision de sinistres transférées	(23 210)	23 210	0	(1 507)		(1 507)
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR SINISTRES À PAYER	(871)	110 971	110 100	(1 124)	17 449	16 325

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision assurance vie

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision d'assurance vie au 1 ^{er} janvier	3 751 942	11 839 035	15 590 977	3 962 685	12 074 085	16 036 770
Provision d'assurance vie au 31 décembre	(3 962 685)	(12 074 085)	(16 036 770)	(5 580 553)	(10 673 726)	(16 254 279)
Provisions Vie transférées	(4 373)	(2 017)	(6 390)	789	(64 493)	(63 704)
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION D'ASSURANCE VIE	(215 116)	(237 067)	(452 183)	(1 617 079)	1 335 866	(281 213)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision pour participation aux bénéfices

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision pour participation aux bénéfices au 1 ^{er} janvier	12 148	63 728	75 876	128 835	121 248	250 083
Provision pour participation aux bénéfices au 31 décembre	(128 835)	(121 248)	(250 083)	(8 015)	(122 345)	(130 360)
Parts bénéficiaires payées	(373)	0	(373)	(108)	0	(108)
Provisions des parts bénéficiaires transférées	(462)	462	0	(2)	0	(2)
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES⁽²⁾	(117 522)	(57 058)	(174 580)	120 710	(1 097)	119 613

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

(2) Cette provision inclut les fonds pour les allocations futures.

Variation des autres provisions techniques

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Autre provision technique Vie au 1 ^{er} janvier	107	0	107	167	0	167
Autre provision technique Vie au 31 décembre	(167)	0	(167)	0	0	0
VARIATION BRUTE DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES VIE	(60)	0	(60)	167	0	167

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

C. Variation des provisions techniques – part des réassureurs

Variation de la provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(2)	0	(2)	0	0	0
Provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs au 31 décembre	0	0	0	0	0	0
VARIATION DE LA PROVISION POUR PRIMES NON ACQUISES (UPR) – PART DES RÉASSUREURS	(2)	0	(2)	0	0	0

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision pour sinistres à payer – part des réassureurs

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provisions pour sinistres – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(1 569)	0	(1 569)	(1 472)	0	(1 472)
Provisions pour sinistres – part des réassureurs au 31 décembre	1 472	0	1 472	1 317	0	1 317
Provisions pour sinistres transférées – part des réassureurs	0	0	0	0	0	0
VARIATION DE LA PROVISION POUR SINISTRES À PAYER – PART DES RÉASSUREURS	(97)	0	(97)	(155)	0	(155)

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision assurance vie – part des réassureurs

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provision d'assurance vie – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(10 313)	0	(10 313)	(10 971)	0	(10 971)
Provision d'assurance vie – part des réassureurs au 31 décembre	10 971	0	10 971	11 494	0	11 494
Provisions Vie transférées – part des réassureurs	0	0	0	0	0	0
VARIATION DE LA PROVISION D'ASSURANCE VIE – PART DES RÉASSUREURS	658	0	658	523	0	523

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Variation de la provision pour participation aux bénéfices – part des réassureurs

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provisions des parts bénéficiaires transférées – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(37)	0	(37)	(27)	0	(27)
Provisions des parts bénéficiaires transférées – part des réassureurs au 31 décembre	27	0	27	0	0	0
Parts bénéficiaires payées – part des réassureurs	1 267	0	1 267	303	0	303
Provisions des parts bénéficiaires transférées – part des réassureurs	0	0	0	0	0	0
VARIATION DE LA PROVISION POUR PARTICIPATIONS AUX BÉNÉFICES – PART DES RÉASSUREURS	1 257	0	1 257	276	0	276

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

D. Pertes à la suite du test d'adéquation du passif (LAT – Liability Adequacy Test)

Néant

E. Actif et passif

Provisions techniques brutes

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Provisions d'assurance vie	3 962 685	12 074 085	16 036 770	5 580 553	10 673 726	16 254 278
Provision en application des résultats LAT (Liability Adequacy Test)	0	0	0	0	0	0
Provision en application des corrections du shadow accounting	53 216	155 328	208 544	13 014	124 000	137 014
Provision à la suite du résultat de IAS 39	0	0	0	0	0	0
TOTAL PROVISION BRUTE D'ASSURANCE VIE	4 015 901	12 229 413	16 245 314	5 593 567	10 797 726	16 391 293
Provision pour sinistres	54 541	70 382	124 923	54 157	52 933	107 090
Provision pour participation aux bénéfices	128 835	121 248	250 083	8 015	122 344	130 359
Provision pour primes non acquises (UPR)	524	0	524	138	0	138
Autres provisions techniques	167	0	167	0	0	0
TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES VIE	4 199 968	12 421 043	16 621 011	5 655 877	10 973 003	16 628 880

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Part des réassureurs

	31/12/12			31/12/13		
	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total	Contrats d'assurance	Contrats d'investissement avec EPD ⁽¹⁾	Total
(en milliers d'EUR)						
Part des réassureurs dans les provisions Vie	10 971	0	10 971	11 494	0	11 494
Part des réassureurs dans la provision pour sinistres à payer	1 472	0	1 472	1 317	0	1 317
Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises (UPR)	0	0	0	0	0	0
Part des réassureurs dans la provision pour participation aux bénéfices	27	0	27	0	0	0
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques	0	0	0	0	0	0
TOTAL PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES VIE	12 470	0	12 470	12 811	0	12 811

(1) Éléments discrectionnaires des participations aux bénéfices.

Élément discrétionnaire des participations aux bénéfices pris dans les fonds propres

Néant

Réconciliation des variations dans les provisions Vie

(en milliers d'EUR)	2012			2013		
	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net
PROVISION D'ASSURANCE VIE AU 1^{ER} JANVIER	15 594 813	10 313	15 584 500	16 245 314	10 971	16 234 343
Variation à l'ouverture à la suite des modifications du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0
Primes nettes reçues/primes à recevoir	1 387 814	4 991	1 382 823	804 642	3 700	800 942
Provisions additionnelles en application du shadow accounting	204 709	0	204 709	(71 530)	0	(71 530)
Provisions additionnelles en application des résultats du LAT (Liability Adequacy Test)	0	0	0	0	0	0
Sinistres payés	(1 350 256)	(2 172)	(1 348 084)	(1 366 922)	(2 774)	(1 364 148)
Résultats Vie et Décès	(84 151)	(2 582)	(81 569)	(79 443)	(1 946)	(77 497)
Allocation des intérêts techniques	457 983	427	457 557	502 810	645	502 165
Autres variations	34 402	(6)	34 408	356 421	897	355 524
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0
PROVISION D'ASSURANCE VIE AU 31 DÉCEMBRE	16 245 314	10 971	16 234 343	16 391 292	11 493	16 379 799

Répartition de la provision pour les branches 21 et 26 selon le taux de garantie

Pourcentage d'intérêt garanti (en milliers d'EUR)	Répartition des réserves ⁽¹⁾			
	31/12/12		31/12/13	
> 4,00 %	1 801 074	11 %	1 889 059	12 %
≤ 4,00 %	1 964 671	12 %	2 276 623	14 %
≤ 3,50 %	3 417 513	21 %	3 002 867	18 %
≤ 3,00 %	5 243 619	33 %	4 795 098	30 %
≤ 2,50 %	1 800 087	11 %	1 913 854	12 %
≤ 2,00 %	329 132	2 %	1 268 525	8 %
Égal à 0 %	1 376 262	9 %	884 196	5 %
Autres	104 411	1 %	224 056	1 %
TOTAL	16 036 769	100 %	16 254 278	100 %

(1) Montant brut des provisions techniques Vie, (ajustements à la suite au shadow accounting non inclus).

3. Contrats d'assurance Non-Vie

A. Produits et charges

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Primes brutes émises	520 690	534 303
Variation de la provision brute pour primes non acquises (UPR)	(2 401)	(2 331)
PRIMES BRUTES ACQUISES	518 289	531 972

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Montants bruts prestations de sinistres	(306 290)	(264 459)
Variation de la provision pour sinistres à payer	(75 204)	(43 342)
Variation de la provision pour participations aux bénéfices	8	0
Variation des autres provisions techniques	(609)	(8 358)
Autres produits et charges techniques	(71)	(80)
CHARGES POUR SINISTRES ET AUTRES FRAIS TECHNIQUES	(382 166)	(316 239)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Commissions d'acquisition et commissions variables	(24 397)	(33 581)
Commissions de distribution	(57 402)	(59 011)
COMMISSIONS D'ACQUISITION	(81 799)	(92 592)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Primes cédées aux réassureurs	(35 722)	(36 921)
Variation de la provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs	69	61
PRIMES ACQUISES – PART DES RÉASSUREURS	(35 653)	(36 860)
Montants des prestations de sinistres – part des réassureurs	20 181	12 779
Variation de la provision pour sinistres à payer – part des réassureurs	15 202	(1 959)
Variation des autres provisions techniques – part des réassureurs	(72)	(83)
Autres produits et charges techniques – part des réassureurs	(231)	(97)
CHARGES DES SINISTRES ET AUTRES FRAIS TECHNIQUES – PART DES RÉASSUREURS	35 080	10 640
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	2 561	3 023
RÉSULTAT TECHNIQUE ATTRIBUÉ À LA RÉASSURANCE	1 988	(23 197)

B. Variation des provisions techniques

Variation de la provision pour primes non acquises

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provision pour primes non acquises (UPR) au 1 ^{er} janvier	109 348	111 749
Provision pour primes non acquises (UPR) au 31 décembre	(111 749)	(114 080)
Provisions transférées pour primes non acquises	0	0
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR PRIMES NON ACQUISES (UPR)	(2 401)	(2 331)

Variation de la provision pour sinistres à payer

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provision de sinistres au 1 ^{er} janvier	748 150	823 354
Provision de sinistres au 31 décembre	(823 354)	(866 696)
Provision de sinistres transférées	0	0
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR SINISTRES À PAYER	(75 204)	(43 342)

Variation de la provision pour participation aux bénéfices

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provision pour participation aux bénéfices au 1 ^{er} janvier	0	0
Provision pour participation aux bénéfices au 31 décembre	0	0
Parts bénéficiaires payées	8	0
Provisions des parts bénéficiaires transférées	0	0
VARIATION BRUTE DE LA PROVISION POUR PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES	8	0

Variation des autres provisions techniques

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Autres provisions techniques au 1 ^{er} janvier	22 466	23 075
Autres provisions techniques au 31 décembre	(23 075)	(31 433)
VARIATION BRUTE DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES	(609)	(8 358)

C. Variation des provisions techniques – part des réassureurs

Variation de la provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(1 625)	(1 694)
Provision pour primes non acquises (UPR) – part des réassureurs au 31 décembre	1 694	1 755
VARIATION DE LA PROVISION POUR PRIMES NON ACQUISES (UPR) PART DES RÉASSUREURS	69	61

Variation de la provision pour sinistres à payer – part des réassureurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provisions pour sinistres – part des réassureurs au 1 ^{er} janvier	(70 514)	(85 716)
Provisions pour sinistres – part des réassureurs au 31 décembre	85 716	83 757
Provisions pour sinistres transférées – part des réassureurs	0	0
VARIATION DE LA PROVISION POUR SINISTRES À PAYER – PART DES RÉASSUREURS	15 202	(1 959)

Variation des autres provisions techniques – part des réassureurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Autre provision techniques au 1 ^{er} janvier	(648)	(576)
Autre provision techniques au 31 décembre	576	493
VARIATION DES AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES – PART DES RÉASSUREURS	(72)	(83)

D. Pertes à la suite du test d'adéquation du passif (LAT – Liability Adequacy Test)

Néant

E. Aperçu des assurances Non-Vie par groupe de produits

(en milliers d'EUR)	Primes brutes acquises	Charges pour sinistres et autres frais techniques	Commissions d'acquisition	Résultat technique attribué à la réassurance	Frais de gestion	Revenus financiers	Autres	Résultat total
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2012	518 289	(382 166)	(81 799)	1 988	(97 134)	49 547	(1 474)	7 251
Cédées à la réassurance	1 714	(1 077)	(1 138)	(152)	1	810	(62)	96
En affaire directe	516 575	(381 089)	(80 661)	2 140	(97 135)	48 737	(1 412)	7 155
Tous risques/accidents	76 652	(42 873)	(10 473)	(2 824)	(17 870)	8 895	(3 222)	8 285
Véhicules motorisés/ responsabilité civile	147 092	(162 985)	(18 923)	17 521	(29 940)	24 032	(1 407)	(24 610)
Véhicules motorisés/autres branches	75 994	(44 841)	(11 809)	(579)	(15 179)	1 955	(354)	5 187
Crédits et cautions	77	(5 221)	301	5 073	(64)	142	(3)	305
Distribution Non-Vie	0	0	(1 105)	0	(40)	0	3 836	2 691
Maladie	26 102	(21 533)	(1 775)	545	(4 126)	2 560	(77)	1 696
Incendie et autres sinistres	165 083	(84 112)	(36 195)	(15 981)	(26 378)	6 299	(151)	8 565
Accidents de travail	25 575	(19 524)	(682)	(1 615)	(3 538)	4 854	(34)	5 036

(en milliers d'EUR)	Primes brutes acquises	Charges pour sinistres et autres frais techniques	Commissions d'acquisition	Résultat technique attribué à la réassurance	Frais de gestion	Revenus financiers	Autres	Résultat total
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2013	531 972	(316 238)	(71 574)	(23 198)	(111 628)	41 536	2 728	53 598
Cédées à la réassurance	2 191	(1 622)	(232)	(133)	(11)	713	(64)	842
En affaire directe	529 781	(314 616)	(71 342)	(23 065)	(111 617)	40 823	2 792	52 756
Tous risques/accidents	77 647	(55 988)	(11 357)	(4 211)	(20 359)	7 593	16	(6 659)
Véhicules motorisés/ responsabilité civile	148 415	(100 366)	(20 471)	(5 063)	(34 507)	21 091	578	9 677
Véhicules motorisés/autres branches	75 687	(37 915)	(9 929)	(577)	(16 779)	1 436	(19)	11 904
Crédits et cautions	0	(263)	66	0	(250)	109	(2)	(340)
Distribution Non-Vie	0	0	0	0	(4)	0	2 333	2 329
Maladie	24 500	(26 718)	(1 474)	(426)	(5 316)	2 034	(32)	(7 432)
Incendie et autres sinistres	176 484	(70 207)	(26 925)	(14 179)	(29 936)	4 627	(63)	39 801
Accidents de travail	27 048	(23 159)	(1 252)	1 391	(4 466)	3 933	(19)	3 476

4. Actif et passif

A. Provisions techniques brutes

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Provision pour sinistres à payer	723 208	772 155
Provision pour frais internes de règlement de sinistres (ULAE)	27 704	30 296
Provision pour découvert de primes (Non-Vie LAT)	0	0
Provisions pour sinistres survenus non signalés (IBNR)	72 442	64 245
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES NON-VIE	823 354	866 696
Autres provisions techniques	23 075	31 433
Provision pour primes non acquises (UPR)	111 748	114 080
TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES NON-VIE	958 177	1 012 209

B. Part des réassureurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Part des réassureurs dans la provision pour sinistres à payer	85 716	83 758
Part des réassureurs dans la provision pour frais internes de règlement de sinistres (ULAE)	0	0
Part des réassureurs dans IBNR	0	0
PART DES RÉASSUREURS DANS LE TOTAL DE LA PROVISION DES SINISTRES À PAYER	85 716	83 758
Part des réassureurs dans les autres provisions techniques	576	493
Part des réassureurs dans la provision pour primes non acquises (UPR)	1 693	1 755
TOTAL PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE	87 985	86 006

C. Réconciliation des variations dans la provision pour sinistres à payer

(en milliers d'EUR)	2012			2013		
	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net	Montant brut des contrats	Montant de réassurance	Montant net
PROVISION POUR SINISTRES À PAYER AU 1^{ER} JANVIER	748 150	70 514	677 636	823 354	85 716	737 638
Païement de sinistres d'années antérieures	(150 882)	(11 803)	(139 079)	(142 299)	(4 581)	(137 718)
Variations de sinistres d'années antérieures	(10 227)	17 596	(27 823)	(26 307)	23	(26 330)
Dettes pour les sinistres de l'année	236 313	9 409	226 904	211 948	2 600	209 348
PROVISION POUR SINISTRES À PAYER AU 31 DÉCEMBRE	823 354	85 716	737 638	866 696	83 758	782 938

6.7. Provisions et autres obligations

1. Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Litiges ⁽¹⁾	73 788	46 447
Restructurations ⁽²⁾	175 902	199 274
Régimes de retraite à prestations définies ⁽³⁾⁽⁴⁾	571 231	85 825
Autres obligations postérieures à l'emploi ⁽³⁾	72 895	55 117
Autres avantages à long terme du personnel	20 105	18 512
Provision pour engagements de crédit hors bilan	5 964	5 987
Contrats onéreux	4 310	3 816
Autres provisions (hors assurance)	53 909	47 168
TOTAL	978 104	462 146

(1) Les « litiges juridiques » comprennent principalement des petits litiges avec des tiers. L'information relative aux provisions pour litiges juridiques est présentée dans la partie « Gouvernement d'entreprise » du rapport de gestion.

(2) En 2012, Belfius a annoncé un plan de restructuration. Le plan a été étendu et réévalué en 2013 et est principalement un plan de restructuration pour le personnel.

(3) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » pour une description plus détaillée.

(4) Un montant de EUR 305 millions a été transféré vers le nouveau OFP (Organisme de Financement des Pensions). Nous renvoyons au point 5 pour une description plus détaillée.

2. Analyse des mouvements

	Litiges ⁽¹⁾	Restructura- tions ⁽²⁾	Retraites et autres avantages salariés ⁽³⁾	Provision pour engagements de crédit hors bilan	Contrats onéreux	Autres provisions (hors assurance)	Total
(en milliers d'EUR)							
AU 1^{ER} JANVIER 2012	131 269	94 787	616 921	30 417	14 849	88 968	977 211
Écarts de cours de change	(9)	9	0	(703)	58	70	(575)
Provisions complémentaires	76 546	136 008	112 295	4 257	4 022	35 723	368 851
Montants non utilisés annulés	(132 580)	(30 899)	(299)	(28 002)	0	(61 954)	(253 734)
Utilisations au cours de l'année	(1 438)	(23 962)	(95 043)	(5)	(14 619)	(8 945)	(144 012)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
Transferts	0	(41)	284	0	0	47	290
Provisions comptabilisées vers/des (les) fonds propres	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	30 073	0	0	0	30 073
AU 31 DÉCEMBRE 2012	73 788	175 902	664 231	5 964	4 310	53 909	978 104

(1) Les « litiges juridiques » comprennent principalement des petits litiges avec des tiers. L'information relative aux provisions pour litiges juridiques est présentée dans la partie « Gouvernement d'entreprise » du rapport de gestion.

(2) En 2012, Belfius a annoncé un plan de restructuration. Le plan a été étendu et réévalué en 2013 et est principalement un plan de restructuration pour le personnel.

(3) À la suite de l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » pour une description plus détaillée.

	Litiges ⁽¹⁾	Restructura- tions ⁽²⁾	Retraites et autres avantages salariés	Provision pour engagements de crédit hors bilan	Contrats onéreux	Autres provisions (hors assurance)	Total
(en milliers d'EUR)							
AU 1^{ER} JANVIER 2013	73 788	175 902	664 231	5 964	4 310	53 909	978 104
Écarts de cours de change	(35)	0	0	14	0	0	(21)
Provisions complémentaires	2 842	57 447	5 611	4 215	0	21 198	91 313
Montants non utilisés annulés	(24 157)	(4 779)	(73 745)	(4 202)	0	(20 615)	(127 498)
Utilisations au cours de l'année	(5 991)	(29 231)	(62 787)	(4)	(494)	(7 324)	(105 831)
Modifications du périmètre de consolidation (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
Modifications du périmètre de consolidation (sorties)	0	(65)	0	0	0	0	(65)
Transferts ⁽³⁾	0	0	(307 011)	0	0	0	(307 011)
Provisions comptabilisées vers/des (les) fonds propres ⁽⁴⁾	0	0	(66 844)	0	0	0	(66 844)
Autres mouvements	0	0	(1)	0	0	0	(1)
AU 31 DÉCEMBRE 2013	46 447	199 274	159 454	5 987	3 816	47 168	462 146

(1) Les « litiges juridiques » comprennent principalement des petits litiges avec des tiers. L'information relative aux provisions pour litiges juridiques est présentée dans la partie « Gouvernement d'entreprise » du rapport de gestion.

(2) En 2012, Belfius a annoncé un plan de restructuration. Le plan a été étendu et réévalué en 2013 et est principalement un plan de restructuration pour le personnel.

(3) Un montant de EUR 305 millions a été transféré vers le nouveau OFP (Organisme de financement des pensions). Nous renvoyons au point 5 pour une description plus détaillée.

(4) Réévaluations régimes à prestations définies.

3. Analyse par échéance de refixation des taux d'intérêt

Voir note 9.4.

4. Analyse par échéance

Voir note 9.6.

5. Provisions pour régimes de pension et autres avantages postérieurs à l'emploi

En Belgique, chaque employé bénéficie des régimes nationaux de retraite. En outre, Belfius offre à ses employés des avantages postérieurs à l'emploi. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations de retraite (sous la forme d'une rente ou d'un versement en capital) avec une assurance décès. Dans certains cas, Belfius prévoit une couverture médicale à la retraite. Bien qu'il soit possible en Belgique de choisir à la retraite la sortie en capital ou en rente, les plans sont principalement réglés par le paiement d'une somme forfaitaire.

Belfius octroie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et à contributions définies.

Pour les régimes de retraite à prestations déterminées (DB), l'avantage à terme pour l'employé est fonction de différents éléments tels que le nombre d'années de travail prestées et son dernier salaire. Les régimes à prestations définies sont financés par les cotisations de l'employeur excepté pour un de ces régimes qui est également financé par des cotisations des employés. Les contributions versées sont surtout déterminées sur la base d'une méthode de coûts agrégés et représentent un pourcentage déterminé du salaire du bénéficiaire, ce qui est en accord avec la réglementation juridique. Étant donné que Belfius octroie des avantages postérieurs à l'emploi, majoritairement à des employés situés en Belgique, la pratique du marché et les règlements en vigueur en Belgique sont d'application. Les plans à l'étranger ne représentent qu'une part marginale de l'ensemble des plans.

Pour les régimes à cotisations définies (DC), la prestation finale est basée sur la performance du fonds dans lequel les cotisations ont été investies. Les régimes à cotisations définies sont financés par les contributions de l'employeur et les cotisations des employés. Les contributions de l'employeur aux plans sont fonction du nombre d'années de travail prestées et du salaire. Les cotisations des employés sont un pourcentage déterminé du salaire. Il est à noter que les plans DC sont fonction de la performance du fonds avec une garantie de rendement minimum sur les contributions versées imposée par l'État belge. Ce rendement obligatoire implique que les plans belges à cotisations définies soient des plans à prestations définies au sens de l'IAS 19. En fin d'année, il n'y a pas de déficit pour ces plans à cotisations définies puisque les actifs couvrent suffisamment les passifs. Comme il n'y a pas de déficit, il n'y a pas de passif net reconnu. Pour cette annexe, les plans à cotisations définies sont inclus dans les plans à prestations définies.

En ce qui concerne les principaux avantages postérieurs à l'emploi, les évaluations de l'obligation sont effectuées par des actuaires externes qualifiés. Les résultats et hypothèses de valorisation sont revus pour Belfius par un actuaire coordinateur externe qui veille à ce que tous les calculs soient harmonisés et calculés en conformité avec la norme IAS 19.

Les états financiers de 2012 ont été ajustés conformément à la révision de la norme IAS 19 « Avantages au personnel », obligatoires à partir du 1^{er} janvier 2013. Nous renvoyons à la partie « règles comptables » du rapport annuel pour plus d'information. Notez que les autres avantages à long terme (EUR 18,5 millions en 2013) ne sont plus indiqués.

Dans le courant de 2013, Belfius a élaboré un plan de restructuration « Plan 2016 », pour lequel nous renvoyons au rapport de management pour une information détaillée. Un accord a été trouvé sur un ensemble de mesures, applicables à partir du 1^{er} octobre 2013, réduisant le coût et le nombre d'employés, avec un impact direct sur les engagements de retraite de Belfius. À la suite de ces mesures, différents plans de pension ont été structurellement modifiés. Plus spécifiquement, les principaux plans DB et DC ont été transférés dans une entité séparée (OFP – Organisme pour le financement de pensions).

Il est à noter qu'en 2007 les régimes DB ont déjà été fermés aux nouveaux collaborateurs entrants. À partir du 1^{er} octobre 2013, tous les plans DB sont remplacés par un plan DC. Ce plan DC est fonction du salaire et du service rendu par l'employé. Les droits acquis pour les régimes à prestations définies existants restent cependant encore indexés et fonction du salaire final à la retraite de l'employé, mais aucun service futur n'est plus pris en compte.

De plus, le Fonds de pension externe (OFP) a été étendu en 2013, pour financer tous les plans DC de Belfius Banque et plusieurs plans DB. Le transfert de ces plans dans une entité distincte a un impact sur le passif net de Belfius puisque les actifs de ces plans peuvent maintenant être reconnus. Alors qu'auparavant ces actifs ne pouvaient pas être reconnus étant donné qu'ils étaient financés via des contrats d'assurance non reconnus dans le périmètre de consolidation.

Pour rappel, les plans sont financés par le biais d'une entité juridique distincte qui peut être une compagnie d'assurances ou un fonds de pension. L'assureur et le fonds de pension ont leurs propres règles prudentielles en termes d'investissements auxquelles ils doivent se conformer. Ces entités (une compagnie d'assurances ou un fonds de pension) paient directement les prestations aux employés, même si l'employeur reste le seul responsable de l'obligation de retraite. Dans le cas du fonds de pension, le conseil d'administration est composé d'autant de représentants de l'employeur que d'employés.

L'impact de la « Restructuration plan 2016 » est principalement attribuable à l'impact de la baisse de salaire sur DBO, le transfert des régimes de retraite financés en interne à un OFP et la fermeture et la gestion dynamique des plans DB et remplacement par des plans DC.

A. Variation de la valeur actualisée des engagements

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	1 675 736	1 737 611
Coût des services		
Coût des services rendus dans l'année	63 556	58 712
Coût des services passés et gains(-)/pertres sur liquidation	(1 390)	(96 133)
Charges d'intérêts	68 767	55 927
Flux monétaires		
Prestations payées	(84 879)	(74 133)
Liquidation de régimes	0	(33 169)
Contributions des employés	3 138	2 833
Effet des regroupements et des cessions d'activités	28 770	(1 850)
Réévaluations		
Effet de modifications d'hypothèses démographiques	0	31 193
Effet de modifications d'hypothèses financières	7 529	(58 085)
Effet d'expérience	(24 053)	(34 208)
Écarts de cours de change	437	(317)
ENGAGEMENTS BRUTS EN FIN D'EXERCICE	1 737 611	1 588 381

B. Variation des actifs des régimes

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Juste valeur des actifs en début d'exercice	928 743	1 135 591
Produits d'intérêts	38 791	46 949
Flux monétaires		
Prestations payées	(58 871)	(68 996)
Liquidation de régimes	0	(33 169)
Contributions des employés	3 138	2 833
Contributions de l'employeur	74 596	372 152
Effet des regroupements et des cessions d'activités	16 976	34 451
Réévaluations		
Rentabilité des actifs des régimes (hors produits d'intérêts)	131 757	(10 880)
Écarts de cours de change	461	(329)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES EN FIN D'EXERCICE	1 135 591	1 478 602

C. Variation du plafond de l'actif

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Plafond de l'actif en début d'exercice	15 573	35 876
Produits d'intérêts	545	559
Réévaluations		
Variation du plafond de l'actif (hors produits d'intérêts)	19 758	(5 436)
Écarts de cours de change	0	43
PLAFOND DE L'ACTIF EN FIN D'EXERCICE	35 876	31 042

D. Montants inscrits dans les états financiers

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Obligation au titre des prestations définies	1 737 611	1 588 381
Juste valeur des actifs du plan	1 135 591	1 478 602
Déficit/(excédent) des plans capitalisés	51 239	(9 663)
Valeur actualisée des régimes non capitalisés	550 781	119 442
Effet du plafond de l'actif	35 876	31 042
PASSIF (ACTIF) NET	637 896	140 821

E. Montants inscrits dans l'état du résultat global

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Coût des services	62 977	(36 285)
Coût d'intérêt net	30 521	9 537
COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES COMPTABILISÉES EN P&L	93 498	(26 748)
Effet de modifications d'hypothèses démographiques	0	31 193
Effet de modifications d'hypothèses financières	7 529	(58 085)
Effet d'expérience	(24 053)	(34 208)
Rentabilité des actifs des régimes (hors produits d'intérêts)	(131 757)	10 906
Variation du plafond de l'actif (hors produits d'intérêts)	19 758	(5 436)
TOTAL DES RÉÉVALUATIONS EN OCI	(128 523)	(55 630)
TOTAL DU COÛT DES PRESTATIONS DÉFINIES	(35 025)	(82 378)

F. Réconciliation des états financiers

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Passifs (actifs) nets en début d'exercice	762 566	637 896
Coût des prestations définies comptabilisées en P&L	93 498	(26 748)
Total des réévaluations en OCI	(128 523)	(55 630)
Effet des regroupements et des cessions d'activités	11 794	(36 301)
Flux monétaires		
Contributions de l'employeur	(101 415)	(378 451)
Écarts de cours de change	(24)	55
PASSIFS (ACTIFS) NETS EN FIN D'EXERCICE	637 896	140 821

G. Actifs de régimes de retraite

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Juste valeur des actifs du plan		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	347	51 913
Actions	119 025	145 809
Dettes représentées par un titre	999 854	1 177 406
Immobilier	0	44 844
Dérivés	0	0
Fonds de placements	1 387	1 363
Autres	14 978	57 267
TOTAL	1 135 591	1 478 602

90 % des actifs de régimes de retraite sont en 2013 des actifs cotés.

H. Hypothèses moyennes pondérées pour les plans belges

	31/12/12	31/12/13
Taux d'actualisation	3,10 % - 3,20 %	3,30 % - 3,60 %
Inflation	2,00 %	2,00 %
Hausse des salaires	0,75 % - 2,25 %	0,75 % - 2,25 %

Commentaires sur les hypothèses

Le taux d'actualisation est basé depuis 2012 sur une courbe composée de taux d'obligations du secteur privé cotées AA incluant des obligations collatérales. Si l'échantillon d'obligations disponibles est insuffisant pour une échéance déterminée, des obligations A du secteur privé sont également considérées, moyennant la prise en compte d'une adaptation du taux pour le risque de crédit.

Belfius applique les tables de mortalité belges qui ont été rajustées pour tenir compte de la durée de vie plus longue.

L'hypothèse du taux d'inflation se base sur des estimations publiées par la Banque centrale européenne.

I. Sensibilité⁽¹⁾ de la valeur actualisée de la DBO fin d'exercice à un changement de

	-50 pb	+50 pb
Taux d'actualisation	5,92 %	-5,21 %
Hausse des salaires réels	-2,65 %	4,05 %

(1) Si toutes les autres hypothèses sont maintenues constantes.

J. Duration moyenne pondérée de l'obligation

	31/12/12	31/12/13
Belgique	12,02	11,18

K. Concentration

Les principaux risques en matière de plans de pensions auxquels Belfius est exposée sont le taux d'intérêt, l'inflation, la longévité et l'âge à la retraite. La gestion est déléguée à un comité d'investissement et principalement guidée par ses passifs dans sa politique d'investissement. Un cadre d'investissement formalisé, Déclaration des Principes d'Investissements, a été établi afin d'assurer une bonne diversification et affectation du portefeuille d'investissement. Les passifs des plans de pension sont évalués au minimum une fois par an. De manière régulière, une étude ALM (avec une analyse de

flux de trésorerie et la conduite de stress tests) est réalisée afin de déterminer et d'analyser la sensibilité des plans à une variation, par exemple, du taux d'intérêt ou d'inflation. Celle-ci constitue une base importante dans les délibérations du comité d'investissement sur l'allocation des actifs du portefeuille d'investissement. La gestion journalière de ce portefeuille et des aspects de la liquidité des plans a été confiée à un gestionnaire d'actifs externe qui, de manière périodique, fournit un rapport de ses activités au comité d'investissement.

6.8. Dettes fiscales

Analyse par nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Impôt courant sur les bénéfices	29 642	28 928
Impôt différé passif (voir note 5.12.)	101 109	80 724
TOTAL	130 751	109 652

6.9. Autres passifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Autres passifs (exceptés ceux relatifs aux activités d'assurance)	1 758 965	1 695 910
Autres passifs spécifiques aux activités d'assurance	286 171	203 943
TOTAL	2 045 136	1 899 853

1. Autres passifs (excepté ceux relatifs aux activités d'assurance)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Charges à payer	143 640	103 818
Produits constatés d'avance	34 182	32 608
Subventions	0	0
Autres montants attribués reçus	541	412
Salaires et charges sociales (dus)	166 065	143 625
Dividende dû aux actionnaires	0	2
Impôts d'exploitation	60 622	66 251
Contrats de construction à long terme	0	0
Obligations envers les prestataires de services	1 353 915	1 349 194
TOTAL	1 758 965	1 695 910

2. Autres passifs spécifiques aux activités d'assurance

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Dépôts dus aux cessionnaires	85 401	86 509
Dettes résultant de transactions d'assurance directe	191 227	105 894
Dettes résultant de transactions de réassurance	9 543	11 540
Autres passifs d'assurance	0	0
TOTAL	286 171	203 943

6.10. Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés

Néant

VII. Notes annexes au compte de résultats consolidé

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

Éléments significatifs repris dans le compte de résultats

Nous renvoyons au chapitre « résultats financiers » du rapport de gestion.

7.1. Intérêts perçus – Intérêts payés

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
PRODUITS D'INTÉRÊTS	7 641 037	6 270 012
REVENUS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	4 877 424	4 215 674
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	6 948	3 400
Prêts et créances sur établissements de crédit	506 320	268 364
Prêts et créances sur la clientèle	3 098 698	2 876 851
Actifs financiers disponibles à la vente	1 205 367	1 019 454
Intérêts sur actifs dépréciés	48 476	36 481
Autres	11 615	11 124
REVENUS D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	2 763 613	2 054 338
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	66 461	70 255
Actifs financiers désignés à la juste valeur	389	341
Dérivés détenus à des fins de transaction	1 222 617	819 530
Dérivés – instruments de couverture	1 474 146	1 164 212
CHARGES D'INTÉRÊTS	(5 518 518)	(4 353 139)
INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	(1 809 845)	(1 362 942)
Dettes envers les établissements de crédit	(342 441)	(137 692)
Dettes envers la clientèle	(759 807)	(583 077)
Dettes représentées par un titre	(650 207)	(613 601)
Dettes subordonnées	(41 927)	(21 628)
Intérêts sur actions privilégiées et capital hybride	(4 034)	0
Dépenses liées aux montants garantis par les États	(18)	(1)
Autres	(11 411)	(6 943)
INTÉRÊTS PAYÉS SUR PASSIFS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT	(3 708 673)	(2 990 197)
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	(2 126)	(515)
Passifs financiers désignés à la juste valeur	(291 049)	(193 911)
Dérivés détenus à des fins de transaction	(1 055 315)	(699 169)
Dérivés – instruments de couverture	(2 360 183)	(2 096 602)
MARGE D'INTÉRÊTS⁽¹⁾	2 122 519	1 916 873

(1) Belfius a présenté la contribution pour le système de garantie des dépôts dans la marge d'intérêt.

7.2. Dividendes

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Actifs financiers disponibles à la vente	52 374	50 328
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	983	425
TOTAL	53 357	50 753

7.3. Résultat net des entreprises associées

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Résultat avant impôt des entreprises associées	6 184	5 261
Part de l'impôt	(391)	(589)
TOTAL	5 793	4 672

7.4. Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le résultat

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Résultat net du portefeuille détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	29 723	(164 755)
Résultat net de la comptabilité de couverture	(33 645)	(45 446)
Résultat net des instruments financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats et résultat des dérivés liés ⁽²⁾	4 788	18 661
Variation de son propre risque de crédit ⁽³⁾	0	(7 354)
Activités et différences de change	(26 526)	10 714
TOTAL	(25 660)	(188 180)
(1) La diminution significative du « Résultat net du portefeuille détenus à des fins de transaction » est liée à l'amélioration de la méthodologie pour déterminer la juste valeur des dérivés.		
(2) Parmi lesquels des dérivés détenus à des fins de transaction inclus dans une stratégie d'option juste valeur		
	40 543	(58 467)

(3) Voir aussi la note 9.2.g. « Risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats ».

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	(17 042)	(35 401)
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	(13 975)	(71 570)
Changement de la juste valeur des dérivés de couverture	(3 067)	36 169
COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	0	0
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité	0	0
DISCONTINUITÉ DE COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (LES FLUX DE TRÉSORERIE NE SONT PLUS ATTENDUS)	0	0
COUVERTURE D'INVESTISSEMENTS NETS DANS UNE ACTIVITÉ À L'ÉTRANGER	0	0
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité	0	0
COUVERTURE DE PORTEFEUILLE COUVERT EN TAUX	(16 603)	(10 045)
Changement de juste valeur de l'élément couvert	1 433 351	(1 819 084)
Changement de la juste valeur des dérivés de couverture	(1 449 954)	1 809 039
TOTAL	(33 645)	(45 446)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
DISCONTINUITÉ DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (LES FLUX DE TRÉSORERIE SONT TOUJOURS ATTENDUS) - MONTANTS COMPTABILISÉS EN MARGE D'INTÉRÊTS	110	34

7.5. Résultat net sur investissements

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Gains sur prêts et créances	30 273	116 495
Gains sur actifs financiers disponibles à la vente	467 755	157 290
Gains sur immobilisations corporelles	13 471	39 091
Gains sur dettes	779 099	61 347
Autres gains	0	13 125
TOTAL DES GAINS	1 290 598	387 348
Pertes sur prêts et créances	(135 155)	(154 256)
Pertes sur actifs financiers disponibles à la vente	(2 243 908)	(75 081)
Pertes sur immobilisations corporelles	(111)	(396)
Pertes sur actifs destinés à être cédés	(90)	(57)
Pertes sur dettes	(2)	(369)
Autres pertes	0	(22 480)
TOTAL DES PERTES	(2 379 266)	(252 639)
DÉPRÉCIATION NETTE	1 675 257	19 853
TOTAL	586 589	154 562

Dépréciation nette

(en milliers d'EUR)	Risque spécifique		Total
	Dotations	Reprises	
AU 31 DÉCEMBRE 2012			
Titres disponibles à la vente	(45 454)	1 720 711	1 675 257
TOTAL	(45 454)	1 720 711	1 675 257

(en milliers d'EUR)	Risque spécifique		Total
	Dotations	Reprises	
AU 31 DÉCEMBRE 2013			
Titres disponibles à la vente	(27 997)	47 850	19 853
TOTAL	(27 997)	47 850	19 853

7.6. Honoraires et commissions perçus et versés

(en milliers d'EUR)	31/12/12			31/12/13		
	Perçus	Versés	Net	Perçus	Versés	Net
Commissions sur fonds communs de placement gérés par des tiers	98 873	(7 133)	91 740	103 195	(4 143)	99 052
Activité d'assurance	80 024	(3 523)	76 501	116 420	(3 232)	113 188
Activité de crédit	46 930	(11 815)	35 115	43 889	(16 047)	27 842
Achat et vente de titres	16 834	(1 078)	15 756	17 880	(969)	16 911
Achat et vente de parts d'OPCVM	9 290	(1 285)	8 005	30 050	(2 102)	27 948
Services de paiement	136 420	(40 704)	95 716	136 771	(51 934)	84 837
Commissions à des intermédiaires non exclusifs	6 349	(19 963)	(13 614)	9 255	(21 058)	(11 803)
Services sur titres autres que la garde	2 337	(885)	1 452	2 796	(660)	2 136
Conservation	12 007	(6 383)	5 624	12 242	(4 808)	7 434
Émissions et placements de titres	2 036	(2 471)	(435)	2 658	(909)	1 749
Commissions de services sur titrisation	642	0	642	551	0	551
Banque privée	7 993	(2 808)	5 185	8 332	(2 999)	5 333
Compensation et règlement-livraison	2 733	(9 585)	(6 852)	5 686	(6 261)	(575)
Prêts de titres	19 462	(19 998)	(536)	1 220	(1 274)	(54)
TOTAL	441 930	(127 631)	314 299	490 945	(116 396)	374 549

7.7. Autres résultats nets d'exploitation

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Impôts d'exploitation	806	985
Loyers perçus d'immeubles de placement	16 911	19 482
Autres loyers perçus	12 381	11 740
Autres revenus d'autres activités ⁽¹⁾	259 275	132 017
AUTRES REVENUS	289 373	164 224
Dépréciation du stock	(2)	(1)
Impôts d'exploitation	(86 814)	(121 520)
Entretien et réparation des immeubles de placement ayant généré un revenu au cours de l'exercice courant	(1 976)	(67)
Autres dépenses d'autres activités ⁽²⁾	(224 489)	(117 410)
AUTRES DÉPENSES	(313 281)	(238 998)
TOTAL	(23 908)	(74 774)

(1) « Autres revenus d'autres activités » comprend les autres revenus opérationnels et les reprises de provisions pour litiges juridiques.

(2) « Autres dépenses d'autres activités » comprend les autres dépenses opérationnelles pour les leasings opérationnels (autres que les loyers et loyers conditionnels), les réductions de valeur et amortissements sur le mobilier et les équipements donnés en leasing opérationnel, les autres dépenses opérationnelles, les provisions pour litiges légaux ou autres et les réductions de valeur et amortissement sur immeubles de placement.

Ce tableau est constitué de mouvements annuels en 2013. En 2012, ce tableau est constitué de mouvements trimestriels. Si les dotations et reprises de provision étaient affichées sur une base annuelle en 2012, les « Autres revenus » et « Autres dépenses » seraient inférieurs de EUR 71 millions.

7.8. Frais de personnel

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Rémunérations et salaires	(493 211)	(489 797)
Sécurité sociale et coûts d'assurance	(149 841)	(148 094)
Charges de retraites – régimes à prestations définies ⁽¹⁾⁽³⁾	(38 827)	61 500
Charges de retraites – régimes à cotisations définies ⁽³⁾	(486)	(790)
Autres obligations postérieures à l'emploi ⁽¹⁾	(1 361)	13 076
Paie fondée sur des actions	413	0
Autres avantages à long terme du personnel	(2 838)	1 593
Coûts de restructuration ⁽²⁾⁽³⁾	(81 104)	8 169
Autres dépenses	52 914	(6 068)
TOTAL	(714 341)	(560 411)

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(2) En 2012, Belfius a annoncé un plan de restructuration. Nous renvoyons au rapport de gestion.

(3) Nous renvoyons à annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(ETP moyen) au 31 décembre 2012	Belgique	Luxembourg	Irlande	Intégralement consolidé
Cadres supérieurs	181	5	3	189
Salariés	6 875	88	23	6 986
TOTAL	7 056	93	26	7 175

(ETP moyen) au 31 décembre 2013	Belgique	Luxembourg	Irlande	Intégralement consolidé
Cadres supérieurs	173	4	3	180
Salariés	6 766	91	21	6 878
TOTAL	6 939	95	24	7 058

7.9. Frais généraux et administratifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Charges d'occupation des locaux	(29 936)	(29 990)
Locations simples (sauf charges informatiques)	(19 753)	(7 695)
Honoraires professionnels	(38 418)	(32 403)
Marketing, publicité et relations publiques	(36 923)	(38 681)
Charges informatiques	(167 294)	(193 816)
Coûts des logiciels et coûts de recherche et développement	(12 652)	(16 761)
Entretien et réparations	(519)	(643)
Coûts de restructuration autres que ceux liés au personnel	0	(10 500)
Assurances (sauf liées aux pensions)	(6 291)	(6 573)
Transport de fonds	(37 484)	(35 003)
Impôts d'exploitation	(42 671)	(42 050)
Autres frais généraux et administratifs	(86 041)	(64 597)
TOTAL	(477 982)	(478 712)

7.10. Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Amortissements des bâtiments	(25 158)	(31 327)
Amortissements des autres immobilisations corporelles	(24 081)	(21 400)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(44 351)	(39 322)
TOTAL	(93 590)	(92 049)

7.11. Dépréciation de prêts et provisions pour engagements de crédit

1. Dépréciation collective

(en milliers d'EUR)	31/12/12			31/12/13		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts ⁽¹⁾	(208 843)	154 704	(54 139)	(190 359)	328 534	138 175
TOTAL	(208 843)	154 704	(54 139)	(190 359)	328 534	138 175

(1) La dépréciation collective de prêts a diminué à la suite de la politique de réduction du profil de risque.

2. Dépréciation spécifique

(en milliers d'EUR)	31/12/12				
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	(9 259)	17 489	(13 538)	489	(4 819)
Prêts et créances sur la clientèle ⁽¹⁾	(370 879)	162 757	(55 003)	4 579	(258 546)
Actifs de compagnies d'assurance ⁽²⁾	(136)	7	0	0	(129)
Débiteurs divers	(193)	29 118	(8 907)	0	20 018
Dettes	(4 300)	34 034	0	0	29 734
TOTAL	(384 767)	243 405	(77 448)	5 068	(213 742)

(1) La « dépréciation spécifique » sur les prêts et les instruments de dettes est essentiellement liée à l'activité « Side ».

(2) Publié à la ligne XII. de l'actif.

(en milliers d'EUR)	31/12/13				
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	Total
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	4 131	(2 136)	0	1 995
Prêts et créances sur la clientèle ⁽¹⁾⁽²⁾	(237 477)	289 832	(89 687)	6 332	(31 000)
Actifs de compagnies d'assurance ⁽³⁾	(334)	4	0	0	(330)
Débiteurs divers	(528)	2 190	(1 935)	0	(273)
Dettes	(4 215)	4 206	0	0	(9)
TOTAL	(242 554)	300 363	(93 758)	6 332	(29 617)

(1) La « dépréciation spécifique » sur les prêts et les instruments de dettes est essentiellement liée à l'activité « Side ».

(2) La dépréciation collective de prêts a diminué à la suite de la politique de réduction du profil de risque.

(3) Publié à la ligne XII. de l'actif.

7.12. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Dépréciation des terrains et des bâtiments	300	(922)
Dépréciation des autres immobilisations corporelles	(50)	0
Dépréciation des actifs destinés à être cédés	(19)	0
TOTAL	231	(922)

7.13. Dépréciation d'écarts d'acquisition

Néant

Le test de dépréciation annuel ne nécessitait pas une dépréciation d'écarts d'acquisition. Ce test a été réalisé en comparant la valeur des fonds propres de Belfius Insurance à la « valeur utile ». Cette « valeur utile » a été déterminée selon un modèle de flux de trésorerie actualisé par les données suivantes :

- (i) plan financier pour 3 ans
 - (ii) un taux d'actualisation de 10 % et
 - (iii) un taux de croissance à long terme pour la Belgique de 1,5 %.
- Selon ce scénario, un surplus pouvait être identifié.

Ceci a été constaté dans tous les scénarios (allant d'un taux de croissance annuel de 1,2 % à 4,2 % et un taux d'actualisation de 6 % à 12 %), ce qui signifie qu'il n'y a pas besoin d'une dépréciation.

Si le taux de croissance augmente de 20 pb, la valeur utile de Belfius Insurance augmenterait de 2 %. Si le taux d'actualisation diminue de 1 %, la valeur utile de Belfius Insurance augmenterait de 13 %.

7.14. Provisions pour litiges juridiques

L'information relative aux provisions pour litiges juridiques est présentée dans la partie « Gouvernement d'entreprise » du rapport de gestion.

7.15. Charge d'impôt

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	(17 532)	(33 509)
Impôt différé ⁽¹⁾	(167 534)	(64 750)
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (A)	(185 066)	(98 259)
Impôt sur les bénéfices de l'année précédente	2 476	32
Impôt différé de l'année précédente	(163)	26 384
Provision pour litiges fiscaux	(800)	(860)
AUTRES CHARGES D'IMPÔT (B)	1 513	25 556
TOTAL (A)+(B)	(183 553)	(72 703)

(1) Étant donné l'application de la norme IAS 19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Taux effectif d'imposition sur les bénéfices des sociétés

Le taux normal d'imposition applicable en Belgique était de 33,99 % en 2012 et 2013.

Le taux d'imposition effectif de Belfius Banque était de 30,8 % en 2012 et de 19,1 % en 2013. Ce taux d'imposition effectif a diminué principalement à la suite de la reconnaissance supplémentaire des actifs d'impôts différés.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT	606 198	517 799
Bénéfices et pertes des sociétés mises en équivalence	5 793	4 672
BASE DE L'IMPÔT	600 405	513 127
Taux d'impôt légal	33,99 %	33,99 %
CHARGE FISCALE UTILISANT LE TAUX LÉGAL	204 078	174 412
Effet fiscal des taux dans d'autres juridictions	21 777	4 362
Effet fiscal de produits non taxables ⁽¹⁾	(70 780)	(21 552)
Effet fiscal des charges non déductibles fiscalement	44 055	23 261
Effet fiscal de l'utilisation de pertes fiscales précédemment non comptabilisées	(1 602)	0
Effet fiscal sur un bénéfice imposable non comptabilisé précédemment en compte de résultats	0	(1)
Effet fiscal du retraitement d'impôts différés actifs non comptabilisés	(1 796)	(11 116)
Effet fiscal d'un changement de taux d'impôt	27	(335)
Éléments imposés à un taux réduit	(61)	(6 047)
Autre augmentation (diminution) dans la charge d'impôt légale	(10 632)	(64 724)
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE	185 066	98 260
Base de l'impôt	600 405	513 127
TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF	30,8 %	19,1 %

(1) Essentiellement des revenus définitivement taxés (dividendes).

Annexes

VIII. Annexes sur les éléments hors bilan

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

8.1. Opérations en délai d'usance

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Actifs à livrer	2 614 408	1 334 417
Passifs à recevoir	2 599 813	2 546 848

8.2. Garanties

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13 ⁽¹⁾
Garanties données à des établissements de crédit	2 796 175	1 544 289
Garanties données à la clientèle	5 671 288	4 852 527
Garanties reçues d'établissements de crédit ⁽¹⁾	29 114	1 077 563
Garanties reçues de la clientèle	37 546 603	31 036 266
Garanties reçues des États	1 659	0

(1) Ce montant comprend principalement les sûretés personnelles obtenues sur opérations de dérivés.

8.3. Engagements de crédit

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Lignes non utilisées ouvertes à des établissements de crédit	221 977	167 429
Lignes non utilisées ouvertes à la clientèle ⁽¹⁾	21 907 892	18 468 045
Lignes non utilisées obtenues d'établissements de crédit	3 866	540
Lignes non utilisées obtenues de la clientèle	0	0

(1) Belfius continue avec une politique volontariste avec sa clientèle afin de réduire les lignes de crédit non utilisées.

8.4. Autres engagements d'activité de financement

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Activité d'assurance - Engagements donnés	0	0
Activité d'assurance - Engagements reçus	58 307	63 411
Activité bancaire - Engagements donnés ⁽¹⁾	71 873 603	50 199 253
Activité bancaire - Engagements reçus	58 689 680	60 452 098

(1) Essentiellement relatifs à l'activité de cession-rétrocession et collatéralisation des dettes auprès de la BCE ou auprès d'autres banques centrales.

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour un aperçu détaillé de la situation de liquidité. La rubrique « Activité bancaire - engagements donnés » contient également les actifs sous-jacents du programme d'émissions d'obligations (covered bonds). Fin 2013, le patrimoine spécial du programme « covered-bonds » comprend essentiellement de crédits-immobiliers résidentiels pour un montant (nominal) de EUR 4,6 milliards. Voir annexe 6.4. « Dettes représentées par un titre ».

8.5. Prêts et emprunts d'obligations (dans le cadre de « bond lending and bond borrowing transactions »)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Prêts d'obligations	4 116 166	6 136
Emprunts d'obligations	3 389 608	336 640

IX. Annexes sur l'exposition au risque

(certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis)

9.1. Juste valeur

Conformément à nos règles d'évaluation, la juste valeur de certaines rubriques est égale à leur valeur comptable. Nous renvoyons également aux règles d'évaluation pour la définition de la juste valeur et la présentation des hypothèses utilisées pour sa détermination.

1. Juste valeur des instruments financiers

A. Juste valeur des actifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12			31/12/13		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 964 560	1 964 560	0	1 445 716	1 445 716	0
Prêts et créances	130 765 902	137 349 752	6 583 850	117 845 271	124 200 304	6 355 033
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	5 077 635	5 077 635	0	5 512 233	5 512 233	0
Investissements financiers	31 603 663	31 603 663	0	28 074 151	28 074 151	0
Dérivés	35 234 965	35 234 965	0	23 190 180	23 190 180	0
Actifs non courants destinés à être cédés	19 617	38 417	18 800	23 159	46 112	22 953

B. Juste valeur des dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/12			31/12/13		
	Valeur comptable	Juste valeur	Différence	Valeur comptable	Juste valeur	Différence
Dettes	107 089 392	107 130 315	40 923	90 860 880	90 996 635	135 755
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	10 462 951	10 462 951	0	8 460 808	8 460 808	0
Dérivés	41 765 535	41 765 535	0	28 602 043	28 602 043	0
Dettes représentées par un titre	26 439 494	26 132 599	(306 895)	27 184 180	28 079 485	895 305
Dettes subordonnées	1 039 906	941 141	(98 765)	893 192	1 018 723	125 531

Dans la valeur comptable « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » n'est pas inclus. En 2012, la valeur de la couverture du risque de taux est de EUR 4 145 millions à l'actif et de EUR 87 millions au passif. En 2013, les montants reconnus au bilan sont respectivement de EUR 3 044 millions et de EUR 43 millions.

À l'exception des « Passifs financiers désignés à la juste valeur », l'écart de spread dû à notre propre qualité de crédit a été considéré inchangé pour la détermination de la juste valeur.

2. Analyse de la juste valeur des instruments financiers

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	3 594 807	381 161	1 101 667	5 077 635
Investissements financiers	20 438 575	3 711 178	7 453 910	31 603 663
Dérivés	3 127	33 618 615	1 613 223	35 234 965
Actifs non courants destinés à être cédés	0	38 417	0	38 417
TOTAL	24 036 509	37 749 371	10 168 800	71 954 680

(en milliers d'EUR)	31/12/13			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Prêts et créances	21 200 207	24 284 172	78 715 925	124 200 304
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	3 944 832	805 773	761 628	5 512 233
Investissements financiers	25 664 592	734 196	1 675 363	28 074 151
Dérivés	23 578	21 564 035	1 602 567	23 190 180
Actifs non courants destinés à être cédés	0	46 112	0	46 112
TOTAL	50 833 209	47 434 288	82 755 483	181 022 980

B. Dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/12			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	34 959	10 011 422	416 571	10 462 952
Dérivés	1 391	40 124 124	1 640 020	41 765 535
TOTAL	36 350	50 135 546	2 056 591	52 228 487

(en milliers d'EUR)	31/12/13			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Dettes	53 683 098	35 877 262	1 436 275	90 996 635
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	3 688 335	3 379 958	1 392 516	8 460 809
Dérivés	24 173	27 749 799	828 071	28 602 043
Dettes représentées par un titre	2 249 559	18 510 114	7 319 812	28 079 485
Dettes subordonnées	46 294	619 338	353 091	1 018 723
TOTAL	59 691 459	86 136 471	11 329 765	157 157 695

3. Transfert entre niveau 1 et niveau 2 juste valeur

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	4 946	0	2 552
Investissements financiers	0	4 883 097	309 802	1 443 079
Dérivés	0	0	0	0
TOTAL	0	4 888 043	309 802	1 445 631

B. Dettes

Néant

4. Réconciliation niveau 3

A. Actifs

	31/12/12									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Vente	Règlement	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3	Écarts de cours de change	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	642 355	55 896	0	622 159	(242 905)	0	26 538	(2 376)	0	1 101 667
Investissements financiers	7 597 040	3 131	42 679	591 331	(816 316)	(12)	159 475	(123 418)	0	7 453 910
Dérivés	2 105 926	(493 791)	0	0	0	0	0	0	1 088	1 613 223
TOTAL	10 345 321	(434 764)	42 679	1 213 490	(1 059 221)	(12)	186 013	(125 794)	1 088	10 168 800

	31/12/13									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Total gains/pertes dans le résultat global	Achats	Vente	Règlement	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3	Écarts de cours de change	Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	1 101 667	(39 020)	0	100 221	(8 758)	0	1 159	(393 641)	0	761 628
Investissements financiers	7 453 910	(8 477)	(54 405)	732 661	(737 457)	(115 924)	386 064	(5 981 009)	0	1 675 363
Dérivés	1 613 223	(315 235)	0	332 323	0	(323 497)	567 915	(259 873)	(12 289)	1 602 567
TOTAL	10 168 800	(362 732)	(54 405)	1 165 205	(746 215)	(439 421)	955 138	(6 634 523)	(12 289)	4 039 558

B. Dettes

	31/12/12									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits réalisés	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Achats	Acquis dès l'origine (actif)/propre émission (passif)	Règlement	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3		Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	190 368	(621)	14 917	11	109 802	(10 158)	212 928	(100 676)		416 571
Dérivés	2 509 063	0	(869 043)	0	0	0	0	0		1 640 020
TOTAL	2 699 431	(621)	(854 126)	11	109 802	(10 158)	212 928	(100 676)		2 056 591

	31/12/13									
	Solde d'ouverture	Total des pertes et profits réalisés	Total des pertes et profits non réalisés dans le résultat	Achats	Acquis dès l'origine (actif)/propre émission (passif)	Règlement	Transferts en niveau 3	Sortie du niveau 3		Solde de clôture
(en milliers d'EUR)										
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	416 571	(653)	13 898	47 174	225 752	(110 420)	847 406	(47 212)		1 392 516
Dérivés	1 640 020	0	(1 435 131)	751 731	0	(540 082)	501 747	(90 214)		828 071
TOTAL	2 056 591	(653)	(1 421 233)	798 905	225 752	(650 502)	1 349 153	(137 426)		2 220 587

L'évolution des montants déclarés en niveau 3 s'explique comme suit :

- La colonne « Gains et pertes dans le compte de résultats » ne peut être analysée comme telle, isolément. En effet, certains actifs et passifs au coût amorti ou certains actifs et passifs classés en niveau 1 ou 2 peuvent être couverts par des dérivés classés en niveau 3. Nous renvoyons aux tableaux concernant le VaR de la note 9.5. « Risque de marché et gestion du bilan ».
- À cause de l'évolution de l'activité des marchés et de la disponibilité croissante des cours du marché ou des cours issus du consensus, Belfius est passée de plus en plus, pour une série de transactions, des valorisations « Mark-to-Model » qui utilisent

des données non observables aux valorisations basées sur des données plus observables, ce qui résulte en un changement du niveau 3 vers le niveau 2.

- Belfius applique une stratégie tactique de réduction des risques, notamment aussi pour des positions de niveau 3. Ce qui entraîne une diminution des justes valeurs de niveau 3.
- Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt et l'amélioration des spreads de crédit, les justes valeurs (nettes de couvertures de taux) des produits de niveau 3 ont fortement baissé en 2013.

L'impact en résultat est resté limité en raison du fait que les instruments financiers structurés sont complètement couverts.

5. Techniques d'évaluation et données (niveau 1, 2 et 3)

Les instruments financiers repris au niveau 1 sont déterminés par des prix exécutable tels que des futures sur intérêts ainsi que les obligations liquides.

Les instruments financiers suivants sont considérés comme niveau 2 : swaps de taux d'intérêt, contrats à terme de taux d'intérêt, swaps de devises, swaptions, cap/floors, contrats de change/options et obligations moins liquides.

Sont considérés comme niveau 3 les instruments financiers dont la juste valeur est dérivée de techniques d'évaluation où les données sous-jacentes ne peuvent pas toujours être considérées comme observables ou lorsque le modèle d'évaluation utilisé n'a pas encore été validé. Les données de marché suivantes sont considérées comme niveau 3 : inflation belge, Constant Maturity Swap-spreads, corrélations entre actions (p. ex. les paniers d'actions). En outre, les obligations non liquides sont considérées comme niveau 3 ainsi que les Total Return Swaps (TRS), les Credit Default Obligations (CDO) et les Credit Default Swaps (CDS). L'évaluation de ces postes sont régulièrement *backtested* par analyse de nouvelles transactions et une comparaison avec les prix obtenus des contreparties.

A. Information quantitative sur les données importantes non observables

Si la valeur des instruments financiers est déterminée sur la base des techniques de valorisation qui utilisent des données de marché non observables, les hypothèses alternatives pourraient avoir un impact sur les fonds propres et le résultat.

Instrument financier	Données non observables	Différence avec supposition alternative ⁽¹⁾	Impact des hypothèses alternatives sur le résultat ou les fonds propres (en millions d'EUR)
OTC swaps liés à l'inflation belge	Prévisions d'inflation belge	+30 pb	+4,2
OTC dérivés sur CMS spread	Corrélation entre taux CMS	+10 %	-0,55
OTC dérivés sur paniers d'actions	Corrélation entre actions et indices actions ⁽¹⁾	1 %	+0,009
OTC swaps avec caractéristiques Bermuda	Mean Reversion	1 %	1,34
Collateralised Debt Obligation	Spread de crédit	-10 pb	-4,50
Credit Default Swap	Spread de crédit	-10 pb	+2,5
Obligations illiquides	Spread de crédit	-10 pb	+10,3

(1) Supposition : la valeur de toutes les corrélations sur actions est 0,01.

B. Processus d'évaluation

Le département « risque de marché » détermine le niveau de juste valeur pour chaque transaction. Étant donné que ce département fournit toutes les données de marché, il est expert en matière d'observabilité. En outre, il a une vision claire du statut de validation et de la fiabilité des modèles utilisés.

C. Transferts entre les niveaux d'évaluation

Des transferts entre niveaux de valorisation peuvent intervenir si l'observabilité des données fournies ou de l'instrument proprement dit a changé ou si un modèle est validé. On enregistre principalement des transferts vers le niveau 1 pour les obligations en 2013, étant donné que le marché est devenu liquide pour certaines obligations et en raison de changements méthodologiques de valorisation.

6. Communication des différences entre les prix de transaction et les valeurs modélisées (gain ou perte au premier jour de la transaction différé)

Aucun montant substantiel n'est reconnu comme gain ou perte différé au premier jour de la transaction (DOP) en 2012 et 2013.

Étant donné que Belfius vend des produits de type « plain vanilla », tels que des *Interest Rate Swaps* (IRS), ou des produits complexes pour la plupart couverts, dans le marché (tels que les transactions

structurées), le gain ou la perte potentielle au premier jour de la transaction est comptabilisé immédiatement. Seules quelques transactions de montants insignifiants ont des paramètres non observables, en conséquence le gain ou la perte au premier jour de transaction est immatériel.

9.2. Exposition aux risques de crédit

1. Analyse de l'exposition aux risques de crédit

L'exposition au risque de crédit est publiée en conformité avec l'information à la direction (en MCRE, Maximum Credit Risk Exposure) et reprend :

- la valeur nette comptable des actifs du bilan autres que les produits dérivés (c.-à-d. la valeur comptable après déduction des provisions spécifiques ; pour les actifs classés en « Prêts et créances », sans la « *fair value hedge* »)
- la valeur de marché pour les produits dérivés et pour les collatéraux financiers reçus
- le montant total des engagements hors bilan, soit la partie non utilisée des facilités de liquidité ou le montant maximum que Belfius Banque est tenue d'honorer en raison des garanties données à des tiers
- les garanties financières.

L'exposition au risque de crédit est ventilée par région géographique et par catégorie de contrepartie en tenant compte des garanties obtenues. Ceci signifie que lorsque l'exposition est garantie par un tiers dont le risque de crédit est moins pondéré que l'emprunteur direct (au sens de la réglementation prudentielle Bâle II), l'exposition est alors reportée sur la région et sur le secteur d'activité du garant.

A. Exposition par zone géographique

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Belgique	124 056 451	118 324 160
France	16 986 056	11 296 599
Allemagne	1 403 062	1 114 370
Grèce	66 087	17 063
Irlande	232 443	79 952
Italie	7 465 253	5 982 889
Luxembourg	1 272 398	1 477 499
Espagne	5 677 380	5 194 803
Portugal	531 282	354 605
Autres pays de l'UE ⁽¹⁾	10 096 961	11 364 214
Reste de l'Europe	2 420 137	365 389
Turquie	648 582	359 629
États-Unis et Canada	8 042 940	4 780 954
Amérique du Sud et Amérique centrale	503 038	460 105
Sud-Est asiatique	369 679	383 652
Japon	405 295	388 433
Autres	3 721 117	2 498 814
TOTAL	183 898 161	164 443 129

(1) Inclut des entités supranationales comme la Banque centrale européenne.

B. Exposition par catégorie de contrepartie

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Souverains	33 715 248	31 231 982
Secteur public local	51 693 822	48 843 703
Grandes entreprises	24 184 414	22 982 841
Monolines	3 208 262	3 256 741
ABS/MBS	4 491 366	3 488 213
Financements de projets	1 597 458	1 798 824
Particuliers, PME, indépendants	37 269 855	37 747 413
Établissements financiers	27 659 822	15 093 261
Autres	77 914	151
TOTAL	183 898 161	164 443 129

C. Tableau croisé des pays GIIPS

(en milliers d'EUR)	31/12/12						Total
	Obligations souveraines ⁽¹⁾	Établissements financiers ⁽²⁾	ABS/MBS	Secteur public local	Entreprises – Financements de projets	Autres	
Grèce	75	0	64 990	0	0	1 021	66 086
Irlande	10 884	159 535	59 311	0	471	2 243	232 444
Portugal	83 715	82 999	285 286	0	78 573	708	531 281
Espagne ⁽²⁾	1 573	4 126 626	996 047	144 160	201 628	207 346	5 677 380
Italie	4 759 583	1 465 584	916 826	3 537	299 871	19 852	7 465 253
GIIPS	4 855 830	5 834 744	2 322 460	147 697	580 543	231 170	13 972 444

(1) Exposition directe.

(2) Principalement des obligations sécurisées (*covered bonds*).

(en milliers d'EUR)	31/12/13						Total
	Obligations souveraines ⁽¹⁾	Établissements financiers ⁽²⁾	ABS/MBS	Secteur public local	Entreprises – Financements de projets	Autres	
Grèce	0	0	15 585	0	773	705	17 063
Irlande	10 965	67 972	0	0	0	1 014	79 952
Portugal	0	49 641	233 814	66 108	4 683	358	354 605
Espagne ⁽²⁾	89 142	4 002 835	839 538	99 674	157 297	6 317	5 194 803
Italie	4 698 497	317 654	788 209	168	175 491	2 869	5 982 889
GIIPS	4 798 605	4 438 103	1 877 146	165 949	338 244	11 264	11 629 312

(1) Exposition directe.

(2) Principalement des obligations sécurisées (*covered bonds*).

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion.

2. Qualité de crédit des actifs financiers ni en souffrance ni dépréciés

(en milliers d'EUR)	31/12/12				Total
	AAA à AA-	A+ à BBB-	Non investment grade	Non notés	
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	12 666 523	15 487 745	2 288 198	33 632	30 476 099
Actifs financiers désignés à la juste valeur (hors instruments à revenu variable) ⁽¹⁾	298 799	6 057	0	0	304 856
Actifs financiers détenus à des fins de transaction (hors instruments à revenu variable)	330 467	690 673	383	159 866	1 181 389
Prêts et créances (au coût amorti)	56 031 907	31 438 689	14 571 715	1 124 241	103 166 551
Dérivés	1 772 870	4 042 915	267 168	22 139	6 105 092
Autres instruments financiers - au coût	14 377	1 744 787	21 830	945 312	2 726 306
Engagements de prêts octroyés	11 556 336	9 006 071	2 622 770	324 238	23 509 415
Engagements de garanties octroyées	2 206 073	10 535 744	1 317 461	133 884	14 193 162
TOTAL	84 877 352	72 952 680	21 089 525	2 743 312	181 662 870

(1) Les chiffres de 2012 ont été adaptés.

(en milliers d'EUR)	31/12/13				Total
	AAA à AA-	A+ à BBB-	Non investment grade	Non notés	
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	12 565 518	12 390 317	2 836 011	62 097	27 853 943
Actifs financiers désignés à la juste valeur (hors instruments à revenu variable)	0	272 711	0	0	272 711
Actifs financiers détenus à des fins de transaction (hors instruments à revenu variable)	247 291	1 113 558	3 258	5 209	1 369 315
Prêts et créances (au coût amorti)	51 250 567	31 108 204	15 573 425	617 434	98 549 630
Dérivés	1 608 540	3 102 072	174 838	20 786	4 906 236
Autres instruments financiers - au coût	97 012	1 212 316	3 144	783 882	2 096 353
Engagements de prêts octroyés	9 698 884	6 649 569	3 077 819	397 519	19 823 791
Engagements de garanties octroyées	1 317 210	5 255 373	1 132 706	105 320	7 810 609
TOTAL	76 785 023	61 104 119	22 801 201	1 992 244	162 682 587

Les notations indiquées sont des notations soit internes, soit externes, utilisées pour le calcul du risque de crédit. Belfius Banque utilise la méthode fondée sur les notations internes (AIRBA - *Advanced Internal Ratings Based Approach*) pour le calcul des

exigences en fonds propres pour le risque de crédit dans le cadre du pilier 1 du règlement Bâle II. Toutefois, le risque de crédit des positions ABS (*Asset-Backed Securities*) est calculé sur la base de notations externes (Fitch, Standard & Poor's ou Moody's).

3. Actifs financiers qui sont soit en souffrance soit dépréciés

Un actif financier est en souffrance lorsque la contrepartie n'honore pas un paiement à une date contractuellement due. Ceci est considéré par contrat. Ainsi, par exemple, si une contrepartie est en défaut

de paiement des intérêts contractuellement dus à une date prévue, l'intégralité du contrat est considéré comme étant en souffrance.

(en milliers d'EUR)	31/12/12			Montant comptable des actifs financiers individuellement dépréciés, avant déduction des dépréciations spécifiques
	Actifs en souffrance mais non dépréciés			
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours	
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	0	0	0	77 252
Prêts et créances (au coût amorti)	620 988	48 305	41 084	2 556 024
Autres instruments financiers - au coût	0	0	0	5 711
TOTAL	620 988	48 305	41 084	2 638 987

(en milliers d'EUR)	31/12/13			
	Actifs en souffrance mais non dépréciés			Montant comptable des actifs financiers individuellement dépréciés, avant déduction des dépréciations spécifiques
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours	
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	0	0	0	12 493
Prêts et créances (au coût amorti)	631 489	23 893	37 854	2 126 158
Autres instruments financiers - au coût	0	0	0	4 745
TOTAL	631 489	23 893	37 854	2 143 396

Les actifs en souffrance relèvent essentiellement des services aux particuliers et aux entreprises. Les dépréciations spécifiques sur les actifs financiers sont établies conformément à la méthodologie

décrite dans les règles d'évaluation, rubrique « Dépréciation des actifs financiers ».

4. Rééchelonnement de dettes

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion.

5. Mouvements sur corrections de valeur pour pertes de crédit

	Au 1 ^{er} janvier 2012	Utilisation	Dotations	Reprises	Autres	Au 31 décembre 2012	Recouvrements	Charges directement constatées en compte de résultats
(en milliers d'EUR)								
DOTATIONS SPÉCIFIQUES POUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT	(2 793 325)	912 581	(396 968)	976 573	1 114	(1 300 025)	5 068	(16 962)
Prêts et créances sur établissements de crédit	(24 008)	17 305	(9 259)	184	(36)	(15 814)	489	0
Prêts et créances sur la clientèle	(994 529)	55 335	(353 933)	107 422	1 086	(1 184 619)	4 579	(16 962)
Actifs financiers disponibles à la vente	(1 774 788)	839 941	(33 776)	868 967	64	(99 592)	0	0
<i>Dont instruments à revenu fixe</i>	<i>(1 732 318)</i>	<i>818 633</i>	<i>10 996</i>	<i>868 967</i>	<i>74</i>	<i>(33 648)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont actions</i>	<i>(42 470)</i>	<i>21 308</i>	<i>(44 772)</i>	<i>0</i>	<i>(10)</i>	<i>(65 944)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
DOTATIONS POUR PERTES ENCOURUES MAIS NON RAPPORTÉES SUR ACTIFS FINANCIERS	(456 140)	0	(208 752)	154 613	0	(510 279)	0	0
Prêts et créances sur établissements de crédit	(15 317)	0	(9 099)	1 110	0	(23 306)	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(440 823)	0	(199 653)	153 503	0	(486 973)	0	0
TOTAL	(3 249 465)	912 581	(605 720)	1 131 186	1 114	(1 810 304)	5 068	(16 962)

En 2012, on remarque une forte diminution des dotations spécifiques en raison de la réalisation des obligations souveraines grecques. L'augmentation de la réduction de valeur spécifique sur

les « prêts et créances à la clientèle » est essentiellement liée à l'activité « Side ».

	Au 1 ^{er} janvier 2013	Utilisation	Dotations ⁽¹⁾	Reprises ⁽¹⁾	Autres	Au 31 décembre 2013	Recouvrements	Charges directement constatées en compte de résultats
(en milliers d'EUR)								
DOTATIONS SPÉCIFIQUES POUR ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS INDIVIDUELLEMENT ET COLLECTIVEMENT	(1 300 025)	83 175	(256 137)	248 752	3 972	(1 220 263)	6 332	(43 420)
Prêts et créances sur établissements de crédit	(15 814)	2 928	(278)	1 481	228	(11 455)	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(1 184 619)	46 267	(238 025)	243 565	3 269	(1 129 543)	6 332	(43 420)
Actifs financiers disponibles à la vente	(99 592)	33 980	(17 834)	3 706	475	(79 265)	0	0
<i>Dont instruments à revenu fixe</i>	<i>(33 648)</i>	<i>22 194</i>	<i>6 987</i>	<i>3 706</i>	<i>454</i>	<i>(307)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dont actions</i>	<i>(65 944)</i>	<i>11 786</i>	<i>(24 821)</i>	<i>0</i>	<i>21</i>	<i>(78 958)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
DOTATIONS POUR PERTES ENCOURUES MAIS NON RAPPORTÉES SUR ACTIFS FINANCIERS	(510 279)	0	(190 358)	328 533	0	(372 104)	0	0
Prêts et créances sur établissements de crédit	(23 306)	0	(1 852)	20 110	0	(5 048)	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(486 973)	0	(188 506)	308 423	0	(367 056)	0	0
TOTAL	(1 810 304)	83 175	(446 495)	577 285	3 972	(1 592 367)	6 332	(43 420)

(1) L'évolution est la suite de la stratégie de réduction du profil de risque.

6. Risque de crédit des prêts et créances désignés à la juste valeur par le compte de résultats

Les montants sont négligeables – voir note 5.5. « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat ».

7. Risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par le compte de résultats

Au 31 décembre 2012	Valeur comptable	Montant du changement de la juste valeur attribuable aux changements dans le risque de crédit du passif		Différence entre la valeur comptable du passif financier et du montant contractuellement dû à l'échéance ⁽¹⁾
		Montant de la période	Montant cumulé	
(en milliers d'EUR)				
	10 366 557	0	(7 353)	147 070

(1) Ce montant reprend les surcotes/décotes et les variations de la valeur de marché.

Au 31 décembre 2013	Valeur comptable	Montant du changement de la juste valeur attribuable aux changements dans le risque de crédit du passif		Différence entre la valeur comptable du passif financier et du montant contractuellement dû à l'échéance ⁽¹⁾
		Montant de la période ⁽²⁾	Montant cumulé	
(en milliers d'EUR)				
	8 415 122	7 353	0	132 248

(1) Ce montant reprend les surcotes/décotes et les variations de la valeur de marché.

(2) Ce montant est comptabilisé en résultat comme une charge.

9.3. Instruments de garantie

1. Actifs reçus en garantie pouvant être vendus ou redonnés en garantie

Actifs détenus au titre de garantie

(en milliers d'EUR)	Garanties reçues au 31 décembre 2012		Garanties reçues au 31 décembre 2013	
	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties vendues ou redonnées en garantie	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties vendues ou redonnées en garantie
Actions	404 601	0	321 483	0
Dettes représentées par un titre	9 212 161	7 737 754	2 068 845	656 814
Prêts et créances	190 577	170 433	191 003	175 821
Cash collatéraux	9 991 076	9 991 076	6 861 969	6 861 969
TOTAL	19 798 415	17 899 263	9 443 300	7 694 604

Les garanties sont obtenues dans le cadre des activités de cession-rétrocession et de prêts de titres.

Des liquidités sont obtenues comme collatéral dans le cadre de convention standardisée de type *Credit Support Annex* (CSA).

Les conditions d'utilisation et de restitution des actifs reçus en garantie sont définies soit dans les contrats standard de type OSLA (*Overseas Securities Lending Agreement*), éventuellement amendés par le département juridique, soit dans des contrats directement rédigés par ce département.

La réutilisation de garanties reçues est une pratique courante du marché.

2. Actifs financiers apportés en garantie

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable des actifs financiers apportés en garantie au 31 décembre 2012		Valeur comptable des actifs financiers apportés en garantie au 31 décembre 2013	
	Pour des passifs	Pour des passifs éventuels	Pour des passifs	Pour des passifs éventuels
	77 571 275	0	57 178 215	0

Le montant effectivement obtenu est inférieur à la valeur comptable des actifs donnés en garantie.

Les actifs donnés en garantie couvrent essentiellement des conventions de cession-rétrocession, des prêts obtenus auprès des banques centrales, la garantie pour l'émission des obligations sécurisées, les actifs donnés dans le cadre des transactions *bond lending* et les cash collatéraux dans le cadre de contrats *Credit Support Annex* - (CSA).

Ces chiffres ont été déterminés conformément à la définition de l'EBA :

Un actif est considéré comme « encombré » s'il ne peut en être librement disposé lorsqu'il sert à garantir des dettes ou lorsqu'il sert de collatéral pour des émissions.

3. Actifs financiers transférés qui ne sont pas intégralement décomptabilisés

	31/12/12				
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré		
			Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette
(en milliers d'EUR)					
Prêts et créances sur établissements de crédit	1 390 869	1 437 721	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	3 752 871	3 723 972	3 973 289	3 528 750	444 539
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 239	8 943	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	4 953 514	4 712 493	0	0	0
TOTAL	10 106 493	9 883 129	3 973 289	3 528 750	444 539

	31/12/13				
	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés	Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré		
			Juste valeur des actifs transférés	Juste valeur des passifs associés	Position nette
(en milliers d'EUR)					
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 148 849	2 912 142	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	3 328 160	3 338 491	3 383 530	3 242 148	141 382
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	75 143	74 238	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	2 943 621	2 863 255	0	0	0
TOTAL	9 495 773	9 188 126	3 383 530	3 242 148	141 382

Ce tableau présente un aperçu des actifs financiers transférés et des passifs qui y sont associés. En raison du fait que tous les risques et avantages ne sont pas transférés, ces actifs restent comptabilisés au bilan de Belfius et les transferts sont considérés comme des transactions de financement sécurisées. Par conséquent, seuls les conventions de cession-rétrocession et les crédits titrisés sont repris dans le tableau.

A. Conventions de cession-rétrocession

Belfius utilise les conventions de cession-rétrocession comme instrument de financement par lequel des titres sont vendus à une contrepartie dans le marché en échange de liquidités et sont rachetés à terme.

Les conventions de cession-rétrocession sont conclues sous les conditions générales d'application dans le *Global Master Repurchase Agreement*. Les contreparties de la transaction sont soumises au processus d'examen du risque de crédit comme décrit dans le rapport de gestion.

Les actifs financiers transférés restent comptabilisés au bilan car Belfius en conserve la plupart des risques et avantages. Les liquidités obtenues dans le cadre de ces transactions sont reconnues comme des dettes.

Vu qu'en cas de défaut, le recours de la contrepartie n'est pas limité à l'actif transféré, la contrepartie conserve le droit sur la totalité de la dette. En conséquence, les colonnes « Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré » ne s'y appliquent pas.

B. Titrisation de crédits

Belfius a plusieurs véhicules de titrisation qu'elle consolide. Ce faisant, la plupart des risques et avantages relèvent toujours de Belfius. Les actifs financiers sous-jacents sont repris dans le bilan consolidé et les liquidités obtenues par les titrisations sont présentées en instruments de dette. Pour plus d'informations, nous renvoyons à la note XIII. «Titrisation».

Le tableau ci-dessus reprend uniquement les actifs titrisés de DSFB-4 parce que dans cette titrisation, en cas de défaut, le droit de recours contractuel des investisseurs est limité aux crédits sous-jacents et ne s'applique pas à la totalité de l'instrument de dette. En conséquence, la colonne « Montant des passifs qui ont droit de recours sur l'actif transféré » présente la juste valeur des actifs transférés et des passifs qui lui sont associés.

La liquidité reçue reliée au transfert est comptabilisée comme une dette.

4. Exposition maximale au risque de crédit par catégorie d'instruments financiers et l'impact de garanties

(en milliers d'EUR)	31/12/12		31/12/13	
	Exposition au risque de crédit	Effet des collatéraux physiques	Exposition au risque de crédit	Effet des collatéraux physiques
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	30 484 540	0	27 853 943	0
Actifs financiers désignés à la juste valeur (hors instruments à revenu variable)	304 856	0	272 711	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction (hors instruments à revenu variable)	1 181 389	0	1 369 315	0
Prêts et créances (au coût amorti)	105 492 485	2 386 727	100 238 978	1 797 164
Dérivés	6 107 300	0	4 907 350	0
Autres instruments financiers - au coût	2 726 308	0	2 096 368	0
Engagements de prêts octroyés	23 622 927	67 128	19 867 496	80 430
Engagements de garanties octroyées	14 277 156	51 804	7 836 969	30 386
TOTAL	184 196 960	2 505 659	164 443 129	1 907 980

5. Garanties et autres rehaussements de crédit obtenus par prise de possession des garanties détenues

Néant.

Les montants concernés sont négligeables.

La méthodologie appliquée chez Belfius Banque est basée sur le Code judiciaire (saisie immobilière) et sur la loi relative aux sûretés financières (saisie mobilière).

6. Compensation

A. Actifs financiers sujets à des accords de compensation exécutoires ou autres accords similaires

	31/12/12					
	Montants bruts d'actifs financiers comptabilisés	Montants bruts de passifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets d'actifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		Montant net
(en milliers d'EUR)				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
Dérivés avec la London Clearing House	5 747 281	5 705 696	41 585	0	0	41 585
Dérivés avec des accords de compensation	21 942 838	0	21 942 838	17 181 758	2 541 460	2 219 620
Reverse repos (titres achetés avec un engagement de revente) avec des accords de compensation	1 047 957	0	1 047 957	0	977 926	70 031
Instruments financiers sous DGMNA ⁽¹⁾	14 446 247	0	14 446 247	2 627 995	11 818 252	0
TOTAL	43 184 323	5 705 696	37 478 627	19 809 753	15 337 638	2 331 236

(1) En 2009, une convention juridique exécutoire de compensation « Dexia Group Master Netting Agreement » a été conclue entre Dexia SA, Dexia Crédit Local, Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Crediop et Belfius Banque, dans laquelle des arrangements de compensation multiproduits (convention de *netting*) sont repris créant une obligation juridique unique, s'étendant à toutes les opérations concernées, à la suite du défaut de l'une des parties adhérentes. À la suite du défaut de l'une des parties adhérentes, le solde net des valeurs positives et négatives de sortie de tout accord-cadre bilatéral (comme les dérivés, les conventions de cession-rétrocession, prêts d'obligations et prêts) est d'abord calculé. Ensuite, ces montants seront compensés entre eux de telle sorte qu'il reste une obligation légale unique résultant de l'application de la DGMNA. Depuis le 29 janvier 2014, Dexia Banque Internationale à Luxembourg n'est plus une partie adhérente à cette DGMNA.

(en milliers d'EUR)	31/12/13					Montant net
	Montants bruts d'actifs financiers comptabilisés	Montants bruts de passifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets d'actifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) reçu	
Dérivés avec la London Clearing House	5 247 629	5 088 530	159 099	0	0	159 099
Dérivés avec des accords de compensation	13 622 823	0	13 622 823	10 321 635	1 574 197	1 726 991
Reverse repos (titres achetés avec un engagement de revente) avec des accords de compensation	1 221 577	0	1 221 577	0	924 103	297 474
Instruments financiers sous DGMNA ⁽¹⁾	6 166 428	0	6 166 428	1 437 229	4 729 199	0
TOTAL	26 258 457	5 088 530	21 169 927	11 758 864	7 227 499	2 183 564

(1) En 2009, une convention juridique exécutoire de compensation « Dexia Group Master Netting Agreement » a été conclue entre Dexia SA, Dexia Crédit Local, Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Crediop et Belfius Banque, dans laquelle des arrangements de compensation multiproduits (convention de *netting*) sont repris créant une obligation juridique unique, s'étendant à toutes les opérations concernées, à la suite du défaut de l'une des parties adhérentes. À la suite du défaut de l'une des parties adhérentes, le solde net des valeurs positives et négatives de sortie de tout accord-cadre bilatéral (comme les dérivés, les conventions de cession-rétrocession, prêts d'obligations et prêts) est d'abord calculé. Ensuite, ces montants seront compensés entre eux de telle sorte qu'il reste une obligation légale unique résultant de l'application de la DGMNA. Depuis le 29 janvier 2014, Dexia Banque Internationale à Luxembourg n'est plus une partie adhérente à cette DGMNA.

B. Passifs financiers sujets à des accords de compensation exécutoires ou autres accords similaires

(en milliers d'EUR)	31/12/12					Montant net
	Montants bruts de passifs financiers comptabilisés	Montants bruts d'actifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets de passifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) donné	
Dérivés avec la London Clearing House	5 707 294	5 705 696	1 598	0	0	1 598
Dérivés avec des accords de compensation	37 758 226	0	37 758 226	17 293 327	19 703 557	761 342
Repos (titres achetés) avec des accords de compensation	10 913 662	0	10 913 662	0	10 912 317	1 345
Instruments financiers sous DGMNA ⁽¹⁾	2 627 998	0	2 627 998	2 627 995	0	3
TOTAL	57 007 180	5 705 696	51 301 484	19 921 322	30 615 874	764 288

(1) En 2009, une convention juridique exécutoire de compensation « Dexia Group Master Netting Agreement » a été conclue entre Dexia SA, Dexia Crédit Local, Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Crediop et Belfius Banque, dans laquelle des arrangements de compensation multiproduits (convention de *netting*) sont repris créant une obligation juridique unique, s'étendant à toutes les opérations concernées, à la suite du défaut de l'une des parties adhérentes. À la suite du défaut de l'une des parties adhérentes, le solde net des valeurs positives et négatives de sortie de tout accord-cadre bilatéral (comme les dérivés, les conventions de cession-rétrocession, prêts d'obligations et prêts) est d'abord calculé. Ensuite, ces montants seront compensés entre eux de telle sorte qu'il reste une obligation légale unique résultant de l'application de la DGMNA. Depuis le 29 janvier 2014, Dexia Banque Internationale à Luxembourg n'est plus une partie adhérente à cette DGMNA.

(en milliers d'EUR)	31/12/13					Montant net
	Montants bruts de passifs financiers comptabilisés	Montants bruts d'actifs financiers compensés comptabilisés	Montants nets de passifs financiers présentés dans le bilan	Montants non compensés au bilan		
				Instrument financier	Collatéral (titres +cash) donné	
Dérivés avec la London Clearing House	5 235 961	5 088 530	147 431	0	0	147 431
Dérivés avec des accords de compensation	26 008 448	0	26 008 448	10 332 320	15 060 188	615 940
Repos (titres achetés) avec des accords de compensation	8 780 961	0	8 780 961	0	8 581 925	199 036
Instruments financiers sous DGMNA ⁽¹⁾	1 437 229	0	1 437 229	1 437 229	0	0
TOTAL	41 462 599	5 088 530	36 374 069	11 769 549	23 642 113	962 407

(1) En 2009, une convention juridique exécutoire de compensation « Dexia Group Master Netting Agreement » a été conclue entre Dexia SA, Dexia Crédit Local, Dexia Banque Internationale à Luxembourg, Dexia Crediop et Belfius Banque, dans laquelle des arrangements de compensation multiproduits (convention de *netting*) sont repris créant une obligation juridique unique, s'étendant à toutes les opérations concernées, à la suite du défaut de l'une des parties adhérentes. À la suite du défaut de l'une des parties adhérentes, le solde net des valeurs positives et négatives de sortie de tout accord-cadre bilatéral (comme les dérivés, les conventions de cession-rétrocession, prêts d'obligations et prêts) est d'abord calculé. Ensuite, ces montants seront compensés entre eux de telle sorte qu'il reste une obligation légale unique résultant de l'application de la DGMNA. Depuis le 29 janvier 2014, Dexia Banque Internationale à Luxembourg n'est plus une partie adhérente à cette DGMNA.

9.4. Risque de taux d'intérêt : répartition par échéance jusqu'à la prochaine date de refixation des taux d'intérêt

Les dépôts à vue et les comptes d'épargne sont déclarés dans la colonne « À vue ou sur demande » car les informations établies ici considèrent la durée résiduelle jusqu'à la prochaine date de refixation des taux d'intérêt sur une base comptable, et non en fonction

d'hypothèses basées sur des données comportementales observées. Les hypothèses basées sur les données comportementales observées des clients sont réalisées dans l'analyse de la sensibilité (voir la note 9.5. « Risque de marché et gestion du bilan »).

1. 2012

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéter- minée ⁽¹⁾	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur ⁽¹⁾	Dépré- ciation	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 964 112						448			1 964 560
Prêts et créances sur établissements de crédit	20 380 009	15 968 230	3 454 931	1 242 105	170 645	17 505	55 104	30 377	(39 120)	41 279 786
Prêts et créances sur la clientèle	5 305 868	20 591 923	11 167 710	20 442 670	30 865 701	2 379 057	314 808	89 971	(1 671 592)	89 486 116
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	1 033 870	26 010	132 987	324 373	3 473 984	5 244	81 167	0	5 077 635
Investissements financiers	9 431	3 398 971	1 035 568	6 609 315	16 893 929	1 039 277	545 452	2 171 312	(99 592)	31 603 663
Dérivés							1 886 523	33 348 442		35 234 965
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								4 144 582		4 144 582
Investissements dans des entreprises associées						92 872				92 872
Immobilisations corporelles						1 480 271				1 480 271
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						209 794				209 794
Actifs fiscaux ⁽¹⁾						1 207 713				1 207 713
Autres actifs ⁽¹⁾	144 342	44 192	25 483	14 277	3 748	921 272		6 230	(3 995)	1 155 549
Actifs non courants destinés à être cédés						25 468			(5 851)	19 617
TOTAL ACTIF⁽¹⁾	27 803 762	41 037 186	15 709 702	28 441 354	48 258 396	10 847 213	2 807 579	39 872 081	(1 820 150)	212 957 124
Opérations en délai d'usance	0	2 119 826	255 601	9 435	11 365	218 181	0	0	0	2 614 408
Dérivés	0	231 424 947	118 186 685	115 469 983	252 787 217	2 599 414	0	0	0	720 468 246
HORS BILAN	0	233 544 773	118 442 286	115 479 418	252 798 582	2 817 595	0	0	0	723 082 654
TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT⁽¹⁾	27 803 762	274 581 959	134 151 988	143 920 772	301 056 978	13 664 808	2 807 579	39 872 081	(1 820 150)	936 039 778

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

B. Dettes

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée ⁽¹⁾	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
Dettes envers les établissements de crédit	9 511 417	2 615 539	418 578	26 966 099	714 413	3 322	207 843	3 089	40 440 300
Dettes envers la clientèle	48 987 834	12 807 246	2 425 481	1 321 004	608 055	44 656	454 816		66 649 092
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	0	409 244	477 279	4 608 419	1 223 413	3 459 351	136 544	148 701	10 462 951
Dérivés							2 737 615	39 027 920	41 765 535
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								87 205	87 205
Dettes représentées par un titre		6 041 389	3 369 192	15 029 496	1 715 628		283 742	47	26 439 494
Dettes subordonnées		30 128	198 396	274 343	201 108	288 373	39 159	8 399	1 039 906
Provisions techniques des sociétés d'assurance						17 579 188			17 579 188
Provisions et autres obligations ⁽¹⁾						978 104			978 104
Dettes fiscales						130 751			130 751
Autres passifs	1 266 298	199 695	50 904	12 913	337	514 752	237		2 045 136
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés									0
TOTAL DES DETTES⁽¹⁾	59 765 549	22 103 241	6 939 830	48 212 274	4 462 954	22 998 497	3 859 956	39 275 361	207 617 662
Opérations en délai d'usage	0	1 374 387	1 001 196	9 129	3 327	211 773	0	0	2 599 812
Dérivés	0	215 280 856	125 408 393	122 691 917	272 512 183	2 987 395	0	0	738 880 744
HORS BILAN	0	216 655 243	126 409 589	122 701 046	272 515 510	3 199 168	0	0	741 480 556

TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT⁽¹⁾ **59 765 549** **238 758 484** **133 349 419** **170 913 320** **276 978 464** **26 197 665** **3 859 956** **39 275 361** **949 098 218**

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

C. Position nette

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée ⁽¹⁾
Gap de sensibilité du bilan ⁽¹⁾	(31 961 787)	35 823 475	802 569	(26 992 548)	24 078 514	(12 532 857)

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Le risque de taux d'intérêt réel de la banque est suivi sur la base d'hypothèses plus avancées.

2. 2013

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéter- minée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépré- ciation	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 445 586						130			1 445 716
Prêts et créances sur établissements de crédit	15 283 163	14 055 302	455 775	173 665	92 609	13 467	42 311	23 921	(16 504)	30 123 709
Prêts et créances sur la clientèle	3 116 136	17 748 834	13 352 117	21 043 522	31 625 002	1 970 682	303 905	57 963	(1 496 599)	87 721 562
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	1 443 753	7 686	75 081	174 421	3 656 578	8 051	146 663	0	5 512 233
Investissements financiers	0	2 116 661	1 325 987	5 584 439	15 519 596	1 161 898	502 010	1 942 824	(79 264)	28 074 151
Dérivés							1 527 524	21 662 656		23 190 180
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								3 044 509		3 044 509
Investissements dans des entreprises associées						169 487				169 487
Immobilisations corporelles						1 391 707				1 391 707
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						199 047				199 047
Actifs fiscaux						958 827				958 827
Autres actifs	69 615	48 917	6 935	12 836	564	786 331		122	(2 185)	923 135
Actifs non courants destinés à être cédés						27 489			(4 330)	23 159
TOTAL ACTIF	19 914 500	35 413 467	15 148 500	26 889 543	47 412 192	10 335 513	2 383 931	26 878 658	(1 598 882)	182 777 422
Opérations en délai d'usage	0	328 745	196 781	23 158	313 985	471 748	0	0	0	1 334 417
Dérivés	0	197 072 015	121 570 564	106 511 750	250 422 971	193 636	0	0	0	675 770 936
HORS BILAN	0	197 400 760	121 767 345	106 534 908	250 736 956	665 384	0	0	0	677 105 353
TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT	19 914 500	232 814 227	136 915 845	133 424 451	298 149 148	11 000 897	2 383 931	26 878 658	(1 598 882)	859 882 775

B. Dettes

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
Dettes envers les établissements de crédit	7 012 120	5 849 964	1 845 174	14 291 289	49 035	3 878	182 457	1 651	29 235 568
Dettes envers la clientèle	45 624 702	13 786 894	544 201	912 955	640 423	22 144	93 993		61 625 312
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	0	661 969	953 128	2 092 054	888 235	3 651 726	80 447	133 249	8 460 808
Dérivés							2 393 636	26 208 407	28 602 043
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								42 632	42 632
Dettes représentées par un titre		7 765 343	7 556 767	8 738 937	2 818 067		305 050	16	27 184 180
Dettes subordonnées		209 895	214 718	50 000	249 149	157 000	6 754	5 676	893 192
Provisions techniques des sociétés d'assurance						17 641 090			17 641 090
Provisions et autres obligations						462 146			462 146
Dettes fiscales						109 652			109 652
Autres passifs	202 779	1 100 001	32 686	11 896	3 351	548 888	252		1 899 853
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés									0
TOTAL DES DETTES	52 839 601	29 374 066	11 146 674	26 097 131	4 648 260	22 596 524	3 062 589	26 391 631	176 156 476
Opérations en délai d'usage	0	1 437 353	21 990	40 969	315 083	731 453	0	0	2 546 848
Dérivés	0	190 293 451	128 121 848	105 540 091	269 655 302	499 645	0	0	694 110 337
HORS BILAN	0	191 730 804	128 143 838	105 581 060	269 970 385	1 231 098	0	0	696 657 185
TOTAL DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT	52 839 601	221 104 870	139 290 512	131 678 191	274 618 645	23 827 622	3 062 589	26 391 631	872 813 661

C. Position nette

(en milliers d'EUR)	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée
Gap de sensibilité du bilan	(32 925 101)	11 709 357	(2 374 667)	1 746 260	23 530 503	(12 826 725)

Le risque de taux d'intérêt réel de la banque est suivi sur la base d'hypothèses plus avancées.

9.5. Risques de marché et gestion de bilan (ALM)

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour plus d'informations en matière de risques de marché.

1. Trésorerie et Marchés financiers

Au sein de Belfius, la division Treasury and Financial Markets Services est le point d'accès central aux marchés financiers. Elle ne souscrit aucune position pour compte propre, les transactions sont basées sur les opérations des clients. Les transactions des clients internes ou externes, entre autres, la gestion des liquidités et du bilan appartiennent à la dernière catégorie et sont couvertes de manière globale dans un cadre de limites restreint qui respecte la gestion du risque de Belfius. Cette structure permet de couvrir les différents risques de marché dans un délai acceptable tout en garantissant l'accès aux marchés financiers. Les chiffres de VaR indiqués ci-dessous reflètent les positions résiduelles limitées.

- Les risques de l'activité de *flow management* incluent le risque général de taux, risque de change, risque sur les prix d'actions, risque du spread de crédit et autres risques (inflation, CO₂). Ces risques sont suivis avec des limites Value at Risk (VaR) et avec d'autres limites appropriées de risque.
- L'activité de trésorerie (Cash and Liquidity Management) – uniquement du portefeuille banking – est suivi au moyen de la limite Value at Risk et en limite de sensibilité aux taux d'intérêt.
- Les risques du spread de crédit du portefeuille d'investissement et celui des activités des clients TFM sont suivis avec des limites de spread.

Les limites VaR ont été considérablement diminuées pour être en adéquation avec la diminution de l'appétit au risque de la banque.

VaR (99 %, 10 j.) (en milliers d'EUR)	2012				2013			
	IR ⁽¹⁾ & FX ⁽²⁾ (Trading and Banking) ⁽³⁾	EQT ⁽⁴⁾ Trading	Spread Trading	Autres risques ⁽⁵⁾	IR ⁽¹⁾ & FX ⁽²⁾ (Trading and Banking) ⁽³⁾	EQT ⁽⁴⁾ Trading	Spread Trading	Autres risques ⁽⁵⁾
Par activité								
Moyenne	8 308	1 305	11 982	2 087	5 951	1 246	10 711	1 634
Fin de la période	6 351	1 593	14 002	1 592	4 843	837	10 468	1 551
Maximum	14 074	3 926	17 903	4 532	10 347	2 603	14 517	2 287
Minimum	4 957	606	7 825	1 503	3 392	643	9 120	1 120
Globale								
Moyenne		23 682				19 543		
Fin de la période		23 538				17 700		
Maximum		30 359				24 180		
Minimum		17 893				15 197		
Limite		41 000				41 000		

(1) IR : risque de taux d'intérêt.

(2) FX : risque de change.

(3) ALM exclu.

(4) Eqt : risque sur actions.

(5) Risque d'inflation et de CO₂.

2. Gestion de bilan (ALM) – risque de taux et risque sur actions

ALM est sous la gestion directe et le contrôle de l'ALCo.

La sensibilité décrite mesure le changement de la valeur économique nette du bilan si les taux augmentent de 1 % sur l'ensemble de la courbe des taux.

Pour le calcul de la sensibilité, la durée résiduelle du portefeuille jusqu'à la prochaine date de refixation des taux est établie à partir d'hypothèses déduites du comportement observé de la clientèle et ne correspond pas à la date contractuelle de remboursement (voir note 9.4. « Risque de taux d'intérêt : répartition par échéance jusqu'à la prochaine date de refixation des taux d'intérêt »).

A. Valeur économique nette-sensibilité

La Value at Risk (VaR) représente le changement potentiel de la valeur de marché, avec une probabilité de 99 % sur une période de 10 jours.

(en milliers d'EUR)	2012		2013	
	Taux	Actions	Taux	Actions
ALM Banque ⁽¹⁾				
Sensibilité	129 000		103 000	
VaR 10 j. 99 %		300		800
Compagnies d'assurances				
Sensibilité	95 000		65 000	
VaR mitigée 10 j. 99 %		51 000		37 000

(1) Trésorerie exclu.

B. Sensibilité sur revenus d'actions

L'Earnings at Risk (EaR) représente une diminution potentielle du résultat comptable sur 1 an (avec une probabilité de 90 %).

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Banque		
Coût d'acquisition	13 000	24 000
Valeur de marché	2 000	2 000
Earnings at risk	0	0
Compagnies d'assurance		
Coût d'acquisition	850 000	826 000
Valeur de marché	870 000	888 000
Earnings at risk	(18 000)	(10 000)

3. Portefeuille obligataire

A. Encours (montants nominaux)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Banque ⁽¹⁾	22 834 000	19 625 139
Compagnies d'assurance	13 343 000	12 046 503

(1) Obligations du portefeuille Side et dans la gestion ALM.

B. Sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt du portefeuille de la banque est complètement couvert ou géré par la gestion globale d'ALM (en portefeuille ALM). En conséquence, la sensibilité du portefeuille « Side » aux variations de taux d'intérêt est très limitée.

La sensibilité du portefeuille obligataire des compagnies d'assurance à une augmentation de 1 % des taux d'intérêt s'élève à EUR -6,9 millions fin 2013.

C. Sensibilité du spread de crédit

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité du portefeuille obligataire si le spread augmente de 1 point de base.

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Banque ⁽¹⁾	(20 452)	(19 711)
Compagnies d'assurances	(11 286)	(9 285)

(1) Obligations du portefeuille Side et dans la gestion ALM.

9.6. Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité a été revue depuis la crise financière et de liquidité.

Répartition par échéance résiduelle jusqu'à la date de remboursement

Les dépôts à vue et les comptes d'épargne figurent dans la colonne « A vue ou sur demande » bien que la date de remboursement soit indéterminée.

Tous les autres actifs et obligations ont été ventilés sur les différentes périodes, même si la date d'échéance est inférieure à 7 jours.

1. 2012

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépréciation	Total
	À vue ou sur demande ⁽¹⁾	Moins de 3 mois ⁽¹⁾	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée				
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 964 112						448			1 964 560
Prêts et créances sur établissements de crédit	20 275 812	2 831 251	3 377 122	14 407 401	324 334	17 505	55 104	30 377	(39 120)	41 279 786
Prêts et créances sur la clientèle	5 011 625	8 289 256	5 503 382	20 770 227	48 795 221	2 383 218	314 808	89 971	(1 671 592)	89 486 116
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	10 962	19 154	349 390	1 137 734	3 473 984	5 244	81 167	0	5 077 635
Investissements financiers	9 430	1 360 021	631 350	8 614 480	17 334 728	1 036 482	545 452	2 171 312	(99 592)	31 603 663
Dérivés							1 886 523	33 348 442		35 234 965
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								4 144 582		4 144 582
Investissements dans des entreprises associées						92 872				92 872
Immobilisations corporelles						1 480 271				1 480 271
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						209 794				209 794
Actifs fiscaux ⁽¹⁾						1 207 713				1 207 713
Autres actifs ⁽¹⁾	144 256	44 278	25 483	14 277	3 748	921 272		6 230	(3 995)	1 155 549
Actifs non courants destinés à être cédés						25 468			(5 851)	19 617
TOTAL ACTIF⁽¹⁾	27 405 235	12 535 768	9 556 491	44 155 775	67 595 765	10 848 579	2 807 579	39 872 081	(1 820 150)	212 957 124
Opérations en délai d'usance	0	2 605 226	9 182	0	0	0	0	0	0	2 614 408
Dérivés de change	0	12 088 889	2 146 632	5 939 489	9 876 738	0	0	0	0	30 051 748
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE	0	14 694 115	2 155 814	5 939 489	9 876 738	0	0	0	0	32 666 156
TOTAL GAP DE LIQUIDITÉ⁽¹⁾	27 405 235	27 229 883	11 712 305	50 095 264	77 472 503	10 848 579	2 807 579	39 872 081	(1 820 150)	245 623 280

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

B. Dettes

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée ⁽¹⁾			
Dettes envers les établissements de crédit	9 511 417	2 615 539	418 578	26 965 047	715 465	3 322	207 843	3 089	40 440 300
Dettes envers la clientèle	48 987 347	12 807 733	2 425 481	1 321 004	608 055	44 656	454 816		66 649 092
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	0	150 755	455 312	4 866 897	1 245 392	3 459 350	136 544	148 701	10 462 951
Dérivés							2 737 615	39 027 920	41 765 535
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								87 205	87 205
Dettes représentées par un titre	0	1 031 455	3 369 193	15 049 496	6 705 561		283 742	47	26 439 494
Dettes subordonnées	0	30	113 644	234 343	355 958	288 373	39 159	8 399	1 039 906
Provisions techniques des sociétés d'assurance	5 299	696 715	2 106 780	8 395 357	5 941 538	433 499			17 579 188
Provisions et autres obligations ⁽¹⁾									978 104
Dettes fiscales							130 751		130 751
Autres passifs	1 265 696	198 425	50 941	12 913	1 223	515 701	237		2 045 136
TOTAL DETTES⁽¹⁾	59 769 759	17 500 652	8 939 929	56 845 057	15 573 192	5 853 756	3 859 956	39 275 361	207 617 662
Fonds propres de base ⁽¹⁾						6 900 670			6 900 670
Gains ou pertes latents ou différés ⁽¹⁾								(1 580 551)	(1 580 551)
FONDS PROPRES DU GROUPE	0	0	0	0	0	6 900 670	0	(1 580 551)	5 320 119
Participations ne donnant pas le contrôle						19 343			19 343
FONDS PROPRES TOTAUX⁽¹⁾	0	0	0	0	0	6 920 013	0	(1 580 551)	5 339 462
TOTAL DU PASSIF⁽¹⁾	59 769 759	17 500 652	8 939 929	56 845 057	15 573 192	12 773 769	3 859 956	37 694 810	212 957 124
Opérations en délai d'usage	0	2 584 512	15 300	0	0	0	0	0	2 599 812
Dérivés de change	0	12 013 442	2 110 907	6 202 645	9 970 794	0	0	0	30 297 788
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE	0	14 597 954	2 126 207	6 202 645	9 970 794	0	0	0	32 897 600
TOTAL GAP DE LIQUIDITÉ⁽¹⁾	59 769 759	32 098 606	11 066 136	63 047 702	25 543 986	12 773 769	3 859 956	37 694 810	245 854 724

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

C. Gap net de liquidité

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote					
	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée ⁽¹⁾
Gap net de liquidité	(32 364 524)	(4 868 723)	646 169	(12 952 438)	51 928 517	(1 925 190)

(1) Due à l'application de la norme IAS19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

Le risque de liquidité réel de la banque est suivi sur la base d'hypothèses plus avancées. La liquidité d'une banque résulte de la différence entre les flux de trésorerie aux échéances contractuelles d'actifs et de passifs et tient compte des couvertures via des dérivés. Ceci permet la

présentation du gap net de liquidité (besoins de liquidité). La juste valeur des produits dérivés est mentionnée dans la colonne « Ajustement à la juste valeur ».

2. 2013

A. Actifs

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépré- ciation	Total
	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéter- minée				
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1 445 586						130			1 445 716
Prêts et créances sur établissements de crédit	15 284 291	981 096	3 257 862	10 324 176	198 292	28 263	42 311	23 921	(16 504)	30 123 708
Prêts et créances sur la clientèle	3 032 896	8 801 313	5 795 349	21 396 048	47 853 214	1 977 472	303 905	57 963	(1 496 599)	87 721 561
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	338 505	5 457	318 847	1 038 132	3 656 579	8 051	146 663	0	5 512 234
Investissements financiers	0	1 064 293	1 083 583	6 471 145	15 925 880	1 163 680	502 010	1 942 824	(79 264)	28 074 151
Dérivés							1 527 524	21 662 656		23 190 180
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								3 044 509		3 044 509
Investissements dans des entreprises associées						169 487				169 487
Immobilisations corporelles						1 391 707				1 391 707
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						199 047				199 047
Actifs fiscaux						958 827				958 827
Autres actifs	69 615	48 941	6 912	12 836	564	786 331	0	122	(2 185)	923 136
Actifs non courants destinés à être cédés						27 489			(4 330)	23 159
TOTAL ACTIF	19 832 388	11 234 148	10 149 163	38 523 052	65 016 082	10 358 882	2 383 931	26 878 658	(1 598 882)	182 777 422
Opérations en délai d'usage	0	1 326 229	8 188	0	0	0	0	0	0	1 334 417
Dérivés de change	0	7 268 551	4 086 720	3 734 417	8 922 811	0	0	0	0	24 012 499
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE	0	8 594 780	4 094 908	3 734 417	8 922 811	0	0	0	0	25 346 916
TOTAL GAP DE LIQUIDITÉ	19 832 388	19 828 928	14 244 071	42 257 469	73 938 893	10 358 882	2 383 931	26 878 658	(1 598 882)	208 124 338

B. Dettes

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote						Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée			
Dettes envers les établissements de crédit	7 012 120	5 849 963	1 844 404	14 287 692	53 403	3 878	182 457	1 651	29 235 568
Dettes envers la clientèle	45 624 702	13 786 894	544 201	912 955	640 423	22 144	93 993		61 625 312
Passifs financiers mesurés à la juste valeur par le résultat	0	35 902	144 926	3 145 599	1 268 959	3 651 726	80 447	133 249	8 460 808
Dérivés							2 393 636	26 208 407	28 602 043
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								42 632	42 632
Dettes représentées par un titre		2 371 399	5 669 068	13 285 624	5 553 023		305 050	16	27 184 180
Dettes subordonnées			108 814	229 964	319 080	222 904	6 754	5 676	893 192
Provisions techniques des sociétés d'assurance		452 252	1 285 242	5 378 129	10 525 467				17 641 090
Provisions et autres obligations						462 146			462 146
Dettes fiscales						109 652			109 652
Autres passifs	201 768	1 102 970	30 040	11 896	3 351	549 576	252		1 899 853
TOTAL DETTES	52 838 590	23 599 380	9 626 695	37 251 859	18 363 706	5 022 026	3 062 589	26 391 631	176 156 476
Fonds propres de base						7 343 222			7 343 222
Gains ou pertes latents ou différés								(738 172)	(738 172)
FONDS PROPRES DU GROUPE	0	0	0	0	0	7 343 222	0	(738 172)	6 605 050
Participations ne donnant pas le contrôle						15 896			15 896
FONDS PROPRES TOTAUX	0	0	0	0	0	7 359 118	0	(738 172)	6 620 946
TOTAL DU PASSIF	52 838 590	23 599 380	9 626 695	37 251 859	18 363 706	12 381 144	3 062 589	25 653 459	182 777 422
Opérations en délai d'usage	0	2 546 848	0	0	0	0	0	0	2 546 848
Dérivés de change	0	7 233 867	4 238 386	3 786 898	8 931 288	0	0	0	24 190 439
FLUX DE TRÉSORERIE DES DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USAGE	0	9 780 715	4 238 386	3 786 898	8 931 288	0	0	0	26 737 287
TOTAL GAP DE LIQUIDITÉ	52 838 590	33 380 095	13 865 081	41 038 757	27 294 994	12 381 144	3 062 589	25 653 459	209 514 709

C. Gap net de liquidité

(en milliers d'EUR)	Répartition du montant brut et de la prime/décote					
	À vue ou sur demande	Moins de 3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Supérieur à 5 ans	Échéance indéterminée
Gap net de liquidité	(33 006 202)	(13 551 167)	378 990	1 218 712	46 643 899	(2 022 262)

Le risque de liquidité réel de la banque est suivi sur la base d'hypothèses plus avancées.

La juste valeur des produits dérivés est mentionnée dans la colonne « Ajustement à la juste valeur ».

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour une information plus détaillée de la situation de liquidité.

La diminution générale de nos actifs résulte essentiellement de la politique de réduction du profil de risque.

La liquidité d'une banque résulte de la différence entre les flux de trésorerie aux échéances contractuelles d'actifs et de passifs et tient compte des couvertures via des dérivés. Ceci permet la présentation du gap net de liquidité (besoins de liquidité).

L'amélioration de la position de liquidité de Belfius a permis de diminuer le recours aux prêts des banques centrales.

9.7. Risque de change et taux de change

1. Risque de change

(en milliers d'EUR)	31/12/12				
	EUR ⁽¹⁾	GBP	USD	Autres	Total
Total de l'actif ⁽¹⁾	189 799 385	8 067 871	11 342 328	3 747 540	212 957 124
Total du passif ⁽¹⁾	196 925 372	3 456 847	9 453 634	3 121 271	212 957 124
POSITION NETTE AU BILAN	(7 125 987)	4 611 024	1 888 694	626 269	0
Hors bilan – à recevoir	13 476 310	1 095 951	10 768 386	4 731 784	30 072 431
Hors bilan – à livrer	6 745 819	5 604 887	12 838 268	5 132 711	30 321 685
POSITION NETTE AU HORS BILAN	6 730 491	(4 508 936)	(2 069 882)	(400 927)	(249 254)
POSITION NETTE	(395 496)	102 088	(181 188)	225 342	

(1) Étant donné l'application de la norme IAS 19 révisée, les chiffres de 2012 ont été adaptés. Nous renvoyons aux « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés » et également à l'annexe 6.7. « Provisions et autres obligations » pour une description plus détaillée.

(en milliers d'EUR)	31/12/13				
	EUR	GBP	USD	Autres	Total
Total de l'actif	169 082 010	6 128 394	5 332 041	2 234 977	182 777 422
Total du passif	172 641 417	3 287 745	4 641 768	2 206 492	182 777 422
POSITION NETTE AU BILAN	(3 559 407)	2 840 649	690 273	28 485	0
Hors bilan – à recevoir	10 188 662	598 438	9 112 714	4 066 111	23 965 925
Hors bilan – à livrer	6 649 276	3 419 921	9 833 533	3 906 781	23 809 511
POSITION NETTE AU HORS BILAN	3 539 386	(2 821 483)	(720 819)	159 330	156 414
POSITION NETTE	(20 021)	19 166	(30 546)	187 815	

2. Taux de change

		31/12/12		31/12/13	
		Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollar australien	AUD	1,2735	1,2452	1,5415	1,3946
Dollar canadien	CAD	1,3169	1,2910	1,4648	1,3769
Franc suisse	CHF	1,2074	1,2040	1,2273	1,2292
Couronne tchèque	CZK	25,1095	25,1541	27,3630	26,0349
Couronne danoise	DKK	7,4608	7,4448	7,4603	7,4577
Euro	EUR	1,0000	1,0000	1,0000	1,0000
Livre sterling	GBP	0,8137	0,8115	0,8335	0,8504
Dollar de Hong-Kong	HKD	10,2451	10,0216	10,6896	10,3217
Forint	HUF	291,1000	288,1549	297,1150	298,0004
Shekel	ILS	4,9388	4,9687	4,7741	4,7900
Yen	JPY	114,2150	103,4577	144,7000	130,3038
Peso mexicain	MXN	17,1702	16,9718	18,0222	17,1202
Couronne norvégienne	NOK	7,3530	7,4658	8,3781	7,8690
Dollar néo-zélandais	NZD	1,6041	1,5869	1,6729	1,6300
Couronne suédoise	SEK	8,5982	8,6794	8,8819	8,6648
Dollar Singapour	SGD	1,6146	1,6074	1,7411	1,6679
Nouvelle lire turque	TRY	2,3575	2,3108	2,9654	2,5672
Dollar US	USD	1,3220	1,2921	1,3785	1,3307

9.8. Risques d'assurances

Nous renvoyons à la partie « Gestion des risques » du rapport de gestion pour une information plus détaillée de la situation des risques d'assurance.

X. Changements significatifs dans le périmètre de consolidation et liste des filiales et entreprises associées à Belfius Banque

10.1. Changements significatifs dans le périmètre de consolidation

1. Au 31 décembre 2012

Au deuxième trimestre, Dexia Autolease Luxembourg a été vendue et les entreprises Esplanade 64 et Bogey liquidées.

Le véhicule de titrisation Mercurius a été mis en place.

Les entreprises LFB et Legros ont été achetées en juin 2012.

Dans le courant du troisième trimestre 2012, le véhicule de titrisation DSFB 1 a été racheté.

À partir du quatrième trimestre 2012, Belfius Financing Company est à nouveau comprise dans la consolidation.

2. Au 31 décembre 2013

Au premier trimestre, la participation Belfius Insurance augmente à 100 %.

Les entreprises Coquelets, North Light et Pole Star ont été achetées.

Sepia est à nouveau comprise dans la consolidation.

10.2. Acquisitions et cessions d'entreprises consolidées

1. Acquisitions importantes

A. Année 2012

Le 29 juin 2012, les sociétés LFB SA et Legros Renier – Les Amarentes Seigneurie de Loverval SA ont été acquises. Il s'agit d'investissements dans des entreprises qui gèrent des maisons de retraite.

B. Année 2013

Le 27 juin 2013, la société Coquelets SA a été acquise. Il s'agit d'un investissement dans une entreprise qui gère une maison de retraite.

Les actifs et passifs acquis sont les suivants :

(en milliers d'EUR)	2012		2013
	LFB	Legros	Coquelets
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1	7
Prêts et créances sur établissements de crédit	496	588	196
Immobilisations corporelles	16 613	20 971	17 384
Autres actifs	6	5	34
Dettes envers la clientèle	(8 018)	(7 016)	(11 623)
Autres passifs	(129)	(238)	(706)
ACTIF NET	8 971	14 311	5 292
Prix d'acquisition (reçu en numéraire)	8 971	14 311	5 292
Moins : coût de la transaction	0	0	0
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie des filiales vendues	(3)	(1)	(7)
LIQUIDITÉS DÉCAISSÉES POUR L'ACHAT	8 968	14 310	5 285

2. Cessions importantes

Néant.

3. Actifs et passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés

Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013, il n'y avait pas de filiales comptabilisées dans le poste « Groupes destinés à être cédés ».

10.3. Liste des filiales, des entreprises mises en équivalence, des entreprises associées et des entreprises dans lesquelles le groupe détient des droits sociaux représentant 20 % au moins du capital souscrit

1. Liste des filiales comprises dans la consolidation par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Audit en Ingénierie Sociale Consulting SA	Route du Creton F-18110 Vasselay	99,99	30
Belfius Asset Finance Holding SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	10
Belfius Auto Lease SA	Place Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
Belfius Commercial Finance SA	Place Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	15
Belfius Financing Company SA	20, rue de l'Industrie L-8399 Windhof	100	49
Belfius Funding NV	Luna Arena Herikerbergweg 238 NL-1101 CM Amsterdam Zuidoost	100	49
Belfius Immo SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	31
Belfius Insurance SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	28
Belfius Insurance Invest SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	21
Belfius Insurance Services Finance SA	20, rue de l'Industrie L-8399 Windhof	100	21
Belfius Ireland Unltd	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	100	49
Belfius Lease SA	Place Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
Belfius Lease Services SA	Place Rogier 11 B-1210 Bruxelles	100	5
Belfius Re SA	20, rue de l'Industrie L-8399 Windhof	100	27
Copharma Industries Unlimited ⁽²⁾	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	15,41	47
Coquelets SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	31
Corona SA	Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles	100	28
Corona Invest SA	Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles	100	21
Crefius SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	6
Delp Invest SCRL	Namur Office Park Avenue des Dessus de Lives 2 B-5101 Loyers	93,69	21

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

(2) Les filiales de Belfius Insurance sises en Irlande sont en liquidation.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Dexia Secured Funding Belgium SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	10	49
Dublin Oak Ltd ⁽³⁾	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	0	49
Elantis SA	Rue des Clarisses 38 B-4000 Liège	100	6
Eurco Ltd ⁽²⁾	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	100	47
Eurco Re Ltd ⁽²⁾	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	100	27
Eurco Rück AG ⁽³⁾	Beethovenstrasse 49 CH-8002 Zürich	99,98	27
Ibro Holdings Unltd ⁽²⁾	International Financial Services Centre 6, George's Dock IRL-Dublin 1	100	47
International Wealth Insurer SA	2, rue Nicolas Bové L-1253 Luxembourg	99,99	25
Legros-Renier Les Amarentes Seigneurie de Loverval SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	31
LFB SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	100	31
Mercurius Funding SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	0	49
Penates Funding SA	Avenue Louise 486 B-1050 Bruxelles	0	49

2. Liste des filiales non consolidées par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Atrium 1 SA	Rue des Colonies 40 B-1000 Bruxelles	0	Importance négligeable	21
Atrium 2 SA	Rue des Colonies 40 B-1000 Bruxelles	0	Importance négligeable	21
Belfius Fiduciaire SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	23
Belfius Part SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	10
Boonefaes Verzekeringen NV	Sint-Walburgapark 1 B-8360 Veurne	98,67	Importance négligeable	30
Bureau Laveaux & Martin SPRL	Ravensteinstraat 2 b3 B-9000 Gent	100	Importance négligeable	30
Caring people SA	Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles	100	Importance négligeable	30
Dexia Public Facilities Financing US SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	10
DVV Kantoor Eke BVBA	's Gravendreef 1 B-9810 Nazareth	99,99	Importance négligeable	30
Fynergie SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	32
GCC II Feeder BV	Herengracht 338 NL-1016 CG Amsterdam	100	Importance négligeable	41
Immorente SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
Sci St-Mesmin Immobilier	Route du Creton F-18110 Vasselay	100	Importance négligeable	32

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

(2) Les filiales de Belfius Insurance sises en Irlande sont en liquidation.

(3) Filiales liquidées fin 2013.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Service Communal de Belgique SC	Avenue Louise 106 B-1050 Bruxelles	63,59	En liquidation	47
Shop Equipments SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	100	Importance négligeable	31
VDL - Interass NV	Brusselsesteenweg 346C B-9090 Melle	100	Importance négligeable	30

3. Liste des filiales communes consolidées par intégration proportionnelle

Néant.

4. Liste des filiales communes non consolidées par intégration proportionnelle

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Arlinvest NV	Hamiltonpark 24-26 B-8000 Brugge	49	Importance négligeable	16
Domaine de Balzat SA	Avenue Jean Dubrucq 175 B-1080 Bruxelles	50	Importance négligeable	31
Finimmo SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	50	Importance négligeable	16
Himba NV	Hamiltonpark 24-26 B-8000 Brugge	48,51	Importance négligeable	31
Inforum GIE	Rue d' Arlon 53 B-1040 Bruxelles	50	Importance négligeable	41
Leskoo SA	Avenue des Communautés 100 B-1200 Woluwe-Saint-Lambert	50	Importance négligeable	31

5. Liste des entreprises mises en équivalence

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Auxiliaire de participations SA	Avenue Britsiers 5 B-1030 Schaerbeek	39,70	10
Aviabel SA	Avenue Louise 54 B-1050 Bruxelles	20	26
Ecetia Finances SA	Rue Sainte-Marie 5 B-4000 Liège	27,99	43
Erasmus Gardens SA	Avenue Hermann-Debroux 42 B-1160 Bruxelles	50	31
Isabel SA	Boulevard de l'Impératrice 13-15 B-1000 Bruxelles	24	39
North Light SA ⁽²⁾	Avenue Saint-Lazarus 4-10 B-1210 Bruxelles	60	31
Pole Star SA ⁽²⁾	Avenue Saint-Lazarus 4-10 B-1210 Bruxelles	60	31
Promotion Leopold SA	Avenue Louise 416 B2 B-1050 Bruxelles	35,5	31
Sepia SA	Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles	50	25
Société Espace Léopold SA	Avenue Louise 416 B2 B-1050 Bruxelles	50	31
TEB Participations SA (ex Ecetia Participations)	Rue Sainte-Marie 5 B-4000 Liège	20,57	10

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

(2) Entreprises dont la fraction du capital détenue est de 60 %, mais la représentation dans le conseil d'administration est seulement de 50 %. Ces entreprises sont par conséquent mises en équivalence.

6. Liste des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Motif de l'exclusion	Code d'activité
Arkafund NV	Alfons Gossetlaan 30 B-1702 Groot-Bijgaarden	25	Importance négligeable	21
Bancontact-Mistercash SA	Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles	20	Importance négligeable	48
Banking Funding Company SA	Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles	21,59	Importance négligeable	48
Bedrijvencentrum Regio Mechelen NV	De regenboog 11 B-2800 Mechelen	24,33	Importance négligeable	41
DG Infra + SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	21,80	Importance négligeable	10
IDE Lux Finances SCRL	Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon	36,87	Importance négligeable	16
Immochapelle SA	7, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg	20	Importance négligeable	31
Imsol NV	Molenbergstraat 2 B-2000 Antwerpen	40	Importance négligeable	31
Inframan SA	Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles	50	Importance négligeable	47
Justinvest Antwerpen NV	Heistraat 129 B-2610 Antwerpen	33,33	Importance négligeable	32
Ondernemerstalent NV	P/A Universiteit Hasselt Agoralaan gebouw D B-3590 Diepenbeek	44,29	Importance négligeable	10
Rabot Invest NV	Heistraat 129 B-2610 Antwerpen	25	Importance négligeable	32
Re-Vive Brownfield CVBA	Oude Brusselseweg 71 B-9050 Ledeberg	25	Importance négligeable	31
Société Mixte de Développement Immobilier SA	Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège	25,04	Importance négligeable	32
Sofibru SA	Rue de Stassart 32 B-1050 Bruxelles	20	Importance négligeable	16
Syneco ASBL	Place l'Illon 13 B-5000 Namur	20	Importance négligeable	47
TEB Immobilier SA (ex Ecetia Immobilier)	Rue Sainte-Marie 5 B-4000 Liège	20,49	Importance négligeable	31
Vlabo Invest NV	Pater Damiaanstraat 5 B-3130 Betekom	43,05	Importance négligeable	32
Wandelaar Invest SA	Vieux Marché aux Grains 63 B-1000 Bruxelles	25	Importance négligeable	5
Zakenkantoor Vandepitte-Laplae NV	Astridlaan 37 B-8310 Assebroek	26	Importance négligeable	30

7. Liste des agences étoiles

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Belfius Aéroport SCRL	Avenue Georges Lemaitre 58 B-6041 Gosselies	25,16	4
Belfius Antwerpen Berchem CVBA	Grote Steenweg 456 B-2600 Berchem	26	4
Belfius Antwerpen Zuidrand CVBA	Kioskplaats 49 B-2660 Hoboken	25,16	4
Belfius Auderghem-Boisfort SCRL	Boulevard du Souverain 282 B-1160 Bruxelles	26	4
Belfius Basilix SCRL	Boulevard de Smet de Nayer 2A B-1090 Bruxelles	26	4
Belfius Binche Mariemont SCRL	Route de Mons 333 B-7130 Binche	25,83	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Belfius Borinage SCRL	Rue J. Dufrane 3-5 B-7080 Frameries	26	4
Belfius Brugmann SCRL	Avenue Brugmann 247 B-1180 Bruxelles	26	4
Belfius Brugs Ommeland-Oudenburg CVBA	Gistelse Steenweg 447 B-8200 Brugge Sint-Andries	26	4
Belfius Bruxelles-Anderlecht SCRL	Place de la Vaillance 35 B-1070 Bruxelles	25,16	4
Belfius Centre Ardenne SCRL	Avenue de Bouillon 16 B-6800 Libramont	26	4
Belfius Charleroi Pont-à-Nôle SCRL	Avenue Paul Pastur 114 B-6032 Mont-sur-Marchienne	26	4
Belfius Charleroi-Sud SCRL	Boulevard Joseph Tirou 76-82 B-6000 Charleroi	26	4
Belfius Condroz-Famenne SCRL	Rue Saint-Eloi 1 B-5590 Ciney	25,32	4
Belfius Dilbeek-Lennik CVBA	Ninooftsesteenweg 117 B-1700 Dilbeek	26	4
Belfius Druivenstreek CVBA	Stationsplein 17 B-3090 Overijse	26	4
Belfius Durmevallei CVBA	Marktplaats 3 B-9220 Hamme	26	4
Belfius Eeklo Gent-Oost CVBA	Grondwetlaan 9 B-9040 Sint-Amandsberg	26	4
Belfius Entre Sambre & Meuse SCRL	Rue de France 50-52 B-5600 Philippeville	25,49	4
Belfius Etterbeek SCRL	Rue des Champs 6 B-1040 Bruxelles	26	4
Belfius Famenne-Semois SCRL	Rue des Ardenes 2 B-5570 Beauraing	26	4
Belfius Fléron-Beyne-Soumagne SCRL	Avenue des Martyrs 257 B-4620 Fléron	26	4
Belfius Geer-Visé SCRL	Rue Saint Hadelin 1 B-4600 Visé	26	4
Belfius Gent-Centrum & Noordwest CVBA	Zonnestraat 23-25 B-9000 Gent	26	4
Belfius Geraardsbergen-Ninove CVBA	Oudenaardsestraat 4-6 B-9500 Geraardsbergen	26	4
Belfius Groot Deurne CVBA	André Hermanslaan 1 B-2100 Deurne	26	4
Belfius Hageland Noord CVBA	Bogaardenstraat 26 B-3200 Aarschot	26	4
Belfius Hainaut Centre & Senne SCRL	Rue Albert 1 ^{er} 23 B-7100 La Louvière	26	4
Belfius Haspengouw-West CVBA	Clockemstraat 38 B-3800 Sint-Truiden	26	4
Belfius Haute-Ardenne SCRL	Rue du Vieux Marché 21C B-6690 Vielsalm	26	4
Belfius Hesbaye SCRL	Grand-Place 5 B-4280 Hannut	26	4
Belfius Kempen Noord CVBA	Gemeenteplaats 6 B-2960 Brecht	26	4
Belfius Kempen Oost CVBA	Markt 27 B-2400 Mol	25,16	4
Belfius Klein Brabant CVBA	Nieuwstraat 21 B-2830 Willebroek	26	4
Belfius Kortrijk CVBA	Wijngaardstraat 52 B-8500 Kortrijk	26	4
Belfius Lambermont-Laeken SCRL	Avenue H. Conscience 182 B-1140 Bruxelles	25,63	4
Belfius Leeuw en Zoniën CVBA	Steenweg op Alseberg 1410 B-1620 Drogenbos	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Belfius Leuven CVBA	Brusselsestraat 2 B-3000 Leuven	26	4
Belfius Liège Centre & Sud SCRL	Rue des Mineurs 12 B-4000 Liège	26	4
Belfius Liège Nord & Est SCRL	Chaussée de Tongres 391 B-4000 Rocourt	26	4
Belfius Limburg Centrum CVBA	Dorpsstraat 1A B-3530 Houthalen-Helchteren	26	4
Belfius Louise SCRL	Place Stéphanie 8 B-1050 Bruxelles	25,16	4
Belfius Mandel-Leie CVBA	Holdestraat 19 B-8760 Meulebeke	26	4
Belfius Meuse Ourthe Amblève SCRL	Place Joseph Thiry 47 B-4920 Aywaille	26	4
Belfius Midden-Brabant CVBA (en liquidation)	Tervuursesteenweg 202 B-3001 Heverlee	51	4
Belfius Namur-Eghezée SCRL	Chaussée de Louvain 440 B-5004 Bouge Namur	26	4
Belfius Namur Gembloux SCRL	Avenue de la Faculté d'Agronomie 12 B-5030 Gembloux	25,48	4
Belfius Namur Haute-Meuse SCRL	Rue de Marchovelette 1 B-5000 Namur	26	4
Belfius Netevallei CVBA	Grote Markt 13 B-2500 Lier	26	4
Belfius Nivelles-Tubize SCRL	Rue de Nivelles 30 B-1480 Tubize	26	4
Belfius Noord-Limburg CVBA	Hertog Janplein 45 B-3920 Lommel	25,63	4
Belfius Nord Picardie SCRL	Rue de la Station 39-41 B-7700 Mouscron	26	4
Belfius Pays de Mons SCRL	Avenue Jean d'Avesnes 9 B-7000 Mons	26	4
Belfius Regio Aalst CVBA	Stationsstraat 4 B-9300 Aalst	26	4
Belfius Regio Asse-Ternat CVBA	Kattestraat 2 B-1730 Asse	26	4
Belfius Regio Dendermonde Buggenhout CVBA	Zuidlaan 2 B-9200 Dendermonde	26	4
Belfius Regio Erpe-Mere CVBA	Marktplaats 36 B-9520 Sint-Lievens-Houtem	26	4
Belfius Regio Genk-Maaseik CVBA	Fruitmarkt 7 B-3600 Genk	26	4
Belfius Regio Hasselt CVBA	Havermarkt 36 B-3500 Hasselt	26	4
Belfius Regio Leie-Schipdonk CVBA	Volhardingslaan 72 bus 1 B-9800 Deinze	26	4
Belfius Regio Mechelen CVBA	Grote Markt 31 B-2800 Mechelen	26	4
Belfius Regio Menen-Wevelgem CVBA	Kerkomtrek 16 B-8930 Menen	26	4
Belfius Regio Mortsel Kontich CVBA	Mechelsesteenweg 56 B-2640 Mortsel	26	4
Belfius Regio Noord-Antwerpen CVBA	Antwerpsesteenweg 49 B-2950 Kapellen	26	4
Belfius Regio Oostende-Oostkust CVBA	Monnikenwerf 200 B-8000 Brugge	26	4
Belfius Regio Roeselare-Izegem CVBA	Hendrik Consciencestraat 23 b6 B-8800 Roeselare	26	4
Belfius Regio Sint-Niklaas CVBA	Hendrik Heymanplein 9 B-9100 Sint-Niklaas	25,66	4
Belfius Regio Tienen CVBA	Nieuwstraat 36 B-3300 Tienen	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %) ⁽¹⁾	Code d'activité
Belfius Regio Torhout Middelkerke CVBA	Markt 28 B-8820 Torhout	26	4
Belfius Regio Turnhout-Hoogstraten CVBA	Vrijheid 109 B-2320 Hoogstraten	26	4
Belfius Regio Waregem-Kruishoutem CVBA	Markt 12 B-8790 Waregem	26	4
Belfius Regio Wemmel CVBA	Markt 60-62 B-1780 Wemmel	26	4
Belfius Regio Westhoek CVBA	Grote Markt 31 B-8600 Diksmuide	26	4
Belfius Regio Zuid-Gent CVBA	Koning Albertlaan 142 B-9000 Gent	26	4
Belfius Région Huy-Andenne SCRL	Avenue du Bosquet 41 b11 B-4500 Huy	26	4
Belfius Région Liège Airport SCRL	Chaussée du Roi Albert 50 B-4431 Ans	26	4
Belfius Région Spa-Pays de Herve SCRL	Place du Marché 22 B-4651 Battice	26	4
Belfius Scheldeland CVBA	Kalkendorp 21 B-9270 Laarne	25,83	4
Belfius Sille & Dendre SCRL	Grand Place 72 B-7850 Enghien	26	4
Belfius Sud Luxembourg SCRL	Rue de la Poste 13 B-6700 Arlon	26	4
Belfius Tournai-Val de Verne SCRL	Rue Royale 105-109 B-7500 Tournai	26	4
Belfius Uccle-Rhode SCRL	Chaussée de Waterloo 1356 B-1180 Bruxelles	26	4
Belfius Val de Sambre SCRL	Rue de la Station 15-17 B-5060 Sambreville	26	4
Belfius Val d'Haine et Haut-Pays SCRL	Rue Grande 49 B-7380 Quiévrain	26	4
Belfius Val du Piéton SCRL	Grand-Rue 12 B-6183 Trazegnies	26	4
Belfius Vallée de la Dyle SCRL	Place Alphonse Bosch 15 B-1300 Wavre	25,16	4
Belfius Vallée de la Woluwe SCRL	Place Dumon 22 B-1150 Bruxelles	25,16	4
Belfius Vilvoorde-Zaventem CVBA	Portaelsplein 68 B-1800 Vilvoorde	26	4
Belfius Vlaamse Ardennen CVBA	Nederstraat 17 B-9700 Oudenaarde	26	4
Belfius Waterloo SCRL	Chaussée de Bruxelles 306 B-1410 Waterloo	26	4
Belfius West-Limburg CVBA	Kerkstraat 2 B-3560 Lummen	26	4
Belfius Zennevallei CVBA	Basiliekstraat 13 B-1500 Halle	26	4
Belfius Zottegem-Land van Rhode CVBA	Heldenlaan 22 B-9620 Zottegem	26	4
Belfius Zuid-Oost Limburg CVBA	Visésteenweg 204 B1 B-3770 Riemst	26	4

(1) Fraction du capital détenue par l'actionnaire direct.

Code d'activité

1. Banque, établissement de crédit	26. Assurances non-vie
2. Caisse d'épargne privée	27. Captive de réassurance
3. Institution publique de crédit	28. Entreprises d'assurances multibranches
4. Agence bancaire	29. Agents et courtiers en produits financiers
5. Société de leasing	30. Agents et courtiers en produits d'assurance
6. Crédit hypothécaire	31. Activité immobilière pour compte propre
7. Financement de sociétés par prises de participations	32. Activité immobilière pour compte de tiers
8. Distribution de crédits à la consommation	33. Santé et action sociale
9. Distribution de différents types de crédits	34. Activités informatiques
10. Prise et gestion de participations	35. Activités associatives bancaires
11. Société de Bourse	36. Autres activités associatives
12. Sicav	37. Assainissement, voirie et gestion des déchets
13. Fonds commun de placement	38. Activités récréatives
14. Société de gestion de sicav	39. Télécommunications
15. Affacturage, factoring	40. Transports
16. Société de financement d'infrastructures et d'immeubles	41. Autres services fournis aux entreprises
17. Autres auxiliaires de distribution de produits financiers spécifiques	42. Énergie
18. Administration de marchés financiers	43. Développement économique
19. Gestion de portefeuille et de fortune, conseils en placements	44. Eau
20. Ingénierie financière, consultance, études et conseils financiers	45. Édition de livres et multimédia
21. Autre professionnel du secteur financier	46. Activité d'étude, recherche et développement
22. Société de cautionnement	47. Autres activités de service
23. Activité de fiducie	48. Production, gestion, distribution des moyens de paiement informatisés
24. Bureau de change	49. Société de financement
25. Assurances vie	50. Merchant bank

XI. Litiges

Nous renvoyons au chapitre « Gestion des risques », Litiges, du rapport de gestion.

XII. Transactions avec des parties liées

La norme IAS 24 « Parties liées » prévoit une dispense partielle des exigences en matière de communication pour les entités liées au gouvernement.

L'exposition de Belfius Banque sur les obligations d'État belges apparaît dans le rapport de gestion relatif à la gestion des risques, dans la partie ayant trait au suivi des risques.

Par conséquent, ces entités liées ne sont pas reprises dans les tableaux « Transactions avec des parties liées » au 31 décembre 2013.

1. Transactions avec des parties liées

(en milliers d'EUR)	Principaux dirigeants ⁽¹⁾		Filiales	
	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Prêts ⁽²⁾	1 152	652	7 547	6 723
Intérêts perçus	34	23	213	159
Dépôts ⁽²⁾	2 380	1 576	4 557	5 426
Intérêts payés	(29)	(13)	(28)	(20)
Commissions nettes	0	0	113	179
Garanties et engagements de crédit donnés par le groupe ⁽³⁾	0	0	6 815	6 587
Garanties et engagements de crédit reçus par le groupe	0	2 000	0	0

(en milliers d'EUR)	Entreprises associées		Coentreprises dans lesquelles l'entité est un coentrepreneur	
	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Prêts ⁽²⁾	280 992	371 897	18 717	22 585
Intérêts perçus	11 237	11 197	773	839
Dépôts ⁽²⁾	142 004	142 261	11 953	19 752
Intérêts payés	(2 052)	(1 532)	(37)	(15)
Commissions nettes	21 443	16 253	31	41
Garanties et engagements de crédit donnés par le groupe ⁽³⁾	61 148	44 059	3 239	3 888
Garanties et engagements de crédit reçus par le groupe	65 572	66 082	28 965	28 965

(1) Les principaux dirigeants sont les membres du conseil d'administration et du comité de direction.

(2) Les transactions avec des parties liées sont conclues aux conditions de marché.

(3) Lignes non utilisées ouvertes

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.

2. Rémunération des principaux dirigeants

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Avantages à court terme	5 767	3 237
Avantages postérieurs à l'emploi	8	28
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat	0	0
Paiements fondés sur des actions	0	0

La rubrique « Avantages à court terme » comprend le salaire, le bonus et les autres avantages.

La rubrique « Avantages postérieurs à l'emploi » comprend les engagements de pension calculés en conformité avec la norme IAS 19.

La rubrique « Paiements fondés sur des actions » comprend les coûts des stock options et la décote accordée dans le cadre des augmentations de capital réservées à la direction.

3. Dexia Real Estate Capital Markets

Dexia Real Estate Capital Markets (DRECM) a été vendue par Belfius en juillet 2010 à Dexia Holdings, Inc. (Delaware). En juillet 2011, DRECM a été revendue par Dexia Holdings, Inc. à sa société mère Dexia Crédit Local SA.

Bien que DRECM ne soit plus une partie liée de Belfius, un aperçu des engagements restants de Belfius vis-à-vis des anciennes activités de DRECM est présenté.

A. Objectif et contexte des lettres de confort

Dans le cadre de cinq opérations de titrisation de prêts immobiliers commerciaux auxquelles a participé DRECM, celui-ci a signé un contrat d'acquisition de prêts hypothécaires en tant que vendeur de prêts hypothécaires commerciaux ainsi qu'une convention d'indemnisation.

Ces contrats contiennent une série de déclarations et garanties de DRECM à l'égard de plusieurs CMBS trusts concernant certains aspects de la situation de la société et certaines caractéristiques des prêts hypothécaires commerciaux vendus.

Selon les dispositions de ce contrat d'acquisition de prêts hypothécaires, le vendeur serait obligé suivant ces déclarations et garanties de racheter un crédit si un non-respect des déclarations et garanties ou un défaut matériel aux documents qui ne peut être rectifié, ou auquel il ne peut être remédié dans un certain délai (généralement 90 jours mais avec une extension possible) était constaté et dans la mesure où la demande de rachat a été faite dans les délais.

Étant donné qu'il s'agit d'une obligation opérationnelle continue dans le chef de DRECM et que DRECM est une entité non notée, les

agences de notation exigent une première tranche de pertes plus importante dans les opérations de titrisation (onéreuse pour DRECM) ou une contre-garantie d'une entité notée.

Dans ce contexte, Belfius Banque, en sa qualité de successeur d'Artesia Banking Corporation SA, a fourni lesdites lettres de confort étant donné qu'elle disposait d'une notation suffisante pour réduire les exigences des agences de notation en matière de rehaussement de crédit.

B. Nature juridique des lettres de confort

Le respect des clauses du contrat d'acquisition des prêts hypothécaires et de la convention d'indemnisation incombe dans un premier temps à DRECM.

Ce n'est que dans le cas où DRECM ne respecterait pas ses engagements que Belfius Banque a promis d'intervenir par tous les moyens, humains, techniques ou financiers.

Belfius est tenue d'agir ou de payer. Il ne s'agit pas d'une garantie à première demande, ni d'une obligation d'acheter tout prêt irrécouvrable mais d'un accord de back-up stand-by pour action ou paiement.

Bien que les actions de Belfius dans DRECM aient été vendues à Dexia Holdings, Inc. (Delaware) le 16/07/2010, ces lettres de confort sont toujours d'application. Toutefois, nous estimons que les risques pour Belfius Banque sont extrêmement réduits étant donné que seulement deux rachats de prêts sont en cours (et contestés par DRECM), aucune transaction précédente n'a entraîné de rachat et DRECM est suffisamment capitalisée pour honorer ses engagements contractuels.

XIII. Titrisation

Belfius Banque a cinq véhicules de titrisation : Atrium-1, Atrium-2, Dexia Secured Funding Belgium, Penates Funding et Mercurius Funding. Le total bilantaire de ces sociétés s'élevait à EUR 21 112 millions au 31 décembre 2012 et à EUR 18 112 millions au 31 décembre 2013.

Dexia Secured Funding Belgium, Penates et Mercurius sont inclus dans les comptes consolidés. Les autres véhicules de titrisation ont été déconsolidés en raison de leurs montants négligeables.

Atrium-1 est une opération de titrisation belge de prêts pour logements sociaux dans le cadre d'une facilité à long terme entre Belfius Banque et Domus Flandria NV (l'emprunteur) avec la garantie de la Région flamande. Cette garantie a été transférée au véhicule à objectif spécifique (*Special Purpose Entity - SPE*). Le montant initial de l'opération était de EUR 188 millions. Deux catégories de titres

à taux fixe ont été émises le 30 avril 1996, chacune ayant une notation Moody's égale à celle du gouvernement flamand (initialement Aa2sf, actuellement également Aa2sf). Au 31 décembre 2013, l'encours est de EUR 36,1 millions (catégorie A2). La catégorie A1 a été remboursée.

Atrium-2 est une opération de titrisation belge de prêts pour logements sociaux dans le cadre d'une facilité de crédit à long terme entre Belfius Banque et Domus Flandria NV (l'emprunteur) avec la garantie de la Région flamande. Cette garantie a été transférée au SPE. Le montant initial de l'opération était de EUR 129,3 millions. Deux catégories de titres à taux fixe ont été émises le 19 juin 1997, chacune ayant une notation Moody's égale à celle du gouvernement flamand (initialement Aa2sf, actuellement également Aa2sf). Au 31 décembre 2013, l'encours est de EUR 34,3 millions (catégorie A2). La catégorie A1 a été remboursée.

Dexia Secured Funding Belgium SA (DSFB) est un véhicule de titrisation belge (société d'investissement en créances (SIC) institutionnelle de droit belge) ayant actuellement six compartiments, dont deux sont actifs.

DSFB-1 a été racheté le 25 septembre 2012 et DSFB-3 a été racheté le 25 août 2009.

DSFB-2 est une opération de titrisation de prêts accordés à des entités en Belgique (publiques et autres). Tous les prêts sont garantis par une des trois Régions belges. La transaction de EUR 1 621 millions a été lancée le 28 avril 2008. Une tranche de *Floating Rate Notes* notées AA/Aa1/AA+ respectivement par S&P, Moody's et Fitch a été émise. Belfius Banque a garanti les paiements du principal et de l'intérêt des titres. L'encours au 31 décembre 2013 est de EUR 1 250 millions et est noté A-/A-/Baa1.

DSFB-4 est une opération de titrisation de prêts accordés à des entités publiques en Belgique. La transaction de EUR 5 060 millions a été lancée le 14 décembre 2009. Trois tranches de *Floating Rate Notes* ont été émises : EUR 4 700 millions Classe A notée Fitch (initialement AAsf, actuellement AA-sf), EUR 300 millions Classe B non notée et EUR 60 millions Classe C non notée. L'encours au 31 décembre 2013 est de EUR 3 295 millions.

Les opérations DSFB ont été souscrites complètement par Belfius Banque et la Caisse Française de Financement Local.

Penates Funding SA est un véhicule de titrisation belge (SIC institutionnelle de droit belge) ayant actuellement six compartiments. Fin 2013, deux compartiments, Penates-1 et Penates-4, sont actifs. Penates-2 a été racheté en avril 2010 et Penates-3 a été racheté en décembre 2011.

Le 27 octobre 2008, Belfius Banque a réalisé une opération de titrisation RMBS de EUR 8 080 millions. Penates-1 est une opération de titrisation de prêts hypothécaires de Belfius Banque. Cinq tranches ont été émises : EUR 7 600 millions Classe A *Mortgage-Backed Floating Rate Notes*, échéance 2041, notée (initialement Fitch AAAsf/ S&P AAAsf, actuellement A+sf/Asf) ; EUR 160 millions Classe B *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2041, notée Fitch (initialement AAsf, actuellement Asf) ; EUR 120 millions Classe C *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2041, notée Fitch Asf ; EUR 120 millions Classe D *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2041, notée Fitch BBBsf et EUR 80 millions Classe E *Floating Rate Note* Subordonnée échéance 2041 (non notée). L'encours est toujours le montant initial pour toutes les classes

sauf pour la Classe A où le bilan a diminué jusqu'à EUR 3 506 millions, et la Classe E où le bilan a diminué jusqu'à EUR 77,6 millions. Par conséquent, pour Penates-1, au total au 31 décembre 2013, l'encours est de EUR 3 984 millions.

Le 19 décembre 2011, Belfius Banque a réalisé une opération de titrisation RMBS de EUR 9 117 millions. Penates-4 est une opération de titrisation de prêts hypothécaires de Belfius Banque. Quatre tranches ont été émises : EUR 8 077,5 millions Classe A *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2045, notée (initialement Fitch AAAsf/ Moody's Aasf/ DBRS AAAsf, actuellement A+sf/Aa1sf/ AAAsf) ; EUR 472,5 millions Classe B *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2045, notée (initialement Fitch Asf/ Moody's A3sf/ DBRS Asf, actuellement A-sf/A3sf/Asf) ; EUR 450 millions Classe C *Mortgage-Backed Floating Rate Notes* échéance 2045 (non notée) et EUR 117 millions Classe D *Floating Rate Notes* Subordonnée échéance 2045 (non notée). L'encours est toujours le montant initial pour toutes les classes sauf pour la Classe A où le bilan a diminué jusqu'à EUR 5 574 millions. Par conséquent, pour Penates-4, au total au 31 décembre 2013, l'encours est de EUR 6 614 millions.

Les opérations Penates ont été souscrites complètement par Belfius Banque et par sa filiale Belfius Ireland. Les actifs peuvent être donnés en garantie pour couvrir les conventions de cession-rétrocession avec la Banque centrale européenne.

Mercurius Funding SA est un véhicule de titrisation belge (SIC institutionnelle de droit belge) ayant actuellement six compartiments. Fin 2013 un compartiment, Mercurius-1 est actif.

Le 7 mai 2012, Belfius Banque a réalisé une opération de titrisation PME (Petites & Moyennes Entreprises) de EUR 4 124 millions. Mercurius-1 est une opération de titrisation de prêts PME de Belfius Banque. Deux tranches ont été émises : EUR 3 200 millions Classe A *Asset-Backed Fixed Rate Notes* échéance 2035 (Fitch A+sf/ Moody's A1sf/ DBRS A(low)sf) ; EUR 924 millions Classe B *Asset-Backed Fixed Rate Notes* échéance 2037 (non notée). L'encours de la tranche Classe B est toujours le montant initial, tandis que pour la Classe A le bilan a diminué jusqu'à EUR 2 026 millions. Par conséquent, pour Mercurius-1, au total au 31 décembre 2013, l'encours est de EUR 2 950 millions.

L'opération Mercurius a été souscrite complètement par Belfius Banque et par sa filiale Belfius Ireland. Les actifs peuvent être donnés en garantie pour couvrir les conventions de cession-rétrocession avec la Banque centrale européenne.

Belfius Banque SA

Rapport du commissaire à l'assemblée générale sur les comptes consolidés clôturés le 31 décembre 2013

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire.

Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes consolidés, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2013, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé du résultat global, le tableau de variation des fonds propres consolidés, le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives.

Rapport sur les comptes consolidés - Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Belfius Banque SA (la « société ») et de ses filiales (conjointement le « groupe »), établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Le total de l'actif mentionné dans le bilan consolidé s'élève à 182 777 422 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du groupe) de l'exercice s'élève à 444 998 (000) EUR.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standard on Auditing - ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants repris et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du groupe relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, et la présentation d'ensemble des comptes consolidés. Nous avons obtenu des préposés du groupe et du conseil d'administration les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes consolidés de Belfius Banque SA donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Diegem, le 3 avril 2014

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par

Frank Verhaegen

Bernard De Meulemeester



Comptes sociaux (be gaap)

États financiers au 31 décembre 2013

Bilan (après répartition)	212
Hors bilan	214
Compte de résultats (sous forme de liste)	215
Affectations et prélèvements	216
Commentaire des comptes non consolidés au 31 décembre 2013	217
Règles d'évaluation	219
Annexes aux comptes annuels sociaux	223
Bilan social	259
Rapport du commissaire	264

Bilan (après répartition)

Actif (en milliers d'EUR)		31/12/12	31/12/13
I.	Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	1 964 152	561 748
II.	Effets publics admissibles au refinancement auprès de la banque centrale	105 939	63 725
III.	Créances sur les établissements de crédit	27 004 743	16 603 114
	A. À vue	19 916 285	14 996 113
	B. Autres créances (à terme ou à préavis)	7 088 458	1 607 001
IV.	Créances sur la clientèle	64 255 204	63 075 793
V.	Obligations et autres titres à revenu fixe	50 478 405	45 066 918
	A. Des émetteurs publics	7 073 077	7 098 846
	B. D'autres émetteurs	43 405 328	37 968 072
VI.	Actions, parts et autres titres à revenu variable	56 798	90 952
VII.	Immobilisations financières	2 518 841	2 533 332
	A. Participations dans des entreprises liées	1 987 528	1 992 810
	B. Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	151 192	160 693
	C. Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	29 121	28 829
	D. Créances subordonnées sur des entreprises liées et sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	351 000	351 000
VIII.	Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	32 579	49 418
IX.	Immobilisations corporelles	733 312	693 225
X.	Actions propres	0	0
XI.	Autres actifs	3 155 168	2 461 075
XII.	Comptes de régularisation	27 332 822	16 030 790
TOTAL DE L'ACTIF		177 637 963	147 230 090

Passif (en milliers d'EUR)		31/12/12	31/12/13
I.	Dettes envers les établissements de crédit	39 998 983	28 516 788
	A. À vue	9 294 937	6 287 146
	B. Dettes résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux	0	0
	C. Autres dettes à terme ou à préavis	30 704 046	22 229 642
II.	Dettes envers la clientèle	83 553 102	76 697 765
	A. Dépôts d'épargne	28 294 636	29 743 712
	B. Autres dettes	55 258 466	46 954 053
	1. À vue	17 895 522	18 020 069
	2. À terme ou à préavis	37 362 944	28 933 984
	3. Résultant de mobilisation par réescompte d'effets commerciaux	0	0
III.	Dettes représentées par un titre	13 606 156	14 394 299
	A. Bons et obligations en circulation	11 787 595	12 740 827
	B. Autres	1 818 561	1 653 472
IV.	Autres dettes	3 259 846	2 750 829
V.	Comptes de régularisation	28 744 729	16 331 576
VI.	A. Provisions pour risques et charges	283 664	249 044
	1. Pensions et obligations similaires	956	680
	2. Charges fiscales	8 703	9 503
	3. Autres risques et charges	274 005	238 861
	B. Impôts différés	0	0
VII.	Fonds pour risques bancaires généraux	988 737	988 737
VIII.	Dettes subordonnées	1 154 879	1 180 761
CAPITAUX PROPRES		6 047 867	6 120 291
IX.	Capital	3 458 066	3 458 066
	A. Capital souscrit	3 458 066	3 458 066
	B. Capital non appelé (-)	0	0
X.	Primes d'émission	209 232	209 232
XI.	Plus-values de réévaluation	226	224
XII.	Réserves	2 380 343	2 452 769
	A. Réserve légale	327 607	334 049
	B. Réserves indisponibles	2 344	2 344
	1. Pour actions propres	0	0
	2. Autres	2 344	2 344
	C. Réserves immunisées	26 167	26 167
	D. Réserves disponibles	2 024 225	2 090 209
XIII.	Bénéfice reporté (Perte reportée (-))	0	0
TOTAL DU PASSIF		177 637 963	147 230 090

Hors bilan

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
I. Passifs éventuels	24 761 155	21 614 608
A. Acceptations non négociées	279 375	95 138
B. Cautions à caractère de substitut de crédit	22 662 626	19 827 526
C. Autres cautions	1 710 384	1 599 251
D. Crédits documentaires	108 674	92 693
E. Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers	96	0
II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	26 191 840	21 545 862
A. Engagements fermes de mise à disposition de fonds	527 441	263 371
B. Engagements du fait d'achats au comptant de valeurs mobilières ou autres valeurs	1 274 495	495 083
C. Marge disponible sur lignes de crédit confirmées	23 989 904	20 787 408
D. Engagements de prise ferme et de placement de valeurs mobilières	400 000	0
E. Engagements de rachat résultant de cessions-rétrocessions imparfaites	0	0
III. Valeurs confiées à l'établissement de crédit	93 644 093	96 265 797
A. Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie	0	0
B. Dépôts à découvert et assimilés	93 644 093	96 265 797
IV. À libérer sur actions et parts de sociétés	31 323	33 110

Compte de résultats (sous forme de liste)

(en milliers d'EUR)		31/12/12	31/12/13
I.	Intérêts et produits assimilés	3 600 357	3 142 120
	<i>Dont : de titres à revenu fixe</i>	1 315 321	1 116 727
II.	Intérêts et charges assimilés (-)	(2 347 980)	(2 024 606)
III.	Revenus de titres à revenu variable	37 026	12 262
	A. D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable	1 361	722
	B. De participations dans des entreprises liées	28 825	3 000
	C. De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5 223	7 014
	D. D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	1 617	1 526
IV.	Commissions perçues	443 820	518 548
	A. Courtages et commissions apparentées	0	0
	B. Rémunération de services de gestion, de conseil et de conservation	0	0
	C. Autres commissions perçues	443 820	518 548
V.	Commissions versées (-)	(444 341)	(440 564)
VI.	Bénéfice (Perte(-)) provenant d'opérations financières	(581 559)	(121 021)
	A. Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers	120 960	(70 597)
	B. De la réalisation de titres de placement	(702 519)	(50 424)
VII.	Frais généraux administratifs (-)	(1 254 190)	(1 048 040)
	A. Rémunérations, charges sociales et pensions	(651 754)	(613 395)
	B. Autres frais administratifs	(602 436)	(434 645)
VIII.	Amortissements et réductions de valeur (-) sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	(74 437)	(65 140)
IX.	Reprises de réductions de valeur (Réductions de valeur(-)) sur créances et reprises de provisions (provisions(-)) pour les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors bilan	(143 107)	(40 839)
X.	Reprises de réductions de valeur (Réductions de valeur(-)) sur le portefeuille de placements en obligations, actions et autres titres à revenu fixe ou variable	533 316	123 360
XI.	Utilisations et reprises de provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors bilan	201 643	86 181
XII.	Provisions pour risques et charges autres que ceux visés par les rubriques « I. Passifs éventuels » et « II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit » du hors bilan (-)	(240 342)	(50 761)
XIII.	Prélèvement sur le (Dotations au (-)) fonds pour risques bancaires généraux	0	0
XIV.	Autres produits d'exploitation	996 912	115 080
XV.	Autres charges d'exploitation (-)	(128 017)	(133 285)
XVI.	Bénéfice courant (Perte courante(-)) avant impôts	599 101	73 295
XVII.	Produits exceptionnels	69 594	58 946
	A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	26 479	1 838
	B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	1 954	3 976
	C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	0	0
	D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	41 161	53 132
	E. Autres produits exceptionnels	0	0
XVIII.	Charges exceptionnelles (-)	(39 870)	(1 557)
	A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	(39 063)	(519)
	B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	0	0
	C. Provisions pour risques et charges exceptionnels	0	0
	D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	(629)	(862)
	E. Autres charges exceptionnelles	(178)	(176)
XIX.	Bénéfice (Perte(-)) de l'exercice avant impôts	628 825	130 684
XIXbis.	A. Transfert aux impôts différés (-)	0	0
	B. Prélèvements sur les impôts différés	6 132	0
XX.	Impôts sur le résultat	0	(1 855)
	A. Impôts (-)	(3 594)	(2 751)
	B. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales	3 594	896
XXI.	Bénéfice (Perte(-)) de l'exercice	634 957	128 829
XXII.	Transfert aux réserves immunisées (-)	0	0
	Prélèvements sur les réserves immunisées	11 909	0
XXIII.	Bénéfice (Perte(-)) de l'exercice à affecter	646 866	128 829

Affectations et prélèvements

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
A. Bénéfice (Perte(-)) à affecter	646 866	128 829
1. Bénéfice (Perte(-)) de l'exercice à affecter	646 866	128 829
2. Bénéfice reporté (Perte reportée(-)) de l'exercice précédent	0	0
B. Prélèvements sur les capitaux propres	0	0
1. Sur le capital et les primes d'émission	0	0
2. Sur les réserves	0	0
C. Affectations aux capitaux propres (-)	646 866	128 829
1. Au capital et à la prime d'émission	0	0
2. À la réserve légale	32 343	6 441
3. Aux autres réserves	614 523	122 388
D. Résultat à reporter	0	0
1. Bénéfice à reporter (-)	0	0
2. Perte à reporter	0	0
E. Intervention d'associés dans la perte	0	0
F. Bénéfice à distribuer (-)	0	0
1. Rémunération du capital ⁽¹⁾	0	0
2. Administrateurs ou gérants ⁽¹⁾	0	0
3. Autres allocataires ⁽¹⁾	0	0

(1) Uniquement dans les sociétés à responsabilité limitée de droit belge.

Commentaire des comptes non consolidés au 31 décembre 2013

Bilan

Au 31 décembre 2013, le total du bilan s'élève à EUR 147,2 milliards, soit une diminution de EUR 30,4 milliards ou 17,1 % par rapport à l'année précédente.

1. Actif

La « caisse et les avoirs auprès des banques centrales » enregistrent une baisse de EUR 1,4 milliard à la suite de la diminution des placements auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Les « créances sur les établissements de crédit » s'élèvent à EUR 16,6 milliards fin 2013, soit une baisse de EUR 10,4 milliards par rapport à 2012, à la suite essentiellement du remboursement de EUR 6,8 milliards de créances par le groupe Dexia et à la diminution de EUR 4,4 milliards des garanties données en cash.

L'encours des « créances sur la clientèle » s'élève à EUR 63,1 milliards fin 2013, soit une baisse de EUR 1,2 milliard par rapport à l'année précédente, à la suite de la diminution des garanties données en cash, partiellement compensée par l'augmentation des prêts hypothécaires et des autres prêts à la clientèle publique et privée.

Les « obligations et autres titres à revenu fixe » diminuent de EUR 5,4 milliards pour atteindre un niveau de EUR 47,8 milliards à la suite de diverses cessions.

La diminution des « comptes de régularisation » de EUR 11,3 milliards s'explique par la baisse de la valeur de marché des dérivés à la suite de la hausse générale des taux d'intérêt au cours de cette année.

2. Passif

Les « dettes envers les établissements de crédit » s'élèvent à EUR 28,5 milliards fin 2013, soit une diminution de EUR 11,5 milliards par rapport à l'année précédente, à la suite principalement du remboursement de EUR 11,5 milliards du refinancement auprès de la banque centrale et à la diminution de EUR 3,1 milliards des garanties reçues en cash, partiellement compensées par l'augmentation de EUR 3,8 milliards des dettes de mobilisation d'effets.

Les « dettes envers la clientèle » diminuent de EUR 6,9 milliards pour atteindre EUR 76,7 milliards fin 2013, principalement à la suite de la diminution des dettes de mobilisation d'effets de EUR 6,3 milliards et des comptes à terme de EUR 2,2 milliards, partiellement compensées par l'augmentation des comptes d'épargne de EUR 1,4 milliard dont l'encours atteint dès lors EUR 29,7 milliards.

L'augmentation des « dettes représentées par un titre » de EUR 0,8 milliard, pour atteindre EUR 14,4 milliards, s'explique par l'émission de *mortgage pandbrievien* pour EUR 1,7 milliard, partiellement compensée par la diminution de l'encours des bons de caisse de EUR 1,4 milliard.

Les « comptes de régularisation » diminuent de EUR 12,4 milliards à la suite de l'impact de la hausse générale des taux d'intérêt sur la valeur de marché des dérivés.

Les fonds propres, y compris le fonds pour risques bancaires généraux, s'élèvent fin 2013 à EUR 7,1 milliards, soit EUR 0,1 milliard de plus que fin 2012, ceci à la suite de l'affectation du résultat de l'exercice.

Compte de résultats

En 2013, le résultat social de l'exercice s'élève à EUR 129 millions. C'est une baisse de EUR 506 millions par rapport à 2012.

La « marge nette d'intérêts » pour l'année 2013 s'élève à EUR 1 118 millions contre EUR 1 252 millions en 2012.

Les « revenus de titres à revenu variable » s'élèvent à EUR 12 millions en 2013 et diminuent de EUR 25 millions par rapport à 2012, à la suite de la baisse des dividendes reçus des filiales.

En 2013, les « commissions reçues » s'élèvent à EUR 519 millions et les « commissions payées » à EUR 441 millions. Les commissions nettes augmentent de EUR 79 millions par rapport à l'année précédente, essentiellement suite à la hausse des commissions perçues sur les fonds de placement et les produits d'assurance.

Les « résultats de transactions financières » sont négatifs pour un montant de EUR 121 millions. Cette évolution est principalement imputable à la réalisation d'obligations dans le cadre de la politique de derisking tactique de la banque. Cela signifie néanmoins une amélioration de EUR 461 millions par rapport à l'année précédente.

Les « frais généraux » s'élèvent à EUR 1 048 millions, soit une diminution de EUR 206 millions par rapport à 2012. Les frais de personnel baissent de EUR 38 millions et les autres frais administratifs baissent de EUR 168 millions.

Les « reprises de réductions de valeur » s'élèvent à EUR 83 millions en 2013. Ces reprises sont principalement à mettre en relation avec les résultats négatifs de EUR 121 millions comptabilisés dans la rubrique « résultats de transactions financières ».

Les « provisions pour risques et charges » s'élèvent à EUR 35 millions en 2013, et enregistrent une évolution positive de EUR 74 millions par rapport à 2012.

Les « autres produits et charges d'exploitation » s'élèvent à EUR -18 millions en 2013 et diminuent donc de EUR 887 millions, principalement à la suite du rachat en 2012 des émissions subordonnées Tier 1 et Tier 2 pour un montant de EUR 707 millions.

Les résultats exceptionnels s'élèvent à EUR 57 millions contre EUR 31 millions EUR en 2012.

Règles d'évaluation

Table des matières

Règles générales	219
1. Législation	219
2. Conversion de devises en EUR	219
Règles spécifiques – actif	220
1. Créances sur les banques et la clientèle	220
2. Titres et autres valeurs	220
3. Immobilisations financières	220
4. Immobilisations corporelles	220
5. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	221
Règles spécifiques – passif	221
1. Dettes envers les banques et la clientèle	221
2. Dettes représentées par un titre	221
3. Provisions, Fonds pour risques bancaires généraux et impôts différés	221
4. Fonds propres	221
Règles spécifiques – postes hors bilan	222
1. Instruments financiers	222
2. Contrats internes, dérogation : circulaire CBFA du 8 juillet 1996	222

Règles générales

1. Législation

Les règles d'évaluation relatives aux comptes annuels de Belfius Banque ont été établies conformément à l'arrêté royal relatif aux comptes des établissements de crédit du 23 septembre 1992, publié au Moniteur belge du 6 octobre 1992.

S'il n'est pas fait mention expresse des règles d'évaluation spécifiques, les dispositions de l'arrêté royal précité sont d'application.

Quand la législation prévoit une possibilité de choix ou autorise une exception, l'option choisie ou l'exception appliquée sont mentionnées expressément.

Sur la base de l'arrêté royal du 3 mars 2011 concernant l'évolution des structures de contrôle du secteur financier, les compétences relatives au contrôle prudentiel ont été transférées de la CBFA à la Banque nationale de Belgique. Les références à la CBFA (circulaire et dérogations notamment) ont été maintenues dans le texte ci-après.

2. Conversion de devises en EUR

Les dettes monétaires, avoirs, droits et obligations exprimés en devises sont convertis en EUR au cours moyen à la date du bilan.

Les éléments non monétaires sont convertis en EUR au cours du change à la date de l'opération. Si les éléments non monétaires font l'objet d'un financement durable dans la devise correspondante, on applique une méthode d'évaluation dans laquelle les écarts de conversion relatifs aux emprunts précités ne sont pas systématiquement pris en considération pour le calcul des écarts de conversion mais sont enregistrés dans les comptes de régularisation.

Les produits et charges en devises sont convertis en EUR au cours du jour où les résultats sont reconnus.

Règles spécifiques – actif

1. Créances sur les banques et la clientèle

Les créances sont reprises au bilan à concurrence des montants mis à disposition, après déduction des remboursements effectués entre-temps et majoration des intérêts échus.

1.1. Réductions de valeur

Des réductions de valeur sont actées sur les créances douteuses et irrécupérables.

1.2. Produits réservés

Pour les créances présentant un risque, les intérêts sont calculés et comptabilisés comme une créance effective. Conformément au principe de prudence, ces intérêts ne sont pas pris en résultat mais enregistrés sur un compte correctif de l'actif.

2. Titres et autres valeurs

2.1. Valeur d'acquisition

En fonction de la nature du portefeuille partiel et de celle des titres, la valeur d'acquisition est déterminée sur la base du principe du prix individualisé ou du prix d'acquisition moyen. Les coûts accessoires sont immédiatement pris en charge.

2.2. Règles d'évaluation

2.2.1. Portefeuille de négociation

Les titres à placer et à réaliser pour lesquels il existe un marché liquide sont évalués à leur valeur de marché à la date du bilan. En l'absence de marché liquide, ils sont évalués à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

2.2.2. Portefeuille de placement

Les titres du portefeuille de placement sont répartis entre les différents portefeuilles partiels suivants sur la base de leur destination :

- le portefeuille partiel support de liquidité ;
- le portefeuille de placement.

Les titres qui servent de support de liquidité sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de marché à la date du bilan si celle-ci est inférieure.

Les titres à revenus variables du portefeuille de placement sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de marché à la date du bilan si celle-ci est inférieure.

Les titres à revenus fixes du portefeuille de placement sont évalués sur la base de leur rendement actuariel, calculé à l'achat et compte tenu de leur valeur de remboursement à l'échéance.

Les titres à revenus fixes du portefeuille de placement sont des opérations d'arbitrage telles que définies à l'article 35ter, §5 : tout achat et vente combiné de titres à revenus fixes dans un délai relativement court qui a pour conséquence une amélioration réelle du rendement de ces titres de placement.

S'ils se produisent, les résultats de ces opérations d'arbitrage sont traités conformément à l'article 35ter, §5, les plus-values et moins-values des titres à revenus fixes étant étalés sur le résultat avec les revenus futurs de l'arbitrage.

2.2.3. Réductions de valeur

Pour les titres de la partie du portefeuille d'investissement, des réductions de valeurs sont actées si une perte de valeur durable est constatée. Les réductions de valeur viennent en déduction des actifs concernés. Pour les titres à revenus fixes du portefeuille de placement qui, étant donné leur nature, sont évalués sur la base de leur valeur actuarielle, des réductions de valeur sont actées en cas de moins-value ou de perte de valeur durable. Les emprunts perpétuels et d'autres instruments financiers sont évalués selon le principe *lower of cost or market*.

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont reprises au bilan à la valeur d'acquisition. Les frais supplémentaires d'acquisition sont mis à la charge de l'exercice d'acquisition.

Pour les actions et participations reprises dans cette rubrique, des réductions de valeur sont actées si une moins-value ou une réduction de valeur durable est constatée.

Les actions et participations peuvent être réévaluées si leur valeur, constatée sur la base de l'utilité pour l'institution, dépasse d'une manière fixe et durable leur valeur comptable.

Lors de la vente des actions et participations, le prix d'acquisition à prendre en considération à la sortie des comptes est fixé selon le principe du prix individualisé (rubrique par rubrique).

Pour les créances et titres à revenus fixes d'immobilisations financières, des réductions de valeur sont actées si l'encaissement est incertain en tout ou en partie.

4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements.

Si ces actifs présentent une plus-value fixe et durable par rapport à leur valeur comptable, ils peuvent être réévalués.

4.1. Frais supplémentaires et impôts non récupérables

Pour les actifs à durée limitée, les frais supplémentaires résultant de coûts d'installation, d'autres frais annexes et de taxes irrécupérables sont amortis conformément au régime de l'élément principal auquel ils ont trait (au prorata).

Les frais supplémentaires comme les taxes irrécupérables pour les actifs à durée utile indéterminée sont intégralement mis à la charge de l'exercice d'acquisition via une réduction de valeur.

4.2. Intérêts intercalaires

Les intérêts intercalaires ne sont pas activés et ne sont pas repris dans la base d'évaluation des immobilisations corporelles.

4.3. Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation sont fixées sur la base de la durée de vie économique prévue et sont appliquées linéairement ou dégressivement. Pour le maintien de la neutralité fiscale, d'anciennes règles d'évaluation dérogatoires restent d'application.

Les amortissements sur les investissements effectués à partir du 1^{er} janvier 2003 se font au prorata à partir de la date de facturation. En conséquence, les actifs acquis pendant l'année, ne sont pas amortis pour une année complète.

Cette règle s'applique également aux nouveaux investissements à partir du 1^{er} janvier 2008 en agences bancaires, coffres, coffres des estafettes, coffres de l'agence, mobilier avec serrures à retardement et agences bancaires en construction.

Ici, on utilise les durées de vie utiles suivantes :

- bâtiments : 20 à 34 ans ;
- installations, machines, équipement, mobilier et matériel roulant : 3 à 34 ans ;
- autres mobilisations corporelles : 4 à 34 ans.

5. Frais d'établissement et immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont activés et amortis à 100 % pendant l'exercice auquel ils ont trait.

Les frais d'émission d'emprunts sont imputés à l'exercice pendant lequel les emprunts ont été accordés.

Les frais de restructuration du réseau d'agent sont activés et amortis linéairement en cinq ans.

Les achats de licences sont activés comme immobilisations incorporelles à partir d'un montant supérieur ou égal à EUR 500 pour la valeur d'acquisition ou si la livraison se fait en tranches de moins de EUR 500 mais qui répondent globalement au critère de EUR 500. Le logiciel activé est amorti en cinq ans maximum.

Les coûts de développement des logiciels immobilisés sont activés à partir du 1^{er} janvier 2012. Ces coûts sont amortis linéairement sur leur durée estimée à compter de la date où ils sont effectivement utilisables. Cette durée d'utilité se situe entre trois et cinq ans.

Les indemnités pour l'apport d'opérations avec la clientèle sont intégralement traitées comme des frais de l'année au cours de laquelle elles sont versées.

Règles spécifiques – passif

1. Dettes envers les banques et la clientèle

Les dettes envers les banques et la clientèle sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à disposition après déduction des remboursements effectués entre-temps.

2. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sans prime d'émission sont reprises au bilan à leur valeur nominale.

Les dettes représentées par un titre pour lesquelles la valeur de remboursement diffère du prix d'émission sont reprises au bilan à concurrence des fonds mis à la disposition de l'établissement de crédit.

Ces dettes sont réévaluées périodiquement sur la base du rendement actuariel calculé à la vente et compte tenu de la valeur de remboursement à l'échéance.

L'encours des bons de caisse est majoré des souscriptions avant l'entrée en jouissance et diminué des remboursements avant l'échéance.

Pour les bons de caisse à capitalisation obligatoire, l'encours est majoré des intérêts capitalisés. En cas de capitalisation facultative, les intérêts échus non demandés sont également ajoutés à l'encours.

3. Provisions, Fonds pour risques bancaires généraux et impôts différés

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour couvrir des pertes et charges clairement circonscrites d'après leur nature qui sont probables ou certaines à la date du bilan mais dont le montant n'est pas fixé.

Le Fonds pour risques bancaires généraux est un fonds de prévoyance visant à protéger la banque contre les risques futurs qui, bien que n'étant pas encore matérialisés sont latents parce qu'inhérents à l'activité d'un établissement de crédit. Le seuil minimum est actuellement fixé à 1 % du volume pondéré des risques.

4. Fonds propres

4.1. Plus-values de réévaluation

Les immobilisations corporelles et les participations et actions qui font partie des immobilisations financières peuvent être réévaluées quand leur valeur, déterminée sur la base de leur utilité pour l'établissement, dépassent leur valeur comptable d'une manière fixe et durable. Elles restent dans cette rubrique jusqu'à la réalisation des actifs concernés ou l'incorporation dans le capital.

Le montant de ces plus-values de réévaluation est diminué annuellement par transfert à la réserve disponible du montant de l'amortissement comptabilisé sur les actifs réévalués.

Règles spécifiques – postes hors bilan

1. Instruments financiers

L'évaluation des opérations à terme sur devises, intérêts, actions et indices diffère selon qu'il s'agit d'opérations de couverture ou de négociation. Les opérations à terme sur taux d'intérêt peuvent faire l'objet d'une dérogation à l'article 36bis, §2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit.

1.1. Opérations de couverture

Les opérations de couverture sont conclues pour couvrir en tout ou en partie les fluctuations des devises, taux d'intérêt ou prix. Le traitement dans le compte de résultats des profits et pertes est symétrique à l'allocation des produits et charges de l'élément couvert. L'opération de couverture doit notamment être documentée et son efficacité doit être testée. Les opérations visant à couvrir des opérations de négociation sont traitées elles-mêmes comme des opérations de négociation.

1.2. Opérations de négociation

Les opérations de négociation sont conclues dans le but de réaliser des gains sur les cours à court terme. Les opérations sont évaluées à leur valeur de marché à la date du bilan. Si elles sont négociées sur un marché liquide, les écarts d'évaluation positifs et négatifs sont pris en résultat. Si elles ont lieu sur un marché non liquide, les écarts négatifs sont seuls à être pris en résultat et les écarts positifs sont portés aux comptes de régularisation.

1.3. Opérations de gestion

Par dérogation à l'article 36bis, §2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, la CBFA, dans une lettre du 18 janvier 2002, conformément à l'article 38 de l'Arrêté royal précité et à la décision-cadre du 14 juin 1994, a accordé la dérogation suivante à Belfius Banque.

- Opérations à terme conclues dans le cadre de la gestion de trésorerie. Il s'agit d'opérations dont le terme est inférieur ou égal à un an. Les résultats sont comptabilisés au prorata sur la durée de l'opération et traités dans la rubrique « produits d'intérêts et assimilés ».
- Opérations à terme en EUR conclues dans le cadre de la gestion globale du bilan (gestion ALM) à caractère de réduction de risque ou sans caractère de réduction de risque mais dans une certaine limite en fonction de la rentabilité et de la solvabilité de la banque. Toutes les opérations doivent être validées par l'ALCo. En outre, les opérations doivent être documentées. Les résultats sont enregistrés au prorata sur la durée correspondante de l'opération et traités dans la rubrique « produits d'intérêts et assimilés ».
- Opérations à terme en devises avec caractère de réduction de risque. Toutes les opérations doivent être documentées et validées par l'ALCo. Les résultats sont enregistrés au prorata sur la durée correspondante de l'opération et traités dans la rubrique « produits d'intérêts et assimilés ».

1.4. Opérations stratégiques

Les opérations à terme conclues dans ce cadre ont pour but la réalisation d'un rendement supplémentaire sur la base de positions stratégiques. Via les dérogations accordées par la CBFA relativement à l'article 36bis, §2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, les opérations stratégiques sont acceptées comme une catégorie spécifique des opérations ALM en ce sens qu'elles doivent être validées par un ALCo.

Dans le cas d'une stratégie multidevises ou en EUR, les résultats sont repris au prorata sur la durée correspondante de l'opération avec une évaluation au cours le plus bas, soit le prix d'acquisition ou celui du marché (*lower of cost or market*) de l'opération à terme seule.

Dans le cas d'une stratégie monodevises (excepté EUR), les résultats sont enregistrés au prorata sur la durée correspondante de l'opération avec une évaluation au cours le plus bas, soit le prix d'acquisition ou celui du marché (*lower of cost or market*) de l'opération à terme, compte tenu des plus-values latentes éventuelles sur les éléments communs d'actif et de passif à la suite de l'évaluation au cours du marché (non comptabilisé) de ces derniers.

La somme des moins-values latentes est comptabilisée dans la rubrique « Résultats d'opérations financières ».

2. Contrats internes, dérogation : circulaire CBFA du 8 juillet 1996

Les contrats internes sont des opérations entre deux services de la même entité ou de deux entités (succursale/siège) du même établissement. On fait la distinction entre les contrats symétriques et asymétriques. Les premiers sont des contrats internes entre des divisions qui utilisent la même règle d'évaluation.

Les contrats internes asymétriques sont conclus entre deux services ou entités ayant des méthodes d'évaluation différentes. Seuls les contrats asymétriques donnent lieu à l'enregistrement de résultats autonomes, qui influencent en eux-mêmes les résultats de l'établissement. Le traitement comptable des contrats asymétriques internes dans le cadre des opérations hors bilan se fait conformément à la circulaire de la CBFA du 8 juillet 1996.

Annexes aux comptes annuels sociaux

I. État des créances sur les établissements de crédit (rubrique III. de l'actif)

1. Pour la rubrique dans son ensemble

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
a) Créances sur des entreprises liées	0	0
Créances sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	383	161
b) Créances subordonnées	0	0

2. Autres créances sur les établissements de crédit (à terme ou à préavis) (rubrique III.B. de l'actif)

a) Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit
Néant

(en milliers d'EUR)	31/12/13
b) Ventilation selon la durée résiduelle	
Jusqu'à 3 mois	1 497 326
Plus de 3 mois à un an	92 875
Plus d'un an à 5 ans	11 309
Plus de 5 ans	5 472
À durée indéterminée	19

II. État des créances sur la clientèle (rubrique IV. de l'actif)

1. Créances

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Sur des entreprises liées	8 934 506	8 075 305
Sur d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	924 220	548 222

2. Créances subordonnées

Néant

3. Effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale du ou des pays d'implantation de l'établissement de crédit

Néant

4. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Jusqu'à 3 mois	14 391 838	11 008 031
Plus de 3 mois à un an	5 482 921	5 326 740
Plus d'un an à 5 ans	13 761 769	14 899 861
Plus de 5 ans	26 739 100	28 426 750
À durée indéterminée	3 879 576	3 414 411

5. Ventilation selon la nature

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Effets commerciaux (y compris acceptations propres)	11 855	22 203
Créances résultant de la location-financement et créances similaires	595 460	610 920
Prêts à taux de chargement forfaitaire	1 408 607	1 404 713
Prêts hypothécaires	9 077 484	10 878 411
Autres prêts à terme à plus d'un an	34 798 981	36 093 180
Autres	18 362 817	14 066 366

6. Ventilation géographique⁽¹⁾

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Créances sur la Belgique	53 489 600	56 271 082
Créances sur l'étranger	10 765 604	6 804 711

(1) Les effets commerciaux sont ventilés par référence aux bénéficiaires de crédits.

7. Données analytiques relatives aux prêts hypothécaires avec reconstitution auprès de l'établissement de crédit ou assortis de contrats d'assurance vie et de capitalisation

Néant

8. Ventilation des créances sur la clientèle selon la nature des débiteurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Créances sur les pouvoirs publics	13 485 190	14 544 955
Créances sur les particuliers	12 106 706	13 734 198
Créances sur les entreprises	38 663 308	34 796 640

III. État des obligations et autres titres à revenu fixe (rubrique V. de l'actif)

1. Obligations et autres titres émis par

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Des entreprises liées	16 286 578	13 843 789
D'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0

2. Obligations et titres représentant des créances subordonnées

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Obligations et titres représentant des créances subordonnées	230 845	260 464

3. Ventilation géographique des rubriques suivantes

(en milliers d'EUR)	Belgique	Étranger
Émetteurs publics (V.A.)	2 236 718	4 862 128
Autres émetteurs (V.B.)	13 449 904	24 518 168

4. Cotations et durées

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable	Valeur de marché
a) Titres cotés	44 674 982	45 009 907
Titres non cotés	391 936	

(en milliers d'EUR)	31/12/13
b) Durée résiduelle d'un an au plus	4 544 996
Durée résiduelle supérieure à un an	40 521 922

5. Ventilation selon l'appartenance

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Au portefeuille commercial	2 009 538
Au portefeuille de placement	43 057 380

6. Pour le portefeuille commercial

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur d'acquisition pour les obligations et titres évalués à la valeur de marché	202 353
Le cas échéant, différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur comptable pour les obligations et titres évalués selon l'art. 35ter, §2, alinéa 2	0

7. Pour le portefeuille de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable	72 687
Différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à leur valeur comptable	719 224

8. Détail de la valeur comptable du portefeuille de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/13
A. VALEUR D'ACQUISITION	
Au terme de l'exercice précédent	48 921 620
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions	1 227 106
Cessions (-)	(6 949 079)
Ajustements selon l'article 35ter, §4 et 5 (+/-)	0
Différences de change (+/-)	(133 268)
AU TERME DE L'EXERCICE (A)	43 066 379
B. TRANSFERTS ENTRE PORTEFEUILLES (B)	
Néant	
C. RÉDUCTIONS DE VALEUR	
Au terme de l'exercice précédent	131 423
Mutations de l'exercice :	
Actées	2 036
Reprises car excédentaires (-)	(124 460)
Annulées (-)	0
AU TERME DE L'EXERCICE (C)	8 999
D. VALEUR COMPTABLE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)	43 057 380

IV. État des actions, parts et autres titres à revenu variable (rubrique VI. de l'actif)

1. Ventilation géographique des émetteurs des titres

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Émetteurs belges	26 659	81 206
Émetteurs étrangers	30 139	9 746

2. Cotations

(en milliers d'EUR)	Valeur comptable	Valeur de marché
Titres cotés	65 840	66 222
Titres non cotés	25 112	

3. Ventilation selon l'appartenance

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Au portefeuille commercial	15 428	9 136
Au portefeuille de placement	41 370	81 816

4. Pour le portefeuille commercial

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Différence positive entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition pour les titres évalués à la valeur de marché	47
Différence positive entre la valeur de marché et la valeur comptable pour les titres évalués selon l'article 35ter, §2, alinéa 2	0

5. Détail de la valeur comptable du portefeuille de placement

(en milliers d'EUR)	31/12/13
A. VALEUR D'ACQUISITION	
Au terme de l'exercice précédent	47 356
Mutations de l'exercice	
Acquisitions	60 673
Cessions (-)	(3 552)
AU TERME DE L'EXERCICE (A)	104 477
B. TRANSFERTS ENTRE PORTEFEUILLES (B)	
Néant	
C. RÉDUCTIONS DE VALEUR	
Au terme de l'exercice précédent	5 986
Mutations de l'exercice	
Actées	17 219
Reprises car excédentaires (-)	(545)
AU TERME DE L'EXERCICE (C)	22 660
D. VALEUR COMPTABLE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)	81 817

V. État des immobilisations financières (rubrique VII. de l'actif)

1. Ventilation des rubriques VII.A., B., C. de l'actif

A. Secteur économique des rubriques suivantes

(en milliers d'EUR)	Établissements de crédit		Autres	
	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Participations dans des entreprises liées	0	0	1 987 528	1 992 810
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	23 939	23 939	127 253	136 754
Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	124	124	28 997	28 705

B. Cotation

(en milliers d'EUR)	Cotés		Non cotés	
	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Participations dans des entreprises liées	0	0	1 987 528	1 992 810
Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0	151 192	160 693
Autres actions et parts constituant des immobilisations financières	0	0	29 121	28 829

2. Détail de la valeur comptable au terme de l'exercice des rubriques VII.A., B. et C. de l'actif

(en milliers d'EUR)	Entreprises		
	Liées (VII.A.)	Avec lien de participation (VII.B.)	Autres (VII.C.)
A. VALEUR D'ACQUISITION			
Au terme de l'exercice précédent	1 988 853	158 591	30 534
Mutations de l'exercice :			
Acquisitions	5 281	9 938	84
Cessions et retraits (-)	0	(4 239)	(550)
AU TERME DE L'EXERCICE (A)	1 994 134	164 290	30 068
B. PLUS-VALUES (B)			
Néant			
C. RÉDUCTIONS DE VALEUR			
Au terme de l'exercice précédent	1 325	7 399	1 413
Mutations de l'exercice :			
Annulées (-)	0	(3 802)	(175)
AU TERME DE L'EXERCICE (C)	1 325	3 597	1 238
D. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)	1 992 809	160 693	28 830

3. Ventilation de la rubrique VII.D. de l'actif

A. Créances subordonnées sur

(en milliers d'EUR)	Établissements de crédit		Autres	
	31/12/12	31/12/13	31/12/12	31/12/13
Des entreprises liées	0	0	351 000	351 000
D'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0	0	0

B. Montant des créances subordonnées représentées par des titres cotés

Néant

C. Détail des créances subordonnées

(en milliers d'EUR)	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	351 000	0
Mutations de l'exercice :		
Néant		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	351 000	0
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES AU TERME DE L'EXERCICE	0	0

4. Déclaration relative aux comptes consolidés

A. Informations à compléter par tous les établissements de crédit

L'établissement de crédit établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit : **OUI**

B. Informations à compléter par l'établissement de crédit s'il est filiale ou filiale commune

→ Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro de l'(des) entreprise(s)-mère(s) si cette (ces) entreprise(s)-mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels les comptes de l'établissement sont intégrés par consolidation⁽¹⁾:

Pas applicable

→ Si l'(les) entreprise(s)-mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus⁽¹⁾ :

Pas applicable

(1) Si les comptes de l'établissement sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés, d'une part, pour l'ensemble le plus grand et, d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'établissement fait partie en temps que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

VI. §1. Liste des entreprises dans lesquelles l'établissement de crédit détient une participation

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'établissement de crédit détient une participation au sens de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'établissement de crédit détient des droits sociaux représentant 10 % au moins du capital souscrit.

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres (en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%				
AIA-POOL SCRL Chaussée de Jette 221 B-1080 Molenbeek-Saint-Jean 0453.634.752				10	31/12/10	EUR	427 (17)
ARKAFUND NV Alfons Gossetlaan 30 B-1702 Groot-Bijgaarden 0878.929.173	ps	5 000	25		31/12/12	EUR	7 722 (939)
Arlinvest NV Hamiltonpark 24-26 B-8000 Brugge 0480.175.140	ps	595 210	49		30/12/12	EUR	1 907 17
Audit en Ingénierie Sociale Consulting SA Route du Creton F-18110 Vasselay Bourges B 335.171.088				99,99	31/12/12	EUR	12 027 11
Auxiliaire de participations SA Avenue Britsiers 5 B-1030 Bruxelles 0414.259.878				39,70	31/12/12	EUR	7 363 9 173
Aviabel SA Avenue Louise 54 B-1050 Bruxelles 0403.248.004				20	31/12/12	EUR	38 341 4 752
Bancontact-Mistercash SA Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0884.499.250	ps	5 123	20		31/12/12	EUR	4 504 1 976
Banking Funding Company SA Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0884.525.182	ps	13 278	21,59		31/12/12	EUR	211 40
BedrijvenCentrum Regio Mechelen NV De Regenboog 11 B-2800 Mechelen 0428.667.645	ps	500	24,33		31/12/12	EUR	614 48
BedrijvenCentrum Waregem NV Kalkhoevestraat 1 B-8790 Waregem 0436.674.895	ps	500	16,64		31/12/12	EUR	1 527 81
Belfius Aéroport SCRL Avenue Georges Lemaitre 58 B-6041 Gosselies 0476.491.813	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	332 58
Belfius Antwerpen Berchem CVBA Grotesteenweg 456 B-2600 Berchem 0475.204.681	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	737 84
Belfius Antwerpen Zuidrand CVBA Kioskplaats 49 B-2660 Hoboken 0473.526.977	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	612 74

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Asset Finance Holding SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0893.860.839	ps	6 379 943	100		31/12/12	EUR	72 486	8 292
Belfius Auderghem-Boitsfort SCRL Boulevard du Souverain 282 B-1160 Auderghem 0473.622.393	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	670	104
Belfius Auto Lease SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0461.783.247	ps	1	0,02	99,98	31/12/12	EUR	3 977	2 613
Belfius Basilix SCRL Boulevard de Smet de Naeyer 2A B-1090 Jette 0463.693.850	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	600	162
Belfius Binche-Mariemont SCRL Route de Mons 333 B-7130 Binche 0475.737.983	ps	770	25,50	0,33	31/12/12	EUR	509	97
Belfius Borinage SCRL Rue J. Dufrane 3-5 B-7080 Frameries 0464.955.642	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	518	99
Belfius Brugmann SCRL Avenue Brugmann 247 B-1180 Bruxelles 0466.378.374	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	554	88
Belfius Brugs Ommeland-Oudenburg CVBA Gistelse Steenweg 447 B-8200 Brugge 0463.669.995	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	915	656
Belfius Bruxelles-Anderlecht SCRL Place de la Vaillance 35 B-1070 Bruxelles 0466.378.176	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	913	115
Belfius Centre Ardenne SCRL Avenue de Bouillon 16 B-6800 Libramont-Chevigny 0475.723.731	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	522	71
Belfius Charleroi Pont-à-Nôle SCRL Avenue Paul Pastur 114 B-6032 Monts-sur-Marchienne 0468.860.683	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	523	213
Belfius Charleroi-Sud SCRL Boulevard Joseph Tirou 76-82 B-6000 Charleroi 0468.859.495	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	689	187
Belfius Commercial Finance SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0440.627.349				100	31/12/12	EUR	9 125	2 432
Belfius Condroz-Famenne SCRL Rue St Eloi 1 B-5590 Ciney 0471.656.362	ps	770	25	0,32	31/12/12	EUR	1 166	470
Belfius Dilbeek-Lennik CVBA Ninoofsesteenweg 117 B-1700 Dilbeek 0476.492.308	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	521	78

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Druivenstreek CVBA Stationsplein 17 B-3090 Overijse 0468.523.064	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	272	55
Belfius Durmevallei CVBA Marktplein 3 B-9220 Hamme (O.-VL.) 0465.017.505	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	835	290
Belfius Eeklo-Gent-Oost CVBA Grondwetlaan 9 B-9040 Sint-Amandsberg 0468.561.864	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	363	136
Belfius entre Sambre et Meuse SCRL Rue de France 50-52 B-5660 Philippeville 0461.504.521	ps	770	25,16	0,33	31/12/12	EUR	1 128	378
Belfius Etterbeek SCRL Rue des Champs 6 B-1040 Bruxelles 0455.967.405	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 065	186
Belfius Famenne - Semois SCRL Rue des Ardenne 2 B-5570 Beauraing 0474.536.866	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	521	144
Belfius Fiduciaire SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0416.799.201	ps	1 499	99,93	0,07	31/12/12	EUR	302	11
Belfius Financing Company SA Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof	ps	2 980 559	100		31/12/12	EUR	1 684	6
Belfius Fléron-Beyne-Soumagne SCRL Avenue des Martyrs 257 B-4620 Fléron 0460.950.928	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 008	428
Belfius Funding NV Luna Arena - Herikerbergweg 238 NL-1101 CM Amsterdam Zuidoost	ps	1 000	100		31/12/12	EUR	5 502	3 163
Belfius Geer - Visé SCRL Rue Saint Hadelin 1 B-4600 Visé 0468.670.247	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 006	440
Belfius Gent Centrum & Noord-West CVBA Zonnestraat 23-25 B-9000 Gent 0456.775.473	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 123	291
Belfius Geraardsbergen-Ninove CVBA Oudenaardsestraat 4-6 B-9500 Geraardsbergen 0468.504.258	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	872	69
Belfius Groot Deurne CVBA André Hermanslaan 1 B-2100 Deurne 0473.611.705	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	372	65
Belfius Hageland Noord CVBA Bogaardenstraat 26 B-3200 Aarschot 0461.505.214	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 060	160
Belfius Hainaut Centre et Senne SCRL Rue Albert 1 ^{er} 23 B-7100 La Louvière 0465.013.743	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	786	186

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%						%
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)		
Belfius Haspengouw-West CVBA Clockemstraat 38 B-3800 Sint-Truiden 0464.680.280	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	344	62	
Belfius Haute-Ardenne SCRL Rue Vieux Marché 21 C B-6690 Vielsalm 0464.665.929	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	531	221	
Belfius Hesbaye SCRL Grand'Place 5 B-4280 Hannut 0459.659.640	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	830	891	
Belfius IMMO SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0436.006.090	ps	338 866	100		31/12/12	EUR	78 591	308	
Belfius Insurance Invest SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0878.881.762				100	31/12/12	EUR	3 099 490	85 546	
Belfius Insurance SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0405.764.064	ps	2 679 937	100		31/12/12	EUR	605 865	115 914	
Belfius Insurance Services Finance SA Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof B 37.631				100	31/12/11	EUR	118 691	3 384	
Belfius Ireland Unltd 6 George's Dock IRL-IFSC Dublin 1 IE 4886676 P	ps	1 164 350 000	100		31/12/12	EUR	348 609	(105 629)	
Belfius Kempen Noord CVBA Gemeenteplaats 6 B-2960 Brecht 0475.811.328	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	514	183	
Belfius Kempen Oost CVBA Markt 27 B-2400 Mol 0466.424.597	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	709	170	
Belfius Klein Brabant CVBA Nieuwstraat 21 B-2830 Willebroek 0475.123.519	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	307	104	
Belfius Kortrijk CVBA Wijngaardstraat 52 B-8500 Kortrijk 0466.460.726	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	425	7	
Belfius Lambermont-Laken SCRL Avenue H. Conscience 182 B-1140 Evere 0462.793.631	ps	770	25,30	0,33	31/12/12	EUR	954	362	
Belfius Lease SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0431.916.551				100	31/12/12	EUR	10 192	9 497	
Belfius Lease Services SA Place Charles Rogier 11 B-1210 Bruxelles 0427.903.127				100	31/12/12	EUR	16 479	2 033	

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Leeuw en Zoniën SCRL Chaussée d'Alseberg 1410 B-1620 Drogenbos 0456.766.763	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	551	55
Belfius Leuven CVBA Brusselsestraat 2 B-3000 Leuven 0465.019.978	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	693	105
Belfius Liège Centre et Sud SCRL Rue des Mineurs 12 B-4000 Liège 0460.558.473	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 352	494
Belfius Liège Nord et Est SCRL Chaussée de Tongres 391 B-4000 Rocourt 0462.372.967	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 273	606
Belfius Limburg Centrum CVBA Dorpsstraat 1 A B-3530 Houthalen-Helchteren 0473.708.210	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	864	208
Belfius Louise SCRL Place Stéphanie 8 B-1050 Bruxelles 0465.123.116	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	815	107
Belfius Mandel-Leie CVBA Holdestraat 19 B-8760 Meulebeke 0468.495.449	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	410	37
Belfius Meuse-Ourthe-Amblève SCRL Place Joseph Thiry 47 B-4920 Aywaille 0463.712.062	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 782	952
Belfius Midden-Brabant CVBA (en liquidation) Tervuursesteenweg 202 B-3001 Leuven 0459.671.419	ps	755	50,33	0,67	31/12/12	EUR	(39)	285
Belfius Namur-Eghezée SCRL Chaussée de Louvain 440 B-5004 Bouge 0464.982.366	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	894	276
Belfius Namur-Gembloux SCRL Avenue Faculté d'Agronomie 12 B-5030 Gembloux 0464.656.922	ps	770	25,15	0,33	31/12/12	EUR	1 237	476
Belfius Namur Haute-Meuse SCRL Rue de Marchovelette 1 B-5000 Namur 0464.103.329	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 055	508
Belfius Netevallei CVBA Grote Markt 13 B-2500 Lier 0468.248.296	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	555	78
Belfius Nivelles-Tubize SCRL Rue de Nivelles 30 B-1480 Tubize 0466.977.596	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	833	89
Belfius Noord-Limburg CVBA Hertog Janplein 45 B-3920 Lommel 0473.590.424	ps	770	25,30	0,33	31/12/12	EUR	491	47

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles					
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres	Résultat net		
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%						
Belfius Nord Picardie SCRL Rue de la Station 39 Boîte 41 B-7700 Mouscron 0472.305.767	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 039	308	
Belfius PART SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0419.838.467	ps	1 249	99,92	0,08	31/12/12	EUR	1 717	(186)	
Belfius Pays de Mons SCRL Avenue Jean d'Avesnes 9 B-7000 Mons 0464.187.263	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 145	520	
Belfius Re SA Rue de l'Industrie 20 L-8399 Windhof B 49.464				100	31/12/11	EUR	18 823	4 071	
Belfius Regio Aalst CVBA Stationsstraat 4 B-9300 Aalst 0464.206.861	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 062	658	
Belfius Regio Asse-Ternat CVBA Kattestraat 2 B-1730 Asse 0464.672.659	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	481	64	
Belfius Regio Dendermonde-Buggenhout CVBA Zuidlaan 2 B-9200 Dendermonde 0463.700.184	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	784	167	
Belfius Regio Erpe-Mere CVBA Marktplaats 36 B-9520 St Lievens Houtem 0466.990.959	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	625	365	
Belfius Regio Genk-Maaseik CVBA Fruitmarkt 7 B-3600 Genk 0466.987.001	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	426	12	
Belfius Regio Hasselt CVBA Havermarkt 36 B-3500 Hasselt 0473.588.444	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	593	164	
Belfius Regio Leie - Schipdonk CVBA Volhardingslaan 72 (Bus 1) B-9800 Deinze 0463.653.367	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	455	65	
Belfius Regio Mechelen CVBA Grote Markt 31 B-2800 Mechelen 0475.734.025	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	841	293	
Belfius Regio Menen - Wevelgem CVBA Kerkomtrek 16 B-8930 Menen 0464.214.482	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	797	465	
Belfius Regio Mortsel Kontich CVBA Mechelsesteenweg 56 B-2640 Mortsel 0476.374.720	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	779	245	
Belfius Regio Noord-Antwerpen CVBA Antwerpsesteenweg 49 B-2950 Kapellen 0862.652.375	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	537	683	

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Belfius Regio Oostende-Oostkust CVBA Monnikenwerve 200 B-8000 Brugge 0465.840.025	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	837	44
Belfius Regio Roeselare Izegem CVBA Hendrik Consciencestraat 23 bus 6 B-8800 Roeselare 0456.777.750	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	659	316
Belfius Regio St. Niklaas CVBA Hendrik Heymanplein 9 B-9100 Sint-Niklaas 0865.262.368	ps	770	25,33	0,33	31/12/12	EUR	388	72
Belfius Regio Tienen CVBA Nieuwstraat 36 B-3300 Tienen 0459.668.350	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	356	54
Belfius Regio Torhout-Middelkerke CVBA Markt 28 B-8820 Torhout 0468.461.401	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	566	78
Belfius Regio Turnhout-Hoogstraten CVBA Vrijheid 109 B-2320 Hoogstraten 0463.702.758	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	875	104
Belfius Regio Waregem-Kruishoutem CVBA Markt 12 B-8790 Waregem 0473.703.458	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	707	257
Belfius Regio Wemmel CVBA Markt 60-62 B-1780 Wemmel 0465.156.966	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	416	12
Belfius Regio Westhoek CVBA Grote Markt 31 B-8600 Diksmuide 0464.991.373	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	635	89
Belfius Regio Zuid-Gent CVBA Koning Albertlaan 142 B-9000 Gent 0464.994.937	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	272	46
Belfius Région Huy-Andenne SCRL Avenue du Bosquet 41/11 B-4500 Huy 0464.663.058	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 139	445
Belfius Région Liège-Airport SCRL Chaussée du Roi Albert 50 B-4431 Ans 0475.741.448	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	940	593
Belfius Région Spa-Pays de Herve SCRL Place du Marché 22 B-4651 Battice 0474.573.488	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	997	364
Belfius Scheldeland CVBA Kalkendorp 21 B-9270 Laarne 0463.671.480	ps	770	25,50	0,33	31/12/12	EUR	987	382
Belfius Sille et Dendre SCRL Grand Place 72 B-7850 Enghien 0473.630.907	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	716	326

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité moné- taire	Capitaux propres (en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%					
Belfius Sud - Luxembourg SCRL Rue de la Poste 13 B-6700 Arlon 0466.444.195	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	717	393
Belfius Tournai - Val de Verne SCRL Rue Royale 105/107/109 B-7500 Tournai 0473.660.007	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	640	159
Belfius Uccle-Rhode SCRL Chaussée de Waterloo 1356 B-1180 Uccle 0469.209.883	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	834	416
Belfius Val de Sambre SCRL Rue de la Station 15-17 B-5060 Sambreville 0461.824.423	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	777	229
Belfius Val d'Haine et Haut-Pays SCRL Rue Grande 49 B-7380 Quiévrain 0468.851.874	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	662	90
Belfius Val du Piéton SCRL Grand Rue 12 B-6183 Trazegnies 0475.739.567	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	622	131
Belfius Vallée de la Dyle SCRL Place Alphonse Bosch 15 B-1300 Wavre 0459.668.845	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	580	106
Belfius Vallée de la Woluwe SCRL Place Dumon 22 B-1150 Bruxelles 0468.589.479	ps	770	24,84	0,32	31/12/12	EUR	705	112
Belfius Vilvoorde-Zaventem CVBA Portaelsplein 68 B-1800 Vilvoorde 0476.492.110	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	688	1 501
Belfius Vlaamse Ardennen CVBA Nederstraat 17 B-9700 Oudenaarde 0459.674.288	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	1 141	250
Belfius Waterloo SCRL Chaussée de Bruxelles 306 B-1410 Waterloo 0465.137.368	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	511	201
Belfius West-Limburg CVBA Kerkstraat 2 B-3560 Lummen 0467.006.597	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	746	134
Belfius Zennevallei CVBA Basiliekstraat 13 B-1500 Halle 0454.765.692	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	513	61
Belfius Zottegem-Land van Rhode CVBA Heldenlaan 22 B-9620 Zottegem 0460.956.965	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	450	25
Belfius Zuid-Oost Limburg CVBA Visésteenweg 204 (Bus 1) B-3770 Riemst 0464.705.323	ps	770	25,67	0,33	31/12/12	EUR	443	59

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type ⁽¹⁾	Nombre						
			%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)		
BEM II SA Rue du Lombard 34-42 B-1000 Bruxelles 0832.115.686	ps	2 000	15,04		31/12/12	EUR	632	(88)
BEM - Flemish Construction and Investment Company SA Rue du Lombard 34-42 B-1000 Bruxelles 0461.612.904	ps	2 793	12,05		31/12/12	EUR	3 793	(180)
Berlaymont 2000 SA Rue Guimard 9 Boîte 6ET B-1040 Bruxelles 0441.629.617	ps	250	14,61		31/12/12	EUR	17 636	(187)
Bervoets Real Estate SA Avenue Maurice 8 B-1050 Bruxelles 0884.639.010	ps	30	15		31/12/12	EUR	145	103
Boonefaes Verzekeringen NV Sint-Walburgapark 1 B-8630 Veurne 0448.670.530				98,67	31/12/12	EUR	190	14
Bureau Laveaux & Martin BVBA Ravensteinstraat 2 Bus 3 B-9000 Gent 0429.260.830				100	31/12/12	EUR	114	12
Caring People SA Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles 0899.572.456				100	31/12/12	EUR	1 064	217
Copharma Industries Unltd. 6 George's Dock IRL-Dublin 1				15,41	31/12/12	EUR	1 625	(500)
Coquelets SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0837.442.174				100	31/12/12	EUR	(138 673)	(201 173)
Corona Invest SA Avenue de la Métrologie 4 B-1130 Bruxelles 0441.221.920				100	30/12/12	EUR	69 688	1 612
Corona SA Avenue de la Métrologie 2 B-1130 Bruxelles 0403.263.939				100	31/12/12	EUR	18 096	4 493
Crefius SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0405.549.377	ps	17 724	99,99	0,01	31/12/12	EUR	39 904	10 845
DELP Invest SCRL Avenue des Dessus de Lives(LO) 2 B-5101 Lovers 0890.583.427				93,69	31/12/12	EUR	165 404	6 704
Dexia Public Facilities Financing US SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0894.448.678	ps	19 999	100		31/12/12	EUR	7 046	1 204
Dexia Secured Funding Belgium SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0890.181.767	ps	6 200	10		31/12/12	EUR	62	6

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%					
							(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
DG INFRA+ SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0894.555.972	ps	28 608	21,65	0,58	31/12/12	EUR	40 540	(825)
Domaine De Balzat SA Chaussée de Boondael 339 B-1080 Bruxelles 0893.526.980				50	31/12/12	EUR	(654)	(217)
Domus Flandria SA Rue des Colonies 40 B-1000 Bruxelles 0436.825.642	ps	35 000	17,46		31/12/12	EUR	19 475	1 405
DTS Z.A. Bourmicht 23 L-8070 Bertrange	ps	151	10	0,13	31/12/12	EUR	1 564	(14)
DVV Kantoor Eke BVBA s Gravendreef 1 B-9810 Nazareth 0831.374.924				99,99	31/12/12	EUR	(43)	(153)
Ecetia Finances SA Rue Sainte-Marie 5 B-4000 Liège 0203.978.726	ps	85 993	27,99		31/12/12	EUR	221 054	7 457
Elantis SA Rue des Clarisses 38 B-4000 Liège 0404.228.296				100	31/12/12	EUR	31 529	4 384
EquipNet Direct.com 50 Hudson Road MA-02021 Canton-Massachussets États-Unis	ps	2 575 001	13,93		31/12/12	USD	5 849	(653)
Erasmus Gardens SA Avenue Hermann-Debroux 42 B-1160 Bruxelles 0891.137.515				33,33	31/12/12	EUR	3 554	(744)
Eurco Ltd 6 George's Dock IRL-Dublin 1				100	31/12/11	EUR	1 251	1 886
Eurco Re Ltd 6 George's Dock IRL-Dublin 1				100	31/12/12	EUR	48 213	1 032
Europay Belgium SCRL Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0434.197.536	ps	4 592	13,42		31/12/12	EUR	1 290	102
FINIMMO SA (anciennement Gimogem) Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0436.044.197	ps	505	50		31/12/12	EUR	747	(15)
Fynergie SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0455.739.850	ps	1 249	99,92	0,08	31/12/12	EUR	90	(5)
GCC II Feeder BV Herengracht 338 NL-1016 CG Amsterdam 51510332	ps	180 000	100		31/12/12	EUR	1 950	(19)
HIMBA NV Hamiltonpark 24 Bus 26 B-8000 Brugge 0870.505.516				48,51	30/12/12	EUR	270	(24)

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net	
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%			%	(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
IBRO Holdings Unltd 6 George's Dock IRL-Dublin 1				100	31/12/09	EUR	260	10
IDE Lux SCRL Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon 0205.797.475	ps	1 092	13,67		31/12/12	EUR	53 251	1 361
IDE Lux Finances SCRL Drève de l'Arc-en-Ciel 98 B-6700 Arlon 0258.258.738	ps	3 719	36,87		31/12/12	EUR	27 488	472
Immochapelle SA Rue de la Chapelle 7 L-1325 Luxembourg B 159.199				20	31/12/12	EUR	5 962	(125)
Immoyente SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0406.206.306	ps	999	99,90	0,10	31/12/12	EUR	102	(8)
Imsol NV Molenbergstraat 2 B-2000 Antwerpen 0823.545.044				39,98	31/12/12	EUR	3 385	(800)
Inforum G.I.E. Rue d'Arlon 53 Bte 4 B-1040 Bruxelles 0472.721.679	ps	50	50		31/12/12	EUR	372	9
Inframan SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0891.786.920	ps	36 000	50		31/12/12	EUR	886	924
Isabel SA Boulevard de l'Impératrice 13-15 B-1000 Bruxelles 0455.530.509	ps	240 034	24		31/12/12	EUR	12 159	(1 397)
IWI International Wealth Insurer Rue Nicolas Bové 2 L-1253 Luxembourg LU18421978				100	31/12/11	EUR	63 652	(17 204)
Justinvest NV Heistraat 129 B-2610 Antwerpen-Wilrijk 0476.658.097	ps	50	33,33		31/12/12	EUR	330	27
Legros-Renier Les Amarantes Seigneurie de Loverval SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0442.301.192				100	31/12/12	EUR	5 738	(502)
Leskoo SA Avenue des Communautés 100 B-1200 Sint-Lambrechts-Woluwe 0439.077.824				50	31/12/12	EUR	1 153	1 237
LFB SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0475.017.809				100	31/12/12	EUR	2 849	(29)
North Light SA Boulevard Saint-Lazare 4-10 B-1210 Bruxelles 0871.398.510				60	31/12/12	EUR	3 394	419

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%					
				%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
Notre Maison SCRL Boulevard Tirou 167 B-6000 Charleroi 0240.277.017				13,53	31/12/12	EUR	34 142	793
Ondernermerstalent NV P/A Universiteit Hasselt - Agoralaan gebouw D B-3590 Diepenbeek 0883.079.288	ps	310	44,29		31/12/12	EUR	42	(3)
Orfival SA Rue du Bosquet 15A B-1348 Louvain-la-Neuve 0441.784.223				13,64	31/12/12	EUR	395	11
Pole Star SA Boulevard Saint-Lazare 4-10 B-1210 Bruxelles 0871.395.936				60	31/12/12	EUR	3 539	784
Promotion Léopold SA Avenue Louise 416, Boîte 2 B-1050 Bruxelles 0439.904.896	ps	220 400	19	16,50	31/12/12	EUR	1 305	110
Publipart SA Rue Royale 55, Boîte 14 B-1000 Bruxelles 0875.090.844	ps	209 993	10,76		30/09/13	EUR	157 599	3 458
Quest for Growth NV Lei 19 bus 3 B-3000 Leuven 0463.541.422				12,09	31/12/12	EUR	106 803	15 702
Rabot Invest NV Heistraat 129 B-2610 Wilrijk 0479.758.733	ps	60	25		31/12/12	EUR	564	14
R.E.D. Laboratories NV Z1. Researchpark 100 B-1731 Zellik 0462.648.824	ps	134 400	12,07		31/12/12	EUR	534	279
Re-Vive Brownfield Fund I cvba Kleemburg 1 bus 001 B-9050 Gent 0824.442.986	ps	1 120 000	25		31/12/12	EUR	9 950	317
SCI Saint Mesmin Immobilier Route du Creton F-18110 Vasselay Bourges D 493 799 399				100	31/12/11	EUR	(360)	(10)
Sepia SA Avenue Galilée 5 B-1210 Bruxelles 0403.251.467				50	31/12/12	EUR	4 601	492
Service Communal de Belgique SCI (en liquidation) Avenue Louise 106 B-1050 Ixelles 0226.308.918	ps	34 351	63,59		31/12/12	EUR	(3 603)	
Shop Equipments SA Boulevard Pachéco 44 B-1000 Bruxelles 0424.304.625	ps	224	99,56	0,44	31/12/12	EUR	333	53
Société Mixte de Développement Immobilier SA Avenue Maurice Destenay 13 B-4000 Liège 0816.917.469	ps	154	25,04		31/12/12	EUR	1 058	(33)

(1) ps : parts sociales

Dénomination Siège N° d'entreprise	Droits sociaux				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Directement			Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	Capitaux propres	Résultat net
	Type ⁽¹⁾	Nombre	%	%			(en milliers de l'unité monétaire) (+) ou (-)	
SOFIBAIL SA - Société Wallone de Location-Financement Rue Dewez 49 B-5000 Namur 0426.091.207	ps	2 000	19,42		31/12/12	EUR	2 073	(123)
SOFIBRU SA Rue de Stassart 32 B-1050 Bruxelles 0447.389.833	ps	25	20	2,44	31/12/12	EUR	1 747	3
Syneco Agence Conseil ASBL Place l'Illon 13 B-5000 Namur 0460.180.470				20				
TEB Immobilier SA Rue Sainte Marie 5 B-4000 Liège 0480.029.838	ps	101	20,49		31/12/12	EUR	196	18
TEB Participations SA Rue Sainte Marie 5 B-4000 Liège 0480.029.739	ps	42 289	20,57		31/12/12	EUR	63 460	5 151
VDK Spaarbank NV Sint-Michielsplein 16 B-9000 Gent 0400.067.788	ps	8 771	17,79		31/12/12	EUR	250 075	15 399
VDL - Interass NV Brusselsesteenweg 346C B-9090 Melle 0431.686.127				100	31/12/12	EUR	1 073	14
Vennootschap Leopoldruimte SA Avenue Louise 416 Boite 2 B-1050 Bruxelles 0435.890.977	ps	6 660	33,30	16,70	31/12/12	EUR	3 658	(1 340)
Visa Belgium SCRL Rue d'Arlon 82 B-1040 Bruxelles 0435.551.972	ps	26	14,53		30/09/13	EUR	268	10
Vlabo-Invest NV Pater Damiaanstraat 5 B-3130 Begijnendijk 0441.188.464	ps	226	43,05		31/12/12	EUR	536	(1)
Wandelaar Invest SA Rue du Vieux Marché aux Grains 63 B-1000 Bruxelles 0811.706.589				25	31/12/12	EUR	4 356	(173)
Zakenkantoor Vandepitte-Leplae NV Astridlaan 37 B-8310 Assebroek - Brugge 0466.037.092				26	31/12/12	EUR	71	12
Zonnige Kempen CVBA Grote Markt 39 B-2260 Westerlo 0404.221.368				16,29	31/12/12	EUR	31 786	900

(1) ps : parts sociales

VI. § 2. Liste des entreprises dont l'établissement de crédit répond de manière illimitée en qualité d'associé ou de membre indéfiniment responsable

Néant

VII. État des frais d'établissement et des immobilisations incorporelles (rubrique VIII. de l'actif)

1. Détail des frais d'établissement

Néant

2. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'EUR)	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles	Dont commissions d'apport art. 27bis ⁽¹⁾
A. VALEUR D'ACQUISITION			
Au terme de l'exercice précédent	0	67 874	0
Mutations de l'exercice :			
Acquisitions y compris production immobilisée	0	26 574	0
Cessions et désaffectations (-)	0	(834)	0
AU TERME DE L'EXERCICE (A)	0	93 614	0
B. AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR			
Au terme de l'exercice précédent	0	35 295	0
Mutations de l'exercice :			
Actés	0	9 037	0
Repris car excédentaires (-)	0	0	0
Acquis de tiers	0	0	0
Annulés (-)	0	(136)	0
AU TERME DE L'EXERCICE (B)	0	44 196	0
C. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) - (B)	0	49 418	0

(1) Si celles-ci représentent un montant important.

VIII. État des immobilisations corporelles (rubrique IX. de l'actif)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Location-financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Frais pour bâtiments loués
(en milliers d'EUR)							
A. VALEUR D'ACQUISITION							
Au terme de l'exercice précédent	1 194 525	252 231	141 538	17	169 525	23 971	73 077
Mutations de l'exercice :							
Acquisitions y compris production immobilisée	14 031	4 238	1 800	0	1	4 890	3 720
Cessions et désaffectations (-)	(42 175)	(4 394)	(2 479)	0	0	(290)	(1 348)
Transferts d'une rubrique à une autre (+/-)	25 013	0	0	0	(1)	(22 446)	205
Autres variations (+/-)	(644)	0	0	0	0	0	0
AU TERME DE L'EXERCICE (A)	1 190 750	252 075	140 859	17	169 525	6 125	75 654
B. PLUS-VALUES							
Au terme de l'exercice précédent	67 086	0	0	0	124	0	0
Mutations de l'exercice :							
Actées	0	0	0	0	0	0	0
Acquises de tiers	0	0	0	0	0	0	0
Annulées (-)	(5 429)	0	0	0	0	0	0
Transferts d'une rubrique à une autre (+/-)	626	0	0	0	0	0	0
AU TERME DE L'EXERCICE (B)	62 283	0	0	0	124	0	0
C. AMORTISSEMENTS ET RÉDUCTIONS DE VALEUR							
Au terme de l'exercice précédent	702 404	239 105	104 604	17	82 502	6 871	53 279
Mutations de l'exercice :							
Actés	31 299	7 525	5 401	0	4 770	1 878	5 637
Repris car excédentaires (-)	(984)	0	0	0	0	0	(853)
Acquis de tiers	0	0	0	0	0	0	0
Annulés (-)	(36 009)	(4 221)	(2 428)	0	0	(289)	(1 349)
Transferts d'une rubrique à une autre (+/-)	12 206	0	0	0	(52)	(6 780)	(346)
AU TERME DE L'EXERCICE (C)	708 916	242 409	107 577	17	87 220	1 680	56 368
D. VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE (A) + (B) - (C)							
	544 117	9 666	33 282	0	82 429	4 445	19 286

IX. Autres actifs (rubrique XI. de l'actif)

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important	
Primes payées sur swaptions acquises	1 352 020
Primes payées sur options	892 208
Biens destinés à la revente	190 432
Métaux précieux	19 072
Impôts différés actifs	3 082
Autres actifs	4 261

X. Comptes de régularisation (rubrique XII. de l'actif)

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Charges à reporter	1 588 642
Produits acquis	14 442 148

X.Bis Remploi des fonds de clients ségrégués

Néant

XI. État des dettes envers les établissements de crédit (rubrique I. du passif)

1. Pour la rubrique dans son ensemble

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Dettes envers des entreprises liées	1 350	1 487
Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	14 979	9 070

2. Ventilation des dettes autres qu'à vue selon la durée résiduelle (rubrique I.B. et C. du passif)

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Jusqu'à 3 mois	5 640 511
Plus de 3 mois à un an	1 840 080
Plus d'un an à 5 ans	14 150 000
Plus de 5 ans	599 051

XII. État des dettes envers la clientèle (rubrique II. du passif)

1. Dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Envers des entreprises liées	16 084 844	14 274 033
Envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	216 166	230 855

2. Ventilation géographique des dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Envers la Belgique	59 703 027	60 561 781
Envers l'étranger	23 850 075	16 135 984

3. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
À vue	26 289 662	25 264 764
Jusqu'à 3 mois	10 642 703	7 888 198
Plus de 3 mois à un an	3 838 089	2 766 847
Plus d'un an à 5 ans	12 297 940	8 522 534
Plus de 5 ans	2 129 155	2 433 007
À durée indéterminée	28 355 553	29 822 415

4. Ventilation des dettes envers la clientèle selon la nature des débiteurs

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Dettes envers les pouvoirs publics	7 531 364	7 754 131
Dettes envers les particuliers	36 756 806	38 415 479
Dettes envers les entreprises	39 264 932	30 528 155

XIII. État des dettes représentées par un titre (rubrique III. du passif)**1. Dettes qui, à la connaissance de l'établissement de crédit, constituent des dettes envers des entreprises liées ou envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation**

Néant

2. Ventilation selon la durée résiduelle

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Jusqu'à 3 mois	1 068 443
Plus de 3 mois à un an	3 708 221
Plus d'un an à 5 ans	7 376 528
Plus de 5 ans	2 241 107

XIV. État des autres dettes (rubrique IV. du passif)**1. Dettes fiscales, salariales et sociales envers des administrations fiscales**

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Dettes échues	0
Dettes non échues	31 326

2. Dettes fiscales, salariales et sociales envers l'Office national de sécurité sociale

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Dettes échues	0
Dettes non échues	118 312

3. Impôts

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Impôts à payer	5 918

4. Autres dettes

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important	
Primes reçues sur swaptions émises	1 378 400
Primes reçues sur options	1 176 082
Fournisseurs	31 313
Autres	9 478

XV. Comptes de régularisation (rubrique V. du passif)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Charges à imputer	28 032 229	14 703 612
Produits à reporter	712 500	1 627 964

XVI. Provisions pour autres risques et charges (rubrique VI.A.3. du passif)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Ventilation de cette rubrique si celle-ci représente un montant important		
Frais de restructuration	157 513	173 051
Litiges en cours	38 537	26 359
Provision pour risques résultant d'instruments financiers	20 000	0
Provision pour charges fiscales	19 306	15 284
Assurance hospitalisation et soins ambulatoires	16 147	16 559
Provision activités bancaires	11 420	1 265
Démontage des bâtiments	5 080	4 850
Contrats déficitaires	4 310	3 816
Autres provisions	11 351	7 860

XVII. État des dettes subordonnées (rubrique VIII. du passif)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
A. POUR LA RUBRIQUE DANS SON ENSEMBLE		
Dettes envers des entreprises liées	848 920	802 995
Dettes envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0
B. CHARGES AFFÉRENTES AUX DETTES SUBORDONNÉES	61 957	44 636

C. INDICATIONS RELATIVES À CHAQUE EMPRUNT (SUITE DE LA RUBRIQUE VII. DU PASSIF)

N° de réf.	Unité monétaire	Montant en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
1. ⁽¹⁾⁽²⁾	EUR	65 904	indéterminé (date de call 18/05/2014)	a) possible à partir de la date de call, avec l'accord de la BNB, ensuite à chaque date de coupon suivante b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 6 mois + 187 pb
2.	EUR	40 000	03/12/2019	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	• si GBP libor 12 mois < 5 % : taux = GBP libor 12 mois + 20 pb • si GBP libor 12 mois ≥ 5 % : taux = 7,55 %
3.	JPY	10 000 000	11/09/2025	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	Multicurrency 6,135 %
4.	JPY	10 000 000	11/09/2025	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	Multicurrency 6,085 %
5.	EUR	35 000	15/12/2014	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	CMS linked
6.	EUR	15 000	15/12/2015	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	En fonction du panier (Nikkei, Eurostoxx 50, S&P500)
7.	EUR	15 000	15/07/2019	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	CMS linked
8.	EUR	11 000	16/12/2019	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	CMS linked
9.	EUR	50 000	indéterminé (date de call 15/07/2023)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 12 ans + 200 pb
10.	EUR	17 500	indéterminé (date de call 29/12/2019)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les 10 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 10 ans + 200 pb
11.	EUR	17 500	indéterminé (date de call 29/12/2023)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les 12 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	IRS 12 ans + 200 pb
12. ⁽¹⁾	USD	50 000	indéterminé (date de call 25/02/2014)	a) possible à partir de la date de call, avec l'accord de la BNB, ensuite à chaque date de coupon suivante b) pas de conditions spécifiques c) néant	USD Libor 3 mois + 183 pb
13. ⁽¹⁾	USD	100 000	indéterminé (date de call 21/03/2014)	a) possible à partir de la date de call, avec l'accord de la BNB, ensuite à chaque date de coupon suivante b) pas de conditions spécifiques c) néant	USD Libor 3 mois + 183 pb

(1) Pour cette émission des restrictions temporaires sur le remboursement anticipé existent à la suite d'un accord avec la Commission européenne.

(2) Pour cette émission des restrictions temporaires sur le paiement des coupons existent à la suite d'un accord avec la Commission européenne.

N° de réf.	Unité monétaire	Montant en milliers de l'unité monétaire	Échéance ou modalité de durée	a) Circonstances de remboursement anticipé b) Conditions de subordination c) Conditions de convertibilité	Conditions de rémunération
14.	EUR	29 931	01/03/2022	a) pas applicable b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 3 mois + 43 pb
15.	EUR	44 932	04/04/2022	a) possible avec l'accord de la BNB b) pas de conditions spécifiques c) néant	6 %
16.	EUR	72 000	indéterminé (date de call 01/01/2025)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	jusque 01/01/2025 : 6,25 % ensuite : Euribor 3 mois + 4,17 %
17. ⁽¹⁾	GBP	150 000	09/02/2017 (date de call 09/02/2014)	a) possible à partir de la date de call, avec l'accord de la BNB, ensuite à chaque date de coupon suivante b) pas de conditions spécifiques c) néant	GBP Libor 3 mois + 73,25 pb
18.	EUR	20 000	01/03/2047 (date de call 01/03/2017)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les 5 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	5,04 %
19.	EUR	20 000	02/04/2037 (date de call 02/04/2017)	a) possible avec l'accord de la BNB, à partir de la date de call et ensuite tous les 5 ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	4,86 %
20. ⁽¹⁾	EUR	300 000	20/06/2018 (date de call 20/06/2014)	a) possible à partir de la date de call, avec l'accord de la BNB, ensuite tous les ans b) pas de conditions spécifiques c) néant	Euribor 12 mois + 153,25 pb

(1) Pour cette émission des restrictions temporaires sur le remboursement anticipé existent à la suite d'un accord avec la Commission européenne.

(2) Pour cette émission des restrictions temporaires sur le paiement des coupons existent à la suite d'un accord avec la Commission européenne.

XVIII. État du capital et structure de l'actionnariat

1. État du capital

A. Capital social

(en milliers d'EUR)	Montants (en milliers d'EUR)
A. CAPITAL SOUSCRIT (RUBRIQUE IX. A. DU PASSIF)	
Au terme de l'exercice précédent	3 458 066
Modifications au cours de l'exercice	0
AU TERME DE L'EXERCICE	3 458 066

(en milliers d'EUR)	Montants (en milliers d'EUR)	Nombre d'actions
B. REPRÉSENTATION DU CAPITAL		
1. Catégories d'actions		
Catégorie A	3 458 066	359 412 616
2. Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives	0	359 412 616
Au porteur et/ou dématérialisées	0	0

B. Capital non libéré

Néant

C. Actions propres détenues

Néant

D. Engagements d'émission d'actions

Néant

E. Capital autorisé non souscrit

(en milliers d'EUR)	Montants (en milliers d'EUR)
Capital autorisé non souscrit	3 458 066

F. Parts non représentatives du capital

Néant

2. Structure de l'actionnariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'établissement

- La SA Société fédérale de Participations et d'Investissement est détentrice de 359 407 616 actions en son nom propre, mais pour le compte de l'État belge.
- La SA Certi-Fed est détentrice de 5 000 actions.

XIX. Ventilation bilantaire euros – devises

(en milliers d'EUR)	EUR	Devises (contre-valeur en EUR)
Total de l'actif	134 643 112	12 586 978
Total du passif	137 921 218	9 308 872

XX. Opérations fiduciaires visées à l'art. 27ter § 1, alinéa 3

Néant

XXI. État des dettes et engagements garantis

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement de crédit sur ses actifs propres

(en milliers d'EUR)	Hypothèques (1)	Gages sur fonds de commerce (2)	Gages sur d'autres actifs (3)	Sûretés constituées sur des actifs futurs(4)
A. POUR SÛRETÉS DE DETTES ET ENGAGEMENTS DE L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT				
Rubriques du passif				
Opérations de mobilisation	0	0	26 646 890	0
Programme obligations sécurisées	0	0	4 760 203	0
Autres rubriques du passif	0	0	20 358 218	0
Rubriques du hors bilan				
Gages de caisse pour instruments financiers	0	0	17 830 189	0
Autres	0	0	0	0

B. POUR SÛRETÉS DE DETTES ET ENGAGEMENTS DE TIERS

Néant

(1) Montant de l'inscription ou valeur comptable des immeubles grevés si celle-ci est inférieure.

(2) Montant de l'inscription.

(3) Valeur comptable des actifs gagés.

(4) Montant des actifs en cause.

XXII. État des passifs éventuels et engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit (rubriques I. et II. du hors bilan)

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
Total des passifs éventuels pour compte d'entreprises liées	1 359 803	1 284 478
Total des passifs éventuels pour d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	37 206	8 560
Total des engagements envers des entreprises liées	2 080 084	2 160 090
Total des engagements envers d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	69 939	33 201

XXIII. Renseignements relatifs aux résultats d'exploitation (rubriques I. à XV. du compte de résultats)

	31/12/12	31/12/13
A. 1. RELEVÉ DES TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL		
Nombre total de personnes inscrites à la date de clôture	6 296	5 989
Nombre moyen de personnes inscrites en équivalents temps plein	5 598,16	5 418,07
Personnel de direction	141,65	126,18
Employés	5 449,21	5 285,28
Ouvriers	7,30	6,60
Autres	0	0
Nombre effectif d'heures prestées	8 141 998,74	7 771 056,10
1B/S. INTÉRIMAIRES ET TRAVAILLEURS MIS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE		
Nombre total à la date de clôture	0	0
Nombre moyen de personnes occupées en équivalents temps plein	0,31	0,32
Nombre effectif d'heures prestées	549	577
Frais liés à ces catégories de personnel (en milliers d'EUR)	21 374	17 396
2. FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'EUR)		
Rémunérations et avantages sociaux directs	425 624	413 058
Cotisations patronales d'assurances sociales	123 069	118 552
Primes patronales pour assurances extralégales	95 009	65 242
Autres frais de personnel	6 389	14 960
Pensions	1 663	1 583
3. PROVISIONS POUR PENSIONS (en milliers d'EUR)		
Dotations (+)	0	0
Utilisations et reprises (-)	(34)	(34)
B. 1. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (en milliers d'EUR)		
Ventilation de la rubrique XIV. du compte de résultats si celui-ci représente un montant important		
Achat des instruments Tier I et Tier II	706 558	0
Récupération du système de protection des dépôts et des instruments financiers	126 486	0
Rémunérations perçues pour coupon manquant	35 795	1 698
Loyers perçus	26 233	24 273
Récupérations de frais d'entreprises liées	22 300	13 836
Autres produits d'exploitation	79 540	75 273
2. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (RUBRIQUE XV. DU COMPTE DE RÉSULTATS) (en milliers d'EUR)		
Impôts et taxes	80 765	121 840
Autres charges d'exploitation	47 252	11 445
Ventilation des autres charges d'exploitation si cette rubrique représente un montant important		
Commissions sur prêts de titres	35 801	2 169
C. RÉSULTATS D'EXPLOITATION RELATIFS À DES ENTREPRISES LIÉES (en milliers d'EUR)		
Produits	6 602 776	5 550 338
Charges	5 911 996	4 971 999

	31/12/12		31/12/13	
	Sièges belges	Sièges étrangers	Sièges belges	Sièges étrangers
(en milliers d'EUR)				
D. PRODUITS D'EXPLOITATION SELON LEUR ORIGINE				
I. Intérêts et produits similaires	3 247 483	352 874	2 863 850	278 270
III. Revenus de titres à revenu variable				
D'actions, parts de société et autres titres à revenu variable	1 361	0	722	0
De participations dans des entreprises liées	28 825	0	3 000	0
De participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5 223	0	7 014	0
D'autres actions et parts de société constituant des immobilisations financières	1 617	0	1 526	0
IV. Commissions perçues	434 573	9 247	498 157	20 391
VI. Bénéfices provenant d'opérations financières				
Du change et du négoce de titres et autres instruments financiers	179 145	(58 185)	(30 493)	(40 104)
De la réalisation de titres de placement	(555 119)	(147 400)	58 125	(108 549)
XIV. Autres produits d'exploitation	996 074	838	114 128	952

Remarques :

- En ce qui concerne les sièges étrangers, une ventilation par catégorie d'activité et marché géographique doit figurer en annexe au document normalisé, dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'établissement de crédit, ces catégories de marché diffèrent entre elles de façon considérable.
- Les rubriques III. B. et C. du compte de résultats doivent en annexe au document normalisé, être ventilées géographiquement par référence au lieu du siège principal des entreprises concernées.

XXIV. Relevé des opérations hors bilan à terme sur valeurs mobilières, sur devises et autres instruments financiers non constitutifs d'engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit au sens de la rubrique II. du hors bilan

1. Types d'opérations

	Montant en fin d'exercice	Dont opérations ne constituant pas des opérations de couverture affectée
(en milliers d'EUR)		
A. SUR VALEURS MOBILIÈRES		
Achats et ventes à terme de valeurs mobilières et titres négociables	100 481	100 481
B. SUR DEVISES⁽¹⁾		
Opérations de change à terme	7 668 270	7 668 270
Swaps de devises et d'intérêts	16 044 959	15 691 069
Futures sur devises	0	0
Options sur devises	863 665	863 665
Contrats de taux de change à terme	0	0
C. SUR AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS		
Sur intérêts ⁽²⁾		
Swaps de taux d'intérêt	422 631 074	392 175 673
Opérations interest futures	44 632 026	1 622 524
Contrats à terme de taux d'intérêt	13 729 920	13 729 920
Options sur taux d'intérêt	257 345 215	257 336 173
Autres achats et ventes à terme ⁽³⁾		
Autres contrats d'options	17 321 622	17 291 622
Autres opérations de futures	182 966	182 966
Autres achats et ventes à terme	0	0

2. Impact sur le résultat de la dérogation aux règles d'évaluation selon l'article 36bis § 2, relative aux opérations sur intérêts à terme

	Montant en fin d'exercice ⁽²⁾	Différence entre valeur de marché et valeur comptable ⁽⁴⁾
(en milliers d'EUR)		
Dans le cadre de gestion de trésorerie	8 972 148	1 891
Dans le cadre de gestion ALM	93 746 404	(3 429 411)
Sans effet de réduction du risque (LOCOM)	0	0

(1) Montants à livrer.

(2) Montant nominal/notionnel de référence, y compris les contrats asymétriques.

(3) Prix d'achat/de vente convenu entre parties.

(4) + : Différence positive entre la valeur de marché et le résultat enregistré.

- : Différence négative entre la valeur de marché et le résultat enregistré.

XXV. Résultats exceptionnels

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
A. PLUS-VALUES RÉALISÉES SUR CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISÉS À DES ENTREPRISES LIÉES	26 805	15 709
MOINS-VALUES RÉALISÉES SUR CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISÉS À DES ENTREPRISES LIÉES	510	199
B. AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS (RUBRIQUE XVII.E. DU COMPTE DE RÉSULTATS)		
Néant		
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES (RUBRIQUE XVIII.E. DU COMPTE DE RÉSULTATS)	178	175

XXVI. Impôts sur le résultat

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
A. VENTILATION DE LA RUBRIQUE XX.A. DU COMPTE DE RÉSULTATS		
Impôts sur le résultat de l'exercice :		
Impôts et précomptes dûs ou versés	2 793	1 951
Excédents de versements d'impôts ou de précomptes portés à l'actif	0	0
Suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IV.B. du passif) au titre de dettes fiscales	0	0
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs :		
Suppléments d'impôts dûs ou versés	0	0
Suppléments d'impôts estimés (portés à la rubrique IV. du passif) ou provisionnés (portés à la rubrique VI.A.2. du passif)	800	800
B. PRINCIPALES SOURCES DES DISPARITÉS ENTRE LE BÉNÉFICE AVANT IMPÔT EXPRIMÉ DANS LES COMPTES ET LE BÉNÉFICE TAXABLE ESTIMÉ, AVEC MENTION PARTICULIÈRE DE CELLES DÉCOULANT DE DÉCALAGES DANS LE TEMPS ENTRE LE BÉNÉFICE COMPTABLE ET LE BÉNÉFICE FISCAL (SI LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE EN EST INFLUENCÉ DE MANIÈRE SENSIBLE AU NIVEAU DES IMPÔTS)		
Plus-values et moins-values sur actions	(31 357)	(3 536)
Revenus définitivement taxés	(591 744)	(8 941)
Réserves taxées et dépenses non admises	72 403	15 399
Pertes reportées et divers éléments déductibles	(78 127)	(133 606)
C. INCIDENCE DES RÉSULTATS EXCEPTIONNELS SUR LE MONTANT DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT DE L'EXERCICE		
Produits exceptionnels	13 880	13 345
Charges exceptionnelles	13 260	200
D. SOURCES DE LATENCES FISCALES (DANS LA MESURE OÙ CES INDICATIONS SONT IMPORTANTES POUR L'APPRÉCIATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT)		
Latences actives	375 085	399 519
Latences passives	0	0

XXVII. Autres taxes et impôts à charge de tiers

(en milliers d'EUR)	31/12/12	31/12/13
A. TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE, TAXES D'ÉGALISATION ET TAXES SPÉCIALES PORTÉES EN COMPTE		
À l'entreprise (déductibles)	54 214	38 383
Par l'entreprise	108 879	87 954
B. MONTANTS RETENUS À CHARGE DE TIERS AU TITRE DE		
Précompte professionnel	127 072	134 005
Précompte mobilier	263 825	272 140

XXVIII. Droits et engagements hors bilan non visés par les états repris dans cette section, ni par les rubriques du hors bilan

A. Description du régime complémentaire de pension et de survie

Dans le cadre du système de retraite et de pension de survie complémentaire, Belfius Banque assure à ses collaborateurs un revenu supplémentaire après leur retraite.

Pour les plans « Defined Benefit » (prestation déterminée ou but à atteindre), l'avantage final peut être exprimé en intérêt ou en capital. L'avantage final dépend de différents éléments comme l'âge de la retraite, les années de service presté et le salaire final. Tous les « plans de type à prestations déterminées » sont financés par des contributions de l'employeur. Le plan « Dexia Old » prévoit aussi une contribution des employés concernés.

Pour les plans « Defined Contribution » (contribution déterminée) l'avantage final est déterminé sur la base du placement des contributions de Belfius Banque et des employés concernés. Cette contribution dépend des années de service presté et de la base salariale.

En 2013, les plans à prestations définies ont été fermés et remplacés par des plans à cotisations définies. Les plans à prestations définies continuent à être gérés de façon dynamique. Plusieurs plans ont été transférés de Belfius Insurance aux fonds de pension Belfius OP.

B. Transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché

Néant

XXIX. Relations financières avec

(en milliers d'EUR)	31/12/13
A. LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS	
B. LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT SANS ÊTRE LIÉES À CELUI-CI	
C. LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LES PERSONNES CITÉES SOUS B.	
D. LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL(S) EST (SONT) LIÉ(S)	
A. 1. Créances existant à leur charge	652
2. Passifs constitués en leur faveur	2 578
3. Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	0
B. 1. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	3 237
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	0
D. 1. Émoluments du (des) commissaire(s)	1 215
2. Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	0
Missions de conseils fiscaux	0
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	87
3. Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est (sont) lié(s)	
Autres missions d'attestation	0
Missions de conseils fiscaux	2
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	0
TOTAL	1 304

XXX. Positions portant sur des instruments financiers

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Instruments financiers à recevoir par l'établissement pour le compte de clients	5 935 693
Instruments financiers à livrer par l'établissement à des clients	5 974 920
Instruments financiers de clients reçus en dépôt par l'établissement	91 468 754
Instruments financiers de clients donnés en dépôt par l'établissement	92 853 634
Instruments financiers de clients reçus en garantie par l'établissement	1 345 653
Instruments financiers de clients donnés en garantie par l'établissement	0

XXXI. Instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur

(en milliers d'EUR)	31/12/13
Estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur dans les comptes, avec indications sur la nature et le volume des instruments	
Swaps de taux d'intérêt	(4 984 090)
Swaps de devises	(66 572)
Contrats d'options	37
Futures	(4)

XXXII. Information relative au netting des produits dérivés

Les dérivés conclus avec LCH font l'objet d'un accord contraignant de netting relatif à leur règlement, qui implique concrètement que les positions en produits dérivés vis-à-vis de LCH sont comptabilisées à la fin de chaque jour comme une créance ou comme une dette.

L'impact au bilan s'élève à EUR 2 318 684 989.

Bilan social

I. État des personnes occupées

1. Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration Dimona ou qui sont inscrits au registre général du personnel

A. Au cours de l'exercice

	Code	Hommes	Femmes	Total
NOMBRE MOYEN DE TRAVAILLEURS				
Temps plein	1001	2 788,25	1 362,83	4 151,08
Temps partiel	1002	446,50	1 535,50	1 982,00
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	3 050,03	2 368,04	5 418,07
NOMBRE D'HEURES EFFECTIVEMENT PRESTÉES				
Temps plein	1011	4 072 751,43	1 895 225,29	5 967 976,72
Temps partiel	1012	372 530,82	1 430 548,56	1 803 079,38
Total	1013	4 445 282,25	3 325 773,85	7 771 056,10
FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'EUR)				
Temps plein	1021	275 990,68	134 897,65	410 888,33
Temps partiel	1022	44 196,12	151 989,13	196 185,25
Total	1023	320 186,80	286 886,78	607 073,58
MONTANT DES AVANTAGES ACCORDÉS EN SUS DU SALAIRE (en milliers d'EUR)	1033	3 087,45	2 397,09	5 484,54

B. Au cours de l'exercice précédent

	Code	Hommes	Femmes	Total
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	3 150,82	2 447,34	5 598,16
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	4 663 870,91	3 478 127,83	8 141 998,74
Frais de personnel (en milliers d'EUR)	1023	328 779,01	293 582,42	622 361,43
Montant des avantages accordés en sus du salaire (en milliers d'EUR)	1033	3 389,36	2 632,62	6 021,98

C. À la date de clôture de l'exercice

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
NOMBRE DE TRAVAILLEURS	105	4 038,00	1 951,00	5 288,92
PAR TYPE DE CONTRAT DE TRAVAIL				
Contrat à durée indéterminée	110	3 986,00	1 950,00	5 236,42
Contrat à durée déterminée	111	52,00	1,00	52,50
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	113	0,00	0,00	0,00
PAR SEXE ET NIVEAU D'ÉTUDES				
Hommes	120	2 725,00	433,00	2 977,60
De niveau primaire	1200	8,00	3,00	10,10
De niveau secondaire	1201	496,00	150,00	574,90
De niveau supérieur non universitaire	1202	1 193,00	187,00	1 310,20
De niveau universitaire	1203	1 028,00	93,00	1 082,40
Femmes	121	1 313,00	1 518,00	2 311,32
De niveau primaire	1210	3,00	16,00	9,77
De niveau secondaire	1211	269,00	567,00	604,37
De niveau supérieur non universitaire	1212	578,00	684,00	1 054,98
De niveau universitaire	1213	463,00	251,00	642,20
PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE				
Personnel de direction	130	120,00	5,00	123,30
Employés	134	3 918,00	1 925,00	5 159,11
Ouvriers	132	0,00	21,00	6,51
Autres	133	0,00	0,00	0,00

2. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Au cours de l'exercice

	Codes	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150	0,32	0,00
Nombre d'heures effectivement prestées	151	577,11	0,00
Frais pour l'entreprise	152	17 396,38	0,00

II. Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

1. Entrées

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
NOMBRE DE TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI ONT ÉTÉ INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	205	55,00	2,00	56,30
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	17,00	1,00	17,80
Contrat à durée déterminée	211	38,00	1,00	38,50
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	213	0,00	0,00	0,00

2. Sorties

	Code	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
NOMBRE DE TRAVAILLEURS DONT LA DATE DE FIN DE CONTRAT A ÉTÉ INSCRITE DANS UNE DÉCLARATION DIMONA OU AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	305	219,00	145,00	286,90
PAR TYPE DE CONTRAT DE TRAVAIL				
Contrat à durée indéterminée	310	147,00	143,00	213,60
Contrat à durée déterminée	311	72,00	2,00	73,30
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312	0,00	0,00	0,00
Contrat de remplacement	313	0,00	0,00	0,00
PAR MOTIF DE FIN DE CONTRAT				
Pension	340	19,00	99,00	67,60
Chômage avec complément d'entreprise	341	3,00	0,00	3,00
Licenciement	342	56,00	21,00	65,10
Autre motif	343	141,00	25,00	151,20
<i>Dont : nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de l'entreprise comme indépendants</i>	350	0,00	0,00	0,00

III. Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

	Code	Hommes	Code	Femmes
INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE À CARACTÈRE FORMEL À CHARGE DE L'EMPLOYEUR				
Nombre de travailleurs concernés	5801	1 835,00	5811	1 513,00
Nombre d'heures de formation suivies	5802	39 407,20	5812	34 826,80
Coût net pour l'entreprise	5803	4 215,34	5813	3 496,81
<i>Dont coût brut directement lié aux formations</i>	58031	4 215,34	58131	3 496,81
<i>Dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs</i>	58032	0,00	58132	0,00
<i>Dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)</i>	58033	0,00	58133	0,00
INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE À CARACTÈRE MOINS FORMEL OU INFORMEL À CHARGE DE L'EMPLOYEUR				
Nombre de travailleurs concernés	5821	3 050,00	5831	2 368,00
Nombre d'heures de formation suivies	5822	114 358,90	5832	90 279,02
Coût net pour l'entreprise	5823	1 875,59	5833	1 442,88
INITIATIVES EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE À CHARGE DE L'EMPLOYEUR				
Nombre de travailleurs concernés	5841	0,00	5851	0,00
Nombre d'heures de formation suivies	5842	0,00	5852	0,00
Coût net pour l'entreprise (en milliers d'EUR)	5843	0,00	5853	0,00

Belfius Banque SA

Rapport du commissaire à l'assemblée générale sur les comptes annuels clôturés le 31 décembre 2013

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes annuels, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires. Les comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2013, le compte de résultats pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des règles d'évaluation et les autres annexes.

Rapport sur les comptes annuels – Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Belfius Banque SA (« la société »), établis conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 147 230 090 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 128 829 (000) EUR.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing - ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants repris et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de la société relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, et la présentation d'ensemble des comptes annuels. Nous avons obtenu des préposés de la société et du conseil d'administration les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes annuels de Belfius Banque SA donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clôturé à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et des statuts de la société.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes annuels et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés.

Diegem, le 3 avril 2014

Le commissaire

DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par

Frank Verhaegen

Bernard De Meulemeester

Informations complémentaires

Adresses des principales filiales et de la succursale de Belfius Banque et Belfius Insurance⁽¹⁾

Belfius Auto Lease

Leasing opérationnel de véhicules et services en matière de gestion de parcs automobiles, d'entretien et de gestion des sinistres

Place Rogier 11
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 285 37 77
Fax : + 32 2 285 35 35
www.belfius-autolease.be

Belfius Bank Dublin Branch

Gestion d'un portefeuille d'investissement en Credit Spread
6, George's Dock
IE-IFSC Dublin 1
Tél. : + 353 16 45 50 31
Fax : + 353 18 29 15 77

Belfius Commercial Finance

Financement des créances commerciales envers les débiteurs, couverture du risque d'insolvabilité des débiteurs et récupération des créances sur débiteurs

Place Rogier 11
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 285 26 11
Fax : + 32 2 285 26 99
www.belfius-commercialfinance.be

Belfius Insurance

Société d'assurances qui commercialise des produits d'assurances vie et non-vie, des produits d'épargne et de placements pour les particuliers, les indépendants, les professions libérales, les entreprises et le secteur public et social

Avenue Galilée 5
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 286 76 11
Fax : + 32 2 286 76 99
www.dvvlap.be
www.belfius-assurances.be

Belfius Insurance Invest

Société de gestion d'investissements pour Belfius Insurance

Avenue Galilée 5
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 286 69 22
Fax : + 32 2 286 72 20

Belfius Ireland Unltd

Gestion d'un portefeuille obligataire Public Sector

6, George's Dock
IE-IFSC Dublin 1
Tél. : + 353 1 645 50 00
Fax : + 353 1 829 15 77

Belfius Lease

Leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel au secteur public

Place Rogier 11
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 222 37 08
Fax : + 32 2 222 26 23
www.belfius-lease.be

Belfius Lease Services

Leasing financier et renting de biens d'équipement professionnel aux indépendants, aux entreprises et aux titulaires d'une profession libérale

Place Rogier 11
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 222 37 08
Fax : + 32 2 222 26 23
www.belfius-lease.be

Belfius Re

Société de réassurance qui gère principalement les risques internes de Belfius Insurance

20, rue de l'Industrie
LU-8399 Windhof
Tél. : + 352 26 92 57 1
Fax : + 352 26 92 57 09

Corona

Assurances en direct pour les particuliers (produits d'assurances vie et non-vie)

Avenue de la Métrologie 2
BE-1130 Bruxelles
Tél. : + 32 2 244 22 11
www.coronadirect.be

Crefius

Octroi et gestion de crédits hypothécaires

Siège social

Boulevard Pachéco 44
BE-1000 Bruxelles
Tél. : + 32 2 222 11 11
Fax : + 32 2 222 40 32

Sièges d'exploitation

Chaussée de Dinant 1033
BE-5100 Wépion
Tél. : + 32 81 46 82 11
Fax : + 32 81 46 05 55

H. Consciencestraat 6
BE-8800 Roeselare
Tél. : + 32 51 23 21 11
Fax : + 32 51 23 21 45

DELP Invest

Société de gestion d'investissements pour Belfius Insurance

Namur Office Park
Avenue des Dessus de Lèves 2
BE-5101 Loyers
Tél. : + 32 81 32 19 30

(1) Sont reprises dans cette liste les filiales et la succursale qui exercent (ou dont l'activité contribue à) des activités opérationnelles bancaires ou d'assurances.

Elantis

Octroi et gestion de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation via un réseau d'apporteurs

Siège social

Rue des Clarisses 38
BE-4000 Liège
Tél. : + 32 4 232 45 45
Fax : + 32 4 232 45 01

Siège d'exploitation

Boulevard Saint-Michel 50
BE-1040 Bruxelles
Tél. : + 32 2 732 12 12
Fax : + 32 2 737 29 27
www.elantis.be

Eurco Ltd

Société qui gère des captives de réassurance pour compte de tiers

6, George's Dock
IE-IFSC Dublin 1
Tél. : + 353 1 85 15 200
Fax : + 353 1 829 04 33

Eurco Re Ltd

Société de réassurance qui gère principalement les risques internes de Belfius Insurance

6, George's Dock
IE-IFSC Dublin 1
Tél. : + 353 1 85 15 200
Fax : + 353 1 829 04 33

International Wealth Insurer (IWI)

Société d'assurance vie individuelle et collective qui distribue des produits d'assurance vie individuelle et d'épargne-retraite dans plusieurs pays de l'Union européenne

2, rue Nicolas Bové
LU-1253 Luxembourg
Tél. : + 352 262 54 41
Fax : + 352 262 54 45 480
www.iwi.lu

Sepia

Assureur spécialisé dans les plans de pension sectoriels – Joint Venture avec KBC Assurances

Avenue Galilée 5
BE-1210 Bruxelles
Tél. : + 32 2 286 63 27
Fax : + 32 2 284 74 76

Données générales de Belfius Banque

Dénomination sociale

Belfius Banque SA

Contact

Tél. : + 32 2 222 11 11

Fax : + 32 2 222 11 22

Adresse postale générale

Boulevard Pachéco 44

BE-1000 Bruxelles

Numéro d'entreprise

RPM Bruxelles TVA BE 403.201.185

Numéro FSMA

19649 A

Site internet

www.belfius.be

www.belfius.com

Plaintes

En cas de problème, vous pouvez vous adresser tout d'abord à votre agence, à votre gestionnaire chargé de relations ou au service Gestion des plaintes.

Belfius Banque

Service Gestion des Plaintes – RT 15/14

Boulevard Pachéco 44

BE-1000 Bruxelles

E-mail : claim@belfius.be

Si la réponse n'est pas satisfaisante, vous pouvez vous adresser au Médiateur de Belfius Banque

Belfius Banque

Service de Médiation – RT 15/14

Boulevard Pachéco 44

BE-1000 Bruxelles

E-mail : mediation@belfius.be

Si vous agissez en qualité de personne physique à des fins privées, et que vous n'êtes pas satisfait de la réponse qui vous a été réservée par les instances précitées de la Banque, vous pouvez vous adresser pour les produits bancaires au Service de Médiation pour le Secteur financier.

Ombudsfin

Rue Belliard 15/17, boîte 8

BE-1040 Bruxelles

E-mail : ombudsman@ombudsfin.be

Pour les produits d'assurance, vous pouvez vous adresser au Service de Médiation Assurances.

Ombudsman des Assurances

Square de Meeûs 35

BE-1000 Bruxelles

E-mail : info@ombudsman.as

Contact

Vous souhaitez plus d'informations sur Belfius Banque & Assurances ? Surfez sur www.belfius.com.

Vous souhaitez poser une question sur les résultats ou la stratégie de Belfius Banque ? Envoyez un mail à financialcommunication@belfius.be.

Vous avez d'autres questions ? Vous pouvez nous joindre au +32 2 222 12 01 (du lundi au vendredi : de 8 à 22 heures / le samedi : de 9 à 17 heures).

Vous pouvez bien entendu nous suivre sur les réseaux sociaux :



facebook.com/Belfius



twitter.com/Belfius



LinkedIn.com/company/Belfius



YouTube.com/BelfiusBe